

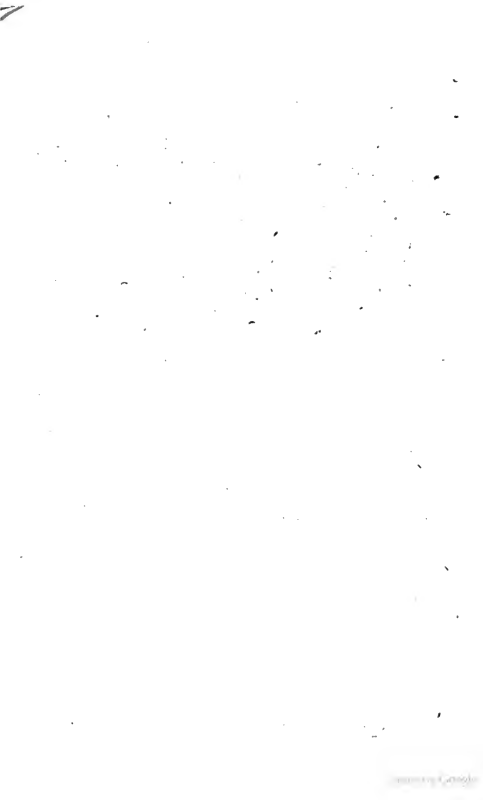


6

10

47

BIBLIOTECA NAZIONALE  
CENTRALE - FIRENZE



*Capato*

HISTOIRE  
DE LA  
**CONTRE - RÉVOLUTION**  
**EN ANGLETERRE,**

PAR  
Armand Carrel.



---

BRUXELLES,  
SOCIÉTÉ BELGE DE LIBRAIRIE, etc.  
HAUMAN, CATTOIR ET C<sup>o</sup>.

1836





08-

**HISTOIRE**  
**DE LA**  
**CONTRE-RÉVOLUTION**  
**EN ANGLETERRE,**  
**SOUS CHARLES II ET JACQUES II.**

---

IMPRIMERIE DE L. SCHAPEN,  
Faubourg de Louvain.





ARMAND CARREL.

**HISTOIRE**  
DE LA  
**CONTRE-RÉVOLUTION**  
EN ANGLETERRE,  
SOUS CHARLES II ET JACQUES II.  
Par Armand Carrel.



**BRUXELLES,**  
LOUIS HAUMAN ET Co, ÉDITEURS.  
—  
1836

6-10-48

## INTRODUCTION.

---

La contre-révolution à laquelle les deux rois Charles II et Jacques II ont eu le malheur d'attacher les destinées de leur famille a été la dernière résistance opposée en Angleterre par le pouvoir royal à l'établissement du gouvernement consenti.

Les vingt-huit années pendant lesquelles ce pouvoir fit violence à des opinions , à des intérêts , à des besoins qui venaient de se manifester par le renversement de l'ordre ancien , sont re-



gardées à tort comme un temps d'avilissement pour la nation anglaise.

Elle avait obéi à de puissantes nécessités en reprenant pour maîtres les fils de celui que la révolution avait vaincu et tué; elle les avait rappelés avec imprévoyance, sans exiger d'eux qu'ils reconnussent ses droits comme elle reconnaissait les leurs.

De là vint une nouvelle querelle : le pouvoir voulut encore être absolu; les mêmes croyances et les mêmes opinions qui l'avaient une fois renversé lui résistèrent; mais, devenues moins ardentes par leurs mécomptes, elles résistèrent avec d'autres armes, et se placèrent sur un terrain qui promettait moins d'éclat aux résistances.

Ce terrain fut celui de la légalité : la nation, en le disputant pied à pied, apprit à le mieux connaître. Pour s'y maintenir, elle se priva des forces aveugles qui ne pouvaient être pliées à une guerre prudente; elle soutint même la restauration contre les hommes qui regrettaient la république, et les sacrifia pour conserver ceux des résultats de la révolution qu'elle voulait voir adoptés par la famille régnante.

Les Stuarts pouvaient s'accommoder à ce système. Il y avait contre eux des haines de parti, mais point d'antipathie nationale : cependant ils succombèrent une seconde fois.

Comme s'il y avait dans ce dénouement de la contre-révolution anglaise une grande leçon pour le temps où nous vivons, on se reporte avec une vive curiosité vers celui qui s'écoula entre le rappel des Stuarts et leur seconde chute. On veut savoir pourquoi l'existence de cette maison

royale est devenue incompatible avec les intérêts de l'Angleterre ; pourquoi son second renversement s'est opéré avec une si étrange facilité , si peu de trouble et de secousse.

Cette catastrophe était-elle dans les lois d'une prédestination de malheur attachée au sang des Stuarts ? Vint-elle d'une combinaison d'événements extérieurs fortuitement rassemblés contre eux ?

Je vais répondre en exposant la contre-révolution anglaise dans sa marche , ses divers modes d'action et la série toujours croissante de ses prétentions. Ce sera le résultat montré dans ses causes.

On verra que les Stuarts ne succombèrent point sous une influence ennemie de la royauté ; qu'ils eurent toujours pour eux la masse éclairée, agissante , intéressée au repos et à l'ordre , chaque fois que les débris des partis religieux et politiques entrés les derniers dans la révolution s'agitèrent pour ramener un ordre de choses en opposition avec les éléments dont se composait la société.

Car toute question de forme politique a ses données dans l'état de la société , nullement ailleurs ; et, pour cela, la courte existence républicaine de l'Angleterre n'avait été qu'une excursion forcé en dehors des voies constitutionnelles que la nation s'était frayées depuis longtemps. D'elle-même la nation était rentrée dans ces voies qu'elle aimait lorsqu'elle rappela les Stuarts ; elle ne leur laissait rien à faire contre la révolution proprement dite.

Restaient les libertés conquises par la révolu-

tion, mais réclamées avant elle; la nation se disait fière de les tenir de ses rois; elle voulait bien oublier qu'elle les leur avait arrachées.

Ce fut à ces libertés que la restauration fit la guerre. Elle les remit en question l'une après l'autre, et voulut remonter un à un tous les degrés que le pouvoir royal avait descendus de siècle en siècle pour concilier son existence avec celle d'intérêts nouveaux.

Ainsi la contre-révolution apprit au peuple anglais que ses libertés étaient incompatibles avec la royauté non consentie, et que pour conserver la royauté avec avantage, il fallait la régénérer, c'est-à-dire la séparer du principe de la légitimité.

---

Si, d'avance, on n'avait une idée exacte de ce passé dans lequel la restauration alla chercher un ordre de choses imaginaire, on ne pourrait ni la comprendre, ni la suivre dans une marche rétrograde sans direction comme sans terme. J'ai cru pour cela qu'en regard de la contre-révolution il était indispensable de placer et la révolution et ses antécédents les plus éloignés. Lorsqu'à la fin de cette histoire on touchera aux derniers et inévitables développements de la réaction sous un roi jésuite, on verra si j'ai pris les choses de trop haut.

I. Dans le système de garanties politiques que l'Angleterre défendit contre les deux derniers Stuarts, il ne restait rien d'antérieur à la conquête normande. Les capitaines et soldats de

Guillaume, en s'impatronisant comme grands et 1066.  
petits souverains féodaux au milieu de la nation  
saxonne, l'avaient à la fois dépouillée de la pro-  
priété du sol et de son ancienne organisation  
politique et religieuse. Le mélange imparfait des  
deux races laissa longtemps vivre les haines atta-  
chées à la différence d'origine dans celles que le  
régime féodal attachait partout à la différence  
des conditions. Toutefois, dès le milieu du dou-  
zième siècle, l'état de choses établi par la con-  
quête avait produit ses habitudes ; la lutte entre  
les conquérants et les subjugués n'avait plus pour  
objet la possession du sol, mais la nécessité de  
régulariser pour tous les rapports de commande-  
ment et de servitude. Les descendants des vain-  
queurs et des vaincus d'Hastings faisaient déjà  
redouter au-dehors l'alliance formidable de leurs  
qualités guerrières, et tous les hommes nés en  
Angleterre commençaient à se regarder comme  
faisant un même peuple.

Cette qualité d'indigènes anglais prévalut déci-  
dément sur les distinctions de la conquête, lors-  
qu'une vaste réaction continentale fit refluer à  
la cour du cinquième des successeurs de Guil-  
laume ceux qui, dans les provinces de l'occident  
et du midi de la Gaule, tenaient pour la domi-  
nation anglo-normande. Le roi Jean accueillit ses  
serviteurs étrangers ou nés hors d'Angleterre, de  
manière à faire craindre un bouleversement dans  
la distribution féodale du pays. Les évêques,  
les barons, les petits feudataires de descendance  
normande, les habitants des villes formant déjà  
la race mixte anglo-normande, et les serfs d'ori-  
gine saxonne, redoutèrent la pauvreté entrepre-

nante des nouveaux venus, et se liguèrent contre eux. La persistance de Jean et de ses successeurs à élever et enrichir les étrangers, Poitevins, Bretons, Français, Gaseons, resserra entre les indigènes le lien de nationalité, et produisit contre la royauté féodale, si fortement constituée par Guillaume, des insurrections qui remplirent tout le treizième siècle. La première et la plus formidable, força le pouvoir royal à la concession connue sous le nom de *Grande-Charte*. Ce fut une victoire presque entièrement aristocratique ; cependant les bourgeois anglo-normands et les serfs saxons, pour la part qu'ils y avaient prise, en profitèrent. Quelques articles de la Grande-Charte assurèrent aux grandes villes certaines franchises qui devaient favoriser le commerce, et aux serfs des campagnes un premier degré de propriété, celui des bœufs, et des instruments de labourage au moyen desquels ils gagnaient leur pain. La dernière insurrection, sous Simon de Monfort, eut le même caractère. Les barons humilièrent encore une fois le pouvoir royal ; mais les habitants des villes et des bourgs, pour prix de leur coopération, et par suite des progrès que les premières concessions leur avaient déjà fait faire, commencèrent à compter pour quelque chose dans l'Etat. Désormais formant classe, sous le nom général de communes, ils furent appelés à paraître dans le conseil où les évêques et les barons s'assemblaient de droit, trois fois l'an, pour délibérer sur les affaires publiques.

A la faveur des guerres continentales qui, sous les trois premiers Edouard, donnèrent une direction extérieure à l'activité et aux forces de

l'aristocratie, les résultats des grandes insurrections fructifièrent pour les communes. Tandis que la puissance seigneuriale se fatiguait et s'épuisait au loin, les bourgeois, travaillant et payant toujours davantage, furent plus fréquemment appelés à *venir connaître en parlement de ce qui se faisait dans l'intérêt de tous*. Les rois et les barons, pour être soutenus par eux dans des guerres ruineuses, malgré de longs et éclatants succès, eurent intérêt à favoriser leur industrie naissante.

Les mêmes causes rendaient dans le même temps la condition des vilains des campagnes plus dure que par le passé. Les lointaines expéditions, jointes aux progrès du luxe, obligeaient les seigneurs, soit qu'ils résidassent dans leurs domaines ou les fissent administrer en leur absence, à écraser de plus de corvées et de taillages ceux qu'ils appelaient leurs *naïfs* (nés sur leurs terres). La plainte se fit enfin entendre, et devint générale comme le mal qui l'arrachait. Le sort des opprimés intéressa des gens moins malheureux et moins ignorants, quelques prêtres, quelques gens de métier habitants des villes qui jouissaient de franchises. De petits écrits furent répandus avec zèle autour des manoirs féodaux; des proverbes populaires servant d'enveloppe à des appels à l'insurrection, volèrent de bouche en bouche; des associations de serfs se formèrent en tous lieux; un vague souvenir de l'événement qui avait fondé l'esclavage étranger se réveilla; un admirable instinct apprit aux opprimés que c'était à l'autorité royale qu'il fallait appeler de la tyrannie des barons, et tout à coup

1381. cent mille hommes, avant-gardes de plusieurs millions de serfs, couvrirent les routes qui, des divers comtés, menaient à Londres. Le jeune roi Richard II vint en personne entendre leurs plaintes. Les chefs eurent avec lui de hardis entretiens. Il leur accorda des chartes qui affranchissaient tous les serfs d'Angleterre, leurs enfants et leurs biens, de toute servitude. Ces chartes, sans les moyens de forcer l'autorité seigneuriale à les respecter, étaient de vaines concessions; les insurgés exigèrent des garanties. Mais pendant qu'ils hésitaient, les uns voulant tenir ferme, les autres se retirer, les barons, qui d'abord s'étaient cachés, revinrent de leur frayeur. Ils accoururent de tout le pays voisin de Londres; et, sous prétexte d'un danger couru par le roi, tandis qu'il pourparlait avec les insurgés, tombèrent sur eux, et les forcèrent à fuir dans toutes les directions. Richard II révoqua ses chartes, et tout rentra dans l'ordre établi par la conquête.

Les serfs ne devaient obtenir la liberté que lorsque l'autorité seigneuriale éprouverait à son tour le besoin de la leur accorder. Les quatre-vingt-trois années qui s'écoulèrent entre le règne de Richard II et celui de Henri VII virent l'émancipation graduelle commencer pendant les guerres qui firent un Bedford régent de France, et se continuer au milieu des bouleversements causés par la rivalité des maisons d'York et de Lancastre. Les nobles, continuellement en frais de guerre, furent obligés par leurs nécessités de reconnaître que les rentes en nature, si vexatoires pour les vilains, étaient peu profi-

tables pour eux ; que les terres et les troupeaux prospéraient mieux entre les mains de fermiers assurés de justes bénéfices, qu'entre celles de serfs paresseux autant que désintéressés. Ils préférèrent peu à peu les services payés aux services commandés. Les affranchissements particuliers se multiplièrent, comme l'indiquent une multitude d'actes rédigés au quatorzième et au quinzième siècle, suivant cette formule rapportée par l'historien de la conquête normande : « Sachez que » nous avons affranchi de tout joug de servitude » tels et tels nos naïfs de tel manoir, eux et » leurs enfants nés et à naître. »

Les affranchissements partiels rapprochèrent par degrés la condition des paysans de celle des bourgeois, comme les concessions royales avaient rendu les franchises de la bourgeoisie voisines des prérogatives de la noblesse militaire et ecclésiastique ; et, à cause de la différence de position, les circonstances qui commandaient l'émancipation des serfs firent plus encore pour l'importance croissante de la bourgeoisie. Ses progrès se manifestèrent par la différence d'attitude que prirent ses représentants au parlement. Ceux-ci, dans le principe, se rendaient avec répugnance à l'ordre qui les sommait de venir déclarer si les communes pouvaient ou non supporter telles charges ou telles taxes. Ils joignirent à l'expression, d'abord tout-à-fait humble de leur avis, des pétitions tendant à le motiver ou à le restreindre. L'usage de ces pétitions s'établit, et devint, à l'insu des bourgeois, un commencement de participation à l'autorité législative en matière d'impôt. Au lieu d'un simple avis, ce fut dès-lors un consen-



tement qu'ils donnèrent. L'époque à laquelle le français, qu'ils n'entendaient pas, cessa d'être parlé dans le conseil annuel des trois ordres, fut sans doute celle où il leur fut permis d'accorder en connaissance de cause. Un pas de plus fut marqué par la séparation du parlement en deux chambres: l'une composée du haut clergé, des comtes et barons convoqués par lettres royales; l'autre de petits feudataires réunis aux bourgeois des villes, élus par leurs pairs. Dans le parlement, ainsi divisé, l'élémentaristocratique prévalut constamment durant le cours des guerres extérieures et des troubles civils qui remplirent le quinzième siècle. Ce fut en ce temps la chambre haute qui, jouant, en vertu de sa composition, le rôle d'une diète féodale, fit et défit tant de rois, exigea le serment des uns, prétendit régler la conduite des autres, sévit contre leurs ministres, leur en imposa de son choix, et, en un mot, créa contre la royauté tant de précédents, qui plus tard devaient la perdre. La chambre basse, se laissant conduire à ces attaques qui ne lui importaient point encore, s'attacha à l'attribution unique de consentir l'impôt. Le droit de le discuter sous ses plus hauts points de vue lui vint avec l'importance de fait que donnait à ses membres l'habileté financière acquise dans le ménagement des intérêts privés. En 1355, la chambre basse avait déjà assez de liberté pour oser dire que la part des communes dans les charges publiques était trop forte, et pour demander ce qu'elle n'obtint pas, que les revenus du clergé fussent appliqués aux dépenses générales. Vers l'an 1470, la guerre des deux roses, si ruineuse

et si meurtrière pour l'aristoeratie, touchant à son terme, le protocole de tous les actes parlementaires commença à être redigé ainsi : « Accordé par le roi et par les seigneurs avec le consentement des communes. »

II. Ce fut avec ce consentement que Henri VII, le premier des Tudors, monta sur le trône ; et il s'y maintint, non parce qu'il réunit en sa personne les droits des deux branches rivales, mais parce qu'il se trouva l'homme nécessaire à l'accomplissement d'une révolution que la désastreuse querelle des deux roses avait préparée. Plus d'un million d'hommes avaient péri dans cette guerre de trente ans ; la mortalité avait été surtout considérable parmi les hommes de noble origine (1), ceux qui survivaient étaient à demi ruinés : ainsi les forces sociales ne résidaient plus dans cette aristocratie naguère propriétaire exclusive du sol. Par le fractionnement des grands domaines, elles passaient à la petite noblesse, aux bourgeois, aux habitants des campagnes, prompts à acquérir tout ce que les grands seigneurs ne pouvaient plus conserver. Quant au pouvoir politique, la haute noblesse en était déchue en même temps que de la ri-

(1) Dans le parlement convoqué l'année qui précéda la guerre des deux roses, cinquante-trois pairs, outre les évêques, avaient siégé dans la chambre haute. Il n'y en eut que vingt-cinq dans le premier parlement de Henri VII, mais par de nouvelles créations le même roi porta ce nombre à quarante.

1483 chesse territoriale; ce n'étaient pas les commu-  
à nes désunies, s'ignorant elles-mêmes, éprouvant  
1509. le besoin d'obéir avec sécurité et non encore le  
désir d'administrer pour elles et par elles, qui  
pouvaient songer à exercer ce pouvoir : à la  
royauté seule convenait cette ambition, et, pour  
la réaliser, l'alliance autrefois méprisée par Ri-  
chard II s'offrait à Henri VII, rendue possible par  
le temps. Il l'accepta, la comprit, et fut tout-  
puissant.

Nourri dans l'anarchie féodale, ce roi l'avait  
prise en haine. Il fit des lois pour hâter la dis-  
solution de la société conquérante. Il permit aux  
grandes familles de se défaire de leurs domaines  
malgré les substitutions dont ils étaient chargés ;  
il donna des emplois à ceux qui par besoin d'ar-  
gent se dessaisirent; il essaya de ruiner par des  
procès ceux qui voulurent conserver. Il arma  
contre eux le fameux tribunal connu sous le nom  
de chambre étoilée, et se fit adjuger par lui  
les grandes fortunes qui l'inquiétaient. Il défen-  
dit aux nobles ces nombreuses troupes de gens  
portant leur livrée, et qui devenaient des armées  
dans leurs coalitions rivales l'une de l'autre, ou  
ennemies de la royauté. Non-seulement il per-  
mit aux petits feudataires et aux bourgeois d'a-  
cheter à vil prix les dépendances des anciens ma-  
noirs, mais il leur prêta souvent pour faire de  
semblables acquisitions ou pour les soutenir dans  
leurs entreprises commerciales. Il employa grand  
nombre d'architectes, non plus par corvée comme  
ses prédécesseurs, mais par des choix, prix d'une  
émulation nouvelle. Les monuments de son temps  
prouvent qu'au lieu de la journée de travail il

commença à payer le talent. Sous lui les parlements furent tenus dans l'abaissement, mais cette institution était encore tout aristocratique et bien éloignée de devenir menaçante comme populaire. Les condamnations décimaient et ruinaient la chambre haute; la chambre basse, à côté de cela, se trouva heureuse de n'essayer que des commandements hautains. Elle accrut dans le silence sa grandeur matérielle. Lorsque sous Henri VIII elle eut quelque velléité de revenir au hardi langage qu'autrefois elle avait pu tenir quand la chambre haute le lui enseignait, Henri VIII se passa d'elle pendant sept années, et, levant arbitrairement des taxes, lui montra combien il s'en fallait que l'importance de son vote fut compris par la nation.

Quand la chambre haute, recrutée de parvenus dotés par Henri VII et Henri VIII, ne fut plus composée que de gens qui devaient tout à la cour, ou savaient qu'ils pouvaient tout perdre par elle, ce fut cette chambre qui donna encore à celle des communes au lieu de l'exemple des témérités heureuses contre la royauté, celui de la basse obéissance, de la soumission aveugle récompensées, et quelquefois méprisées par le capricieux despote. Dans les séances royales, sous Henri VIII, les communes debout, suivant l'ancien usage, apprirent des pairs, devant elles assis et faisant face au trône, à se courber jusqu'à terre chaque fois que le nom du monarque présent et négligemment étendu sortait de la bouche des ministres. Et ceux-ci, tous gens sans naissance et de la plus vile espèce de flatteurs, n'entretenaient plus l'ancien conseil national des

1509  
à  
1605.

1509 affaires publiques, mais seulement des vertus du  
à<sup>e</sup> roi. Les seigneurs tenant tout des grâces et de la  
1603. faveur, il ne leur vint plus à l'esprit de trouver  
trop fortes les demandes de subsides, et les communes, bien qu'intéressées à peu donner, n'osèrent faire autrement que leurs anciens chefs. La grande existence sociale de la chambre haute ainsi remplacée par une condition politique fixée par la royauté et relevant d'elle, le parlement resta dans cette dépendance tant que dura pour la petite noblesse et la bourgeoisie, représentées par la chambre basse, le travail d'agrandissement, qui seul pouvait donner du poids aux protestations légales, et l'apprentissage nécessaire à l'emploi de ces nouvelles armes.

Ces progrès se firent remarquer pendant le protectorat de six ans qui succéda au règne de Henri VIII. La chambre basse, en assignant à la couronne le revenu régulier, appelé droits de pondage et de tonnage, se prononça énergiquement contre les levées arbitraires. Elle chercha à se préserver de l'atteinte des lois qu'elle avait laissé faire contre l'aristocratie, et revisa l'odieux chapitre des trahisons contre la couronne. Aidé en ceci par la chambre haute, elle décida que les simples paroles ne pourraient jamais constituer ce crime, si commun sous le règne précédent, et que pour les autres il faudrait deux témoins reconnus dignes de foi.

Sous Elisabeth, les mêmes progrès, moins aperçus, se continuèrent, et, malgré la reconnaissance encore vivante de l'Angleterre, ils ne furent pas l'ouvrage de cette reine. Appliquée comme son père à régénérer, au profit de la couronne, l'aris-

tocratique dépouillée et punie par son aïeul, ses rivaux furent pour les classes moyennes, qui menaçaient de devenir prépondérantes. Elle eut assez d'énergie et d'habileté pour les façonner à la société monarchique, avant qu'elles arrivassent à songer que la société féodale pouvait être mieux remplacée. Pour éviter avec elles les démêlés en parlement, elle leur demanda rarement des subsides, et, par de continuelles aliénations de domaines, appauvrit la couronne, tandis que la hardiesse, la nouveauté, le succès des spéculations commerciales, élevaient la nation à un degré de splendeur inconnu jusqu'alors. Les déprédations, appelées bienveillances, prises, régies, pourvoyances, n'arrêtèrent pas dans cette direction la vigueur qui surabondait; mais les lois tyranniques faites sous les règnes précédents contre l'aristocratie, empêchèrent cette même vigueur de se reporter sur les affaires d'état, et de demander compte des profusions de cour qu'elle nourrissait. Dès les premières années du règne qui suivit, on put juger combien la despotique fille de Henri VIII avait froissé les esprits de son temps; mais ce furent les consciences qui se plaignirent et parlèrent comme il convenait. Laissant là de vaines doléances, elles attaquèrent le pouvoir royal dans sa source et dans ses abus.

III. Comme si, dans cette histoire, chacune des époques marquées par un progrès portait en elle le germe du progrès qui va suivre, le courage qu'allaient montrer les consciences, en attaquant le pouvoir royal, leur venait des efforts que le pouvoir royal avait lui-même faits pour se rendre absolu. Henri VIII, jaloux d'un clergé

- 1509 respecté, puissant, qui reconnaissait un maître  
à étranger pour n'avoir point de maître en Angle-  
1605. terre, avait poussé violemment la nation dans un  
schisme qui le substituait lui-même au pape  
comme chef de l'Eglise. La hiérarchie ecclésiast-  
1554. tique s'était en partie conservée avec ses grands  
biens (1), en reconnaissant la suprématie reli-  
gieuse et proclamant l'infailibilité du nouveau  
chef qui s'imposait à elle ; le bas clergé, affranchi  
du célibat, gardant ses immunités et ses dîmes,  
s'était soumis. Les ordres religieux avaient ré-  
sisté, forts de leurs immenses richesses et de la  
superstition des peuples. Henri VIII leur avait  
enlevé leurs beaux établissements, leurs anti-  
ques et paisibles domaines, leurs trésors, fruit  
de legs pieux, d'aumônes illustres et du tribut  
populaire des indulgences. De ces dépouilles il  
avait enrichi ses courtisans de la chambre haute  
et les patients acquéreurs de la chambre basse ;  
il avait appuyé par-là sa réforme sur une base  
temporelle inébranlable, sur les intérêts d'un  
tiers des propriétaires de ce temps. Mais en fai-  
sant imprimer l'Ancien Testament, défendu par  
l'Eglise romaine, en livrant au mépris et à l'hor-

(1) De soixante-deux pairs ecclésiastiques, trente-six furent chassés de la chambre haute. Le nombre des lords temporels fut porté sous le même règne jusqu'à cinquante-un. Le nombre des chevaliers des comtés dans la chambre basse était d'un peu moins de quatre-vingts ; celui des députés des villes et bourgs, ayant droit d'élire, était extrêmement variable ; le pouvoir commençait à craindre leur présence.

reur les fourberies et les turpitudes monacales, 1509  
 en raisonnant contre ceux que leurs scrupules à  
 arrêtaient aux portes de la nouvelle Eglise, il 1605.  
 avait fait naître ou favorisé à leur naissance des  
 vœux de réforme plus énergiques, et s'était vu  
 bientôt dépassé par des sectaires qui, la bible à  
 la main, demandaient l'abolition de l'épiscopat,  
 condamnaient la suprématie religieuse dans un  
 roi comme dans un pape, et de l'ancienne con-  
 stitution ecclésiastique ne voulaient conserver  
 que le sacerdoce : c'étaient les puritains ou pres-  
 bytériens.

Aidé de la chambre haute, le protectorat sou-  
 tint contre eux à la fois et contre les catholiques,  
 sous la minorité du fils de Henri VIII et de Jeanne  
 Seymour, l'œuvre royale compromise à sa nais-  
 sance par ses propres moyens. La persécution  
 qui tuait et dépouillait, sous le nom général de  
 non-conformistes et sans acception de croyances,  
 ceux qui refusaient de reconnaître la suprématie  
 religieuse du roi, arracha à tous les hommes de  
 sectes diverses réunis dans une résistance com-  
 mune un cri de justice. Ce cri, *liberté de con-*  
*science*, fut à leur insu la première déclaration  
 d'un principe toujours invoqué par les sectes  
 persécutées, toujours violé par elles dans leurs  
 triomphes passagers. On vit pendant le protec-  
 torat un soulèvement populaire, à la fois puri-  
 tain et catholique, proclamer le droit des croyan-  
 ces. Un tanneur, chef de la révolte, disait dans  
 son appel aux armes, qu'aucun homme ne pou-  
 vait imposer aux autres ses doctrines et son culte.  
 Les mêmes proclamations mêlaient pour la pre-  
 mière fois les attaques politiques à la plainte



1509 religieuse ; elles disaient qu'il fallait faire sortir  
à les communes de leur avilissement et les affran-  
1603. chir de la tyrannie des riches.

A l'avènement de la reine catholique Marie , l'esprit de réforme religieuse, qui devait tirer de la bible tant de redoutables arguments contre l'ordre politique , se manifesta plus énergiquement encore ; les puritains écrivirent et soutinrent publiquement que la fille de Catherine d'Aragon et de Henri VIII ne pouvait régner, parce que l'Ancien Testament avait dit : « le roi sera choisi » parmi les frères. » Le parlement fut obligé de déclarer que les prérogatives royales étaient sous une reine les mêmes que sous un roi. La contre-révolution religieuse de la reine Marie fut un autre pas vers la révolution politique. Toute puissante qu'était cette reine par ses alliances sur le continent et par son mariage avec Philippe II , elle ne put amener le parlement à décréter le rétablissement du catholicisme sans rendre à ce corps une partie de son ancienne importance : son père lui avait transmis la suprématie religieuse unie à l'arbitraire politique, elle rompit cette unité de la volonté royale. Pour renverser la réforme qui servait de base à la suprématie religieuse , il lui fallut aliéner une vaste portion du pouvoir arbitraire. N'osant commander , elle transigea ; elle donna des garanties aux possesseurs de biens ecclésiastiques, et se contenta, pour les moines expropriés et qu'elle prétendait rétablir, d'une indemnité trop faible pour leur rendre la puissance perdue , et assez forte pour autoriser , dans la discussion en parlement, les murmures de la chambre haute et

les plaintes emportées de la chambre basse. Sous 1509  
 ce règne ce ne furent plus les catholiques, mais à  
 ceux qui avaient adopté la réforme de Henri VIII, 1605.  
 qui souffrirent avec les puritains. Or, ce qui de-  
 vait résulter, pour les deux sectes protestantes,  
 de la communauté des dangers et des intérêts  
 arriva : la plus énergique entraîna l'autre, la do-  
 mina, la conquit presque entière. Dès l'année  
 1571, la treizième du règne d'Élisabeth, la cham-  
 bre basse parut en majorité composée d'ennemis  
 de la prélature. Un membre, puritain déclaré,  
 demanda une réforme religieuse plus complète ;  
 sa motion ne fut pas discutée, et la reine lui fit  
 signifier de ne plus paraître à la chambre. Il était  
 disposé à obéir à cet ordre ; mais, en son absence,  
 ses amis soutinrent qu'un député, pour encourir  
 le déplaisir de la reine, ne pouvait perdre le ca-  
 ractère dont il était revêtu par élection. Un débat  
 très-vif s'engagea sur les privilèges de la cham-  
 bre basse, et la cour fut forcée de céder ; le mem-  
 bre exclus fut couvert d'applaudissements lors-  
 qu'il revint siéger.

Cette manifestation et d'autres du même genre  
 contribuèrent autant que l'orgueil naturel d'Éli-  
 sabeth à lui inspirer l'aversion des formes par-  
 lementaires. Les puritains écrivirent contre elle,  
 et, tout persécutés qu'ils étaient, lui firent une  
 guerre active par la presse légale, puis, lorsque  
 celle-ci fut enchaînée, par la presse clandestine.  
 Le tribunal religieux appelé haute commission,  
 et le tribunal politique si redouté sous le nom  
 de chambre étoilée, connurent indifféremment  
 des délits que constituaient ces attaques : on fut  
 coupable de haute trahison pour professer les

1509 croyances puritaines , et coupable de sacrilège  
à pour blâmer les actes du gouvernement de la  
1603 reine. Le pouvoir ne défendant plus ses deux  
grandes attributions temporelle et spirituelle par  
l'arme propre à chacune d'elles , mais frappant  
de toutes deux à la fois, la confusion devait pas-  
ser des sévices dans les refus d'obéissance. Le  
prosélytisme des saintes écritures s'étendait; la  
nation , plus instruite , devenait plus raison-  
neuse ; l'expérience de tous les jours prouvait  
que le dogme de la suprématie religieuse ne se  
soutenait que par ce que la tyrannie politique  
avait d'excessif. Ce n'était donc plus que du ren-  
versement de celle-ci que les partisans de la ré-  
forme pure devaient espérer le triomphe de  
leurs convictions.

L'œil perçant d'Elisabeth n'envisagea point  
peut-être dans ses plus audacieuses nécessités la  
situation des non-conformistes protestants ; ce-  
pendant , elle vivante , ils commencèrent à dire  
que les rois, aux yeux de Jésus-Christ, n'étaient  
pas plus que le dernier de leurs sujets ; que si  
leur suprématie religieuse dérivait de leur au-  
torité politique , cette souveraineté sur les per-  
sonnes et sur les consciences n'était écrite nulle  
part dans la loi divine. A ces blasphèmes encore  
obscurs, Elisabeth conçut les vives alarmes qui  
troublèrent ses dernières années ; mais , pru-  
dente , elle n'essaya point de raisonner contre  
ceux qui opposaient les textes de l'Écriture aux  
textes de ses ordonnances , lois humaines , di-  
saient-ils , et , comme telles , sujettes à l'imper-  
fection commune.

IV. Toutefois , la royauté ne pouvait être long-

temps attaquée dans son origine sans qu'il lui importât de se définir. La loi brutale de la force ne lui suffisait plus comme sous Henri VIII; il fallait qu'elle se fit une théorie savante dans l'ordre de considérations sur lequel l'esprit d'examen commençait à s'exercer. Ce dangereux partage échut au fils de Marie Stuart, appelé à succéder à Elisabeth, et tout ce que la nature lui avait donné de bavardage et d'amour pour les subtilités de la théologie, il l'employa à provoquer la discussion partout où Elisabeth s'était efforcée de l'interdire.

Jacques I<sup>er</sup> réunissait à la couronne d'Angleterre celle d'Ecosse, déjà pesante pour sa tête. Or, ce que voulaient en Angleterre les partisans de la réforme pure, Jacques l'avait laissé établi dans son royaume d'Ecosse. Ici la réforme religieuse, venue du peuple, avait été beaucoup plus énergique qu'en Angleterre où elle était l'ouvrage du monarque. Les réformateurs écossais, disciples de Calvin, avaient d'un même coup renversé la domination papale et la hiérarchie ecclésiastique. Le pouvoir royal avait lutté vainement contre eux sous la veuve de Jacques V, sous Marie Stuart, et pendant la minorité orageuse de Jacques VI. Celui-ci, maintenant roi d'Angleterre sous le nom de Jacques I<sup>er</sup>, avait été forcé à souscrire en Ecosse à la ruine de l'épiscopat et à l'établissement d'une nouvelle Eglise, constituée en presbytères, synodes provinciaux et grands conciles. Ces diverses assemblées, liées entre elles dans un certain ordre de dépendance, avaient ainsi formé dans l'Etat une sorte de république religieuse, ayant les chaî-

1603 res pour tribunes , les églises pour places publi-  
 à ques , et pour loi l'Ancien-Testament commenté  
 1621. au profit des faibles contre les forts. Depuis lors,  
 en Ecosse , les grands et les rois n'avaient cessé  
 d'être anathématisés , non comme gouvernant  
 mal , mais comme donnant le scandale des im-  
 piétés et des mauvaises mœurs.

Les puritains anglais allaient déjà plus loin ,  
 la persécution et l'état plus avancé de la civilisa-  
 tion les ayant conduits à un examen plus hardi  
 et plus éclairé. Lorsqu'ils virent arriver Jac-  
 ques 1<sup>er</sup> , ils s'imaginèrent que cet événement  
 allait être pour eux une ère religieuse , et , dans  
 les joies de son installation , l'assaillirent de pé-  
 titions en faveur du culte écossais. Mais lui , con-  
 naissant déjà la tendance des doctrines presbyté-  
 riennes , « Allez ; dit-il aux puritains anglais , votre  
 culte s'accorde avec la monarchie comme Dieu  
 avec le Diable. Sans évêques point de roi. » Ainsi ,  
 loin de vouloir souscrire à la ruine de l'épisco-  
 pat en Angleterre , il forma tout d'abord le projet  
 de le relever en Ecosse , et d'établir dans ses  
 deux royaumes le culte anglican. Pour amener  
 les deux nations à cette uniformité religieuse ,  
 il partit de son droit divin , mot nouveau pour  
 les Anglais , et pendant tout son règne il disserta  
 pour leur enseigner ce qu'ils devaient entendre  
 par là ; il distingua entre les rois *in abstracto* ,  
 à qui il était permis de tout faire , et ceux *in con-  
 creto* , obligés , disait-il , à gouverner selon les  
 lois du pays , mais obligés seulement par leur  
 conscience. Il voulait bien être un roi de cette  
 dernière sorte , mais qu'on ne lui demandât rien  
 de plus ; car , disait-il encore , contester le pou-

voir des rois, c'est disputer le pouvoir de Dieu. 1605

Les évêques se firent les champions de sa doctrine, empressés d'accorder au pouvoir royal ce qu'ils désiraient obtenir de lui pour eux-mêmes. 1621.  
La suprématie religieuse des rois commençait à leur peser; pour s'affranchir de la dépendance qu'elle leur imposait, ils s'essayèrent à lire dans la loi divine leur droit écrit près de celui que Jacques s'attribuait. Jacques leur permit ces hautes prétentions. Pour mieux lutter contre les progrès des doctrines presbytériennes, il lui convenait de faire descendre d'une source commune l'autorité des rois et celle des évêques. Leur agrandissement politique, leur participation plus ample aux emplois élevés, étaient une conséquence de ce système, mais en même temps une grave offense pour les lords temporels qui siégeaient avec eux à la chambre haute. Pour soutenir sa ridicule création, Jacques innovait en même temps dans l'Eglise anglicane: il ne voulait que marquer plus fortement la séparation entre la réforme de Henri VIII et celle des puritains; mais tous ceux qui tenaient à l'Eglise anglicane s'écrièrent qu'il voulait revenir à l'idolâtrie romaine. On entendait par là le catholicisme: et tout récemment la conspiration des poudres avait rendu ce culte à jamais exécration pour toutes les classes de la nation.

Quant à la chambre basse, dont l'aversion pour la prélature s'était déjà manifestée sous le règne précédent, Jacques ne l'eut pas plus tôt entretenue de sa doctrine du droit divin, qu'elle se jeta dans ce nouveau champ de discussion, enflammée de zèle et, par l'exemple du monarque,

1603 pieusement excitée à raisonner sur les titres  
à moraux de la royauté. Les chauds presbytériens  
1621. firent longtemps montre d'une vaine science  
pour s'élever jusqu'aux insaisissables arguments  
de Jacques 1<sup>er</sup>; mais les gens éclairés qui sié-  
geaient parmi eux surent fixer l'attention sur les  
questions positives et de facile accès qui nais-  
saient de la proposition même. Si le roi tenait  
en effet de Dieu ce pouvoir absolu qu'il voulait  
partager avec les évêques, qu'était-ce que la  
loi? qu'était-ce que le parlement qui concourait  
à faire la loi? quelle différence y avait-il entre  
les lois discutées en parlement et les ordonnances  
royales promulguées en l'absence des parlements?  
Ces ordonnances avaient-elles simplement pour  
objet de prescrire l'exécution des lois faites en  
parlement, ou bien émanaient-elles d'une auto-  
rité législative supérieure à toute délibération  
parlementaire? Les sujets étaient-ils dans l'obli-  
gation de payer les taxes imposées par les ordon-  
nances royales? d'où venait alors cette coutume  
de demander des subsides à la chambre des com-  
munes? Cette chambre n'était-elle qu'une simple  
assemblée consultative dont le roi pût se passer  
ou bien qui dût lui donner leçon sur les intérêts  
du peuple? Et, suivant qu'elle tenait ses pou-  
voirs du roi ou de la nation, étaient-ce les minis-  
tres du roi ou les magistrats élus par les villes  
et les bourgs, en vertu de leurs Chartes, qui  
devaient expédier les lettres d'élection? Par une  
inévitabile filiation, chacune de ces questions  
capitales en engendrait une foule d'autres, et  
ainsi pour la première fois se trouvaient embras-  
sés le gouvernement dans toutes ses parties, l'ad-

ministration dans ses plus minces détails. Une 1605  
fois sur ce terrain, la chambre basse y fut rete- à  
nue par ceux qui l'y avaient amenée, et qui dès 1621.  
lors furent en possession de la diriger. Trans-  
formant en question historique la question reli-  
gieuse du droit divin, l'opposition parlementaire  
s'arma de tout ce que les temps anciens lui four-  
nissaient de témoignages contraires aux préten-  
tions actuelles du pouvoir royal et de favorable  
à ses propres réclamations. Alors furent reven-  
diqués comme l'héritage commun des deux  
chambres les actes qui rappelaient l'antique pou-  
voir de la chambre haute ; alors furent érigés  
en principes fondamentaux, en attributions pré-  
cises, en privilèges inviolables, de simples for-  
mes jadis tenues pour indifférentes, mieux  
appréciées avec le temps. Des points inaperçus  
dans l'existence ancienne du parlement devin-  
rent des postes importants propres à fixer son  
avenir, et qu'il se hâta de saisir pour s'engager  
sûrement dans le combat provoqué par Jac-  
ques 1<sup>er</sup>.

La chambre s'éclairait dans cette laborieuse  
recherche de faits ; il se formait dans son sein des  
hommes habiles à les découvrir et à en tirer des  
conséquences. Jacques se repentit d'avoir com-  
mencé une discussion qui prenait malgré lui ce  
cours ; il se fatigua de ne pouvoir répondre, et vou-  
lut trop tard imposer silence. Il cassa le parle-  
ment de 1621, et déchira de sa main le registre  
des délibérations des communes, mais trois an-  
nées plus tard il lui fallut reconnaître les privi-  
lèges de la chambre basse, tels qu'elle les avait  
inscrits sur ce registre, et dès-lors il passa pour



1621. établi dans la constitution que « les communes assemblées en parlement avaient droit de délibérer sur les affaires urgentes et difficiles concernant le roi, l'état, la défense du royaume et de l'église d'Angleterre ; — qu'elles étaient appelées, à faire les lois, à les maintenir, à redresser les griefs et abus de toute sorte qui pouvaient se rencontrer dans le royaume ; — que sur toutes ces choses chaque membre du parlement avait le droit de parler, proposer, discuter et conclure comme il lui convenait ; — que les communes assignaient elles-mêmes à leurs délibérations l'ordre qui leur plaisait ; — que nul membre, pour sa conduite dans la chambre, ne pouvait être censuré ou puni que par la chambre elle-même ; — que nul membre ne pouvait être forcé sans l'autorisation de la chambre à répondre du dehors sur ce qui s'était passé dans les délibérations auxquelles il avait pris part. »

V. Ce fut sous l'empire des mêmes circonstances qui avaient forcé Jacques, la dernière année de sa vie, à aliéner cette immense portion du pouvoir absolu, c'est-à-dire au milieu des embarras causés par une administration en désordre, les dispendieux caprices du favori Buckingham, ministre odieux à l'Angleterre, et le mauvais succès d'une guerre follement entreprise et plus mal conduite, que Charles I<sup>er</sup> assembla son premier parlement. Les communes n'hésitèrent point, suivant leur droit récemment reconnu, à demander compte de l'état des affaires, tant extérieures qu'intérieures. Ce droit, Charles hésita d'abord à le leur contester ;

mais bientôt mécontent, il se décida à gouverner seul, ordonna des levées de taxes, rétablit les monopoles abandonnés en partie par son père. Il avait accepté sa doctrine du droit divin, ses plans en faveur de l'épiscopat ; mais, plus sérieux et plus ferme, il voulut imposer en maître ce que Jacques avait tenté d'établir en sophiste. Du moins, jusqu'à lui, les rois absolus avaient su retenir dans leurs intérêts ces magistrats qui dans les tribunaux d'exception, les hautes cours de Westminster et les cours inférieures, sanctionnaient le despotisme en condamnant jusqu'à la plainte élevée contre lui. Ils formaient un corps redoutable malgré sa corruption, touchant à la noblesse par ses richesses, placé par ses lumières en avant de la bourgeoisie. Charles, en introduisant les évêques dans les hautes fonctions judiciaires jusqu'à exclure près de la moitié des laïques qui les exerçaient autrefois, tourna contre son gouvernement cette habileté longtemps exercée à torturer toutes les lois au profit du despotisme, à mettre les fictions judiciaires à la place de la justice.

Les mécontentements des jurisconsultes s'ajoutèrent donc à ceux des grands seigneurs, ennemis des évêques, aux légitimes inquiétudes des riches anglicans, nobles et bourgeois, aux vœux éclairés d'une société qui commençait à méditer les anciens, à goûter le génie de Shakspeare, la science de Bacon, les arts de la moderne Italie, enfin au besoin de sécurité qu'éprouvaient les puissantes compagnies commerciales, déjà rivales des Hollandais et des Espagnols dans les deux Indes. A la tête des ennemis religieux du pouvoir absolu,

1621 et contre les évêques et les aveugles courtisans  
à qui retenaient la royauté sur cet écueil , on vit ,  
1628. alors se former une aristocratie légitime , celle  
des talents , des lumières et du patriotisme relevés par la naissance ou la richesse , convenablement placée pour servir d'organe aux intérêts nationaux , parlant au besoin le langage de la cour , et pouvant traiter avec elle d'égale à égale. La portion éclairée de la chambre haute , et la portion riche et titrée de la chambre basse , représentèrent dans le parlement de 1628 cette  
1628. puissance formée d'éléments nouveaux et de forces anciennes , qui de l'état passaient à la nation. Peu importait que Charles I<sup>er</sup> , convoquant malgré lui ce parlement , et lui déclarant son indigence , ajoutât qu'il savait comment trouver de l'argent , et n'en demandait que pour témoigner sa royale condescendance ! les attributions des communes étaient maintenant définies , et c'était au peuple à les faire reconnaître en exerçant ses propres droits , en se refusant à payer les taxes non consenties par les communes. La fameuse pétition des droits fut , à cet égard , une recommandation adressée au peuple , elle fut pour les libertés nationales ce que l'acte de 1621 avait été pour les privilèges des communes. Ses nombreux considérants établissaient par une longue énumération d'anciens actes et statuts , qu'on ne réclamait point une chose nouvelle , et la réclamation elle-même était l'expression de ce que voulaient le plus impérieusement à cette époque les intérêts et les besoins de l'Angleterre.

« Nous prions le roi , disaient les communes , de bien vouloir que désormais personne ne puisse

être forcé de faire ou accorder aucun don, prêt, bienveillance, taxe ou autre charge semblable, sans un consentement commun par acte de parlement ;

» Que personne ne puisse être cité pour répondre ou prêter serment, ni être emprisonné ou autrement molesté ou inquiété, pour la même cause et pour cause de refus ;

» Qu'aucun sujet libre ne puisse être emprisonné ou détenu, sans avoir été cité pour répondre suivant les dues formes de la loi ;

» Que les soldats et matelots cantonnés dans différents comtés, et logés dans les maisons malgré les habitants, soient retirés, et que le peuple ne soit plus exposé à cette charge ;

» Que les commissions et tribunaux d'exception soient abolis, et que dans la suite il ne puisse plus en être établi de cette nature : et tous ces articles, nous les demandons comme les droits et les libertés du royaume, priant humblement Sa Majesté qu'il soit ainsi fait avec son bon plaisir, et que désormais les ministres et officiers qui la serviront soient obligés de se conformer aux lois et statuts qui établissent les susdites libertés. »

La chambre haute approuva cette déclaration ; le roi la sanctionna d'une manière équivoque ; mais sur le bruit répandu qu'il voulait gagner du temps, et que son ministre Buckingham négociait pour faire venir des troupes d'Allemagne, les passions qui animaient les rangs inférieurs de la chambre basse éclatèrent ; elles retentirent au dehors, émurent le peuple, et menacèrent la cour, surtout le favori Buckingham. Sous le règne précédent, ce ministre voulant perdre un rival

1628 avait poussé les communes à demander son accu-  
à sation , suivant un droit qu'elles n'osaient pren-  
1640. dre encore ; elles se servirent ici de ce droit contre lui-même. Charles intervint en ordonnant la dissolution du parlement; il traita les communes d'assemblée factieuse, déclara qu'il regarderait désormais comme une insolence toute réclamation pour une convocation nouvelle. A quelque temps de là , Buckingham fut assassiné ; ce fut un de ces crimes pour lesquels il se rencontre des âmes fortes quand les nations ne peuvent se faire justice par les lois. Charles n'en jugea point autrement , témoin des joies qui éclatèrent.

Cependant avec Buckingham finit un système de désordres, de prodigalités, de violences sans but, aussi contraires aux intérêts qu'aux inclinations de Charles. Encore jeune, estimé par ses mœurs, parlant de l'autorité royale non en tyran, mais en homme épris des majestés d'un rang qu'il croyait l'état même ; égaré par les préjugés du sang, mais obligeant ceux qui l'approchaient à reconnaître en lui de meilleures intentions; intéressant par ce qu'il y avait pour lui de fâcheux et de difficile dans une situation qu'il ne s'était point faite, mais que les violences et les fautes des derniers règnes lui avaient préparée; trouvant enfin une sorte d'excuse dans ce que les réclamations des communes, appuyées sur des faits anciens, offraient de contraire aux habitudes d'un temps moins éloigné, il trouva dans les rangs même de l'opposition des hommes qui se dévouèrent à gouverner après Buckingham, et à lutter contre les mécontentements publics. Thomas Wentworth fait comte de Strafford, un de ceux dont l'élo-

quence avait le plus brillé dans la discussion du bill des droits, fut de ce nombre. S'armant tout à coup de résolutions étranges, séparant le roi de la cour, voulant tout faire pour lui, rien pour elle, ignorant peut-être que pour restaurer la prérogative royale il faudrait trahir le pays, il entra avec ardeur dans un plan de gouvernement qui provisoirement écartait la représentation nationale. Mais quand l'état des esprits et l'absence de moyens matériels lui eurent appris que ce système était impraticable, il se roidit avec une fatale vigueur de caractère contre les difficultés qui venaient des hommes et des choses; il adopta toutes les conséquences d'un parti pris. L'archevêque Laud entra dans les mêmes vues avec le même emportement, et de plus se chargea d'opérer dans le culte anglican les changements commencés par Jacques I<sup>er</sup>, et désirés par les évêques et le roi.

Aux taxes ordinaires arbitrairement levées, aux anciens monopoles tous rétablis, furent ajoutés de nouvelles taxes, de nouveaux monopoles étendus jusque sur les denrées de première nécessité pour le peuple; puis d'autres expédients, tels que les compositions pour l'ordre de chevalerie, les vérifications des titres de propriété, vinrent au secours du trésor. Une armée de collecteurs de taxes, d'inspecteurs, de juges subalternes, faisait exécuter les ordonnances royales. Tous les non-conformistes protestants, et jusqu'aux anglicans, déclarés contre les nouvelles cérémonies, étaient obligés de se rendre aux églises. La haute commission, la cour du nord, la chambre étoilée, dictaient, par de nombreuses condamna-

1640

à

1641.

1628 tions, l'obéissance au roi et aux évêques ; les pa-  
à roles dites contre eux étaient punies comme les  
1640. écrits ; les refus de prêts comme la vente ou l'achat  
des denrées soustraites au monopole. La masse  
de la nation poussait loin la patience, à cause de  
l'inutilité bien sentie des demi-tentatives et de la  
difficulté qui se trouve à passer de la soumission à  
la révolte. Cependant deux sortes de résistances  
individuelles, l'une religieuse, l'autre politique ,  
ne cessaient de prouver l'énergie des besoins et  
des sentiments auxquels on faisait violence. La  
première, plus populaire, plus audacieuse, et  
comme assurée de son avenir, fut signalée par  
les procès de Lilburne, Prynne, Bastwick, Bur-  
ton, mutilés indignement aux yeux du peuple ;  
la seconde, celle des classes riches, plus mesu-  
rée, plus respectueuse, calculant entre les maux  
présents et des excès prévus, fut représentée par  
le mémorable refus de Hambden. Ce fut d'Ecosse  
enfin, du foyer des doctrines presbytériennes,  
que partit, après neuf années de souffrances  
communes aux trois royaumes, le coup qui  
devait renverser la tyrannie.

Le cri d'insurrection s'éleva de l'église même  
où fut fait le premier essai de la liturgie augli-  
cane. A ce cri, *point de pape, point d'évêques*,  
toutes les classes de citoyens accoururent à Edim-  
bourg, et, dans un conseil commun, fut dressé  
et signé le fameux covenant, par lequel tous no-  
bles, bourgeois, prêtres, habitants des campa-  
gnes, s'engageaient à ne jamais souffrir en  
Ecosse l'établissement de l'épiscopat, comme  
aussi condamnable que le papisme, comme  
aussi ennemi des libertés nationales. Pour soute-

nir ce serment, les Ecossais organisèrent une belle armée, qui se disciplina promptement sous les ordres d'officiers formés au métier des armes dans les guerres continentales. L'activité de Strafford, venu d'Irlande en hâte à la nouvelle de ce soulèvement, ne put l'étouffer à sa naissance, encore les troupes qui furent réunies et portées vers la frontière d'Ecosse se montrèrent-elles atteintes du mécontentement général. Deux années se passèrent en vains efforts, en menaces, en intrigues pour détruire la ligue écossaise, ou pour soulever contre elles les vieilles animosités de l'Angleterre. On eut intérêt à intéresser le parlement à la cause du pouvoir en faisant grand bruit d'une correspondance entre les covenantaires écossais et le gouvernement de France. Le parlement fit une courte réapparition dans laquelle il se montra froid sur les outrages dont se plaignait Charles, et ne parla que des griefs du peuple. Laud et Strafford, incapables, comme disait ce dernier, de cajoler la mauvaise humeur des adversaires de l'autorité, usèrent opiniâtrément des dernières ressources, et, quand ils n'y tinrent plus, consentirent à une convocation régulière du parlement. Déjà les Ecossais avaient franchi la frontière. Bien reçus, et annonçant par leurs manifestes qu'ils ne voulaient que porter aux pieds du roi leurs justes plaintes, qu'ils venaient en frères délivrer les Anglais de la tyrannie des évêques, ils se conduisaient en tout d'après leurs déclarations. Or, depuis le parlement des droits, le roi avait tout réduit entre lui et son peuple à une question de force; le parlement ayant maintenant pour armée les ni-



1640 surgés d'Ecosse, tandis que le roi n'avait ni  
à troupes dévouées, ni argent pour les payer, une  
1641. grande révolution était opérée par ce seul fait :  
le pouvoir absolu n'existait plus.

VI. La royauté restait encore , impuissante et résignée ; le parlement qui s'ouvrait allait être chargé de lui assigner des limites ; travail périlleux. Il l'aborda avec confiance, sûr de ses intentions, ne doutant pas de ses lumières. D'abord il mit en cause le régime qui pesait depuis onze années sur l'Angleterre. Les ressentiments de la nation , la dignité de la chambre basse insultée dans la plupart de ses membres demandaient , disait-on, une réparation éclatante, l'avenir un grand exemple. Quarante comités se mirent avec ardeur à la recherche de tout ce qui s'était fait contre les lois ; des milliers de pétitions et de ré-cits adressés aux comités vinrent les éclairer et les presser dans l'instruction de ce vaste procès. Des actes flétris on passa à la punition des agents de toute sorte qui les avaient commis, et qu'on désigna sous le nom général de délinquants. Strafford et Laud étaient de trop grands coupables pour être épargnés, Strafford surtout, le plus haï comme le plus ferme, d'ailleurs comme transfuge. Mis en jugement, il se défendit lui-même. Rare puissance d'un talent oratoire autrefois cher au peuple ! Il embarrassa les juriconsultes en se couvrant des mêmes lois qu'il avait foulées aux pieds ; il arracha des larmes, lui qui s'était tant de fois montré impitoyable. Ces derniers et sublimes efforts rendirent son ancienne vertu plus regrettable, mais ne le sauvèrent point ; Charles laissa exécuter la sentence qui le

condamnait à mort. De tous les consentements 1640  
qui déjà lui étaient demandés, c'était le seul à  
qu'il ne lui fût pas permis d'accorder. 1641.

Quand Strafford eut payé de sa tête les courts triomphes qu'il avait donnés à l'autorité royale, elle à son tour resta en prise, et perdit bientôt plus qu'elle n'avait usurpé. L'abolition des monopoles et des taxes arbitraires, la condamnation des compositions de chevalerie et des empiétements des forêts royales, la suppression de tous les tribunaux d'exception, tant civils que religieux, la réhabilitation de tous les citoyens qu'ils avaient condamnés, déclaraient assez haut que la royauté ne pourrait désormais aucune de ces choses. Restait à déterminer ce qu'elle pourrait constitutionnellement encore; et c'était là qu'une imprévoyance bien naturelle allait être commise. On sentait le besoin de fixer la prérogative royale; on prit une voie pour l'autre; on se mit à agrandir le pouvoir du parlement; on voulut qu'il pût s'assembler tous les trois ans au moins; que lui seul pût s'ajourner et se dissoudre; qu'il votât les subsides et surveillât lui-même leur emploi; qu'il intervint dans les affaires jusque-là considérées comme du ressort du conseil privé; qu'il eût part à la nomination aux fonctions judiciaires, et à l'autorité des évêques et du roi dans l'Eglise; qu'il pût au besoin faire des ordonnances ayant force de loi; enfin, qu'il disposât des forces militaires du royaume. Cette dernière prétention était la ruine entière du pouvoir royal. Aussi, arrivé à ce point, Charles refusa la sanction qu'il avait accordée sur tout le reste.

1641. Les circonstances de ce refus étaient fort graves. L'Irlande entrant tout à coup, suivant ses intérêts particuliers, dans le mouvement révolutionnaire qui entraînait l'Ecosse et l'Angleterre, venait de massacrer quarante mille Anglais, soldats, employés ou colons, qui pour elle représentaient à la fois la tyrannie intérieure et le joug étranger. L'Irlande était catholique, on accusait le roi de tendance au papisme; les quarante mille Anglais égorgés étaient protestants; l'insurrection irlandaise, expliquée par des gens prévenus, semblait ainsi n'être qu'un forfait papiste; et le roi, qui perdait par elle tout ce que Strafford avait fait pour lui en Irlande, semble l'avoir excitée sous main. Comment lui confier alors le soin de faire rentrer les révoltés dans l'ordre? C'était pour cela que le gouvernement voulait disposer des milices.

Le roi tint ferme; alors commença entre lui et  
 1641 à le parlement une guerre de déclarations et de  
 1645. messages qui devait prouver bientôt l'impossibilité de s'entendre. Dès le début, une menaçante transformation parut s'être opérée dans l'esprit du parlement; les premiers meneurs des deux chambres, ceux dont le bill des droits était l'ouvrage, avaient trouvé dans l'ancienne constitution de quoi renverser et punir la tyrannie de Strafford, mais non ce qui pouvait prévenir le retour de cette tyrannie. Aimant encore la royauté, voulant conserver l'épiscopat comme son appui nécessaire, ils cédaient à regret à la nécessité de s'emparer de tous les pouvoirs, seul moyen selon eux d'examiner à loisir quels étaient ceux qu'il convenait de laisser à la couronne.

Tant que Charles s'était prêté à leur réforme 1641  
politique, ils l'avaient poursuivie sans trouble à  
de conscience : mais quand il fallut vaincre sa 1645.  
résistance sur le bill des milices, beaucoup d'en-  
tre eux s'arrêtèrent ; les autres, plus compromis  
ou plus passionnés pour leur but, recherchés  
encore pour leurs talents, continuèrent à mar-  
cher avec la nation, mais partagèrent leur in-  
fluence avec le parti, plus nombreux dans le par-  
lement, qui prenait ses conventions religieuses  
pour des lumières, qui voulait la réforme autre-  
fois espérée de l'avènement de Jacques I<sup>er</sup>, et  
que l'insurrection d'Irlande autorisait à attaquer  
l'épiscopat, désormais confondu avec le pa-  
pisme. L'énergie de cette nouvelle majorité se  
signala par l'acte connu sous le nom de *Remon-  
trance*, acte beaucoup moins dicté par l'espoir  
d'obtenir le consentement du roi sur le point  
alors en discussion, que par le désir d'animer  
le peuple contre une résolution qui paraissait  
irrévocable.

Le parlement déclarait l'existence d'un parti  
ennemi de la nation, et composé des papistes,  
des évêques, de la portion du clergé qu'il quali-  
fiait de corrompue, des courtisans, des conseil-  
lers du roi, et autres gens mal intentionnés. Il  
exposait en grand détail, et avec un langage  
plein de haine, tout ce que ce parti avait fait  
contre la religion et les libertés du pays, sous  
le ministère de Buckingham, puis sous celui de  
Laud et de Strafford. Il disait avec complaisance  
tout ce que lui-même, depuis sa convocation de  
1638, avait fait, avec l'assistance de Dieu, pour  
réparer les maux causés par la tyrannie, extir-

1641 per les abus , établir le règne des lois , et tirer  
 à le roi des embarras de toute nature où l'avaient  
 1643. jeté ses mauvais conseillers. Il parlait de ses  
 propres pouvoirs , tantôt comme d'usurpations  
 momentanées et rendues nécessaires par les cir-  
 constances , tantôt comme d'attributions légitime-  
 ment exercées ; enfin il exposait ses vues  
 ultérieures :

Touchant la religion — « nous préparons ,  
 » disait-il , d'excellentes lois pour délivrer le  
 » peuple du pouvoir excessif des évêques , de leur  
 » usurpation , de leurs vexations , et pour le dé-  
 » charger de vaines cérémonies , censurer les  
 » ministres indignes , et établir par tout le  
 » royaume de bons prédicateurs ; et , pour mieux  
 » parvenir à la réformation que nous nous pro-  
 » posons , nous désirons qu'on assemble un sy-  
 » node général , composé des meilleurs ministres  
 » de cette île et des pays étrangers , et que le  
 » parlement approuve ce que ce synode recon-  
 » naîtra pour mieux convenir à la paix et au bon  
 » gouvernement de l'Eglise. » C'était déclarer  
 que le culte presbytérien serait bientôt substi-  
 tué à celui des évêques. Aussi ces derniers se vi-  
 rent-ils obligés de sortir de la chambre haute et  
 de protester contre ce qui serait désormais fait  
 sans leur concours.

Touchant l'Etat , — « nous voulons , disait le  
 » parlement , pour l'honneur de sa majesté , in-  
 » troduire un bon ordre dans ses revenus , re-  
 » trancher les dépenses superflues , et prévenir  
 » les malversations des officiers qui les dirigent.  
 » Nous voulons régler les cours de justice , abré-  
 » ger les procès et en diminuer les dépenses. Nous

» désirons qu'il plaise à sa majesté de nommer 1641  
 » une commission permanente, prise dans le à  
 » parlement, pour avoir toujours l'œil sur les 1645.  
 » papistes et autres ennemis de l'Etat, et veiller  
 » à l'exécution des lois; que les infractions à ces  
 » lois soient punies dans les sessions ou assises,  
 » et que les juges, jurés et magistrats s'engagent  
 » par serment à tenir la main à l'exécution du  
 » bill des droits et des autres lois; qu'enfin il  
 » plaise au roi de ne point employer dans ses  
 » conseils ou dans les ambassades étrangères,  
 » des gens qui n'auraient pas la confiance du  
 » parlement, soit comme prévenus de crimes  
 » particuliers, soit comme fauteurs du papisme  
 » ou amis d'autres gens accusés par les commu-  
 » nes, ou bien comme ayant parlé mal du par-  
 » lement, de quelqu'un de ses membres ou de  
 » ses actes. »

Prenant ensuite en considération ce qui inté-  
 ressent la prospérité commerciale de l'Angleterre,  
 les auteurs de la remontrance annonçaient,  
 d'après les idées de ce temps, le projet de faire  
 des lois pour empêcher la sortie de l'or et de l'ar-  
 gent hors du royaume, pour égaliser le change  
 entre l'Angleterre et les autres nations, pour  
 donner cours aux denrées du pays, augmenter  
 ses manufactures, mettre le commerce dans une  
 juste balance, « afin, ajoutait-il, que le capital  
 » du pays ne diminue pas, comme cela est arrivé  
 » pendant plusieurs années par pure négligence. »

Puis, dans l'intérêt des dernières classes, la  
 remontrance faisait valoir la nécessité d'encou-  
 rager la pêche du hareng, qui fournissait à la  
 subsistance des pauvres et entretenait une pépi-

1641 nière de matelots capables de servir le royaume  
à dans les occasions importantes.

1645. Sur chacun de ces articles, la remontrance observait avec aigreur que le parti mal intentionné était le seul obstacle aux améliorations.

Ainsi, dans la pensée des auteurs de la remontrance, la réforme dans l'Eglise contre l'épiscopat, la réforme dans le gouvernement contre le roi, l'agrandissement commercial de l'Angleterre contre une administration ignorante, malhabile et corrompue, s'offraient comme trois grandes tâches à remplir, et la révolution tout entière était décrétée. La majorité presbytérienne dans le parlement comme dans la nation était pressée de la commencer, croyant pouvoir la terminer quand le roi consentirait à l'établissement du culte sans évêques : pour obtenir ce consentement, elle déclara qu'il n'était que de pure forme; puis elle alla jusqu'à dire qu'il n'était point nécessaire, que la volonté du parlement était la loi, que le roi devait s'y soumettre. Cette dernière prétention révolta ceux qui ne voulaient ni l'omnipotence parlementaire ni l'absolutisme royal; elle força les divers éléments jusque-là réunis contre le dernier de ces abus, à se séparer pour se mieux assortir; et dès-lors le roi eut un parti décidé à réclamer pour lui, à lui rendre, s'il le fallait, par l'épée, des droits consacrés par le passé, comme l'étaient ceux du parlement et du peuple.

1645. VII. Quand le roi arbora à Nottingham son étendard royal, signe d'une détresse encore orgueilleuse, les trente-deux lords, les soixante

membres des communes, les ministres, qui répondirent à son appel, formèrent, avec les évêques, les seigneurs papistes et les grands officiers de la couronne, la tête du parti qu'on appela Cavalier. Les troupes régulières, restées fidèles, une partie de la noblesse des comtés, qui, depuis trente ans, étrangère à ce qui se passait, vivait encore dans les pures doctrines monarchiques du temps d'Élisabeth, quelques aventuriers, la jeunesse de plusieurs universités, formèrent promptement une armée prête à agir pour ce parti. La population en masse, se faisant gloire du nom de Whig, donné au parti national par le mépris des Cavaliers, soutint le parlement, qui s'emparait des revenus de la couronne et investissait de toutes les fonctions du gouvernement une commission prise dans son sein. Les femmes se dépouillèrent pour lui fournir des ressources. Les hommes remplirent avec enthousiasme les cadres des milices. Les premiers chefs de l'armée parlementaire furent naturellement les membres des deux chambres qui, par leur fortune, pouvaient le plus contribuer aux frais de guerre; de grands seigneurs, de riches propriétaires, presque tous presbytériens. Dans les grades secondaires, d'illustres orateurs, des soldats de métier prirent place à côté de membres de la chambre basse, plus connus jusque-là par leur zèle religieux et patriotique que par leurs talents.

Un de ces derniers fut Olivier Cromwell. On n'avait remarqué cet homme, dans les brillantes délibérations où les droits du peuple et ceux du parlement avaient été proclamés, que par des invectives lancées avec embarras contre le roi,



1643 à les papistes et les courtisans. Son activité, signa-  
1646. lée chaque fois qu'il avait fallu épier ou décon-  
certier les intrigues de la cour, l'avait ensuite  
recommandé aux membres plus influents que lui,  
et mis en renom parmi ceux qui croyaient que  
la reine, catholique déclarée, menait le roi; que  
le roi, pour lui complaire, avait ordonné le  
massacre d'Irlande; que d'abord il n'avait si peu  
disputé sur tant de réclamations, que parce qu'il  
avait l'espoir de tout recouvrer par quelque  
grande trahison; qu'il voulait se charger de ré-  
duire les Irlandais pour leur mener des troupes,  
et revenir avec eux égorger l'Angleterre. Ces  
défiances régnaient chez le peuple presbytérien,  
et lui montraient la guerre comme un mal dont  
le roi répondait; elles enflammaient de haine  
d'autres sectaires d'une exaltation plus sombre,  
parmi lesquels on nommait déjà les indépen-  
dants, ennemis de toute hiérarchie politique et  
religieuse, de la royauté comme de l'épiscopat,  
de l'aristocratie comme du sacerdoce. Cromwell  
était l'espoir de ces derniers.

Dans les premières rencontres entre le parti  
du roi et l'armée parlementaire, celle-ci ne put  
tenir; sa cavalerie, composée à la hâte de tout  
ce qui maniait un cheval, et en grande partie  
des valets des grands seigneurs, ne pouvait pa-  
raître en plaine contre celle du roi, composée  
de gentilshommes aussi braves que passionnés  
pour leur cause. Parmi tant de gens expérimentés  
qui commandaient pour le parlement, pas un  
ne remarquait cette cause de la différence de  
qualité des deux troupes; Cromwell la leur mon-  
tra, dit qu'il fallait opposer aux gens d'honneur

qui servaient le roi, non des valets, mais des hommes qui se battissent pour Dieu, pour leurs familles et leurs biens; et quoiqu'il n'eût jamais servi, il se proposa pour organiser un corps suivant cette pensée, qui devait décider de la lutte en faveur de qui l'avait mieux comprise. Il choisit parmi les petits propriétaires, les riches fermiers, les artisans, des hommes dont il partageait les principes et dont les mœurs et l'énergie lui étaient connues. Il les disciplina, s'exalta, s'instruisit, s'aguerrit avec eux, les domina par l'ascendant d'un esprit juste dans une tête ardente, et par une force de volonté qui pouvait, à de tels hommes, paraître une sorte d'inspiration divine. Quand l'armée parlementaire était vaincue, le régiment de Cromwell était toujours victorieux sur quelque point du champ de bataille, et, après chaque affaire, un plus grand nombre de gens voulait être de ce corps où l'on savait si bien combattre, où la discipline et la piété étaient si dignes de la cause du pays et de la religion, mal défendue partout ailleurs. Aussi fallut-il bientôt faire du simple chef de volontaires un des généraux du parlement, et de sa cavalerie l'un des principaux corps de l'armée.

Quand le parlement se déclara presbytérien, et, pour se procurer le secours des Ecossois, adopta les principes de leur covenant, le corps de Cromwell ne fut plus autre chose qu'un parti dans l'armée. Les presbytériens, forts à leur tour, faisant des lois tyranniques pour presser dans les trois royaumes l'établissement de leur uniformité religieuse les indépendants, pour échap-

1645

à

1646.

1645 per à la persécution, allèrent servir Cromwell  
à qu'ils croyaient un des leurs; Cromwell leur of-  
1646. frit asile, intéressés qu'ils lui parurent à faire ce  
qu'il faisait, à se créer des titres par des services,  
à devenir l'élite de l'armée comme il tâchait de  
devenir le premier des capitaines. Il ne se  
trompa point; ces nouveaux venus, bien qu'ils  
n'aimassent, non plus que lui, ni les auxiliaires  
écossais, ni les généraux grands seigneurs et  
presbytériens qui commandaient, ne songèrent  
qu'à la cause commune. Leur intrépidité et leur  
discipline amenèrent enfin la victoire sous les  
drapeaux du parlement.

Les presbytériens anglo-écossais désirèrent  
alors la paix : voulant par-dessus tout que leur  
révolution religieuse fût reconnue, ils abandon-  
nèrent presque la révolution politique. Or, c'é-  
tait pour celle-ci que les indépendants avaient  
combattu : transportant dans l'ordre politique  
leurs croyances religieuses, ils condamnaient  
tous les pouvoirs, comme usurpés sur le Christ ;  
ils l'attendaient sur la terre ; et ne voulaient  
point d'une paix qui les empêcherait de préparer  
ce qu'ils appelaient son règne. Seuls, ils n'eus-  
sent pas entraîné la nation, mais à l'aversion  
que leurs absurdes idées leur inspiraient contre  
la royauté correspondaient les vues d'un parti  
politique, composé d'hommes éclairés, naguère  
unis aux presbytériens contre la tyrannie épis-  
copale, et qui, voyant l'embarras éprouvé par  
ceux-ci pour défendre leurs innovations contre  
le roi et empêcher d'autres novateurs d'aller  
plus loin qu'eux, s'étaient hardiment élevés  
à des principes plus larges. Ils ne voulaient

point de religion d'état, qu'elle fût catholique, 1645  
 épiscopale ou presbytérienne; chacun avait à  
 droit, suivant eux, de professer librement ses 1646.  
 croyances; et quant à la royauté, qu'il fallût ou  
 non s'accommoder avec elle, ils voulaient qu'on  
 la considérât non comme ayant violé telle ou  
 telle liberté écrite dans des chartes poudreuses,  
 mais comme ayant rompu un contrat originel qui  
 lui avait soumis le peuple, et qu'ils fondaient  
 sur la simple raison. Des écrivains, Milton entre  
 autres, le plus beau génie de ce temps, propa-  
 geaient ces doctrines; des membres du parle-  
 ment les soutenaient en face de la majorité pres-  
 bytérienne; Cromwell et ses officiers les profes-  
 saient à l'armée, et c'était là qu'était la force  
 des indépendants religieux et politiques. Certains  
 d'être sacrifiés à la paix, si elle se faisait entre  
 les presbytériens et le roi, ils la présentaient  
 comme un acte de faiblesse ou comme un résul-  
 tat forcé de la mauvaise conduite des affaires.

Le peuple se partageait entre eux et les pres-  
 bytériens: s'il écoutait ceux-ci quand ils disaient  
 que la paix pouvait seule terminer une lutte rui-  
 neuse pour le pays, il s'indignait avec les pré-  
 miers quand ils représentaient qu'en combattant  
 mollement et administrant mal on avait prolongé  
 indéfiniment la durée des sacrifices que le peu-  
 ple s'était imposés, et compromis la cause à la-  
 quelle il les avait faits. D'un autre côté, les pres-  
 bytériens s'obstinaient encore, tout en faisant  
 la guerre au roi, à s'autoriser de son nom dans  
 leurs actes. Or, un parlement royaliste, assen-  
 blé par le roi à Oxford, agissait d'après les mêmes  
 principes et les mêmes formes, et pouvait mettre

1643 la nation dans le doute de quel côté était, sinon  
à la justice, au moins la légalité. Les indépendants  
1646. se servaient de cela pour faire sentir la nécessité de nouveaux principes : il fallait qu'on envisageât la royauté comme ils le faisaient ; que la guerre aussi fût plus énergique ; qu'on réorganisât l'armée ; que les généraux fussent plus strictement dépendants du parlement, et qu'on les prît, à cet effet, dans les rangs de l'armée et non dans les deux chambres. Sur ce dernier point, les indépendants se satisfirent par la fameuse ordonnance du renoncement à soi-même, soutenue dans le parlement avec tant de vigueur et d'astuce par Cromwell. Tandis que les généraux grands seigneurs et presbytériens, cédant à une surprise honorable, se retiraient, Cromwell, seul des officiers membres du parlement, resta à la tête de son corps, et, avant qu'on eût le temps de réclamer contre cette exception, la mérita par un succès important contre le roi. Sa réputation était déjà assez grande pour qu'il pût aspirer à commander en chef ; il voulut paraître obéir à un homme qu'il était sûr de gouverner, et se contenta d'avancer et répandre dans tous les corps les officiers et soldats qui avaient servi sous ses ordres.

La réorganisation qui mettait les indépendants en possession des emplois militaires porta rapidement ses fruits. Le parti royaliste fut  
1646. écrasé sur le champ de bataille de Naseby. Le roi se réfugia dans le camp des Ecossais, qui lui inspiraient moins de crainte que leurs alliés ; mais à ceux-ci les Ecossais le livrèrent, croyant qu'ils sauraient mieux l'aue-

ner à reconnaître leur culte et leurs libertés.

En Angleterre, la victoire de Naseby disposa 1646.  
les esprits en faveur d'un parti qui si tôt avait tenu parole. On devait remplacer dans la chambre basse cent trente membres, qui s'étaient retirés depuis le commencement de la guerre. Les choix tombèrent sur des hommes appartenant au parti indépendant et sur quelques-uns des plébéiens devenus chefs de l'armée. Ces nouveaux venus, montrant en toute occasion une vigueur et une capacité qui semblaient s'éteindre chez les presbytériens à mesure qu'ils dépassaient davantage leur but, se firent place dans le comité de gouvernement formé de membres des deux chambres. Maîtres de ces deux postes, l'armée et le conseil commun, les indépendants commencèrent contre le roi, contre les auxiliaires écossais, contre l'église presbytérienne, un système d'accusations que devait suivre une guerre déclarée. Les presbytériens retrouvèrent quelque énergie pour se défendre. Ayant pour eux l'armée écossaise, la bourgeoisie, la majorité du parlement, disposant de la personne du roi, ils croyaient pouvoir, en s'accommodant avec lui, en licenciant une partie de l'armée et envoyant l'autre en Irlande, maintenir la révolution ce qu'ils l'avaient faite. Mais d'un côté le roi, espérant profiter de la mésintelligence, gagnait du temps; de l'autre, l'armée, quand elle sut que la majorité du parlement songeait à la dissoudre, se forma en corps délibérant, en assemblées de soldats élus par leurs camarades sous le nom d'agitateurs, et en clubs supérieurs formés par les officiers. Des pétitions menaçantes

1646 partirent des assemblées militaires. Les presby-  
à tériens du parlement se trompèrent sur le carac-  
1648. tère de ces réclamations turbulentes , comme  
autrefois la cour s'était trompée sur les demandes  
du peuple ; ils votèrent quelques mois de solde,  
et c'était du pouvoir que voulaient les soldats.

Cromwell était comme le lien entre les indé-  
pendants de l'armée et ceux du parlement. Tou-  
jours allant et venant des uns aux autres, priant,  
prêchant , demandant le règne du Christ avec  
les agitateurs , et , avec ses amis du parlement,  
s'élevant aux idées de république et de souve-  
raineté du peuple , sur tous il exerçait une im-  
mense puissance d'opinion. Réduisant ici la  
question entre les deux partis au petit nombre  
de points sur lesquels il y avait à agir par force  
ou par adresse , il comprit qu'enlever aux pres-  
bytériens l'appui des Ecossais et la disposition  
de la personne du roi , ce serait vaincre. Des in-  
trigues, aidées de quelques plaintes assez justes,  
éloignèrent les Ecossais ; un coup de main hardi  
rendit le roi prisonnier de l'armée , sans que  
les instigations de Cromwell se laissassent voir ,  
et sans que la masse de la nation comprît bien  
encore ce qui résulterait de tout ceci.

Les presbytériens du parlement, le voyant  
mieux, le dirent hautement. Dès lors , pour  
Cromwell et ses amis, nul autre parti à prendre  
que de les chasser du parlement. Les presbyté-  
riens étaient forts dans la cité de Londres ; leur  
ancienne popularité , fondée sur de si grands et  
de si beaux services, souleva la bourgeoisie  
contre les indépendants qui siégeaient en mino-  
rité devant eux. Ceux-ci jouèrent alors le rôle

d'opprimés ; au nombre de soixante ils se ren-  
 dirent à l'armée, qui, en les ramenant à Lon- 1646  
 dres, put se dire provoquée dans ce recours à 1648.  
 la force, dernière raison entre les partis. Les  
 soixante membres réinstallés, applaudis par l'ar-  
 mée qui faisait taire la bourgeoisie de Londres,  
 exclurent à leur tour onze membres presbyté-  
 riens les plus distingués du parti, et se mon-  
 trèrent empressés d'en finir avec le roi. Une  
 majorité étonnée, incertaine, se forma autour  
 d'eux, disposée à se laisser conduire sous le ré-  
 gime d'épurations qui s'établissait. Elle vota  
 quatre bills qui devaient être présentés au roi  
 comme articles de paix. S'il méconnaissait dans  
 cette négociation, disaient les indépendants, un  
 dernier effort de la longanimité du parlement,  
 on prendrait un dernier parti.

Mais ce parti, quel serait-il ? le renversement  
 de la royauté ? Au-delà, pour les ennemis des  
 presbytériens, il n'y avait plus de croyances ni  
 de volonté communes. Les uns ambitieux, et  
 Cromwell à leur tête, s'opposaient à ce qu'on  
 prévît si loin, Dieu les inspirerait, disaient-ils,  
 quand il serait temps ; d'autres, patriotes éclair-  
 rés, insistaient sur les réformes que la législa-  
 tion et le système de représentation devraient  
 subir quand il n'y aurait plus de roi. Contre les  
 premiers, les agitateurs de l'armée s'indignaient  
 sur la foi de visions, qui leur montraient toutes  
 choses réglées pour le règne du Christ, et contre  
 les uns et les autres s'élevait avec haine un parti  
 poussé par l'instinct de la pauvreté vers le der-  
 nier terme de toute révolution, l'égalité dans  
 les situations comme dans les fortunes, l'aboli-



1646 tion des rangs et la communauté des biens. Les  
à niveleurs étaient dans l'armée et dans le bas peu-  
1648. ple; ils avaient aussi leurs écrivains et leurs  
chefs de doctrine, ignorants comme eux sur une  
question encore aujourd'hui mal jugée, et peu  
dignes d'être écoutés même en ce temps.

Les disputes entre les agitateurs, les saints, les niveleurs et les politiques, eussent allumé la guerre au sein de l'armée à peine victorieuse des presbytériens et des royalistes, sans l'énergie et l'habileté de Cromwell. Il sévit à propos, caressa ensuite; son mot d'ordre de général resta la loi de tous sous le drapeau. Lui et quelques-uns des chefs des indépendants savaient que le roi rejetterait les quatre bills; car ce malheureux prince, victime de ses propres intrigues, n'était plus seulement leur prisonnier, mais leur instrument. Sur de faux avis, il persistait dans un système d'opiniâtreté que la reine, éloignée de ses périls, et, parmi ses plus sincères partisans, des hommes d'un esprit étroit, lui conseillaient aussi comme seul convenable à sa dignité. Sur sa réponse, qui n'était que trop prévue, le parlement déclara tout de suite qu'il ne traiterait plus avec lui.

Il y eut grande joie dans l'armée et parmi les indépendants politiques et les niveleurs. Mais, sans le roi, qu'allait devenir l'ordre ancien? Ce fut ce que de toutes parts se demandèrent ceux qui avaient voulu le réformer, non le détruire. Ils n'eurent pas besoin de se concerter; leurs craintes étaient de celles qui portent prompt conseil. Une formidable réaction éclata contre les indépendants. Derrière la majorité presbyté-

rienne, qui tenait encore au parlement, dans la magistrature et dans l'armée, des postes importants, se rangèrent tous ceux que la révolution, de près ou de loin, avait déjà dépassés. Les Ecossais saisirent aussi l'occasion de déclarer comment ils avaient entendu la révolution; et tandis qu'en armes ils passaient pour la troisième fois leur frontière, les comtés les plus éloignés de Londres, à l'ouest et au nord, s'insurgèrent; ceux de l'est suivirent; le mouvement s'étendit jusqu'aux portes de Londres. Cromwell et ses principaux lieutenants furent déclarés ennemis publics; ils n'étaient pas gens à se défendre en paroles, et à disputer Londres et le parlement à leurs adversaires, tandis que le royaume pouvait leur échapper. L'instinct de leur conservation les conseillait mieux. Le comité du gouvernement leur appartenait toujours: en partant de ce centre, ils se jetèrent dans toutes les directions au-devant des insurgés, et les désarmèrent. Partout la discipline l'emporta sur la colère. Cromwell, avec une rapidité dont il n'y avait pas d'exemple, poussa vers le nord contre les Ecossais, leur livra trois grandes batailles dans lesquelles il joua le tout pour le tout, comme il convenait à sa situation et à son génie, et ne laissa pas dix de ses ennemis en armes. Les nouvelles qui lui venaient de Londres étaient de nature à presser son retour; mais jugeant que c'était gagner du temps que de ne pas laisser la victoire incomplète, il entra en Ecosse, y cantonna des troupes, et s'occupa en détail de tout ce qui pouvait garantir la tranquillité du pays.

1646 Pendant ce temps les presbytériens, ayant  
à ressaisi la majorité dans la chambre basse, et la  
1648. chambre haute, presque déserte depuis l'ordon-  
nance du renouement à soi-même, ayant vu  
reparaître les lords presbytériens, les négocia-  
tions avaient recommencé avec le roi. Les  
plus grands efforts avaient été faits pour le ré-  
concilier avec la nation; mais de meilleures  
conditions, loin de le fléchir, l'ayant rendu plus  
exigeant, les indépendants, témoins de ces  
vains efforts, bien qu'en minorité dans le parle-  
ment, n'avaient pas perdu courage. Les troupes  
victorieuses allaient revenir à leur secours: bien-  
tôt il n'y aurait plus de paix possible avec le roi.  
Les presbytériens voyaient venir ce moment  
avec désespoir. Les partis qui le redoutaient  
s'agitaient pour le prévenir, et ceux qui le dé-  
siraient pour le hâter. Pendant quelques mois  
le royaume fut livré à une confusion sans exem-  
ple: partout où l'on cessait de combattre, on re-  
commençait à délibérer et à disputer; chaque  
secte, chaque subdivision de parti, se croyait  
appelée à sauver la chose publique. Les péti-  
tions et les remontrances arrivaient en foule au  
parlement; les unes pour conseiller, d'autres  
pour accuser.

1648. VII. Les républicains étaient les seuls qui agis-  
sent en disputant; ceux des villes écrivaient con-  
tre l'intolérance et l'avarice du clergé presbyté-  
rien, contre la superstition qui faisait des crimes  
d'hérésie et de blasphème sur des choses au-  
dessus de la portée des hommes. Ils demandaient  
que le roi fût comptable du sang versé par ses

ordres. Ils s'armaient contre l'administration des 1648  
souffrances du commerce, et accusaient en même 1649.  
temps les niveleurs, odieux à quiconque possédait. Les républicains de l'armée s'attachaient à poursuivre le roi ; ils voulaient qu'on lui appliquât les lois contre les délinquants : Strafford et Laud n'avaient fait, disaient-ils, qu'agir par ses ordres. Le parlement ne répondait point, mais les corps d'armée qui revenaient vers Londres victorieux, à chaque pas, s'expliquaient mieux ; ils demandèrent positivement que le roi fût mis en jugement, que ses fils fussent sommés de venir faire leur soumission au parlement, sous peine de se voir déchus de leurs droits. Le parlement se tint encore ; alors vinrent de menaçantes injonctions. Les conseils d'officiers écrivirent qu'ils en appelaient à l'épée de Dieu de la forfaiture du parlement ; et, entrant bientôt dans Londres, ils procédèrent contre lui par des épurations. Cent quarante-trois membres exclus ainsi en quelques jours de la chambre basse, laissèrent le champ libre aux indépendants.

Cromwell, revenant lentement d'Ecosse, avait suivi de loin toutes ces violences ; les jugeant nécessaires, il avait trouvé bon de s'en remettre pour elles à l'entraînement du parti. Il reparut dans les communes comme un suprême modérateur, accepta avec réserve ce qui s'était fait sans lui, mais, l'œuvre commencée, déclara qu'il la fallait soutenir. La mise en jugement de Charles I<sup>er</sup> était déjà résolue entre lui et les principaux de son parti ; une correspondance surprise par eux leur avait montré leur sentence tracée de la main même du roi, si la chance des armes ou une paix

1648 trompense les eût mis à sa discrétion. Ils se dé-  
à terminèrent à le traiter comme il les eût traités  
1649. eux-mêmes. A cela malheureusement devait tôt  
ou tard se réduire la question entre Charles I<sup>er</sup>  
et les indépendants, ses derniers adversaires. Le  
gouvernement absolu, en violant toutes les li-  
bertés publiques, s'était privé du droit d'invo-  
quer un jour le principe constitutionnel de l'in-  
violabilité royale; et ceux qui avaient commencé  
la résistance, qui s'étaient montrés ensuite in-  
capables de la rendre victorieuse, en transmet-  
tant à d'autres les difficultés et la solidarité de  
l'entreprise, les avaient mis dans la nécessité de  
chercher leur salut dans le renversement de la  
royauté et la mort de celui qui, vivant, eût pu  
les perdre. Cromwell fut de ceux qui, en con-  
damnant Charles I<sup>er</sup>, obéirent à cette loi de leur  
conservation; d'autres furent entraînés par le  
fanatisme religieux; d'autres, cédant à un sen-  
timent d'exaltation républicaine, voulurent trai-  
ter un roi comme un autre homme, et se mesu-  
rer, pour ainsi dire, à son abaissement. Mais,  
comme cela fut prouvé plus tard, aucun de ces  
juges, après avoir fait monter le roi sur l'écha-  
faud, ne fut plus mal avec sa conscience que  
Charles ne s'y fût trouvé en usant contre eux  
d'une fortune différente. Ce qu'il y eut d'odieux,  
ce fut l'affectation des formes de la justice; mais,  
dans les luttes de parti, elles sont le mensonge  
obligé du fort contre le faible.

La mort de Charles I<sup>er</sup> avait été demandée par  
les indépendants de l'armée, de la ville de Lon-  
dres et de deux comtés, par les niveleurs, par  
les millénaires, scetaires plus fous que les indé-

pendants religieux, et qui n'eurent jamais d'existence comme parti. Une douzaine de lords, les seuls qui siégeassent à cette époque, protestèrent contre elle; et de ce moment il n'y eut plus de chambre haute. Les Cavaliers, les anglicans, les presbytériens réfugiés à l'étranger, firent éclater une impuissante horreur, que ne partagèrent point les gouvernements d'Europe. Le peuple de Londres, témoin des brutalités qui se mêlèrent à l'iniquité des procédés judiciaires, s'intéressa vivement à l'illustre acensé. La masse de la nation ne montra qu'un étonnement profond; sa complicité fut passive. Plus tard, l'indignation parut avoir été comprimée; mais d'autres événements avaient fait d'elle un sentiment de convention.

L'Écosse montra seule une franche douleur : ses idées politiques ne s'étaient jamais séparées de ses convictions religieuses; elle avait toujours cru à la bonne foi du roi; elle détestait les indépendants, autant que les évêques. Elle se souleva, appella le fils aîné de Charles I<sup>er</sup>, et le proclama roi, sous le nom de Charles II, dans le temps que l'Angleterre se soumettait à un gouvernement nouveau, résidant dans un parlement sans chambre des seigneurs, et sans roi.

Le soulèvement d'Écosse ajouta beaucoup à ce qu'avait à faire la nouvelle république, pour exister sans contestation. L'Irlande, depuis l'insurrection de 1641, n'était pas encore réduite; on l'avait négligée, et le parti du roi s'y était établi. Dans les colonies anglaises de l'Amérique, les troupes et les gouverneurs tenaient encore pour le roi. La famille détrônée possédait une

1649 flotte, qui trouvait asile dans les ports de la Hol-  
à lande et du Portugal, et portait secours aux pays  
1653. insurgés. A l'aise même de l'armée, la république  
avait dans le parti niveleur un redoutable ennemi  
qui la regardait comme une autre usurpation, à  
moins qu'elle n'établît la communauté des biens  
et l'égalité des rangs. La république opposa par-  
tout Cromwell : d'abord aux niveleurs, il les  
dispersa au nombre de cinq mille, et les força  
de cesser leurs assemblées; il alla ensuite en  
Irlande, et dans une campagne, se fit ouvrir la  
plupart des places royalistes, et s'empara des  
trois quarts de la surface de l'île. Quand sa pré-  
sence dans ce pays ne fut plus d'une absolue  
nécessité, on le fit marcher contre les Écossais  
et Charles II.

Le jeune roi n'avait reçu la couronne, qu'en  
faisant serment d'observer le covenant écossais, et  
déjà ses mœurs relâchées l'avaient exposé, de la  
part des ministres presbytériens, à des représen-  
tations et des censures hardies; cependant, à  
l'approche de Cromwell, il ne put douter de  
l'affection des Écossais. Bien qu'il s'entourât des  
courtisans qui avaient suivi sa fortune sur le  
continent, toute sa force était dans le dévoue-  
ment de ces mêmes troupes presbytériennes, qui  
avaient vaincu le roi son père; leur discipline  
valait presque celle des Anglais. Elles étaient  
commandées par d'excellents officiers; aussi la  
supériorité du génie militaire de Cromwell parut-  
elle ici dans tout son éclat. On sait avec quelle  
hardiesse il alla se placer sur les derrières d'une  
armée qui, pourvue de tout pendant qu'il man-  
quait de vivres, ayant pour elle les habitants

tandis qu'il les avait contre lui, pouvait, en fai- 1640  
 sant volte face, l'empêcher de revoir jamais l'An- à  
 gleterre. Charles II eut peur d'enfermer un tel 1655.  
 ennemi, et par un manque de résolution que les  
 historiens ont loué comme de l'audace, voyant  
 l'Angleterre ouverte, il s'y précipita; mais tout  
 était disposé pour l'y recevoir, et Cromwell le  
 suivait. Le jeune roi se vit à Worcester, dans la  
 situation où il avait pu mettre ses ennemis quel-  
 ques jours avant, et s'enfuit presque seul, après  
 un combat dans lequel son courage avait peu  
 brillé. Dans le même temps, les flottes de la  
 république dispersaient les vaisseaux du roi,  
 nettoyaient les îles de la Manche, des pirates qui  
 les infestaient, portaient la révolution dans les  
 colonies les plus éloignées, et demandaient  
 compte à la Hollande d'anciennes offenses, que  
 la faiblesse des deux derniers règnes avait laissées  
 impunies. Cette guerre se poursuivait avec des  
 succès inespérés, contre les plus grands hommes  
 de mer de cette époque, lorsque les dernières  
 victoires de Cromwell permirent au parlement  
 de réunir l'Angleterre et l'Écosse dans une même  
 république.

Jamais l'Angleterre n'avait déployé d'aussi  
 grandes ressources que sous l'administration de  
 ce petit nombre de citoyens obscurs, qui pou-  
 vaient passer pour avoir usurpé le pouvoir. Elle  
 payait des impôts considérables, nourrissait une  
 armée de soixante mille hommes, entretenait  
 une flotte puissante. Elle avait vu ses champs  
 ruinés, ses villes dévastées, sa population dévorée  
 par la guerre civile; mais depuis le commence-  
 ment de cette guerre, elle ne payait plus ni les pro-



1649 fusions de la cour, ni les gros revenus des évêques,  
à ni les pensions des courtisans, ni la vénalité des  
1655. juges, ni l'insolence des valets de toute classe.  
Les mœurs sévères des presbytériens, puis celles  
plus rigides encore des indépendants, avaient  
prévalu sur celles de la société monarchique. La  
vaine représentation, les festins, les spectacles,  
les combats d'animaux, jusqu'aux réjouissances  
populaires, avaient disparu. Les domaines de la  
couronne, les terres des évêques et des chapitres,  
les apanages des grands seigneurs, étaient reve-  
nus à la nation, et personne ne s'était enrichi.  
Les bourgeois avaient apporté dans le gouver-  
nement leurs habitudes d'ordre et d'économie,  
leur probité, leur amour du travail. Depuis le  
commencement de la guerre, la dévorante plaie  
de l'oisiveté n'avait plus exercé ses ravages;  
chacun avait travaillé, soit en administrant, soit  
en combattant, soit en fabriquant des armes et  
cultivant pour ceux qui combattaient. Non-seu-  
lement tous les maux de la guerre et du fana-  
tisme étaient réparés, mais tous les signes d'un  
grand accroissement de prospérité se manifestaient.

Tels étaient déjà les résultats de la révolution.  
Le parlement avait assez de lumières et de per-  
sévérance pour pouvoir la continuer dans ce que  
l'état social offrait encore d'abusif et de vicieux.  
Il eût pu réorganiser sur des bases simples l'ad-  
ministration judiciaire et civile. Il songeait à  
délivrer le peuple de cette monstrueuse compli-  
cation des lois que les niveleurs appelaient éner-  
giquement la livrée de l'esclavage normand.  
Mais, s'il y avait alors un besoin généralement

senti, c'était celui de jouir en paix de réformes 1549  
 obtenues au prix de tant de sacrifices. La cou- à  
 rageuse ambition de travailler pour les généra- 1655.  
 tions à venir ne poussait au-delà des premiers  
 vœux de la révolution que ceux qui les avaient  
 déjà dépassés. On craignait de voir sortir de  
 nouvelles discussions le triomphe de doctrines  
 alarmantes, comme celles des niveleurs et des  
 philosophes qui faisaient profession de déisme.  
 Ainsi, le défaut de sympathie nationale pour les  
 idées et les croyances du long parlement laissa  
 cette assemblée seule en présence de l'armée  
 quand la question fatale à toute révolution, la  
 question du licenciement des forces militaires  
 devenues inutiles, se présenta.

Les conseils d'officiers et les clubs d'agitateurs  
 existaient toujours; ils n'avaient point oublié  
 que le parlement leur devait son existence, que  
 son droit était fondé sur leurs épées. Pour  
 qu'eux-mêmes se décidassent à repasser de la  
 vie ambitieuse du camp aux obscurs travaux de  
 la cité, il leur eût fallu plus que l'amour du bien  
 public, un désintéressement qui ne se trouve  
 point chez les grandes masses d'hommes. Se  
 voyant menacés de perdre, avec les habitudes du  
 pouvoir, l'existence aisée que leur procurait  
 une paie abondante et régulière, ils demandè-  
 rent la dissolution du long parlement, l'accusant  
 de se perpétuer tyranniquement dans l'exercice  
 du pouvoir. Le parlement traita l'armée de fac-  
 tieuse, et la laissa quelque temps sans paie. Crom-  
 well, dont les intérêts étaient ceux des soldats,  
 et dont les opinions, lorsqu'en général on ne  
 savait plus s'il fallait s'arrêter, rétrograder ou

1035. poursuivre, n'étaient probablement pas celles des meneurs du parlement, franchit un pas que son ambition avait pu longtemps mesurer. Il chassa les indépendants, comme ceux-ci avaient chassé les presbytériens, et s'empara du pouvoir. Sa volonté, quelque puissante qu'elle fût, eût échoué contre la résistance des soldats, s'il eût entrepris de les licencier.

Il fut heureux pour l'Angleterre qu'un tel homme prit sur lui la responsabilité d'une violence inévitable, parce que l'ordre vint de l'usurpation au lieu de l'anarchie, et que l'ordre était nécessaire. Partout et dans tous les temps ce sont les besoins qui ont fait les conventions appelées principes, et toujours les principes se sont tus devant les besoins. Il fallait ici de la sécurité, du repos, une grandeur qui imposât aux ennemis extérieurs de la révolution, et aux intérêts commerciaux ennemis de ceux de l'Angleterre. Il fallait une administration qui comprît tous les partis et n'appartînt à aucun; qui fût instruite de toutes les idées de ce temps, et n'en professât exclusivement aucune; qui se servît de l'armée, et ne se mit point à sa suite. Cromwell donna tout cela. Il n'eut pas l'affection des Anglais, mais il eut leur confiance. Les classes laborieuses ne protestèrent point contre son despotisme, parce qu'elles se trouvèrent intéressées comme lui à ce que les partis cessassent de disputer, ne pouvant s'entendre; parce que les résultats matériels de la révolution subsistaient. On avait exigé, sous Charles I<sup>er</sup>, le vote libre de l'impôt, parce qu'on était fatigué de nourrir les évêques, les chapitres, les grands seigneurs et

les intrigants de cour : l'administration de Cromwell était probe, économe, bien entendue, et ne rétribuait point de sinécures. On s'était révolté contre la tyrannie religieuse des évêques et les prétentions renaissantes des papistes : sous Cromwell chacun professait librement ses croyances, les papistes seuls n'étaient point tolérés, encore en Irlande jouissaient-ils de plus de liberté que par le passé. Enfin, au commencement de la révolution, on avait mieux aimé cesser de travailler et combattre, qu'à attendre la ruine du commerce extérieur et de l'industrie manufacturière : Cromwell faisait la loi aux étrangers dans les ports de l'Angleterre comme sur leurs propres marchés. L'existence même d'une nombreuse armée se trouvait, dans ce système, n'être pas sans utilité; car la haute opinion qu'on avait d'elle obligeait les gouvernements étrangers à des complaisances que le génie altier de Cromwell n'eût pas seul obtenues. L'Angleterre, riche, active, puissante, respectée comme elle ne l'avait jamais été sous ses rois, le fut par l'habileté avec laquelle Cromwell ménagea les ressources et les forces créées par la révolution. Cromwell n'eut à combattre que les têtes des divers partis qu'il avait successivement trompés ou vaincus. Il eut raison contre les royalistes, parce qu'ils étaient ennemis du pays; contre les presbytériens, parce qu'ils étaient intolérants et ne comprenaient pas la révolution; contre les nivelleurs, parce qu'ils demandaient l'impossible; enfin contre les républicains exaltés, parce qu'ils ne représentaient pas l'opinion générale. Mais il eut tort contre une classe de patriotes éclairés qui tenaient

1655  
à  
1658.

à la république, non par fanatisme, mais par raison, et qui voulaient que les résultats de la révolution fussent garantis par des institutions capables de survivre à l'homme, dont la capacité et les intentions pouvaient d'abord suffire. Parmi ceux-ci, il eut d'infatigables ennemis : les uns, ses anciens collègues au parlement ; les autres, ses lieutenants sur les champs de bataille ; d'autres, ses complices dans la mort de Charles I<sup>er</sup>. Tous l'avaient admiré, et le haïssaient d'autant plus. A chaque tentative nouvelle qu'il eut à repousser de leur part, il reprit un peu plus du régime ancien, et prépara ainsi les voies de la contre-révolution. Il n'eut point le tort impardonnable de rétablir le privilège héréditaire des  
1658 fonctions dans l'état, et refusa la royauté. On croit que le terme de sa vie marqua celui de ses ressources, et qu'il eût retenu difficilement quelques années de plus un pouvoir à la fois si envié et si détesté. Cependant, par ce qui arriva à sa mort, la faiblesse égale de tous les partis et l'irrésolution profonde de la nation furent prouvées.

## PREMIÈRE PARTIE.

---

### CHAPITRE PREMIER.

#### LA RESTAURATION.

État de l'Angleterre à la mort de Cromwell. — Richard Cromwel essaye de détruire l'influence de l'armée et de relever le parlement. — L'armée renverse le parlement et Richard. — Elle rétablit et chasse de nouveau le parlement dit *croupion*. — Elle se divise. — L'armée d'Écosse relève le parlement, celle d'Angleterre abandonne ses généraux. — Les royalistes se liguent avec les presbytériens et l'armée d'Écosse ; ils obtiennent la convocation d'un parlement suivant l'ancienne constitution. — Ce parlement rappelle les Stuarts. — Derniers efforts des républicains. — Alliance des royalistes, des anglicans et des presbytériens contre les républicains. — Circonstances de la restauration. — Procès des régicides. — Restitution des biens de la couronne, des évêques et des seigneurs. — Rétablissement de l'épiscopat. — Premières attaques contre les presbytériens.

A la mort de Cromwell, l'Angleterre était parlée 1658.  
gée en onze gouvernements militaires, sous des majors-généraux dont l'autorité, d'abord presque absolue avait été depuis peu restreinte comme deve-

1658 nant tyrannique. L'Écosse, sous le général Monk,  
à  
1660. était tranquille. Les presbytériens exerçaient libre-  
ment leur culte, et la persécution leur était interdite. L'Irlande, sous Henri, le second fils de Cromwell, réparait, avec son étonnante puissance de ressources, les pertes qu'une longue guerre et un rigoureux système de pacification lui avaient fait éprouver. Un seul parlement, composé de deux chambres, l'une de députés des communes, l'autre de parvenus de la révolution, nommés à vie par Cromwell, représentait les trois nations. Ce parlement venait d'être cassé comme indocile; plusieurs conspirations, royalistes et républicaines, venaient d'être punies par des supplices.

Rien n'avait encore pu ébranler cet ordre de choses violent. Toutefois la contre-révolution était commencée : dans le gouvernement, par le rétablissement d'un pouvoir semblable à celui d'Élisabeth, sauf un titre et l'étiquette, et par la création d'une chambre supérieure à l'image de celle des lords; dans la nation, par l'effroi qu'inspiraient à la masse riche et agissante les doctrines des philosophes et des niveleurs, effroi qui ne montrait plus de sécurité que dans un ordre de choses fort en arrière de celui qui avait permis les attaques contre l'inégalité des situations et des fortunes. Cette disposition s'accrut rapidement dans la crise qui éclata à la mort de Cromwell. Aussitôt que la main de fer du despote cessa de comprimer les débris des anciens partis, tous reparurent, non pas instruits par l'expérience et disposés à une réconciliation urgente,

mais animés l'une contre l'autre d'une haine que les 1658  
outrages dévorés en commun sous Cromwell sem-  
blaient avoir rendue plus violente. Tous avaient à 1660  
non-seulement leurs vues politiques, mais des van-  
ités et des ambitions particulières à faire triom-  
pher. Après les niveleurs et les républicains reli-  
gieux, les républicains philosophes étaient le moins  
en crédit. Cromwell, en les humiliant, avait jeté la  
déconsidération jusque sur leurs principes ; il avait  
convaincu leurs vertus d'impuissance. Les presby-  
tériens étaient les plus nombreux, mais dans une  
position fort difficile, puisqu'il y avait danger pour  
eux à abandonner ce que les indépendants avaient  
fait malgré eux, et danger non moins grand à entre-  
prendre de modifier cette œuvre dans leur sens.

Cromwell seul avait pu préserver de dissolution  
cet ensemble incohérent d'intérêts, de passions et  
de résultats, pour lesquels la révolution n'était plus  
qu'une enseigne à demi effacée. Son fils Richard,  
appelé par choix à un tel héritage, sentit qu'il fal-  
lait le rendre à la nation, pour qu'elle eût intérêt à  
le défendre. Il convoqua un parlement composé de  
deux chambres, suivant la règle établie par Crom-  
well. Dans cette assemblée de terribles divisions  
éclatèrent. La majorité presbytérienne ou modérée  
se laissa associer au pouvoir, mais non sans reculer  
devant l'espèce de solidarité qu'elle s'imposait par  
là. Tout en reconnaissant Richard comme protec-  
teur, elle montra qu'elle n'adoptait pas complète-  
ment l'ordre de choses existant : c'était toujours le  
règne de l'armée, la constitution donnée par un gé-



1658 néral usurpateur , et non pas consentie par le peu-  
à plc. Ainsi la chambre basse ne voulait point de  
1660. l'autre chambre ( on lui donnait ce nom ) parce  
qu'elle ne représentait que l'armée.

Elle représentait en même temps le seul parti qui ne pût pas entrer en compromis avec l'ancien régime , et c'était là le grand intérêt auquel il eût fallu se rallier. Mais l'armée elle-même , après l'avoir perdu de vue pendant sept ans , n'y revenait qu'à demi corrompue par la servile obéissance que le protecteur avait exigée d'elle. La discipline avait conservé les mœurs des soldats , mais le dévouement à un homme avait tué leurs croyances. De sectaires ardents , ils étaient devenus d'hypocrites déclamateurs. Cependant , quand ils virent Richard Cromwell prêt à remettre la république aux mains de gens qui leur étaient suspects , ils s'agitèrent comme autrefois contre la majorité presbytérienne du long parlement. Les conseils d'officiers se reformèrent , obligèrent Richard à dissoudre le parlement , et s'emparèrent de l'autorité. A la tête de ce mouvement étaient les généraux Fleetwood et Desborough , l'un gendre , l'autre beau-frère de Cromwell , et Lambert , longtemps l'un de ses plus dévoués lieutenants , et qui depuis peu avait encouru sa disgrâce. Ces trois hommes n'aspiraient pas à moins qu'à remplacer Cromwell ; mais , pour le moment , aucun d'eux n'étant assez fort pour l'emporter sur les autres , ils s'entendirent pour remettre le pouvoir à des gens qu'ils pussent gouverner , et dont la cause , vis-à-vis des presbytériens et des royalistes , fût la

leur. Quarante-deux membres de ce parlement républicain que Cromwell avait brutalement chassés en 1653 vivaient encore : ils les rappelèrent. 1658 à 1660.

La conduite de ce parlement fut fort remarquable. La plupart de ceux qui le composaient étaient des hommes énergiques, habiles et fortement convaincus. Rappelés par des nécessités qu'ils appréciaient, ils reprirent la révolution au point où Cromwell l'avait arrêtée, et conçurent le magnanime espoir de la faire triompher, quand de toutes parts elle était trahie. Leur courte administration ne fut qu'un combat trop inégal contre les mépris d'un public imprévoyant qui traitait leur assemblée de *croupion de parlement*, *reste de parlement*, contre l'opposition des presbytériens, les complots des royalistes et les cabales des officiers de l'armée. Ils donnèrent trop peut-être à la défiance en se refusant à toute espèce de transaction avec les presbytériens; mais par les sages mesures qu'ils prirent pour détruire l'influence des officiers, ils mirent ceux-ci dans un assez grand péril pour les obliger à un nouvel acte de violence, et se virent encore une fois chassés du lieu de leurs séances.

L'ancien parti des Stuarts avait beaucoup profité des troubles depuis la mort de Cromwell; et suivant cette tactique à laquelle dans les discordes civiles tous les partis se croient autorisés, il excitait sous main les agitateurs, répandait d'absurdes alarmes, effrayait les uns, séduisait les autres, parlait de réconciliation, d'oubli du passé, et correspondait activement avec les fils de Charles I<sup>er</sup>, réfugiés à

1658 Bruxelles. Ashley-Cooper, homme d'une immoralité  
à profonde et d'une souplesse d'esprit qui passait  
1660. pour de la supériorité, était l'âme de toutes ces intrigues. Pendant la révolution il avait en l'art de se trouver toujours du parti victorieux et de conserver dans la nation un grand fonds de crédit. Ayant conseillé hautement à Cromwell de se faire roi, il prétendait alors ne lui avoir donné ce conseil que pour le perdre et ne l'avoir servi que pour être en position de le trahir. Comme il était au fait de tous les secrets et de toutes les affaires, les princes n'avoient cru pouvoir payer trop cher sa médiation ; et, grâce à ses soins, leur retour était vivement pressé. Lorsque les chefs du parti presbytérien eurent fait de vains efforts pour s'entendre avec les républicains du *rump parliament*, Ashley-Cooper et d'autres qui intriguaient avec lui, leur firent hardiment des ouvertures de la part des princes. Ils en firent en même temps au général Monk, autrefois royaliste, et qui, depuis la mort de Cromwell, s'entendait mal avec Fleetwood, Lambert et Desborough. Monk était tout-à-fait maître de son armée, et placé dans un pays dont les dispositions pour Charles II n'avaient pas changé malgré les souvenirs de Dumbar et de Worcester. Le résultat d'un assez grand nombre de secrets pour-parlers fut la formation d'une ligue royaliste et presbytérienne contre les indépendants et l'armée. Il fut convenu que Monk marcherait sur Londres avec son corps d'armée, et qu'on ne parlerait d'abord que de rétablir le *rump parliament* sur lequel Lambert et ses

amis venaient d'usurper l'autorité. Les soldats que ces généraux eussent pu faire marcher contre Monk, si les véritables projets eussent été avoués, prirent le change, et aimèrent mieux abandonner leurs chefs et faire leur soumission au parlement, que de tirer l'épée contre d'anciens compagnons d'armes. Ceux que commandait Lambert se révoltèrent même contre lui, et le livrèrent au *rump parliament*, qui se trouva ainsi rétabli sans combat. De ce moment Monk fut le véritable général de l'armée. Il cacha ses projets assez de temps encore pour s'assurer des postes importants à Londres, y mettre ses troupes, et distribuer celles des autres généraux de manière à ce qu'elles ne pussent, quand elles se verraient trompées, ni se rallier, ni opposer une grande résistance. Alors, comme à un signal convenu, partirent de la ville de Londres et de divers comtés des adresses que Monk accueillit, et dans lesquelles on lui demandait, comme à l'homme qui pouvait tout, la réintégration au parlement des membres presbytériens chassés par les indépendants en 1648.

Les membres du *rump parliament* n'avaient pas attendu la présentation de ces adresses pour montrer la défiance que leur inspirait Monk. Ils avaient mis son prétendu républicanisme à quelques épreuves qui les sauvaient de la honte d'être pris pour dupes; mais ils crurent devoir tenir ferme à leur poste tant qu'il serait possible. Leur opposition à la mesure sollicitée par les pétitionnaires presbytériens fut vaine. Par l'ordre de Monk, des soldats ramenèrent au parlement ces mêmes représentants que des sol-

1658 dats en avaient arrachés en 1648. Les indépendants.  
à ne faisant plus, en présence de leurs anciens advcr-  
1660. saires, qu'une trop faible minorité, se retirèrent.  
Les presbytériens, au nom de la nation, abolirent aussitôt le serment de fidélité au gouvernement sans roi et sans chambre de seigneurs, proclamèrent la dissolution du *rump parliament*, et en convoquèrent un autre composé de deux chambres suivant l'ancienne constitution.

Ces événements se succédèrent avec une telle rapidité, que l'armée, disséminée et en rupture ouverte avec ses meilleurs généraux, ne put s'opposer à rien. Évidemment elle était étonnée, mais non pas réduite. Monk déploya beaucoup de vigueur et d'habileté pour l'empêcher de troubler les élections du parlement qu'on attendait. Il lui imposa par des menaces, surtout par l'assurance adressée aux officiers de tous les corps qu'on ne voulait pas rétablir les Stuarts, mais seulement remettre la nation en possession de ses privilèges parlementaires ; cependant il cut à réprimer quelques mouvements. L'ouverture du parlement approchait, lorsque Lambert s'évada, réunit quelques troupes, et leva l'étendard républicain. A l'effet que produisit parmi les soldats, les indépendants, les millenaires, les niveleurs obscurs, l'évasion de cet homme renommé pour son audace et son activité, on vit à combien peu tenait la guerre civile. Comme la bourgeoisie ne redoutait rien davantage, elle sortit de l'apathique indifférence à laquelle le régime du protectorat l'avait habituée, et s'anima contre les soldats et

les indépendants d'une haine pareille à celle qu'elle 1658  
 avait jadis fait éclater contre les *délinquants*. De 1660.  
 toutes parts on poussa au grand changement qui  
 seul pouvait garantir le repos et le bien-être du  
 pays. Si les classes laborieuses se fussent rendu  
 compte des causes de cette prospérité qu'elles crai-  
 gnaient de compromettre en soutenant la révolution,  
 elles n'eussent jamais consenti au rétablissement  
 d'un ordre de choses qui devait leur rendre une po-  
 pulation de courtisans ruinés, paresseux et avides,  
 et refaire du dévouement à une famille, une car-  
 rière de fortune pour les intrigants ; mais elles ne  
 songèrent qu'à ce qu'elles avaient à craindre de l'ar-  
 mée et de la pauvreté des classes inférieures. Le  
 parlement se réunit sous l'influence des mêmes ter-  
 reurs. La chambre haute, qui n'avait pas été dé-  
 truite, mais seulement suspendue, reparut nom-  
 breuse et bien corrigée de cet amour de la liberté  
 qui l'avait rendue favorable aux premiers vœux de  
 la révolution. Elle redemanda la monarchie. La  
 chambre basse crut avoir à choisir entre les ven-  
 geances de parti qui pouvaient résulter d'une nou-  
 velle guerre civile et la restauration qui se présen-  
 tait par ses agents, clémente, peu exigeante, sage  
 en apparence, et décidée à s'accommoder aux mœurs  
 et aux besoins du temps. La fameuse déclaration  
 de Bréda lui fut présentée par l'ordre de Monk, et  
 leva toutes ses hésitations.

« Nous ne désirons rien tant, disait le roi dans  
 cette lettre adressée au parlement d'Angleterre,  
 qu'une exacte observation de la justice, et nous

1660 sommes prêts d'y ajouter tout ce que raisonnablement on peut attendre de notre indulgence. Afin que la crainte du châtement n'engage pas ceux qui se sentent coupables à persévérer dans le crime et à empêcher qu'on ne rende la tranquillité à l'État, en s'opposant au rétablissement du roi, des pairs, de la monarchie et des peuples qui la composent, chacun dans ses droits légitimes, anciens et fondamentaux, nous déclarons, par ces présentes, que nous accordons un libre et général pardon, lequel nous serons prêt, quand nous en serons requis, de sceller du grand sceau d'Angleterre, à tous nos sujets, de quelque qualité qu'ils soient, qui, dans quarante jours après la publication de cette déclaration, s'en tiendront à notre présente grâce, et en feront leur soumission par un acte public, promettant d'être à l'avenir de bons et fidèles sujets; de laquelle grâce nous n'exceptons personne que ceux que notre parlement jugera à propos d'en excepter; hors ceux-là, tous les autres, quelque coupables qu'ils soient, doivent se reposer sur notre parole comme sur la parole d'un roi, que nous donnons solennellement par la présente déclaration; entendant qu'aucun crime de ceux qu'ils auront commis contre nous ou contre le feu roi notre père avant cette même déclaration, ne s'élève en jugement contre eux, et ne soit mis en question à leur préjudice, à l'égard de leurs vie, liberté, non pas même autant qu'il est en nous, à l'égard de leur réputation, par aucun reproche, ni terme, qui les distingue de nos autres sujets; car notre vouloir et

plaisir royal est que dorénavant parmi nos sujets , 1660.  
soient mises en oubli toutes marques de discorde ,  
de séparation , de différents partis : désirant avec  
passion qu'ils lient ensemble une amitié et une cor-  
respondance parfaite pour l'établissement de nos  
droits et des leurs , dans un libre parlement , les  
conseils duquel nous prétendons suivre sur notre  
parole royale.

• Et parce que les passions des hommes et l'ini-  
quité des temps ont produit dans les esprits diverses  
opinions touchant la religion , et que de là sont nées  
des partis et des animosités mutuelles , pour con-  
tribuer à les adoucir par le commerce et la facilité  
de converser les uns avec les autres , nous donnons  
la liberté aux consciences , et déclarons que doré-  
navant personne ne sera inquiété sur les opinions  
différentes en matière de religion , pourvu que l'on  
n'abuse point de cette indulgence pour troubler  
l'État ; et nous sommes prêt à approuver les actes  
qu'il semblera bon au parlement de nous présenter  
après une mûre délibération , pour confirmer et  
établir plus solidement ce dernier acte.

• De plus , comme il est arrivé dans les révo-  
lutions qui affligent depuis quelques années ce  
royaume , qu'il s'est fait plusieurs dons et acquêts  
de biens que les possesseurs pourraient être con-  
traints à restituer selon les lois , nous déclarons  
que notre bon plaisir est que tous les différends et  
tous les procès qu'on pourra intenter sur ce point  
soient terminés dans le parlement ; ce tribunal  
étant le plus propre à procurer aux intéressés la



juste satisfaction à laquelle ils peuvent prétendre.

» Enfin nous déclarons que nous sommes disposé à donner consentement à tous les actes du parlement touchant les articles ici exprimés, de même qu'à ce qui concerne les arriérés dus aux officiers et soldats de l'armée du général Monk, que nous promettons de recevoir à notre service avec la paie dont ils jouissent maintenant. »

A la lecture de cette pièce, le rétablissement de la royauté dans la famille des Stuarts fut voté par acclamation, et l'on prétendit trouver dans les intentions annoncées par la déclaration non-seulement les motifs, mais les conditions du rappel. Vainement quelques presbytériens représentèrent que ce que l'on avait jadis exigé de Charles I<sup>er</sup> avant sa rupture avec le parlement, on devait l'obtenir de son fils; que les contestations renaîtraient bientôt si la portion d'autorité qu'il convenait de rendre à celui-ci n'était d'avance fixée; et qu'il serait honteux que tant de sang eût été versé pour rien. On leur objecta qu'il n'y avait point de temps à perdre; que les révolutionnaires pouvaient dans quelque nouveau trouble ressaisir leurs avantages, et qu'il fallait s'en remettre aux lumières et à la droiture du monarque. La majorité se paya de telles raisons. Aveugle, si elle crut en effet que ce témoignage d'une confiance sans bornes aurait pour la nation le même résultat que les réserves commandées par la prudence; mais bien peu excusable si, comme il le paraît, la peur la décida seule à cet appel aux sentiments d'un prince que tant de préjugés, d'intérêts

et de ressentiments devaient empêcher de reconnaître les fautes de son père.

Si la résolution de rappeler les Stuarts n'eût pas été prise avec cette précipitation, et que les conditions de leur rétablissement eussent été réglées par ceux des presbytériens et des royalistes anglicans qu'on pouvait considérer comme amis du pays, une transaction pareille à celle qui se fit vingt-huit années plus tard eût rejeté bien loin dans l'avenir toute cause d'une révolution nouvelle ; mais la déclaration de Bréda amnistiait la nation au lieu de lui reconnaître les droits acquis au prix de tant de sang, et l'on se trouva heureux de ce pardon accordé à d'anciennes victoires. On déchira des registres du parlement tous les actes contraires à la royauté ; on se hâta de voter des sommes d'argent pour les offrir au roi, au duc d'York et au duc de Gloucester, ses deux frères. On alla plus loin qu'eux en demandant la proscription de ceux qui avaient trempé dans le meurtre de Charles 1<sup>er</sup>, comme si, dans la pensée des fils de ce roi, sa mort n'eût pas été le crime de la nation entière. Aussi, plus tard, ce fut une grande inconséquence d'invoquer, à chaque nouvelle vengeance des Stuarts, la déclaration de Bréda, ou de la reprocher à Charles II comme une déception, parce qu'on avait eu le tort de voir en elle autre chose que ce qu'elle était réellement. La déclaration de Bréda n'était point une déception, puisque Charles II y proclamait son bon plaisir comme base de son autorité souveraine. Or, ce principe, une fois admis, ne pouvait être rétabli en fait que par l'an-

1660. nulation successive de toutes les concessions que la royauté avait été obligée de faire depuis le règne d'Élisabeth , et par l'extinction graduelle des lumières nées de ces discussions politiques et religieuses qui avaient fait la révolution , et que de grands hommes en tout genre, des orateurs, des historiens, des poètes, des savants, la gloire de l'Angleterre, avaient répandues. Cet acte, si légèrement reçu comme un traité de paix, n'était que la déclaration d'une nouvelle guerre, d'une guerre qui demandait, de la part des Stuarts, de bien plus grands efforts que ceux faits par la nation pour les renverser une première fois.

En adressant à la nation son manifeste de Bréda, Charles II ignorait sans doute lui-même à combien d'injustices et de violences devait le conduire ce principe de souveraineté absolue admis par le parlement avec une si étrange imprévoyance. Cette révolution, que ses préjugés se refusaient à comprendre, il la croyait l'ouvrage d'une poignée de factieux, et par suite était peu capable de ces profondes arrière-pensées, de ces vues systématiques que semblèrent indiquer ses caresses à la nation, si tôt suivies de mesures tyranniques, et sa rupture successive avec chacun des partis dont il avait d'abord recherché l'alliance. Il n'avait guère de résolution arrêtée que celle de se créer, à quelque prix que ce fût, un despotisme assez fort pour n'être plus contesté. En outre, bien qu'il fît profession ouverte d'irréligion, il avait reconnu que le catholicisme romain était pour le pouvoir absolu un excellent auxiliaire, et sentait

combien il lui serait avantageux de le substituer à 1660. ce protestantisme anglican qui, des matières religieuses, avait transporté le droit de discussion et d'examen dans les matières politiques. A cela se bornait probablement toute sa politique secrète, facile à deviner pour ceux qui composaient le parlement, et qui avaient lutté jadis contre les dispositions absolument semblables de Charles I<sup>er</sup>.

Mais aucune défiance ne fut montrée à Charles II ; et s'il commit la faute capitale de remettre en discussion, par sa déclaration de Bréda, une question que la force avait une fois décidée et pouvait seule décider encore, la réception qui lui fut faite en Angleterre ne fut pas de nature à l'éclairer sur cette faute. Sur toute sa route jusqu'à Londres, ce ne furent que fêtes et acclamations. Il était jeune, d'assez bonne mine ; il témoignait une vive et franche joie de ce retour inespéré ; et ceux qui se trouvaient sur son passage, suivant leur rang ou la classe à laquelle ils appartenaient, surtout suivant le degré de républicanisme qu'ils avaient à faire pardonner, ne croyaient pouvoir lui montrer trop d'empressement ou faire éclater assez haut leurs transports. L'accueil fait aux Cavaliers qui avaient suivi le roi dans l'exil et revenaient avec lui était le même. Le rapprochement entre deux factions qui s'étaient combattues avec tant d'acharnement s'opérait avec une merveilleuse facilité. Dans ces premiers moments, nulle protestation contre le rétablissement de la monarchie ne s'élevait parmi ceux qui, plus ou moins, avaient contribué à son renversement ; nuls

1660, ressentiments n'étaient encore avoués par des exilés qui pouvaient à peine se persuader leur triomphe. De part et d'autre, un langage mensonger émoussait les menaçantes aspérités, ajustait les conduites diverses, et les accommodait à ce qu'il y avait d'impérieux dans la nécessité présente. Dans l'armée, la résignation était silencieuse; dans la bourgeoisie et dans le peuple, la joie se manifestait par une vive réaction contre les principes républicains et contre la rigidité des mœurs révolutionnaires. « Un esprit d'extravagance, dit un historien du temps, et une joie immodérée, s'étaient emparés de la nation, et firent disparaître toute vertu et toute piété : ce n'était que divertissements et jongleries; les trois royaumes en furent inondés, et partout suivit le naufrage des bonnes mœurs. Sous prétexte de boire à la santé du roi, on se permettait tous les désordres et les derniers excès de la débauche. Ceux qui avaient été mêlés dans la révolution croyaient ne pouvoir mieux écarter les reproches et les défiances qui pesaient sur eux qu'en se laissant aller au courant, en se moquant comme les autres de tout ce qui peut s'appeler religion, en racontant ou en composant toutes les anecdotes faites pour convaincre eux et leur parti d'impiété et de ridicule. »

Dans la conduite que tint, après l'arrivée du roi, le parlement, déjà si imprévoyant et si faible dans la question de son rappel, cet oubli de toute dignité nationale fut, dans ses conséquences, beaucoup plus grave. Les communes déclarèrent dans une adresse au roi, qu'elles acceptaient, au nom

des villes et bourgs d'Angleterre , le pardon gra- 1660.  
cieux offert par la déclaration de Bréda. Lorsqu'elles  
vinrent aux exceptions que cet acte abandonnait à  
leur discrétion , elles voulurent les étendre si loin ,  
que le roi fut obligé de les modérer dans ces dé-  
monstrations de zèle. et de leur rappeler que, sans  
la confiance qu'on avait eue dans ses promesses  
d'oubli , ni lui , ni elles , ne se seraient trouvés  
comme alors assemblés en parlement. A leur prière,  
il publia cependant une proclamation , par laquelle  
il déclarait que tous ceux des juges du feu roi qui  
ne se rendraient pas en prison dans un délai de  
quinze jours n'auraient point part à l'amnistie. Qua-  
rante-neuf de ces juges , qualifiés du nom de régi-  
cides , vivaient encore : dix parvinrent à se sauver,  
dix autres furent pris en fuyant, et dix-neuf eurent  
le courage de venir se livrer. Le parlement , repre-  
nant la déclaration royale , avec les quarante-neuf  
régicides, exclut du pardon , quant à la vie et aux  
biens, le chevalier Vane, un de ceux qui avaient le  
plus contribué à la condamnation du comte de  
Strafford , qui depuis , distingué parmi les répu-  
blicains par son talent et son ardeur , avait cepen-  
dant refusé de siéger parmi les juges de Charles I<sup>er</sup>,  
et le général Lambert , qu'on avait trop de raisons  
de craindre et de haïr. Un grand nombre d'autres  
furent déclarés incapables d'exercer à l'avenir aucun  
emploi. A l'égard des régicides morts, tels qu'Olivier  
Cromwell, Ireton son gendre, Bradshaw et Pride ,  
l'un président et l'autre juge dans cette trop fameuse  
cour , il fut déclaré qu'ils seraient sujets aux cou-

1660 fiscations et autres peines qu'il plairait au roi et au parlement de leur infliger.

En exécution de cet acte, qu'on osait appeler acte d'amnistie, les vingt-neuf régicides prisonniers furent livrés à une commission spéciale, composée de gens de la cour ou d'hommes qui avaient trahi la cause de la révolution, et jugés sur ce principe, proclamé par les deux chambres comme l'un des fondements de la constitution anglaise, savoir, qu'aucune personne, aucune autorité, pas même le peuple entier, agissant soit par lui, soit par ses représentants, n'avait le pouvoir de contraindre par corps un roi d'Angleterre. Les juges de Charles I<sup>er</sup>, considérés comme ayant violé ce principe, tandis qu'ils se regardaient comme ayant accompli un grand acte de justice, apportèrent à la commission spéciale leurs têtes dévouées, mais fières encore; ils ne cherchèrent point à écarter par les subtilités du droit une culpabilité évidente dans leur situation. Calmes devant un tribunal passionné, ils étonnèrent des consciences qui toutes n'étaient pas tranquilles, par l'imperturbable conviction avec laquelle ils soutinrent ce qu'ils avaient fait, ce que la nation leur paraissait avoir appris tout à l'heure à détester. Tous furent condamnés à mort : on sursit à l'exécution de ceux qui s'étaient livrés; les autres, au nombre de dix, périrent. Vainement, par les circonstances du supplice, on chercha à les couvrir d'ignominie. Jusque sur l'échafaud, ils montrèrent que la mort n'était point à leurs yeux la punition d'un crime, mais la suite d'un revers de

fortune : au jugement même des écrivains royalistes , ils honorèrent leur cause par leur martyre. Dans le cours de l'année , trois autres régicides , enlevés en Hollande contre le droit des gens , finirent de la même manière , et les cadavres exhumés de Pride, Ireton, Bradshaw, Cromwell, furent attachés au gibet, après avoir été insultés et souillés par cette classe du peuple à qui toutes les révolutions n'apportent guère que de ces joies brutales.

Vane et Lambert comparurent plus tard , non 1660  
comme régicides, mais comme ennemis de la restauration. Lambert fut condamné à mort; sa faiblesse à 1662.  
satisfit ses ennemis, qui le laissèrent vivre. Vane soutint la grande réputation qu'il avait acquise dans les orages du long parlement; il osa représenter à ses juges qu'après la mort du roi la nation avait été souveraine de droit et de fait, et que la royauté ayant alors abandonné sa propre cause , il était ridicule qu'elle vint demander compte de ce qui s'était fait, elle absente, et prétendît punir des actes que l'Europe avait respectés. « J'aurais pu, dit-il, à la restauration , me dérober par la fuite aux vengeances qui m'atteignent aujourd'hui; mais, à l'exemple des plus grands hommes de l'antiquité , j'ai voulu m'exposer à périr pour la défense de la liberté. J'étais résolu à rendre témoignage par mon sang à l'honorable cause pour laquelle je me suis déclaré. » Ses derniers momens furent dignes de cette simple et noble défense. Des tambours placés au pied de l'échafaud empêchèrent que sa voix , autrefois chère au peuple, ne fit entendre quelque dangereuse vérité. Vane fut le



1660 dernier qui paya de sa tête la conduite tenue pendant  
à la révolution; beaucoup d'autres indépendants souffrirent encore dans leurs biens et leur liberté :  
1662. sorte de réhabilitation pour leur parti, que de si froides et si tardives représailles ! Ces vengeances étaient dans les haines presbytériennes, au moins autant que dans les ressentiments de la royauté. On les appelait des actes de justice, des exemples éclatants et nécessaires : c'est toujours ainsi que parlent les factions victorieuses, et les lâches qui s'associent à elles et leur doivent des preuves de dévouement. Il y avait beaucoup d'hommes de ce genre dans la chambre basse, anciens républicains, valets sous Cromwell, se regardant alors comme ayant changé de maître. Après les demandes de proscriptions, la servilité des uns et la passion des autres parurent dans le vote empressé des subsides ordinaires et extraordinaires que sollicita la cour. L'argent du peuple fut livré avec une profusion dont il n'y avait pas d'exemple dans les temps de la plus honteuse obéissance. Le recueil des actes de ce parlement, dans l'espace de moins d'une année, montre le pillage des deniers publics, dans l'énumération de quantité de sommes votées à titre d'arrérages, de revenus courants, d'indemnités, ou même d'humbles offrandes. On y trouve :

50,000 livres sterling, présent à Sa Majesté ;  
20,000 livres au duc d'York ; 12,000 au duc de Gloucester ; 10,000 à la reine Henriette de France, mère du roi ; 10,000 livres à chacune des princesses ses filles ;

Un acte continuant la taxe mensuelle de 70,000 l. v. 1660  
sterling, qu'on n'avait pu percevoir depuis la mort à  
de Cromwell ; 1662.

Autre acte ordonnant la levée immédiate des ar-  
rérages de cette même taxe , depuis douze mois ;

Un acte imposant une capitation pour le paiement  
de la flotte et de l'armée ;

Autre acte pour lever les sommes nécessaires au  
licenciement de l'armée ;

Un acte portant à 1,200,000 liv. sterling le revenu  
annuel du roi. Henri VIII , par ses exactions, s'était  
fait un revenu presque aussi considérable ; mais ja-  
mais parlement n'en avait assigné un pareil à aucun  
roi ;

Un acte pour lever, dans l'espace d'un mois, une  
taxe de 100,000 livres sterling sur les terres , pour  
les besoins pressants de Sa Majesté ;

Un acte pour la levée de 140,000 livres sterling ,  
par anticipation sur la taxe mensuelle de 70,000 ;

D'autres actes établissent des impôts sur la bière,  
le cidre et autres liqueurs ; interdisent la plantation  
du tabac en Angleterre et en Irlande, ou bien accor-  
dent des sommes pour certains déficits dans le pro-  
duit des taxes ou pour dédommager le roi de quel-  
que perte insignifiante. Il serait impossible de  
présenter un total exact de toutes ces sommes , qui  
servirent , en grande partie , à payer les dettes des  
princes à l'étranger et les frais de leur longue conju-  
ration contre le protectorat et la république. La  
guerre civile avait moins coûté que la restauration ;  
et tout ce que la guerre civile avait détruit au grand

1660 à avantage du peuple, on le rétablissait maintenant  
1662. aux applaudissements insensés de la multitude.

La déclaration de Bréda avait chargé le parlement d'examiner les titres d'après lesquels beaucoup d'officiers, de soldats et de bourgeois, possédaient des terres depuis la révolution. Parmi les biens ainsi distribués, tous ceux qui avaient appartenu à la couronne durent être restitués immédiatement et sans indemnité; ceux qui avaient appartenu aux chapitres et aux évêques anglicans furent aussi regardés comme illégalement acquis: le parlement condamna leurs détenteurs à la restitution. Les biens des seigneurs du parti royaliste ne furent rendus qu'en petit nombre, parce que beaucoup de ces Cavaliers étaient rentrés en Angleterre sous le protectorat et la république, et avaient composé pour leurs biens avec ceux qui les avaient achetés ou reçus à titre de récompense. Ces transactions, regardées comme tout-à-fait libres de part et d'autre, furent maintenues. Quant aux royalistes qui, revenus seulement avec le roi, n'avaient pas composé, ils rentrèrent en possession au détriment des seuls acquéreurs.

Le rétablissement de l'épiscopat comme religion de l'État était le complément nécessaire de la restauration. Déjà aux termes d'une proclamation royale, ceux des anciens évêques anglicans qui vivaient encore étaient rentrés dans leurs diocèses, les chapitres anglicans s'étaient reformés, plusieurs églises s'étaient rouvertes à ce culte, et une assemblée de théologiens avait reçu l'ordre de revoir l'ancienne liturgie et d'y faire les changements qui seraient ju-

gés nécessaires. Les presbytériens n'avaient point 1660  
dû réclamer, parce que la déclaration de Bréda pro-  
mettait protection égale à toutes les croyances; mais <sup>à</sup> 1662.  
l'assemblée de théologiens ayant pour objet de trou-  
ver les raisons de quelque préférence éclatante, on  
jugea que le parlement presbytérien allait rencon-  
trer le seul intérêt capable de mettre un terme à ses  
complaisances, et sa dissolution fut prononcée. Le  
roi l'accompagna de paroles flatteuses et de promes-  
ses pour l'avenir. Dans la suite, il appela toujours  
ce parlement, l'heureux, le bon parlement; faisant  
allusion à la faiblesse et à la confiance qu'il avait  
montrées.

---



## CHAPITRE II.

### SYSTÈME ANGLICAN.

Les anglicans à la tête de la contre-révolution. — Pour-  
suites contre les chefs presbytériens d'Écosse. — Ré-  
gime établi en Écosse. — Conférences de la Savoie entre  
les presbytériens et les anglicans. — Les presbytériens  
persécutés. — L'acte contre les presbytériens étendu  
aux papistes et à tous les non-conformistes protestants.  
— Intrigues de la cour pour obtenir une distinction  
en faveur des papistes. — Résistance du ministère et  
commencement d'opposition dans le parlement. — Com-  
position de ce parlement. Ses lois sur l'armée, sur les  
corporations, sur la presse, sur la religion. — Progrès  
de la mésintelligence entre le roi et ses ministres angli-  
cans. — Déclaration d'indulgence, publiée par le roi en  
faveur des papistes. — Guerre avec la Hollande. —  
plaintes de l'opposition parlementaire. — Mauvais succès  
des ministres anglicans, voulant tenir l'équilibre entre la  
cour et le parlement. — La cour et le parlement ren-  
versent les ministres anglicans.

L'administration qui avait concouru avec le par-  
lement presbytérien à la restauration politique avait  
en même temps préparé contre cette assemblée la  
restauration religieuse, c'est-à-dire le rétablisse-

Ainsi, pour amener le rétablissement de l'uniformité anglicane, pour presser le licenciement de l'armée, et autoriser des mesures de surveillance et de gêne à l'égard des soldats licenciés, pour entretenir la nation dans cette crainte des troubles si favorable aux intérêts de la couronne, la politique suivie par un ministère qu'honoraient quelques vertus fut de chercher des torts et des intentions hostiles aux presbytériens, de prêter des complots aux soldats, de les exciter sous main, enfin de rendre suspects les hommes qu'on craignait de voir reparaitre dans un prochain parlement. Un mouvement tenté au milieu des rues de Londres par quelques fanatiques de la secte des millenaires servit de prétexte à la première attaque contre les presbytériens. Une proclamation royale, rappelant l'ancienne dénomination de non-conformistes appliquée à tous ceux qui n'appartenaient point à l'église anglicane, défendit à ceux-ci toutes assemblées religieuses hors des temples, jusqu'à ce qu'une conférence entre les évêques et les ministres presbytériens eût réglé les différends existants au sujet de la liturgie. L'interdiction portait sur les presbytériens comme sur les millenaires et les quakers; mais par ce qui se passait alors en Écosse, les presbytériens étaient mieux avertis de ce que leur réservait un ministère que leur propre haine contre les républicains avait poussé si loin.

Après la restauration, on avait délibéré dans le conseil si l'on rendrait la liberté à l'Écosse ou si le gouvernement militaire établi par Cromwell y serait

1660 maintenu. Malgré la joie que les Écossais avaient  
à montrée de la restauration, Charles II penchait  
1662. pour ce dernier parti qui lui garantissait à l'avenir  
la soumission des Écossais. Il céda aux représenta-  
tions de ses ministres et du lord écossais Lauder-  
dale, que de grands services rendus à la cause royale  
avaient mis en crédit près de lui. L'Écosse fut au-  
torisée à reformer son parlement, qui, depuis la  
seconde invasion de Cromwell, avait cessé d'exis-  
ter. Le lord écossais Middleton, chargé de faire  
exécuter cette mesure contre laquelle il s'était pro-  
noncé, la fit servir au rétablissement de l'épiscopat  
en Écosse. Il rappela au parlement les évêques ex-  
clus de ce corps depuis le règne de Jacques VI, et  
parvint à écarter les hommes qui avaient dirigé  
pendant la révolution les presbytériens. Une autre  
question, également agitée dans le conseil, fut celle  
de savoir si l'amnistie de Bréda adressée au seul pa-  
rlement anglais devait s'étendre à l'Écosse. En Écosse  
où, comme on a vu plus haut, il n'y avait eu ni in-  
dépendants ni régicides, l'acte d'oubli ne pouvait  
avoir d'autre objet que de rassurer les presbyté-  
riens, et Charles II ne voyait pas de nécessité à user  
envers eux de ces ménagements. Il savait que les  
presbytériens écossais, comme secte religieuse,  
étaient beaucoup plus ennemis de l'autorité absolue  
à laquelle il aspirait, que les presbytériens anglais,  
comme parti politique. Il profita donc de ce que ses  
promesses de pardon désignaient d'une manière  
spéciale ses sujets d'Angleterre pour faire tomber  
sur les presbytériens écossais le poids d'une ven-



geance ailleurs trop périlleuse. L'énergie qu'ils 1660  
avaient montrée en commençant l'insurrection avec à 1662.  
leurs seules forces , et plus tard , lors de son séjour  
parmi eux , l'audace avec laquelle ils avaient cen-  
suré sa conduite privée , étaient des crimes toujours  
présents à son esprit , et dont le châtiment , disaient  
ses courtisans , importait à l'honneur de sa cou-  
ronne. Son lieutenant Middleton dirigea contre le  
lord Argyle , possesseur d'immenses domaines dans  
l'ouest de l'Écosse , et le plus ancien comme le plus  
distingué des chefs presbytériens , une accusation  
concertée dans le conseil. Une correspondance con-  
fidentielle entre le lord et Monk fut produite à l'ap-  
pui de l'accusation. Cette correspondance , que  
Monk avait eu l'infamie de livrer , établissait d'une  
manière vague cette partie de l'accusation ainsi ad-  
mise par le parlement écossais dans les termes  
inventés par Middleton , savoir *la présomption de*  
*complicité* dans la mort du roi. Les lettres d'Argyle  
prouvaient qu'il avait été lié avec quelques-uns des  
juges de Charles I<sup>er</sup> , mais nullement qu'il eût ap-  
prouvé leur vote dans ce procès ; toutefois la *pré-*  
*somption* fut déclarée *suffisante*. Argyle , condamné à  
mort , fut exécuté sur la place d'Édimbourg en pré-  
sence d'un peuple que les souvenirs de ses services ,  
la vue de ses cheveux blancs , sa calme fermeté , la  
ferveur de ses prières , et ses protestations d'atta-  
chement au covenant , ne pouvaient manquer de  
beaucoup émouvoir.

Middleton choisit ensuite parmi les ministres  
presbytériens , pour être jugé comme factieux , un

1660 certain Guthry , dont la condamnation devait être  
à  
1662. particulièrement agréable à Charles II parce que ce  
ministre était l'un de ceux qui l'avaient offensé de  
leurs remontrances pendant qu'il était en Écosse.  
Comme il n'y avait point contre lui d'accusation  
précise , il se défendit en homme persuadé qu'on  
voulait sur lui faire un exemple , et déconcerta  
toutes les espérances de ceux qui eussent désiré le  
sauver. Il reçut sa condamnation comme la pro-  
messe d'un martyr objet de ses vœux. « Je l'ai vu  
» exécuter , dit Burnet ; ce fut moins de la résolu-  
» tion qu'il montra qu'un parfait mépris de la mort.  
» Il parla une heure de dessus l'échelle avec un  
» sang-froid qui annonçait plutôt un prédicateur  
» qui débite un sermon , que l'homme qui prononce  
» ses dernières paroles. Il justifia toute sa conduite ,  
» et exhorta le peuple à demeurer fidèle au cove-  
» nant , qu'il exalta en termes pompeux. » Après  
Guthry , d'autres hommes qui avaient marqué dans  
le parti presbytérien soit en combattant la royauté ,  
soit en luttant contre la tyrannie de Cromwell ou  
contre celle de Monk , furent jugés et condamnés ,  
mais obtinrent leur grâce ; ce qui moralement était  
tout aussi fâcheux pour le parti presbytérien.

En Angleterre , la conférence appelée de la Savoie  
s'étant prolongée pendant plusieurs mois sans pou-  
voir amener les évêques anglicans et les ministres  
presbytériens à s'entendre sur aucun point , fut dis-  
soute , et presque aussitôt un nouveau parlement  
fut convoqué. Il allait trancher les questions inuti-  
lement discutées dans la conférence. Les élections

s'étaient faites au milieu des joies du couronnement de Charles II. La nation avait applaudi jusques-là à toutes les vengeances exercées contre les républicains. La confiance dans les intentions du monarque et de ses ministres était si grande, que partout les choix étaient tombés sur les candidats appuyés par la cour ; ainsi les presbytériens se trouvaient en fort petit nombre ; il en était de même des cavaliers, le ministère ayant cru de sa politique de ne montrer pour eux aucune prédilection. Les nouveaux députés étaient des propriétaires, des avocats, des marchands, des gens en place, tous dans l'engouement de royalisme qui transportait la nation entière. Le ministère en les appuyant comme de sincères amis s'était trompé, comme ils s'étaient trompés eux-mêmes sur le véritable caractère de cette haine qu'ils montraient contre la révolution. En général ils se trouvaient, quant à la religion, reportés dans un vague protestantisme. Fatigués de tant de querelles entre des sectaires dont le zèle ne paraissait plus qu'une dangereuse folie, ils penchaient à croire que le rétablissement de l'épiscopat dans son ancienne suprématie était nécessaire à l'affermissement de la royauté.

A l'ouverture de la session, le chancelier Clarendon fortifia en eux cette disposition, en faisant un sombre tableau des dangers que présentait l'esprit insubordonné des prédicateurs et des soldats. Il dit que certains discours scandaleux tenus en chaire s'accordaient avec les indices fournis par une vaste correspondance interceptée, pour prouver que la

1660 restauration avait beaucoup d'ennemis cachés. H.  
à ajouta qu'il ne voulait désigner aucune personne ni.  
1662. aucune secte ; mais que d'une manière générale il  
ne craignait pas d'affirmer que les ennemis de l'é-  
glise anglicane l'étaient aussi du système actuel.  
Les paroles du chancelier, dictées , selon toute  
apparence, beaucoup moins par la conviction que  
de tels dangers existassent, que par sa haine contre  
les presbytériens, émurent vivement la chambre  
basse ; elle déclara à une majorité considérable que  
tous ses membres devraient à un certain jour rece-  
voir publiquement la communion suivant la liturgie  
anglicane. Elle ordonna ensuite que le covenant  
écossais et l'acte du même nom, adopté par le parle-  
ment presbytérien en 1643, seraient brûlés par la  
main du bourreau. La guerre, ainsi déclarée aux  
doctrines religieuses et politiques des presbytériens,  
fut vivement poussée. Un acte révoqua celui qui  
avait exclu les évêques de la chambre haute dans  
la dix-septième année du règne de Charles I<sup>er</sup>. Un  
acte dit des corporations ordonna qu'à l'avenir,  
afin qu'on pût s'assurer que les membres formant  
les corporations étaient affectionnés à la royauté ,  
tout maire , alderman , conseiller ou simple officier  
de corporation, prêterait, outre les anciens ser-  
ments d'allégeance et de suprématie , un serment  
d'abjuration du covenant , et un autre ainsi conçu :  
« Je crois qu'il n'est pas permis , sous quelque  
prétexte que ce puisse être , de prendre les armes  
contre le roi. J'abhorre cette détestable maxime  
qu'on peut prendre les armes par autorité du roi

contre sa personne ou contre ceux qui agissent en 1660.  
vertu de ses commissions. » Ce serment était une à  
condamnation amère de la conduite passée des 1662.  
presbytériens, conduite qu'ils avaient pourtant dés-  
avouée en faisant la restauration. Un autre acte  
était préparé pour établir l'uniformité dans les  
prières publiques et l'administration des sacre-  
ments.

Il y eut une courte prorogation du parlement ,  
pendant laquelle le ministère travailla à disposer  
les esprits comme il fallait pour qu'un tel acte fût  
adopté. Le moyen fut celui dont on usait depuis  
qu'il n'y avait plus de régicides ni de républicains  
notables à poursuivre ; on parla d'une vaste conspi-  
ration tramée en commun par tous les non-confor-  
mistes , et qui devait éclater par un soulèvement  
des militaires licenciés. Sans doute il y avait bon  
nombre de ces hommes qui , dans leurs réunions  
de tavernes , discutaient sérieusement les moyens  
de renverser, maintenant qu'ils étaient sans chefs  
et sans armes, un ordre de choses dont ils n'avaient  
pu empêcher le rétablissement lorsqu'ils avaient  
les armes à la main ; mais c'étaient des propos in-  
spirés par le regret du passé et la misère présente.  
La police de Cromwell passée au service des minis-  
tres du roi connaissait et surveillait les anciens  
officiers. On leur avait défendu récemment d'ap-  
procher de Londres jusqu'à une distance de vingt  
milles. La population était partout montée contre  
eux. Le chancelier Clarendon devait savoir combien  
ils étaient peu redoutables, et combien les explo-

1662. sions d'enthousiasme religieux qui pouvaient partir des chaires presbytériennes étaient maintenant peu contagieuses. Il n'avait et ne pouvait fournir aucune preuve de l'existence des complots qu'il dénonçait; cependant les craintes qu'il lui plut de feindre se communiquèrent aux hommes moins bien placés que lui pour juger de la réalité du danger, et le parlement, dès qu'il se réunit, *vota l'acte d'uniformité*.

Par cet acte, il était ordonné à tous les ministres, sous peine d'être privés de leurs bénéfices et poursuivis d'après les lois antérieures à la révolution de se conformer au culte de l'église anglicane suivant le livre de prières nouvellement revu; de déclarer par serment qu'ils approuvaient tout ce qui était contenu dans ce livre; de se présenter aux évêques pour recevoir d'eux l'ordination, et de renouveler leur serment au roi comme chef de l'église anglicane. Un court délai leur était accordé pour se préparer à cette abjuration de leurs principes et de leur discipline. On sait qu'une des prérogatives autrefois contestées à Charles 1<sup>er</sup> par les presbytériens était celle de disposer des forces du royaume, et que c'était sur ce point qu'avait éclaté la rupture; le parlement, dominé par cette pensée qu'il ne pouvait préserver la royauté de nouveaux dangers qu'en la rendant plus forte qu'elle ne l'avait jamais été, décréta que le gouvernement, le commandement et la disposition des milices, de toutes les forces de terre et de mer, et de toutes les places fortes, était par les lois du royaume le droit de

sa majesté ; qu'aucune des deux chambres ni toutes deux ensemble n'avaient le droit de faire la guerre soit offensivement soit défensivement à leur légitime souverain ; qu'en conséquence il serait enjoint à tous les gouverneurs de provinces , aux généraux , aux officiers et soldats sous leurs ordres, de prêter le serment suivant : « Je déclare et jure qu'il n'est permis sous aucun prétexte que ce soit de prendre les armes contre le roi. J'abhorre cette maxime infâme qu'on peut prendre les armes par son autorité contre sa personne ou contre ceux qui agissent en vertu de ses commissions. » C'était à peu près le même serment que celui qui venait d'être imposé aux membres des corporations. Les principes ainsi posés par ces divers actes, les législateurs contre-révolutionnaires travaillèrent à les fortifier par une pénalité rigoureuse. Les attaques directes ou indirectes, les provocations de vive voix ou par écrit contre la personne du roi , les contestations relatives à la puissance que le parlement reconnaissait lui appartenir en vertu de son droit de succession au trône, furent déclarées crime de haute trahison. Les attaques qui pouvaient partir de la presse étant les plus faciles à prévoir, on se prémunit surtout contre elles.

La presse n'avait commencé à être une puissance que lorsque la réformation anglicane s'était servie d'elle contre le catholicisme ; mais dès ce temps Henri VIII avait su l'enchaîner en limitant son exercice à l'impression de la bible, des livres de prières et de ceux de controverse opposés au papisme. La

1662  
à »  
1663.

1662 reine Marie avait fait de l'impression des livres le  
à privilège d'une compagnie tenue à l'observation d'un  
1663. règlement rigoureux et soumise à la juridiction  
arbitraire de la chambre étoilée. Le nombre des  
presses et celui des ouvriers imprimeurs avait été  
limité sous les règnes suivants et pendant le cours  
de la révolution les mêmes entraves avaient été don-  
nées à la presse par les partis successivement vic-  
torieux ; mais dans ces temps de troubles et d'ex-  
altation , où les plus rigoureuses lois n'imposaient  
point à qui voulait dire sa pensée , la presse clan-  
destine avait produit la plupart des écrits qui avaient  
exercé quelque influence et un nombre prodigieux de  
pamphlets obscurs. Au temps auquel est parvenue  
cette histoire , le parlement donna le privilège de la  
presse à une corporation appelé *stationner's com-  
pany* , et organisa ainsi qu'il suit la censure préala-  
ble. Les livres sur la législation durent être approuvés  
par le chancelier ou quelqu'un des chefs de justice ,  
ceux d'histoire et de politique par le secrétaire d'é-  
tat, ceux de blason par le roi d'armes , ceux de  
théologie , de physique et de philosophie par les  
évêques de Londres et de Cantorbéry. Les livres  
composés dans les universités durent être soumis  
aux chanceliers de ces établissements. Le nombre  
des imprimeurs employés par la compagnie fut fixé  
à vingt , avec cautionnement pour chacun. La  
déclaration des noms d'auteurs put être exigée par  
les censeurs spéciaux. On décida en outre que , sur  
l'ordre du secrétaire d'état ou la réquisition de la  
compagnie privilégiée , les officiers royaux pour-



raient employer main-forte pour saisir partout les écrits publiés clandestinement ou non-approuvés par les censeurs ; que les auteurs de tels écrits seraient justiciables d'un tribunal composé des deux seuls évêques de Londres et de Cantorbery ; qu'enfin on ne pourrait à l'avenir imprimer que dans les villes d'York et de Londres et dans l'intérieur de quelques universités. La durée de cet acte était fixée à trois ans , après quoi ces dispositions pourraient être renouvelées ou modifiées de trois en trois ans. 1662.  
à  
1665.

Le gouvernement eut donc à la fois à mettre en exécution les lois sur la presse , sur les militaires licenciés , sur les corporations , sur les milices , sur la religion , toutes plus ou moins tyranniques , mais non encore considérées comme telles dans la nation , parce qu'elles n'atteignaient que les gens dont la désaffection pour le système établi était prononcée. L'acte sur les corporations donna lieu à beaucoup de vexations de détail. Les officiers chargés d'exiger le serment dans les villes et les comtés éloignés de Londres firent sortir des corporations tous ceux qui ne leur parurent point dans les principes actuels de la chambre des communes , et mirent dans ces épurations une rigueur excessive. Ils firent abattre les murailles de plusieurs villes qui s'étaient signalées dans la guerre contre Charles I<sup>er</sup>. L'acte d'uniformité obligea beaucoup de ministres à abandonner leurs bénéfices , et dans quelques comtés la répugnance à se rendre aux églises anglicanes et à assister aux offices récités par des ministres en surplis fut assez vive. Cependant ce ne fut point

1662 par là que l'œuvre affectionnée de Clarendon , des  
à évêques et de la chambre basse fut attaquée.  
1663.

Sous le nom général de non-conformistes, l'église anglicane persécutait à la fois les anabaptistes , les millénaires , les presbytériens et les catholiques. Or ces derniers avaient de puissants appuis à la cour , et plus que cela de hautes espérances. Les papistes avaient été pendant la guerre civile d'infatigables partisans de Charles I<sup>er</sup>. Pendant l'exil des princes , ils n'avaient point transigé , comme les presbytériens et beaucoup d'anglicans , avec le despotisme de Cromwell. Le roi , comme on l'a déjà vu , préférait cette religion à toute autre , non comme plus pure de dogme , mais comme s'accordant mieux avec les intérêts des monarchies. Le duc d'York , son frère , avait pour elle un penchant beaucoup plus décidé. Bien que lié particulièrement avec le ministre Clarendon , dont il avait séduit , puis épousé la fille , et l'approuvant en tout ce qu'il faisait , il le blâmait fort de cette persécution , rendue commune aux catholiques et aux presbytériens. La reine-mère était catholique zélée. Le roi depuis son retour , avait épousé une princesse papiste. La cour était remplie de prêtres de cette religion attachés au service des deux reines. Tout ceci détermina Charles à insister pour que les ministres et la chambre basse fissent une distinction en faveur des catholiques , et n'obtenant rien , il se vit réduit à se plaindre de ce que la parole qu'il avait donnée dans sa déclaration de Bréda était malgré lui violée. Il avait promis tolérance égale pour tous , disait-il ; il

la voulait ; il était maître et n'avait besoin de personne pour la proclamer. Les ministres Clarendon et Southampton lui représentèrent qu'un sentiment qui survivait à tous les autres dans le cœur des Anglais était la haine du papisme , que la conspiration des poudres , les échafauds de la reine Marie , le massacre d'Irlande , n'étaient point oubliés ; que la plus petite marque de faveur donnée aux papistes remettrait en considération les presbytériens et de plus méchantes gens encore , et que , puisqu'il fallait des mesures rigoureuses contre les presbytériens , il fallait que ces mesures s'étendissent aux papistes et à tous les non-conformistes , pour ne pas devenir impopulaires. Le roi ne tint pas compte de ces raisons , et fit connaître qu'il allait publier une proclamation qui modifierait , en faveur de tous les non-conformistes sans exception , ce que l'acte du parlement avait de trop rigoureux.

Alors commença entre le roi et les ministres anglicans une mésintelligence qui , de la part du roi , devint une inimitié profonde. Bientôt il se livra sans réserve au penchant qui l'entraînait vers d'autres hommes dont la corruption flattait la sienne. Ceux-ci étaient les compagnons de ses plaisirs et les complaisants de ses maîtresses. Ses prodigalités les enrichissaient. Vus de mauvais œil par Clarendon et Southampton , qui de tout temps avaient inspiré au roi plus de respect que de confiance et d'amitié , ils tuaient le crédit de ces ministres en se moquant de leurs principes , jetant à propos le doute sur leurs intentions et le ridicule sur leur langage et leurs

1662.  
à  
1665.

1662 manières. Ce dernier moyen était tout-puissant au-  
à près de Charles II, et volontiers il se conduisait par  
1665. les conseils de gens qui l'amusaient de leurs saillies  
et l'intéressaient par des vices brillants. A leur tête  
on citait Buckingham, qu'une précoce maturité en  
tout genre de corruption avait, depuis l'adolescence,  
rendu maître de l'âme faible et dépravée de Char-  
les II, puis Ashley-Cooper, moins célèbre par les  
désordres de sa vie que par ses trahisons politiques,  
et dont la conduite à l'époque de la restauration a été  
rapportée. Venaient ensuite Bennet, depuis comte  
d'Arlington, qu'on disait habile en affaires, mais  
dont le rôle à la cour était celui d'un complaisant  
subalterne; Berkley, qui partageait avec lui l'inten-  
dance des plaisirs du roi et le gouvernement des  
maîtresses; Crawford, chez qui des talents assez mé-  
diocres étaient relevés par une monstrueuse supé-  
riorité dans les débauches de table et les excès de  
volupté, enfin l'Écossais Lauderdale, égoïste froid,  
qui différait des autres favoris par un esprit lourd  
et un extérieur gauche, mais aimé de Charles II à  
cause de l'énergie avec laquelle il embrassait toutes  
les mesures tyranniques. Chacun de ces hommes  
poussait avec lui deux ou trois créatures dont les  
mérites avaient quelque analogie avec ceux qui l'a-  
vaient fait distinguer, et le roi passait en leur com-  
pagnie tout le temps qu'il ne donnait pas à ses maî-  
tresses, ou qu'il pouvait refuser à ses ministres. On  
juge que de tels conseillers, la plupart criblés de  
dettes et menant une vie déréglée, devaient désirer  
comme lui amener le parlement à une soumission

plus effective que celle qui consistait en protesta- 1662  
tions de royalisme. Tous parlaient en ce moment de à  
tolérance. Le comte de Bristol , mêlé à leurs intri- 1663.  
gues par haine personnelle contre Clarendon , et  
parce qu'ayant embrassé dans l'émigration la religion  
catholique il se sentait menacé par l'acte contre les  
non-conformistes , s'agitait surtout pour étouffer  
à sa naissance l'opposition anglicane , favorisée ,  
disait-il , par la trahison du chancelier.

Cette opposition était réelle. On la vit se mani-  
fester aussitôt qu'il transpira quelque chose de la  
faveur du roi pour les catholiques. La ferveur roya-  
liste qui avait animé les premières sessions de la  
chambre basse tant que la nation avait craint quel-  
que chose des indépendants et des presbytériens  
passait avec le danger. La majorité ne se piquait  
pas de patriotisme ; le mot seul était encore pro-  
serit , tant les républicains en avaient usé ; beau-  
coup de membres tenaient même à la cour par des  
places ; mais au premier soupçon de dangers nou-  
veaux , la chambre s'arma contre ses ennemis con-  
nus ou cachés d'une dictature inexorable , et qu'il  
eût été trop dangereux de lui disputer. Charles II ,  
réduit à tenter par les voies de la tolérance l'adou-  
cissement du sort des catholiques , publia malgré ses  
ministres une déclaration dite d'indulgence , et trop 1663.  
tard présentée comme l'accomplissement des pro-  
messes de Bréda , inutilement invoquées par les  
républicains proscrits. Rappelant l'article de cette  
déclaration qui promettait la liberté de conscience :  
« Nous nous sommes d'abord appliqué , disait-il ,

1663. à bien établir l'uniformité de l'église anglicane en  
 1664. à tout ce qui concerne la discipline, les cérémonies  
 et le gouvernement, et restons ferme dans la réso-  
 lution de la maintenir ; mais en ce qui regarde les  
 peines portées contre ceux qui, tenant une conduite  
 paisible, font difficulté néanmoins, par délicatesse  
 d'une conscience mal guidée, de se conformer à  
 l'église anglicane, et pratiquent sans scandale les  
 dévotions convenables à leurs principes, nous  
 voulons nous faire un soin particulier, *autant qu'il*  
*est en notre pouvoir, et sans donner aucune atteinte*  
*aux privilèges du parlement*, d'engager aux prochai-  
 nes sessions la sagesse des deux chambres à con-  
 courir avec nous pour quelque acte qui nous au-  
 torise, avec une approbation universelle, à l'exer-  
 cice du pouvoir dispensatif que nous croyons at-  
 taché à notre personne. »

Malgré l'extrême réserve avec laquelle le roi s'exprimait ici, le parlement, qui s'assembla peu après la publication de la déclaration d'indulgence, ne se payait point des scrupules affectés pour le maintien d'une promesse déjà plusieurs fois démontrée vaine. La chambre des communes, rendant artifice pour artifice, représenta que les promesses du roi n'avaient été que conditionnelles, et que les deux chambres, répondant à la confiance qu'il leur avait témoignée en les chargeant des exceptions et restrictions à faire, jugeaient à propos de le décharger d'obligations qui pouvaient tourner au détriment de l'église anglicane et favoriser le schisme catholique. Une adresse délibérée à la suite de ces

remontrances priait le roi de se départir de cette 1665  
extrême douceur qui avait attiré dans le royaume <sup>à</sup> 1664.  
un grand nombre de prêtres romains et jésuites ,  
et lui demandait une proclamation qui les forçât  
d'en sortir dans un terme fixé. Les ministres firent  
sentir au roi combien il lui importait de donner aux  
chambres cette satisfaction. Il céda , et fit en effet  
la proclamation ; mais une exception , introduite  
de l'aveu du parlement en faveur des prêtres atta-  
chés aux deux reines et aux ambassadeurs des puis-  
sances catholiques , détruisit la mesure en elle-  
même ; car une foule de prêtres anglais restèrent  
à ce titre qui les protégea longtemps. La déclara-  
tion d'indulgence fut maintenue.

Dans cette même session les communes accordè-  
rent au roi sur sa demande une augmentation de  
ses revenus ; de 1,200,000 livres , elles les portè-  
rent presque à 2,000,000 sterling. Elles passèrent  
sans témoigner de mécontentement sur la vente de  
Dunkerque à la France , vente à laquelle avait con-  
senti Clarendon , et dont le produit avait été pres-  
que aussitôt dissipé par le roi en profusions nou-  
velles. Moins complaisante en ce qui concernait  
l'autorité du roi relativement à la disposition des  
milices , elles décidèrent que le roi ne pourrait les  
tenir sous les armes plus de quatorze jours chaque  
année. Elles se proposèrent moins par-là de soula-  
ger la milice dans le service militaire , que d'empê-  
cher le roi de s'y faire des créatures. Dans la session  
suivante , le roi répondit à cette marque de défiance  
en montrant pour sa prérogative royale une solli-

1663 citude dans laquelle le parlement l'avait jusque-là

à surpassé. L'attitude nouvelle que prenait cette

1664. assemblée lui donnant l'éveil sur ce qu'elle pourrait par la suite entreprendre, il demanda la révocation du bill, appelé triennal, consenti vingt-quatre ans auparavant par Charles I<sup>er</sup>, et en vertu duquel les chambres étaient autorisées à s'assembler d'elles-mêmes au bout de trois années quand le roi se refusait à les appeler. Le parlement révoqua ce bill, conçu en des termes qu'il ne lui convenait pas de soutenir, et se contenta de cette clause générale que l'interruption des assemblées ne serait jamais de plus de trois ans. De leur côté, les chambres firent passer de nouvelles lois contre les non-conformistes sans distinction de secte. Il fut ordonné que si cinq personnes au-dessus du nombre dont une famille était composée s'assembleraient pour quelque exercice de religion, chacune subirait pour la première fois trois mois de prison, ou 5 livres sterling d'amende; pour la seconde, six mois, ou 10 livres, et que, pour la troisième fois, elles seraient déportées pour sept ans, ou paieraient 100 livres d'amende.

1664. Une déclaration faite dans cette même session par la chambre des communes, au sujet de quelques griefs du commerce extérieur de l'Angleterre contre la Hollande, donna lieu à une rupture avec cette république, alors rivale. La guerre presque européenne qui suivit fit diversion à cette lutte légale à peine commencée, et dans laquelle le parlement d'un côté se retranchait dans les convictions



religieuses pour recouvrer par degrés les libertés nationales que la faiblesse du parlement presbytérien avait entièrement sacrifiées, tandis que de l'autre la royauté, forcée par ses besoins de tous les jours à rabattre de ses premières prétentions, perdait insensiblement le terrain qu'elle avait si rapidement reconquis. 1664 à 1665.

Les préjugés commerciaux de l'Angleterre, sa haine contre un peuple nouveau inférieur en puissance, et qui parvenait, à force de travail et d'habileté, à lutter avec elle sur tous les marchés du monde; les embarras financiers dans lesquels se trouvait le roi, et qu'une guerre seule pouvait terminer; les intrigues et les vœux turbulents des hommes ambitieux qui partageaient ses plaisirs; les sollicitations du duc d'York, passionné pour les intérêts coloniaux de l'Angleterre, de plus théoricien consommé dans toutes les parties de la navigation, et par suite désirant une occasion de se distinguer; enfin l'opinion répandue, non sans quelque fondement, que les Hollandais cherchaient à relever en Angleterre le parti républicain, et entretenaient des intelligences avec les presbytériens d'Écosse : tout se réunit pour décider les ministres à consentir à la guerre. Le roi la déclara après d'assez longues menées diplomatiques qui permirent aux deux nations de se préparer à soutenir les hostilités déjà commencées dans de lointaines colonies. Les chambres accordèrent au roi, pour les frais de la guerre extérieure, le subside le plus considérable que jamais roi d'Angleterre eût ob-

1664 tenu , et partant elles n'éprouvèrent point d'opposi-  
à sition dans les lois qu'il leur plut de faire pour  
1665. combattre des ennemis intérieurs dont l'alliance  
avec les Hollandais ne paraissait pas douteuse.

Tandis que le duc d'York , à la tête d'une nom-  
breuse flotte , poursuivait sur mer les Hollandais ,  
et que le Danemarck et la France , livrés depuis le  
commencement de la querelle aux tortueuses com-  
binaisons du fameux système d'équilibre européen ,  
prenaient parti pour les Provinces-Unies , le parle-  
ment portait contre les non-conformistes l'acte  
appelé des cinq milles. Cet acte défendait , sous  
peine de six mois de prison et d'une amende de  
cinquante livres , à tous les ministres réfractaires  
de s'approcher à plus de cinq milles des lieux où ,  
par suite de refus d'obéir , ils avaient cessé d'exer-  
cer leur ministère.

1665. Ces nouvelles contraintes , ajoutées à celles qui  
résultaient de l'acte contre les assemblées particu-  
lières appelées *conventicules* , étaient faites pour  
pousser à bout les non-conformistes presbytériens ;  
mais en Angleterre l'esprit de la nation était déjà  
considérablement changé. La conduite du parle-  
ment , appréciée par beaucoup de rigides presbyté-  
riens , les décidait à se soumettre et à se rallier au  
système anti-papiste , au moyen duquel les épisco-  
paux avaient créé la seule résistance légale qui fût  
possible. Ceux qui , moins éclairés ou plus tenaces ,  
s'exposaient à la rigueur des lois , étaient générale-  
ment plaints , mais non pas soutenus. Après les ter-  
ribles persécutions qu'on avait vues dans un temps

où toute résistance exposait à la mort, on était peu 1665  
disposé à s'agiter pour des emprisonnements et des <sup>à</sup> 1667.  
amendes.

Il n'en était pas ainsi en Écosse ; ce malheureux pays continuait à être gouverné par un parlement stupide qui recevait ses ordres du lord Rothes, homme en tout semblable au lord Middleton qu'il avait remplacé, et de deux conseils privés, l'un résidant à Londres près du roi, l'autre à Édimbourg et correspondant avec le premier. L'acte d'uniformité, aussitôt sa publication en Angleterre, avait été imité par le parlement d'Écosse. Les évêques envoyés d'Angleterre pour présider au rétablissement de l'épiscopat, à l'exception de Leighton, un des plus vertueux et des plus savants hommes de ce temps, étaient ou des gens sans caractère et disposés à laisser exercer en leur nom toutes sortes de tyrannie ou des créatures de l'intrigant Sharp, nommé lui-même à l'archevêché de Saint-Andrews. Ce Sharp était un misérable qui, pendant la révolution, avait porté tous les masques et joué tous les fanatismes. Ses démonstrations de zèle outré pour la personne du monarque l'avaient mis en faveur depuis la restauration. Il était l'ami de lord Rothes. L'un et l'autre faisaient abhorrer la cause royale en la servant.

La révolution religieuse qu'ils s'étaient chargés d'opérer en Écosse par la violence ne pouvait être que l'ouvrage du temps. Ici la résistance était dans les mœurs, non dans les intérêts. La disposition naturelle des Écossais à l'exaltation trouvait dans la

1665 contemplation d'un monde invisible un attrait que  
à  
1667. les souffrances de la vie réelle, l'horreur des persé-  
cutions, augmentaient encore. Les ministres de ce  
culte presbytérien si cher à la nation avaient amené  
le peuple, dit un historien du temps, à un tel degré  
de savoir, que, jusqu'aux plus chétifs laboureurs  
et valets, tous improvisaient des prières avec un  
abandon d'idées et une facilité d'expression dont  
on ne pouvait s'empêcher d'être surpris. Ils se ras-  
sémblaient le soir pour s'exercer à la prière et lire  
les Écritures, et dans ces sortes de réunions cha-  
cun, homme ou femme, était prié de faire part de  
ses lumières. C'était par de tels exercices que le  
peuple était parvenu à un degré de science et de  
doctrine dans les matières religieuses qui ne s'est  
jamais trouvé ailleurs. Quand les presbytériens  
écossais ne purent plus se livrer à ces pieuses pra-  
tiques dans l'intérieur de leurs églises, presque  
partout fermées, ils se réunirent dans leurs mai-  
sons ou en plein air. La loi dite des *conventicules*  
défendit ces assemblées; mais il n'était pas facile  
d'arrêter ou de surprendre ceux qui s'y rendaient.  
Les habitants se soutenaient mutuellement et refu-  
saient de servir de témoins les uns contre les au-  
tres; les églises étaient généralement abandonnées,  
et si quelqu'un s'y présentait, c'était pour insulter  
les ministres intrus nommés par le conseil ecclé-  
siastique que présidait Sharp. Dans les comtés de  
l'occident, où la résistance était favorisée par la  
nature montagneuse du pays, les presbytériens se  
rendaient en armes aux conventicules. Les agents

de l'autorité n'étant plus en force, le roi envoya 1665  
sous le commandement d'un certain Turner des <sup>à</sup>  
troupes régulières. Turner saisissait comme otages 1667.  
les habitants les plus notables, parcourait le pays  
recevant la liste de ceux qui n'allaient pas aux églises,  
et leur imposait des amendes ou les maltraitait  
lorsqu'il était ivre, ce qui lui arrivait souvent. Ses  
soldats, cantonnés dans les maisons y vivaient à  
discretion, et, sûrs de l'impunité, commettaient  
toutes sortes de brigandages.

Telle était la situation de l'Écosse lorsque la  
guerre éclata avec la Hollande; les presbytériens  
étaient assez cruellement persécutés pour qu'on  
pût ajouter foi au bruit de leurs intelligences extérieures.  
Charles II reçut de Rotterdam, par ses  
agents, l'avis que les réfugiés écossais se donnaient  
beaucoup de mouvement, et que les états généraux  
paraissaient disposés à leur fournir de l'argent et  
des armes. Il fit venir de Russie les généraux Dalziel  
et Drummond, deux officiers qui l'avaient servi  
dans les guerres civiles et dont la dureté de caractère  
lui était connue pour être à toute épreuve. Ces  
deux hommes furent envoyés en Écosse avec des  
forces considérables, qu'ils devaient distribuer en  
nouveaux cantonnements. La crainte d'être tous  
exterminés força les presbytériens à se révolter.  
Deux mille hommes, soudainement rassemblés à  
Dumfries sous les ordres de leurs ministres et de  
deux ou trois vieux officiers, proclamèrent le covenant.  
Turner fut enlevé par eux. A la vue de ses instructions  
signées de la main de Sharp et de celle

1665 de lord Rothes , et qu'il avait été loin d'exécuter ,  
à ils l'épargnèrent. Le général Dalziel marcha d'Édim-  
1667. bourg avec ses troupes régulières contre ces insur-  
gés à peine armés et vêtus , et qu'on désignait en-  
core par le nom de whigs. Il les rencontra venant  
à lui , et n'eut pas de peine à les forcer à la retraite.  
Les presbytériens , cernés sur la colline de Pent-  
land , tuèrent à peine quelques soldats royaux ,  
et perdirent eux-mêmes une quarantaine d'hom-  
mes ; mais ce combat peu sanglant finit la rébellion.  
La plupart s'échappèrent. Dalziel envoya à Édim-  
bourg les chefs faits prisonniers.

L'évêque Sharp , qui depuis la nouvelle du sou-  
lèvement jusqu'à la victoire de Dalziel avait montré  
la plus infâme pusillanimité , retrouva sa sangui-  
naire énergie pour ordonner des supplices contre  
ces malheureux. Dix d'entre eux eurent à choisir  
entre l'abjuration du covenant et la mort , et refu-  
sèrent d'abjurer. Ils furent pendus et longtemps  
torturés en rendant , comme ils le disaient , témoi-  
gnage au covenant. Maccail , un de leurs ministres ,  
abandonna son corps à tout ce que les bourreaux  
purent imaginer pour vaincre sa constance , et ce  
fut lui qui les fatigua. Tandis que les os de ses jam-  
bes étaient brisés avec des coins de fer , il s'écriait :  
Adieu soleil , lune , étoiles ; adieu monde et temps ;  
adieu corps faible et fragile. J'entrevois l'éternité ;  
j'entrevois Dieu , le juge de tous !

Pendant qu'au nom du roi ces horreurs se com-  
mettaient à Édimbourg , Dalziel cantonnait ses sol-  
dats dans le pays insurgé , et , suivant son expres-

sion , convertissait les habitants à l'épiscopat , ce 1665  
qui consistait pour lui à les forcer à se rendre aux <sup>à</sup>  
églises. Pour cela , il menaçait de faire embrocher 1667.  
et rôtir tout vifs ceux qui refuseraient d'obéir , et ,  
dans ses habitudes moscovites , c'était là un sup-  
plice comme un autre. Étant ivre , il tua de sa main  
plusieurs récalcitrants , et répandit une si profonde  
terreur , que , lorsque le roi jugea à propos de le  
rappeler , ainsi que Sharp et lord Rothes , les mal-  
heureux presbytériens se soumirent à tout ce qu'on  
exigea d'eux en employant des moyens moins rigou-  
reux.

Ces atrocités remplirent le temps pendant lequel  
dura la guerre contre la Hollande. Il est triste , en  
se reportant à ce qui s'était passé pendant le même  
temps en Angleterre , d'être forcé d'avouer que  
telles devaient être , en Écosse , les conséquences  
du système adopté par le parlement et par les mi-  
nistres en Angleterre. Mais voilà ce que peut l'into-  
lérance religieuse employée comme arme politique !  
Entre les mains des anglicans , elle servait alors à  
combattre les papistes , et chaque coup qu'elle leur  
portait frappait en même temps les presbytériens  
d'Écosse. Peut-être la liberté anglaise a-t-elle dû  
quelque chose à cette affreuse politique qui consen-  
tait à l'extermination des uns pour obtenir la per-  
sécution des autres ; mais , pendant le cours de la  
révolution , jamais cette noble cause n'avait été ser-  
vie par de plus détestables moyens. Jamais l'odieux  
sophisme des meurtres salutaires n'avait outragé  
jusqu'à ce point la raison et l'humanité ; et cepen-

1665 dant l'horreur ne s'est point attachée au nom des  
à chefs de ce long parlement de la restauration comme  
1667. à ceux de Cromwell, de Bradshaw, d'Ireton, et des  
membres du *rump parliament*. C'est que les temps  
qui ont suivi n'ont pas encore permis que justice  
complète fût rendue; c'est que les préjugés qui aveu-  
glaient alors l'opposition anglicane vivent encore.

Toutefois, dans la juste horreur qu'inspirent les  
persécutions contre les presbytériens d'Écosse, une  
immense part doit revenir à Charles II; il fut ici le  
grand coupable, non par cette négligence qu'il met-  
tait généralement dans les affaires publiques; mais  
au contraire par le soin affreux qu'il eut de choisir  
des gens capables de tous les excès pour gouverner,  
puis pour réduire ceux que, dans son langage de  
roi, il appelait un peuple de brutes. Le parlement  
le laissa faire, adoptant ainsi les conséquences de  
ses lois contre les non-conformistes. Ces lois n'é-  
taient pas, de la part de beaucoup de ses membres,  
le fruit du calcul reproché à Clarendon, mais eelui  
des habitudes d'intolérance que deux siècles de  
lutttes religieuses avaient produites. Les partis qui  
avaient fait triompher, puis avaient perdu la cause  
de la révolution, avaient donné à ce grand mouve-  
ment social sa physionomie religieuse; et, puisque  
le poste, abandonné par les presbytériens, était  
alors menacé par celle de toutes les sectes chré-  
tiennes qui, pour régner, avait le plus de sang à  
répandre, ce qui fut fait par le parlement anglican  
pour se maintenir où la force des choses l'avait placé,  
mérite plus que de l'attention.



Lorsqu'il abandonnait les presbytériens écossais <sup>1665</sup>  
à la tyrannie de Sharp et du comte de Rothes, et <sup>à</sup>  
ceci pent, jusqu'à un certain point, expliquer son <sup>1667.</sup>  
indifférence, le parlement était lui-même entouré  
de scènes de désolation et de cris de détresse pu-  
blique. Les subsides, si largement accordés au roi  
pour les frais de la guerre, étaient employés, aux  
yeux de tout le monde, à payer les faveurs de fem-  
mes dissolues. La guerre était malheureuse; le fa-  
meux amiral batave Ruyter incendiait et coulait des  
escadres entières; la flotte était mal payée, mal  
nourrie; une fièvre contagieuse dépeuplait Lon-  
dres, et le fléau se ralentissait à peine, qu'un ef-  
froyable incendie réduisit en cendres treize mille  
maisons. Ruyter ensu poussa l'audace jusqu'à venir  
insulter les côtes et les ports de l'Angleterre; et,  
entrant dans la Tamise, jeta la terreur dans Lon-  
dres même. La paix seule pouvait mettre fin à cette  
complication de dangers et de maux; elle fut con-  
clue à Bréda, et à des conditions humiliantes pour <sup>1667.</sup>  
l'Angleterre.

A cette époque, le mécontentement était général,  
et faisait déjà disparaître jusqu'aux anciennes dis-  
tinctions de parti; la pitié publique accueillait, à la  
honte de Charles II, les plaintes de quelques fidèles  
serviteurs laissés dans la misère, tandis que les fa-  
voris et les courtisanes étalaient un luxe dont les  
ardeurs croissaient avec les malheurs publics. Tous  
les bruits sur la conduite que le duc d'York avait  
tenue à bord de la flotte, les conjectures auxquelles  
donnait lieu sa froide insensibilité au milieu de l'in-

1667 cendie de Londres; le récit des débauches aux-  
à  
1668. quelles le roi n'avait cessé de se livrer pendant que  
Ruyter était dans la Tamise; mille accusations, dont  
quelques-unes étaient absurdes, trouvaient crédit  
auprès d'hommes malheureux et irrités. Toutes les  
délibérations et tous les actes du parlement, pen-  
dant la période de deux années, qui fut remplie par  
tant d'événements désastreux, portent l'empreinte  
de l'agitation et des défiances qui régnaient dans la  
nation. La chambre basse, pour assurer l'exécution  
des lois contre les non-conformistes, voulut im-  
poser à la nation un serment, dit de non-résistance,  
qui n'était autre chose que l'obligation pour tous  
les dissidents d'abjurer leurs croyances. Cet acte  
ne fut rejeté qu'à une majorité de trois voix. A l'épo-  
que de l'incendie de Londres, la rumeur populaire  
qui attribuait cette catastrophe à une conspiration  
papiste, acquit une sorte d'autorité par l'enquête  
sérieuse que firent les deux chambres. L'enquête  
n'apprit rien; toutefois le parlement autorisa l'érec-  
tion d'un monument avec une inscription qui accu-  
sait les papistes, et renouvela auprès du roi la de-  
mande d'une ordonnance qui chassât sans délai les  
jésuites et les prêtres romains. Enfin, ce qui prouve  
mieux encore à quel point la défiance contre la cour  
était déjà parvenue, lors de l'apparition de Ruyter  
dans la Tamise, le roi ayant à la hâte rassemblé une  
armée de douze mille hommes, le parlement, aus-  
sitôt le danger passé, demanda que cette force fût  
dissoute, et n'accorda qu'à cette condition les sub-  
sides ordinaires.

Tant de fautes dans l'administration, dans le gouvernement, dans la conduite de la guerre, dans les transactions qui intéressaient au dehors l'honneur de l'Angleterre, ne pouvaient être supportées par une nation naguère si puissante et si respectée, sans que le mécontentement général fût une victime. Toutes les animosités se réunirent pour perdre le chancelier Clarendon, et cela doit paraître étrange après ce que l'on a dit de son alliance avec le parti qui régnait dans les deux chambres et paraissait dominer dans la nation. Mais Clarendon avait désapprouvé la rupture avec la Hollande quand tout le monde la désirait, et la mauvaise conduite d'une guerre qu'il n'avait pas voulue, lui était reprochée comme venant plutôt d'un secret dépit que du manque d'habileté. Il avait cherché dans ces derniers temps à maintenir l'équilibre entre ce qu'on recommençait à nommer le parti de la cour et le parti de la nation; et le roi saisissait, en jetant sur lui la responsabilité de tout ce qui s'était fait, l'occasion de se délivrer de son importune sévérité, tandis que le parlement voulait, en lui faisant porter la peine de quelques complaisances pour la cour, lancer une condamnation générale contre la dilapidation des deniers publics. La fortune de Clarendon s'était malheureusement beaucoup accrue depuis qu'il était ministre; et, pour le peuple, c'était là contre lui un résumé clair de toutes les accusations possibles.

Le roi crut donc faire une chose agréable à la nation en lui annonçant l'éloignement du chance

1667  
à  
1668. <sup>à</sup>lier; les chambres allèrent plus loin , et le mirent en jugement , mais il est facile de reconnaître par l'acte même d'accusation que la plupart des griefs élevés contre lui allaient directement au roi lui-même. Chacun des articles était , pour ainsi dire , la réclamation de quelqu'une des classes de mécontents que la restauration avait déjà faites. Ainsi Clarendon était accusé d'avoir conseillé au roi de lever une armée pour gouverner d'une manière absolue ; d'avoir dit que le roi était papiste ; d'avoir fait déporter plusieurs personnes d'une manière contraire aux lois ; d'avoir conseillé au roi la vente de Dunkerque et reçu sa part du produit de cette vente ; d'avoir enlevé leurs chartes à la plupart des corporations de l'Angleterre ; d'avoir trahi le roi dans les négociations de la dernière guerre ; d'avoir conseillé de partager la flotte , ce qui avait donné la victoire aux Hollandais ; enfin d'avoir autorisé plusieurs mesures qui arrêtaient le cours ordinaire de la justice. Cette dernière accusation portait sur diverses entreprises de Clarendon contre l'indépendance des grands et petits jurys. Le jugement par jurés était l'une des institutions dont les Anglais avaient le plus anciennement compris l'importance. Les rois absolus, depuis Henri VII, avaient souvent imposé aux grands et aux petits jurys des amendes pour les punir de décisions qui contrariaient le pouvoir. La révolution avait détruit cet abus , Clarendon l'avait ressuscité. Dans divers procès contre des officiers accusés de conspiration , les jurés avaient été censurés ou mis à l'amende pour des

absolutions prononcées suivant leur conscience ; et l'institution était maintenant enchaînée.

1667

à

1668.

Clarendon répondit aux deux chambres par un mémoire justificatif , défense maladroite parce qu'elle cherchait à mettre chacun des partis dans son tort : aussi le parlement traita cet écrit de libelle , et lança contre Clarendon un bill de bannissement auquel il se soumit. L'opinion répandue qu'il emportait avec lui de grandes richesses , entretenait contre lui dans la nation une haine qui ne s'éteignit jamais. Trois mois avant le bannissement du chancelier , son ami , le lord trésorier Southampton , était mort. Dans le dernier conseil auquel sa santé lui permit d'assister , Southampton , se voyant forcé de défendre Clarendon absent contre les attaques de ses collègues , avait dit : « Le comte de Clarendon est bon protestant et bon anglican : pendant qu'il conservera de l'autorité , nos lois , nos libertés et notre religion seront sans danger ; mais , s'il est éloigné , je tremble pour les suites. »

Ce fut de la part de Charles une grande faute , au jugement de son frère Jacques , d'avoir emprunté le secours de la chambre des communes pour perdre Clarendon. Il remit aussi la chambre basse en possession de ce pouvoir d'accuser les ministres , que lui avait arraché la restauration ; et par là les ministres , toujours exposés à tomber sous la juridiction du parlement , durent chercher l'appui de cette assemblée , et furent exposés à lui sacrifier jusqu'aux intérêts de la couronne.

## CHAPITRE III.

### MINISTÈRE DE LA CABALE.

Passage du système de Clarendon à celui des libertins. — Esprit du ministère de la Cabale et de l'opposition parlementaire. Alliance secrète entre la Cabale et la cour de France. — Plans de la Cabale pour l'établissement du pouvoir absolu et du papisme. — Guerre à la Hollande. — Vues de la Cabale en faisant cette guerre. — Charles II pensionné par Louis XIV. — Insultes aux deux chambres. — Progrès de l'opposition. — Les presbytériens et les anglicans se réconcilient. — Révolution en Hollande. — Ruines des plans de la Cabale. — Le roi forcé de revenir au parlement. — Lutte entre l'opposition et la Cabale au sujet du test anglican. — Le test est emporté par le parlement. — Défections dans le ministère de la Cabale. — Son entier renversement.

Ce fut dans la huitième année du règne de Charles II que le ministère anglican succomba. Il était arrivé au terme de ce que ses principes lui permettaient de faire pour la contre-révolution, et celle-ci demandant alors le renversement de la religion anglicane et la ruine de l'opposition parlementaire,

était forcée de remettre ses destinées en d'autres 1667  
mains. Le parti catholique n'ayant encore qu'une à  
existence précaire et non avouée, il n'y avait que 1668.  
des hommes ambitieux et n'appartenant à aucune  
secte ni à aucun parti qui pussent être appelés à  
gouverner dans cette vue inique. Ces hommes se  
trouvèrent parmi les libertins réunis depuis long-  
temps autour du roi et qu'on accusait dans le pu-  
blic d'être les fauteurs de tous ses égarements; car  
il faut bien se contenter de dire que les rois sont  
trompés quand on a déclaré leur personne inatta-  
quable.

L'arrivée au pouvoir des pernicious amis de  
Charles II ne suivit pas immédiatement la chute de  
Clarendon. La transition fut faite par une sorte de  
ministère mixte, auquel appartenait encore le duc  
d'Ormond, et que le secrétaire d'état Trevor et  
Bridgeman, devenu chancelier, recommandaient  
par de bonnes intentions et de l'habileté. Mais leur  
courte administration fut impuissante pour arrêter  
les progrès de la lutte une fois commencée. A peine  
le roi et le parlement s'étaient-ils donné un mutuel  
gage de concorde en sacrifiant Clarendon, que le  
débat recommença sur la question des non-confor-  
mistes, et à l'occasion d'une proposition qui sem-  
blait, au contraire, tendre à faire disparaître ce  
funeste sujet de contestation. Le chancelier Brid-  
geman se chargea, dans cette louable intention, de  
présenter au parlement, sous le nom d'*acte de com-  
préhension*, un projet consistant à obtenir pour les  
presbytériens, certaines concessions qui leur per-

1667 missent de rentrer dans le sein de l'église angli-  
à cane, et pour les autres non-conformistes le libre  
1668. exercice de leur culte. La chambre des communes  
crut reconnaître là une nouvelle tentative en faveur  
des papistes, et accueillit fort mal la proposition.  
Les plus zélés d'entre les opposants déclarèrent  
que le but réel de l'acte n'était pas de réhabiliter  
et d'améliorer le sort des autres non-confor-  
mistes presbytériens, mais de détruire la supré-  
matie de l'église anglicane pour mettre en sa place  
l'hérésie papiste. La chambre, entraînée par eux, et  
malgré les protestations de bonne foi que le roi  
consentit à faire, arrêta qu'il serait désormais in-  
terdit à toute personne de renouveler cette pro-  
position.

La cour ne fut pas moins trompée dans l'expé-  
dient imaginé pour se procurer de nouveaux sub-  
sides; car, en rejetant sur Clarendon tous les dés-  
ordres passés, elle ne s'était pas délivrée d'embarras  
journaliers et toujours croissants. L'expédient, qui  
consistait à tenir la nation dans l'appréhension con-  
tinuelle de la guerre et, conséquemment, dans la  
nécessité d'accorder des fonds pour l'entretien et  
l'accroissement de la flotte, venait d'être ménagé,  
dans des vues toutes patriotiques, par le chevalier  
1668. Temple, résident anglais à Bruxelles, et négociateur  
du traité connu sous le nom de *la triple alliance*. Ce  
traité, qui sauvait la Flandre espagnole en oppo-  
sant au jeune et victorieux Louis XIV la redouta-  
ble médiation de la Hollande, de la Suède et de  
l'Angleterre réunies, était fort agréable à la na-



tion , comme lui rendant une partie du lustre que 1668.  
lui avait ôté la paix de Bréda. conclue l'année d'avant, et c'était un honneur que la cour espérait lui faire payer en subsides. Ainsi, ses nouvelles demandes d'argent , précédées d'une exposition pompeuse des avantages du traité, furent appuyées sur la nécessité de faire respecter la médiation de l'Angleterre. La chambre des communes, qui devenait moins complaisante à mesure qu'elle se fortifiait dans son opposition, éleva cette fois des difficultés qui remplirent deux sessions. Elle représenta qu'avant d'accorder les fonds pour de nouveaux armements il était nécessaire qu'elle s'éclairât sur l'emploi des sommes votées pour soutenir la dernière guerre. Le roi, sans blâmer cette prétention si nouvelle, fit répondre par ses ministres qu'il était au moins urgent de pourvoir aux besoins de la flotte, et que la chambre pourrait , si elle le voulait, nommer des commissaires pour lever en son nom les taxes et régler leur application aux différents services. Cette concession parut un aveu de ce qu'il importait de nier, même contre l'évidence, et la chambre nomma un comité pour examiner les comptes de la guerre de Hollande.

L'enquête faite par le comité fut rigoureuse et si offensante pour la cour, que le roi se crut dans l'obligation d'opposer l'autorité de ses paroles à une multitude de révélations qui le diffamaient. A l'ouverture de la seconde des deux sessions que ce scandaleux procès rendit mémorables , il affirma audacieusement « qu'il avait pris lui-même d'exac-

1669 « tes informations sur l'emploi des sommes, et que  
à  
1670. « non-seulement aucune partie n'avait été détour-  
« née à d'autres usages, mais qu'au contraire avec  
« ces subsides il avait employé une fort grande  
« portion de son revenu ordinaire et contracté une  
« très-grosse dette par son crédit, le tout pour  
« soutenir la guerre. » Ce mensonge déconcerta  
plusieurs de ceux qui étaient déterminés à pour-  
suivre l'enquête; la cour parvint aussidans le cours  
de la session à *détacher*, c'est-à-dire à corrompre  
quelques membres qui mettaient dans cette recher-  
che plutôt l'animosité de l'esprit de parti que le  
zèle du patriotisme. Elle apaisa enfin le plus grand  
nombre en se relâchant tout à coup de son affec-  
tion pour les non-conformistes et consentant aux  
lois de plus en plus sévères contre les assemblées  
secrètes. Par tous ces moyens elle obtint encore de  
l'argent, et empêcha qu'il fût donné suite à l'en-  
quête. Mais malgré les explications et les surprises,  
malgré le honteux remplissage introduit dans les  
comptes, il demeura constant qu'il y avait 800,000  
livres sterling, somme énorme pour le temps, dont  
il était impossible de justifier l'emploi, connu par  
là de tout le monde. Toutefois, avec cette note d'in-  
famie, la royauté put vivre longtemps encore, à  
cause de cette contradiction qui, dans les monar-  
chies ainsi constituées, permet l'examen des actes  
de la souveraineté, et crée pour la souveraineté, des  
crimes augustes qu'aucune loi ne peut atteindre.

Charles II, profondément irrité du blâme qu'a-t-  
tirait sur lui le procès des comptes, se jeta dans

les partis extrêmes ou honteux qui lui parurent propres à le débarrasser de l'importune censure du parlement : funeste ressource à laquelle devaient le conduire les imprévoyances de la restauration et le système de corruption lié déjà d'une manière si fatale aux fautes de cette première époque. S'il eût montré pour la dissimulation quelque répugnance , s'il eût fait quelque effort honorable pour lutter contre les difficultés de sa position , on ne le trouverait qu'à plaindre ; mais sa vie domestique elle-même était abandonnée à une multitude d'intrigues qui compliquaient encore ses embarras de roi. Les favoris, qui, pour s'assurer l'impunité de leurs désordres, conspiraient en commun l'asservissement de la nation, se partageaient ces menées particulières qui mettaient continuellement aux prises leur ambition ou leur avidité, objet des impuissantes conciliations de Charles II. Les uns travaillaient pour lui plaire à détruire l'influence du duc d'York, les autres à préparer au duc de Monmouth, son fils naturel, un avenir refusé à sa naissance ; ceux-ci à lui fournir les moyens de se séparer d'une épouse stérile ; ceux-là à lui ménager des ruptures avec les maîtresses dont il était fatigué, ou à faire tomber sur d'autres familles le déshonneur de nouveaux choix.

Pendant le cours de l'enquête sur la guerre de Hollande, et bien que le duc d'Ormond et le chancelier Bridgeman ne fussent pas encore officiellement dépossédés, toutes les fonctions du gouvernement passèrent entre les mains de cinq principaux

1669 favoris. Ashley-Cooper, fait comte de Shaftesbury,  
à  
1670. Arlington, Buckingham, Lauderdale s'emparèrent  
des emplois avant même d'en recevoir les titres :  
lord Clifford, le seul qu'on n'ait pas encore eu oc-  
casion de faire connaître, leur fut adjoint par le  
crédit du duc d'York, et entra à la trésorerie. Clif-  
ford était secrètement catholique, et généralement  
plus estimé que ses collègues, mais porté par ses  
sentiments religieux et un caractère violent et domi-  
nateur à vouloir la ruine des libertés nationales,  
il n'était nullement déplacé parmi eux. Il se trouva  
que le mot anglais *cabal* (cabale), formé par les  
initiales des noms des cinq nouveaux ministres,  
caractérisait assez bien cette alliance d'hommes  
turbulents et d'ambitions si diverses, et le nom de  
ministère de la Cabale qui lui fut donné par le  
peuple est resté dans l'histoire pour désigner dans  
le gouvernement contre-révolutionnaire des Stuarts  
une époque remplie d'attentats.

A l'époque où se forma le ministère de la Cabale,  
la politique extérieure de l'Angleterre était encore  
réglée par les principes du traité de la triple al-  
liance dirigé contre l'agrandissement de la France.  
Cependant à cette même époque Louis XIV acquit  
une influence décidée dans les conseils de Char-  
les II. Le duc d'York, dans ses mémoires écrits  
avec une raideur de préjugés et une absence de  
jugement qui font l'office de la bonne foi, rapporte  
ingénuement, et comme si rien n'eût été plus hono-  
rable dans le règne de Charles II, les secrètes  
transactions qui déterminèrent cette influence et

forcèrent Charles II à se faire, en dehors du sys- 1669  
tème qu'osaient avouer les nouveaux ministres, une <sup>à</sup>  
marche secrète et plus honteuse encore. 1670.

En l'année 1669, le duc d'York, fatigué de pratiquer extérieurement la religion anglicane, avait fait venir un jésuite de grande réputation, le père Simons, et s'était enquis près de lui des moyens de se réconcilier avec l'église romaine. Le jésuite lui ayant déclaré qu'il ne le pouvait qu'en renonçant à la communion anglicane, il avait pris la résolution de sortir d'un état, comme il le dit, si dangereux à la fois et si pénible. En conséquence il avait écrit au pape, et la réponse de ce dernier l'ayant confirmé dans ses dispositions, il s'était déterminé à sonder celles du roi, et lui avait fait faire des ouvertures par lord Clifford.

Ainsi qu'on le voit par la date de la conversion du duc d'York, le roi, au moment où les ouvertures lui furent faites, était dans le fort des embarras causés par le procès des comptes. Il parut lui-même pencher vivement pour le papisme, et, d'après le duc, exprima le désir de conférer avec lui secrètement à ce sujet. La conférence eut lieu; Clifford, Arlington et le lord Arundel de Wardour y furent appelés. Lorsqu'ils furent réunis, le roi se plaignit de l'église anglicane; dit qu'il était décidé à favoriser dans ses états les progrès de la religion romaine, qu'il croyait à cette religion, qu'il était très-peiné des contraintes qui l'empêchaient de la professer publiquement, et qu'il les avait rassemblés pour avoir leurs conseils sur le

1669 moment à prendre pour déclarer sa croyance. Il  
à  
1670. ajouta qu'il s'attendait à rencontrer de grandes et  
nombreuses difficultés , et qu'il voulait se hâter  
tandis que lui et son frère étaient encore jeunes et  
avaient les forces nécessaires pour l'accomplisse-  
ment d'un si grand dessein. Il prononça ces paroles  
avec beaucoup de chaleur, dit le duc d'York , et  
même les yeux mouillés de larmes.

Le résultat de la conférence fut que le meilleur  
moyen d'amener à bien l'entreprise était d'y tra-  
vailler de concert avec le roi de France. Son am-  
bassadeur à Londres fut mis dans le secret , tandis  
que lord Arundel était envoyé près de lui pour  
négocier un traité qu'on parvint à conclure au com-  
mencement de 1670. Par ce traité , et toujours  
d'après le duc d'York , le roi de France s'engageait  
à donner par an 200,000 livres pour aider à l'éta-  
blissement de la religion catholique en Angleterre ;  
et cette religion une fois établie , l'Angleterre et la  
France devaient s'unir pour faire la guerre à la  
république hollandaise. Le partage de cette répu-  
blique entre les puissances alliées était réglé d'a-  
vance. Mais , au préalable , il fallait établir la reli-  
gion catholique en Angleterre , chose tout-à-fait  
facile suivant le duc d'York ; et si ce n'était man-  
quer à la gravité de l'histoire , on pourrait citer  
quelques-uns des infailibles moyens qu'il se vante  
d'avoir conseillés , et regrette de n'avoir pu faire  
adopter.

Charles II reçut un premier quartier de sa pen-  
sion , et l'on travailla en grand secret à pourvoir

les forteresses les plus importantes des comman- 1670  
dants sur lesquels on pût compter ; on fit divers à  
mouvements de troupes auxquels les conditions de 1671.  
la triple alliance servirent de prétexte. La flotte  
était dévouée au duc d'York , ou du moins placée  
sous son influence comme grand-amiral. Le peu  
de troupes alors sur pied étaient bien disposées ;  
les officiers , comme dans toute armée permanente,  
étaient gens à servir la couronne sans demander  
raison des ordres qui leur seraient donnés. C'était  
à peu près là tout ce qui pouvait favoriser le projet  
de révolution religieuse. Mais les espérances fon-  
dées par la cour sur ce que grand nombre de ceux  
qui se disaient anglicans ne tenaient pas plus à une  
religion qu'à une autre, étaient absurdes , aussi  
bien que celles qui reposaient sur l'effet général  
des persécutions contre les non-conformistes. Ceux  
qui pour défendre la liberté s'étaient attachés à  
l'église anglicane sentaient trop bien l'importance  
de ce poste pour se montrer indifférents à le con-  
server, et quant aux sectaires qui bravaient les lois  
anglicanes, ils ne haïssaient l'épiscopat que comme  
une dérivation du papisme. Elle était donc bien  
vaine en même temps que perverse , cette politique  
que le duc d'York avoue dans ses mémoires avec  
une si ridicule prétention d'habileté. « On permet  
» tait , dit-il , aux partisans rigoureux de l'église  
» d'Angleterre de persécuter à leur gré les non-  
» conformistes. On les y encourageait même pour  
» mieux faire sentir à ceux-ci le soulagement qu'ils  
» recevraient de la victoire des catholiques. »

1670 Aux termes des premières conventions entre  
à Louis XIV et Charles, la guerre ne devait être dé-  
1671. clarée à la république hollandaise qu'après le ren-  
versement de l'église d'Angleterre. Charles II,  
ayant bientôt dissipé l'argent donné par la France  
pour l'aider dans cette dernière entreprise, se  
trouva fort disposé à reconnaître les difficultés  
qu'elle présentait, et à complaire à son allié, qui  
voulait commencer par la guerre contre les Provin-  
ces-Unies. Arlington et Clifford se rangèrent de cet  
avis ; le duc d'York seul resta fidèle au projet de  
convertir avant tout l'Angleterre. De ce moment il  
se tint à part, considérant son frère comme dupe  
des instigations de Shaftesbury et de Buckingham,  
qui, n'ayant pas été mis dans le secret, mais le  
devinant en partie, s'agitaient effectivement pour  
entrer dans les négociations avec la France, et les  
faire tourner suivant leurs vues. Charles, décidé  
à ajourner l'établissement du catholicisme, et pou-  
vant dès lors avouer à ces deux hommes les projets  
de guerre contre la Hollande, ne crut pas devoir se  
priver de leurs talents dans les mystérieux prépa-  
ratifs qui lui restaient à faire. L'alliance était con-  
venue, mais non réglée dans ses détails. La duchesse  
d'Orléans, sœur de Charles II, regardée, à cette  
époque brillante de la fortune de Louis XIV, comme  
la femme la plus distinguée de sa cour, vint en  
Angleterre sous le prétexte de voir son frère, dont  
elle était tendrement aimée, et chargée par le roi  
de France d'instructions relatives à la guerre. Se-  
condée par Buckingham, la duchesse amena tout



le conseil de Charles II à vouloir ce que désirait <sup>1670</sup>  
Louis XIV. Peu de mois après son retour en France, <sup>à</sup> 1671.  
elle mourut empoisonnée : le traité n'était pas encore définitivement conclu. Cette mort qu'on attribuait aux soupçons jaloux du duc d'Orléans , époux de la princesse , fournit les moyens de continuer la négociation. Le maréchal de Bellegarde vint de France pour complimenter la cour d'Angleterre ; le duc de Buckingham fut envoyé sous le prétexte de rendre le compliment, mais en réalité pour achever le traité ; et dès lors il fut arrêté que les deux rois fourniraient chacun un certain nombre de vaisseaux , que 1.500,000 livres de France seraient comptées à Charles pour le mettre à même de préparer ses armements sans recourir à son parlement, et qu'au printemps de 1672 les deux alliés entre-  
raient en campagne.

Bien que Charles II pût paraître poussé par l'ascendant de Louis XIV à entreprendre immédiatement la guerre contre la Hollande , cette nouvelle guerre importait plus à ses intérêts qu'à ceux du monarque français. Elle était voulue par les inquiétudes des libertins absolutistes qui conduisaient alors la contre-révolution, comme la guerre de 1664 avait été voulue par les passions du parti anglican. Celui-ci s'était armé contre la Hollande pour l'empêcher de donner asile et secours aux presbytériens. Il y avait danger maintenant pour la royauté que ce même parti anglican , à son tour menacé , ne recherchât l'appui d'une république devenue le foyer commun de toutes les sectes protestantes ;

1670 car tel était le rôle que jouait à cette époque la  
à Hollande. Elle était parvenue à ce haut degré d'im-  
1671. portance par une suite d'événements tellement liés  
à ceux qui , en Angleterre , avaient précipité , puis  
relevé la monarchie , qu'il est impossible de parve-  
nir à leurs dernières conséquences sans les rappeler  
au moins d'une manière sommaire.

On suppose le lecteur instruit des principales  
circonstances de la lutte mémorable qui , dans la  
seconde moitié du seizième siècle , affranchit les Pays-  
Bas de la tyrannie papale et de l'odieux joug de  
Philippe II. Les résultats de cette révolution poli-  
tique et religieuse ayant été consolidés par la réu-  
nion des provinces espagnoles en corps de nation  
et leur organisation en république sous le nom de  
Provinces-Unies , une ancienne magistrature , le  
stathoudérat , avait été investie , sous la surveil-  
lance d'une assemblée formée de députés des pro-  
vinces , des plus importantes attributions du pouvoir  
exécutif. Sous les princes de la maison d'Orange ,  
successivement choisis par les états , cette magistra-  
ture était devenue menaçante pour la liberté des  
Hollandais ; et Guillaume II , qui l'exerçait encore  
au temps où l'Angleterre était gouvernée par Crom-  
well , ayant cherché à la rendre héréditaire dans sa  
famille , les états , à sa mort , avaient exclu la maison  
d'Orange du stathoudérat , et plus tard aboli cette  
charge elle-même. La lutte entre les prétentions  
ambitieuses des princes d'Orange et l'esprit de li-  
berté qui animait la nation hollandaise avait été  
très-vive et parfois sanglante. Pendant toute sa

durée il y avait eu alliance d'intérêts entre le parti 1670  
républicain hollandais et le parti de la révolution à  
en Angleterre, puis entre les Stuarts détrônés et 1671.  
la maison d'orange exclue du stathoudérat, et re-  
présentée par un jeune fils de Guillaume II, petit-  
fils par sa mère de Charles 1<sup>er</sup>. La mère et l'aïeule  
de cet enfant avaient contribué à la restauration de  
Charles II en lui prêtant des sommes considérables  
pour agir contre les républicains anglais; et Charles,  
depuis sa restauration, et autant que le lui avaient  
permis les inextricables embarras de sa position,  
avait assisté son neveu contre le parti qui gouver-  
nait la Hollande, et à la tête duquel était placé, sous  
le titre de pensionnaire, Jean de Witt, ancien mi-  
nistre de Guillaume II. Jean de Witt, dont la noble  
vie démentira toujours les sophistes qui présentent  
la vertu comme incompatible avec le génie des  
grandes affaires, n'avait pu détruire la vicille popu-  
larité de la maison d'Orange en surpassant par ses  
immenses services et ses grandes actions tous les  
hommes remarquables qu'elle avait produits. La  
prospérité commerciale de la Hollande, la vigou-  
reuse et patriotique administration qui lui avait  
rendu tant de calme au dedans et donné tant de  
force au dehors, les succès de la première guerre  
contre Charles II, la glorieuse paix de Bréda, la  
triple alliance, étaient son ouvrage. Jean de Witt,  
fortement préoccupé de la crainte que le retour du  
stathoudérat ne détruisît la liberté de son pays, et  
témoin de ce que la royauté faisait en Angleterre  
sous le ministère de la Cabale, provoqua pour le

1670 maintien du système républicain des mesures qui  
à  
1671. malheureusement ressemblèrent trop à de la persécution contre le parti orangiste, et intéressèrent la nation à un jeune prince qui s'annonçait avec de brillantes qualités. Jean de Witt, n'ignorant pas que le roi d'Angleterre intrigait contre lui pour son neveu, cherchait, par ses liaisons avec les chefs de l'opposition parlementaire, à lui susciter chez lui de plus grands embarras. Ainsi, pour faire triompher une vieille alliance et tirer parti de l'élévation de son neveu ; pour priver le parlement d'un puissant auxiliaire, et ôter à la nation l'exemple d'une république heureuse et forte, Charles était encore plus intéressé que Louis XIV, roi sans contestation, au renversement de Jean de Witt, et, s'il était possible, au démembrement de l'union hollandaise.

Les conditions de l'entreprise ne furent réglées entre les deux rois qu'au commencement de l'année 1671. Les négociations duraient depuis la fin de 1669, époque des premières démarches faites par  
1671. le duc d'York. Tandis que se tramait cette conspiration contre la liberté de la Hollande, et, par suite, contre celle de l'Angleterre, la marche ostensible du gouvernement sous le ministère de la Cabale était calculée de manière à tromper les chambres et la nation. Les confuses arrière-pensées, les timides ambitions de la royauté pendant les dix années précédentes, se formaient en un redoutable système de déception, souvent encore démenti par les faiblesses et les passions de Charles II.

Il n'est pas douteux qu'en se montrant, dans sa

fameuse entrevue avec le duc d'York, épris tout à 1670  
coup d'un zèle si ardent pour le catholicisme, et à 1671.  
protestant avec larmes de son attachement pour  
cette religion, Charles ne se fût abaissé jusqu'à la  
dissimulation la plus misérable. Nul retour aux sen-  
timents religieux n'était alors manifesté par sa con-  
duite. Le vice régnait à sa cour plus effrontément  
que jamais ; ses débauches étaient publiques, et  
l'exposaient parfois, sous d'ignobles déguisements,  
aux insultes de la dernière classe du peuple. Il  
cacha moins encore le scandale de ses mœurs  
dès qu'il crut pouvoir compter sur l'assistance de  
Louis XIV, et s'affranchit en général des contraintes  
qu'il s'était d'abord imposées pour ne pas froisser  
la nation dans ses affections religieuses et politiques.  
Les assemblées régulières du parlement le gênaient  
beaucoup encore, mais il n'y avait pas moyen de se  
passer de lui, tant les maîtresses étaient exigeantes.  
Il le conservait donc et cherchait seulement à le  
corrompre, ce à quoi le trésorier Clifford s'employait  
avec un succès assez grand, surtout dans la cham-  
bre basse. Beaucoup de membres trafiquaient de  
leurs votes dans les discussions les plus importantes.  
Ils s'étaient fait une morale suivant leurs besoins,  
et se conduisaient entre le parti de la cour et celui  
de la nation d'après certaines règles qu'ils ne crai-  
gnaient pas d'avouer. Ils n'accordaient pas trop d'ar-  
gent à la fois au roi, disaient-ils, afin qu'il eût  
plus souvent besoin d'eux ; mais ils lui en accordaient  
assez pour qu'il eût de quoi payer leurs pensions.  
Quand leurs commettants se plaignaient d'eux, ils

1671 répondaient qu'il fallait se rendre agréable au roi  
à  
1672. pour l'attacher à l'indépendance nationale et à la  
religion anglicane. Et ce qu'il y a de remarquable,  
c'est que, sur ce dernier point, ils étaient telle-  
ment pénétrés de la nécessité de marcher avec l'o-  
pinion publique, que la cour ne pouvait absolument  
rien sur eux. Les mêmes hommes qui vendaient  
leur voix pour faire passer les demandes d'argent  
ou les actes arbitraires, les refusaient en tout ce  
qui intéressait les papistes.

Étant déjà fort avant engagé dans les négocia-  
tions avec la France, Charles demanda au parlement  
des subsides. Ses ministres firent valoir la puissante  
augmentation de la marine française, devenue trois  
fois plus considérable qu'avant la dernière guerre, et  
la nécessité d'équiper une flotte de soixante voiles  
pour soutenir les engagements de la triple alliance.  
La chambre des communes, égarée par son faible  
pour l'œuvre diplomatique du chevalier Temple, se  
montra si libérale, que la chambre haute, sollicitée  
par les marchands de Londres, crut devoir s'élever  
contre cette extrême facilité, et faire opposition à la  
levée des nouvelles taxes, qui, en effet, ne passèrent  
point. La résistance contre ce qui arrivait ordinai-  
rement étant venue cette fois de la chambre haute,  
le roi prit le parti d'assister en personne aux débats  
de cette chambre, et fit bientôt de ses séances un  
passe-temps favori; trouvant plus de plaisir, disait-  
il, au tapage des discussions qu'aux bouffonneries  
qui se jouaient sur le théâtre. Jusque-là, les rois  
n'avaient paru dans les séances qu'assis sur leur

trône, et seulement à l'ouverture des sessions ou dans les circonstances importantes. Charles, sous prétexte de ne pas gêner les seigneurs par cette observance de sa dignité, allait s'asseoir auprès du feu, attirait à lui les membres qui étaient de son parti, et riait ou causait bruyamment avec eux, ce qui jeta bientôt le désordre dans la chambre. Comme sa conversation n'était pas sans agrément, et que, lors même qu'il questionnait avec autorité, on lui trouvait une bonhomie liante et familière, il usait de cet avantage pour mettre dans ses intérêts les membres qu'il savait lui être opposés. Il devinait promptement le parti qu'il pouvait tirer de chacun, et disait des uns : ce sont des gens raides et hargneux, et je n'en ferai rien; des autres, ceux-là n'ont pas de conscience, et je leur en donnerai une à ma fantaisie.

Toutefois la retenue inspirée par sa présence et par la crainte des railleries des courtisans n'était pas telle, que les membres de l'opposition fussent réduits au silence. Plusieurs, au contraire, mettaient plus de malignité dans leurs plaintes contre ses ministres, et ne disaient sur son gouvernement certaines vérités que pour qu'il eût le déplaisir de les entendre. Il était impossible, en effet, qu'en cherchant à tourner en dérision les formes parlementaires dans lesquelles l'opposition s'était circonscrite, Charles ne provoquât pas des ressentiments amers, et n'exposât point sa personne à des attaques qu'on ne s'était jamais permises, et qu'il était aussi dangereux de supporter que de punir. On vit cette dis-

1671 position des esprits se manifester dans la chambre  
à  
1672. des communes au commencement de 1671. L'opposition ayant proposé de mettre une taxe sur les théâtres, les gens dévoués à la cour objectèrent que les acteurs étant au service du roi, et faisant partie de ses plaisirs, ne pouvaient être imposés. Un membre, le chevalier de Coventry, demanda pour lors si c'étaient les acteurs ou les actrices qui servaient aux plaisirs du roi, et comme Charles entretenait alors deux comédiennes, la plaisanterie peu mesurée de Coventry fut accueillie par des éclats de rire. Ce mot excita à la cour une indignation extrême. Le duc d'York, peu fâché de cette leçon donnée à son frère, désirait qu'on ne fit pas semblant de sentir l'offense; mais Charles voulut se venger d'une manière dont Coventry se souvint toujours. Des gardes, apostés par le duc de Monmouth près de la demeure de Coventry, eurent ordre de le saisir, et d'exercer sur lui une mutilation infâme. Le chevalier, attaqué de nuit par ces sicaires, mit l'épée à la main, se défendit intrépidement, et en blessa quelques-uns; mais il succomba sous le nombre, et les soldats lui fendirent le nez jusqu'à l'os. Cet indigne traitement, justement qualifié d'assassinat par la chambre des communes, produisit dans le peuple une menaçante effervescence. On parla de Coventry comme d'un martyr; on suivit jour par jour les progrès de sa guérison, et la cicatrice qu'il conserva au visage lui fut dans la suite une marque d'honneur. La chambre rendit un bill qui déclarait la mutilation crime capital, condamnait au bannissement les assassins



de Coventry , et stipulait expressément qu'il ne se- 1671  
rait pas permis au roi de leur faire grâce. à  
1672.

A quelque temps de là un misérable , nommé Blood , payé par Buckingham pour assassiner le vieux duc d'Ormond , ayant manqué son coup , fut mis en jugement , et reçut du roi sa grâce. La protection inexplicable accordée par Charles à cet homme , qu'on vit plus tard paraître à la cour avec des titres , des pensions et un grand crédit , fut interprétée de la manière la plus fâcheuse , et donna lieu , en présence de toute la cour , à une scène très-offensante pour Charles II. Le fils du vieux duc , apercevant Buckingham auprès du roi , ne put se contenir , et l'apostropha ainsi : « Mylord , je sais » que vous êtes au fait de l'attentat commis sur mon » père , mais je vous déclare que , si jamais il lui arrive malheur , je vous traiterai comme l'assassin ; » que là où je vous trouverai , fussiez-vous derrière » le fauteuil du roi , je vous casserai la tête ; et je » suis bien aise de vous donner cet avertissement » en présence de sa majesté. » Tout le monde se tut ; Buckingham et le roi lui-même gardèrent le silence. Il était impossible de les braver plus audacieusement l'un et l'autre.

On ne s'arrête à ces divers actes que pour montrer jusqu'à quel point Charles méprisait l'opinion publique. Le duc d'York , qui la respectait davantage , sans pourtant la reconnaître comme juge de sa conduite , attira sur lui , par un zèle maladroit pour le catholicisme , l'explosion d'un mécontentement qui pouvait librement s'exhaler contre cett

1671 secte ennemie. L'épouse du duc étant morte en  
à  
1672. abjurant les croyances anglicanes, et recevant les  
sacrements de l'église romaine, il prit cette mort  
pour un avertissement du ciel, et, ne croyant pas  
pouvoir différer de rendre sa propre conversion pu-  
blique, il se déclara catholique. Bien qu'on n'igno-  
rât pas que depuis longtemps il penchait pour cette  
religion, on se récria comme si l'éclat de sa démar-  
che eût dû se rattacher à une formidable conspira-  
tion contre l'église d'Angleterre. Ces dangers exis-  
taient au moins dans l'intention du roi, de son frère  
et de quelques-uns des ministres; la nation se les  
exagéra sans doute, précisément parce qu'ils étaient  
cachés, mais ces terreurs du papisme, qui accu-  
saient le duc d'York avec tant de violence, étaient  
fondées; et puisque la conspiration soupçonnée  
était réelle et permanente, il fut heureux pour l'An-  
gleterre que les résistances politiques s'appuyas-  
sent sur un sentiment passionné, énergique, capa-  
ble de s'égarer, mais incapable de s'endormir.

Les actes qui pouvaient paraître appartenir au  
ministère étaient d'accord avec ceux qui tenaient  
au caractère des deux princes pour mettre la justice  
et la raison du côté de ces résistances. Comme l'an-  
née 1672, marquée pour le commencement des hos-  
tilités contre la Hollande, approchait, le gouver-  
nement sentit qu'il avait besoin d'une assez longue  
prorogation du parlement pour n'être pas gêné par  
lui dans des préparatifs que le prétexte de la triple  
alliance ne pouvait entièrement couvrir. On cessa  
donc de le convoquer. Le ministère employa ce

temps d'interruption à s'essayer en mesures arbitraires , et marcha rapidement dans cette franche voie. Dès le début, une conception financière, digne du génie de Shaftesbury , procura au roi l'argent dont la prorogation du parlement devait le priver cette année. Elle consistait à fermer l'échiquier , c'est-à-dire à refuser aux banquiers le remboursement des sommes qu'ils avançaient annuellement au trésor sur les subsides parlementaires. La banqueroute du trésor força les banquiers à manquer eux-mêmes à leurs engagements , et produisit une longue cessation d'affaires. L'acte de navigation , établi par Cromwell dans l'intérêt du commerce de l'Angleterre , fut suspendu , et la volonté du roi donnée pour raison de cette mesure ; les lois martiales , qui avaient cessé d'être en vigueur sous Charles 1<sup>er</sup> , furent rétablies ; le gouvernement s'arrogea le monopole de certains articles de commerce : en quelques mois , tous ces coups d'autorité se succédèrent. Quelques-uns , peu importants en eux-mêmes, avaient plutôt pour objet de fonder le principe de la souveraineté absolue que de produire de grands avantages immédiats. Le roi alla enfin jusqu'à suspendre , de son autorité privée , toutes les lois pénales contre les papistes et les non-conformistes. Il était désormais permis aux premiers de se livrer aux pratiques de leur culte dans l'intérieur de leurs maisons ; les autres pouvaient tenir des réunions ouvertes après s'être pourvus d'autorisations. Le ministère entreprit de prouver que cette mesure était populaire, et pour cela fit donner

1671  
à  
1672.

1671 de l'argent à quelques presbytériens qui signèrent  
à  
1672. des adresses de remerciement désavouées par le  
grand nombre des non-conformistes. En même  
temps, les anglicans protestaient avec la plus auda-  
cieuse énergie; leurs ministres se mirent à déclai-  
mer dans les chaires contre l'invasion imminente  
du papisme. Ordre leur fut donné par les évêques  
d'instruire le peuple sur tous les points de contro-  
verse religieuse qui séparaient l'église anglicane de  
l'église romaine. Le duc d'York fut personnellement  
désigné dans plusieurs sermons. Le roi voulait im-  
poser silence à toutes ces chaires, qui redevenaient  
des tribunes politiques, mais on lui représenta qu'il  
serait peu séant de le voir persécuter les défenseurs  
d'une croyance que lui-même professait; toutefois,  
comme il faut des lois tyranniques pour soutenir les  
mesures arbitraires, il fit une proclamation qui me-  
naçait des peines les plus sévères ceux qui parle-  
raient sans respect de ses actes, ou qui, ayant en-  
tendu de semblables discours, ne viendraient pas  
aussitôt les dénoncer aux magistrats.

Pendant ce temps les ministres cherchaient, en  
provoquant la Hollande, à l'obliger à des réclama-  
tions qui motivassent une rupture; mais celle-ci  
étant déterminée à beaucoup de sacrifices pour  
maintenir la triple alliance, ces provocations man-  
quèrent leur but. Le gouvernement de Charles II,  
réduit à violer la loi des nations pour obtenir la  
guerre, n'hésita point. Une flotte marchande qui  
revenait de Smyrne richement chargée fut attaquée  
à l'entrée de la Manche par une escadre anglaise

beaucoup plus forte que celle qui formait l'escorte. 1672. Les Hollandais échappèrent sans perte notable , et Charles , qui avait compté tirer beaucoup d'argent de cette capture , n'obtint de sa violation que le triste avantage de pouvoir tenir la promesse faite à Louis XIV. Sa déclaration de guerre à la Hollande , qui est du mois de mars 1672 , porte sur des griefs imaginés pour rendre la guerre nationale. Celle de Louis XIV était beaucoup plus franche. L'insolent monarque voulait bien apprendre à la république hollandaise qu'il était mécontent d'elle , et que sa gloire voulait qu'il lui fît la guerre.

Les forces que déployèrent à la fois sur terre et sur mer Louis XIV et Charles II , répondirent au degré d'importance que les deux alliés attachaient à la destruction de la république hollandaise , l'un pour le succès de ses plans d'agrandissement , l'autre pour l'accomplissement de ses projets de domination absolue. Comme on l'a dit en signalant la formation de cette ligue entre les deux rois , dans le principe tenue secrète , Charles II et Louis XIV ne se proposaient d'abandonner au jeune prince d'Orange , après avoir renversé la république hollandaise , qu'une faible partie du territoire qu'elle embrassait alors ; ils devaient se partager le reste. Charles II espérait qu'au bout d'un an la guerre serait terminée , que l'acquisition d'une partie de la Hollande rétablirait ses finances , et lui permettrait ainsi de gouverner sans le concours du parlement , et de favoriser une religion selon ses vues. Il fut au moment de voir s'accomplir une partie de ses espérances. Le duc d'York

1672 avait été peu heureux sur mer contre Ruyter ; mais  
à  
1673. Louis XIV , marchant à la suite d'une formidable  
armée commandée par Turenne et le prince de Condé ,  
obtint de si grands avantages , que les états , dès le  
commencement de la campagne , se virent réduits  
à solliciter la paix. Bien que le pensionnaire Jean  
de Witt eût fait dans ce danger tout ce que pouvait  
un homme tel que lui , le mécontentement popu-  
laire lui attribua les malheurs d'une guerre qu'il  
avait , disait-on , provoquée par l'exagération de ses  
principes républicains. Malgré de Witt , le prince  
d'Orange , âgé de vingt-deux ans , fut mis à la tête  
d'une armée , et quand tout le monde désespérait  
de la chose publique , se fit remarquer , dès le début ,  
par la plus précieuse des qualités militaires , cette  
calme vigueur d'esprit que ne donne pas toujours  
l'expérience des dangers. Il n'en fallut pas davan-  
tage pour rappeler à la nation tous les mérites d'une  
famille qui lui avait si longtemps été chère , et faire  
triompher le parti orangiste. De Witt , représenté  
comme trop compromis vis-à-vis des deux rois pour  
n'être pas un obstacle éternel à la paix , devint , en  
quelques mois , un objet de haine pour des gens  
effrayés ; et malheureusement , au lieu de la condes-  
cendance qu'il faut peut-être montrer pour ces iné-  
vitables égarements de la faiblesse des hommes ,  
il s'abandonna au profond sentiment de mépris que  
lui inspiraient ses concitoyens , séparant leur cause  
de la sienne.

Jean de Witt avait un frère qui longtemps avait  
partagé avec lui la faveur publique , et comme lui l'a-

vait méritée par de grands services, de rares talents 1672  
et de nobles vertus. Corneille de Witt fut accusé à  
par un misérable d'avoir voulu faire assassiner le 1673.  
prince d'Orange. On le mit à la question pour lui  
faire avouer un complot qui n'existait pas. Au mi-  
lieu d'horribles tortures, Corneille de Witt récita  
quelques strophes de l'ode d'Horace, *Fortem ac  
tenacem propositi virum, etc.*, qui peignait digne-  
ment sa fermeté d'âme. Ses juges, ne pouvant le  
condamner, se contentèrent de le bannir. Jean  
de Witt, qui pendant ce temps s'était démis de sa  
charge de pensionnaire, était venu chercher son  
frère dans la prison pour le conduire en exil, tous  
deux furent assaillis dans ce lieu par une populace  
furieuse à la tête de laquelle étaient des chefs oran-  
gistes. Dire qu'ils y furent massacrés, que leurs  
cadavres furent mis en pièces, c'est avouer que le  
patriotisme serait une folle vertu s'il ne devait être  
apprécié que par la multitude, telle que l'ignorance  
et la superstition l'ont faite !

La mort des deux grands hommes, Corneille et  
Jean de Witt, fut suivie en Hollande d'une vio-  
lente réaction contre le parti républicain. La nation  
alla si loin dans l'abandon des principes auxquels  
elle avait dû sa splendeur qu'il n'eût fallu au prince  
d'Orange, pour s'emparer de la souveraineté, que  
répondre aux avances qui lui étaient faites. Mais né  
prudent, il se défia de ces passions populaires qui  
pour lors lui étaient si favorables, et se contenta  
du stathoudérat. Tandis qu'une révolution complète  
s'opérait dans le gouvernement, que toutes les ma-

1672 gistratures se renouvelaient dans les provinces qui  
à n'étaient point envahies par Louis XIV, des ambas-  
1673. sadeurs envoyés par les états sollicitèrent la paix en  
France et en Angleterre à la fois, et le prince d'O-  
range eut plein pouvoir de rejeter ou d'accepter  
les conditions qui seraient faites. Il fut heureux  
pour la Hollande que Guillaume ne fût pas homme  
à sacrifier les intérêts nationaux à ceux que Char-  
les II et Louis XIV s'efforçaient de lui présenter  
comme lui étant communs avec toutes les têtes cou-  
ronnées. Les deux rois victorieux prétendaient l'as-  
socier au démembrement de la Hollande. Ils lui of-  
fraient la souveraineté absolue sur quelques-unes  
des provinces, comme compensation de la perte des  
autres. Buckingham, envoyé près de lui, avait es-  
péré lui faire goûter les principes de son maître et  
le décider à s'en remettre à la générosité de Louis XIV  
et à la vive amitié du roi son oncle. Toutes les res-  
sources de son esprit échouèrent contre la réserve  
d'un jeune homme déjà savant en dissimulation,  
qui, tout en paraissant tergiverser, gagnait un  
temps précieux, et l'employait avec une incroyable  
activité à rassurer l'administration, à refaire la dis-  
cipline d'une armée que la chute de de Witt avait  
désorganisée. Buckingham, s'apercevant enfin qu'il  
était joué, voulut en finir, et dans un dernier en-  
tretien essaya d'imposer ses conditions par des em-  
portements; mais le prince coupa court en lui déclara-  
nt que son pays lui avait confié ses destinées, et  
qu'il ne le trahirait point dans des vues personnelles.  
« Votre pays, lui dit Buckingham, est à la merci



de mon maître et du roi de France : vous ne devez plus penser à le sauver ; \* et plusieurs fois il répéta d'un ton de compassion affectée : « Prince , ne voyez-vous pas que la Hollande est perdue ? — Je vois , répondit Guillaume , je vois qu'elle est en grand danger ; mais un moyen assuré de ne pas la voir perdue , c'est de mourir dans le dernier fossé. »

Après cette énergique protestation , il ne restait plus au prince qu'à exciter dans la nation le sentiment qui la lui avait inspirée. Il convoqua une assemblée extraordinaire , et l'ouvrit en exposant lui-même l'état des affaires. Il dit quelles étaient les prétentions des alliés , et pour prouver qu'ils n'étaient pas en position de les soutenir , il montra l'Angleterre déchirée par la lutte sourde entre le parlement et le roi , la France soulevant contre elle les ressentiments de l'Europe entière , tandis qu'intérieurement elle était froissée par le despotisme et ruinée par d'extravagantes dépenses. Puis comparant les ressources de la Hollande aux forces que pouvaient déployer ses ennemis , il promit , si chacun le secondait , de rendre bientôt plus prudent un ennemi qui mesurait ses exigences sur l'opinion qu'il se faisait du découragement de la nation. Toute l'assemblée , dit un historien , demeura dans l'étonnement d'entendre un si jeune homme parler de tant de choses avec tant de connaissance et de jugement. Il n'y eut qu'un cri pour se défendre jusqu'à la dernière extrémité , et , si la guerre était malheureuse , pour se transporter aux Indes occidentales avec toutes les richesses qu'on pourrait enlever.

1672

à  
1673.

1672 Tout espoir d'imposer à la Hollande une paix dé-  
à  
1673. sastreuse fut donc perdu pour Charles II ; et comme  
déjà se formait dans toute l'Allemagne contre la  
France l'orage annoncé et peut-être conjuré par  
Guillaume , il ne vit plus que dans un triste lointain  
toutes ces chances brillantes qu'il avait cru saisir  
dans une seule campagne , et sur lesquelles il avait  
si imprudemment échafaudé son despotisme. Alors  
il eût voulu ramener les choses entre lui et la nation  
au point dont il était éloigné de tout l'espace si ra-  
pidement parcouru par le ministère de la Cabale.  
Mais ses projets étaient maintenant connus de tout  
Anglais. Sa religion était suspecte ; celle de son  
frère déclarée. Tant d'actes arbitraires depuis deux  
ans , tant de mépris versés sur la représentation na-  
tionale , une guerre entreprise sans motifs plausi-  
bles , et soutenue au moyen de ressources qu'on  
n'avouait pas ; le commandement des armées , donné  
au comte de Schomberg , général venu de France ;  
la nomination d'officiers papistes aux postes les plus  
importants ; tout décelait le parti bien pris de dé-  
truire à la fois les libertés et la religion. Cependant  
une nouvelle convocation du parlement était néces-  
saire. La guerre avait épuisé toutes les ressources.  
La Cabale , violent un des plus violents privilèges  
des communes , imagina , pour s'assurer un plus  
grand nombre de partisans dans cette chambre ,  
d'expétier elle-même les *writs* d'élection en vertu  
desquels de nouveaux membres devaient être appe-  
lés aux places vacantes depuis la dernière session.

Le parlement se rouvrit au commencement

de 1673; le roi, dans son discours d'ouverture, <sup>1673</sup> passa rapidement en revue tout ce qui s'était fait <sup>n</sup> pendant les dix-huit mois de prorogation, et donna <sup>1674.</sup> sur quelques-uns des actes dont la nation se plaignait le plus des explications ridicules. A propos de l'expédition irrégulière des writs l'élection, il dit qu'on avait voulu épargner à la chambre une perte de temps, et que c'était aussi pour donner aux membres le moyen de vaquer à leurs affaires privées qu'on avait tant différé la présente convocation; il s'exprima plus franchement sur les ordonnances en faveur des papistes : il était résolu, dit-il, à les maintenir, et ne souffrirait sur ce point aucune contradiction. Shaftesbury, qui parla ensuite, parut avoir été chargé de donner sur la guerre les explications convenables. Après avoir prétendu, ce qui était faux, que les provocations de la Hollande avaient obligé le roi à s'allier contre elle avec Louis XIV, il ajouta, ce qui était vrai, que les augustes alliés, connaissant leurs intérêts, avaient résolu de détruire un gouvernement ennemi de toutes les monarchies; il rappela aux communes qu'elles avaient sollicité la première guerre; qu'ainsi le roi avait agi conformément à leurs intentions qu'il croyait constantes; que ce n'était pas seulement sa guerre, mais la leur. Voulant enfin se tirer de ces mauvais raisonnements par de l'enthousiasme, il s'écria qu'il fallait anéantir cette nouvelle Carthage, que le *delenda Carthago* devait être la maxime de l'Angleterre, si l'on ne voulait voir la Hollande arriver à l'empire des mers.

1473 Les communes , suivant leur tactique qui consis-  
à  
1674. tait à n'attaquer la monarchie que par son côté vul-  
nérable, l'affection pour le papisme, se contentèrent  
des explications données par le roi et par Shaftes-  
bury sur la marche politique du gouvernement.  
Pendant la durée de la prorogation , leur extrême  
modération sur l'affaire même des writs d'élection  
fit manquer la diversion que le ministère avait ten-  
tée par elle en faveur de l'édit de tolérance ; et ,  
comme le roi s'était engagé à soutenir cet édit avec  
toute l'énergie dont il était capable , l'opposition  
parlementaire réunit toutes ses forces pour l'obliger  
à le révoquer. Elle engagea le combat en rappel-  
lant une requête présentée à la fin de la dernière  
session par les deux chambres , et dans laquelle on  
avait respectueusement averti le roi que beaucoup  
de prêtres et de jésuites fréquentaient les villes de  
Londres et de Westminster et les diverses provinces  
du royaume ; que leur nombre augmentait ; qu'ils  
avaient établi des confréries jusque dans le palais  
de Saint-James ; et que de là ils se répandaient en  
tous lieux , cherchant à séduire le peuple et à cor-  
rompre la jeunesse en lui inspirant les principes du  
papisme. Ces prêtres anglais ou étrangers , avaient  
dit les signataires de la requête , font vendre des  
catéchismes et autres livres hérétiques aux portes  
mêmes du parlement ; les magistrats sont très-négli-  
gents à les poursuivre ; on laisse même les papistes  
jouir d'emplois qu'ils exercent par eux ou par leurs  
amis ; et , bien qu'il y ait eu divers procès portés  
contre eux à la cour de l'échiquier, on n'a point vu

qu'ils aient été dépossédés ou punis. Or, ajoutaient <sup>1673</sup>  
maintenant une foule de voix dans les communes, <sup>à</sup>  
depuis le temps où cette requête a été présentée, <sup>1674.</sup>  
l'audace des papistes s'est encore accrue; et qu'a  
fait le roi pour arrêter les progrès du mal et calmer  
de justes alarmes? Non-seulement il n'a pas fait exé-  
cuter les lois contre les non-conformistes, mais il  
les a abrogées, et vient déclarer qu'il ne souffrira  
sur ce point aucune contradiction : croit-il donc  
pouvoir à son gré changer les constitutions de l'état  
et dépouiller le parlement de ses attributions légis-  
latives? N'est-ce pas assez que, par sa prérogative  
royale, il puisse, en faisant grâce aux coupables,  
rendre vaines en partie des lois que le parlement a  
faites, et que la nation juge si importantes à sa tran-  
quillité? Cet audacieux langage fut soutenu dans  
une adresse votée presque à l'unanimité, et par la-  
quelle les communes notifiaient au roi leur ferme  
intention de maintenir les lois contre les papistes,  
et demandaient l'abrogation de l'édit de tolérance.  
L'adresse fut immédiatement suivie de la présenta-  
tion d'un bill qui déclarait les papistes inhabiles à  
toute espèce d'emploi, enjoignait aux fonctionnai-  
res publics d'ajouter désormais aux serments de  
suprématie et d'allégeance un certificat prouvant  
qu'ils avaient communiqué dans une église anglicane,  
et les somrait de faire publiquement la déclaration  
suivante : « Je confesse qu'il ne se fait pas de trans-  
» substantiation dans le sacrement de la cène du  
» Seigneur, ni avant ni après la consécration faite  
» par quelque personne que ce puisse être. »

1675    Quelque frivole que puisse paraître en soi une pro-  
à position de ce genre, on sent combien l'opposition  
1674. allait se rendre redoutable, si elle parvenait à con-  
traindre tous les ennemis cachés qu'elle avait dans  
l'administration, la magistrature, la flotte et l'armée,  
à une profession de foi publique sur ce point de  
dogme, qui marque le plus fortement la séparation  
entre le papisme et les diverses sectes protestantes.  
Aussi l'adoption ou le rejet du bill étaient-ils, pour  
cette période de la lutte entre la contre-révolution  
et la liberté anglaise, une question immense, une  
question de vie ou de mort pour l'un et pour l'autre  
de ces deux grands intérêts. La cour essaya de ral-  
lier contre cette motion tous les non-conformistes  
protestants, et ne fit d'abord opposition qu'en leur  
faveur; mais comme évidemment la disposition la  
plus énergique dans le bill, celle qui imposait le  
*test* ou déclaration de principes sur la transsubstan-  
tiation, n'était pas dirigée contre eux, cette ma-  
nœuvre ne réussit point; bien loin de là, ce furent  
les non-conformistes protestants qui la dénoncèrent  
eux-mêmes. Leur conduite, dans cette circonstance,  
fut singulièrement remarquable; elle prouva ce  
que la cour s'était longtemps refusée à reconnaître,  
que la haine du papisme, commune à toutes les  
sectes protestantes, les avait réconciliées depuis  
que la protection accordée aux jésuites et aux prêtres  
romains avait révélé de sinistres projets. Un député  
de Londres, sir Loves, connu par son attachement  
aux opinions presbytériennes, fut le premier qui  
repoussa pour lui et pour ses frères en religion les

hypocrites marques d'intérêt donnés par les adversaires du bill. Il dit que ce qu'il importait avant tout de combattre, c'était le papisme; que le test marquerait au front tous ceux qui, secrètement, tenaient pour cette dangereuse hérésie; que plusieurs dispositions du bill seraient, à la vérité, fort gênantes pour ceux qui, comme lui, étaient de l'église presbytérienne, mais qu'en attendant qu'ils pussent obtenir plus de faveur, il déclarait, en leur nom, qu'ils aimaient mieux rester exposés à la sévérité des lois anglicanes que de les entraver dans leur action contre les papistes. Plusieurs membres, chefs d'autres sectes protestantes, appuyèrent le bill par les mêmes arguments, et ce désintéressement extraordinaire toucha si vivement les députés anglicans, qu'ils voulurent introduire dans le bill une clause en faveur des non-conformistes protestants : le bill passa dans la chambre à une majorité considérable.

Il ne restait plus qu'un espoir aux partisans de l'édit de tolérance, celui d'obtenir de la chambre haute un vote contraire à celui de la chambre basse; encore pour faire prévaloir ce vote, le recours à la force était-il nécessaire, tant la réconciliation opérée dans les communes avait rendu l'opposition formidable. Mais la confusion qu'une première défaite avait dû jeter dans le conseil de Charles II, éclata dans cette seconde épreuve. Clifford, qui faisait du succès de l'édit une affaire personnelle, s'était chargé de le soutenir devant les seigneurs. Dans un discours fait sous les yeux et avec l'assistance de Charles II. ils s'emporta contre la chambre basse jus-

1675 qu'à parler d'elle en termes outrageants, et traita son  
à  
1674. bill du test de *monstrum horrendum, informe, ingens*.  
Mais à l'étonnement causé par la violence et le dés-  
ordre de sa harangue en succéda un bien plus  
grand, lorsque Shaftesbury, se levant et dédaignant  
toute précaution oratoire, déclara que son opinion  
sur la conduite des communes différait, *toto cælo*,  
de celle du lord trésorier; que la fidélité de cette  
chambre ne pouvait être mise en doute, et qu'il dé-  
férait au jugement porté par elle sur l'édit de tolé-  
rance comme à un sage avis donné par de bons  
serviteurs qui remplissaient un devoir en se mon-  
trant jaloux de conserver les lois et la religion.  
L'auditoire put à peine se persuader que c'était  
Shaftesbury qui tenait cet étrange discours, lui  
qu'on savait être l'inventeur du pernicieux système  
suivi depuis la chute de Clarendon; on se regardait  
avec stupeur, comme si cette nouvelle trahison  
d'un homme qu'on avait toujours vu devancer la  
chute des partis qu'il avait servis eût révélé l'exis-  
tence de quelque grand danger. On alla aux voix au  
milieu d'une agitation sans exemple; une faible ma-  
jorité se prononça pour le bill. La minorité, com-  
posée des membres les plus considérables par les  
talents et la fortune, protesta contre un résultat  
non moins surprenant que tout ce qui s'était passé  
dans cette séance. Le duc d'York, en sortant, dit  
au roi : Quel fourbe de chancelier avez-vous là? —  
Et vous, mon frère, répondit celui-ci, quel fou de  
trésorier m'avez vous donné?

La conduite de Shaftesbury, comme semble déjà



l'indiquer cette réponse , avait produit sur Charles <sup>1673</sup> une impression qui n'était pas celle de l'indignation. <sup>à</sup> Le moment était enfin venu de soutenir l'injustice <sup>1674</sup> par la force , et son aversion pour les partis extrêmes , aversion inspirée non par l'horreur du sang , mais par le défaut de courage , le portait à se fier à la sûreté de coup-d'œil de celui de ses ministres qu'il estimait le moins, et dont la perversité ressemblait le plus à la sienne. Il accueillit assez mal le duc d'York , Buckingham , Clifford , Lauderdale , lord Berkley qui le pressaient , au nom de sa gloire et de ses plus chers intérêts , de faire entrer dans Londres l'armée de Schomberg , et de chasser l'opposition des deux chambres. Dans un conseil qui s'assembla tumultueusement après la séance de la chambre haute , il ne témoigna aucun déplaisir ni de l'audace avec laquelle Shaftesbury soutint son nouveau rôle en présence de collègues qu'il venait de trahir , ni de la dextérité avec laquelle Arlington se rangea de l'avis de Shaftesbury. Il reçut fort bien ensuite quelques membres des communes qui , à l'instigation de ces deux ministres , vinrent l'assurer que le discours de Shaftesbury avait corrigé , dans le public , le mauvais effet produit par celui de Clifford ; qu'on croyait généralement que le premier avait parlé dans le sens du roi , et le second dans le sens du duc d'York ; que les communes rejetaient sur une partie du ministère tout l'odieux de l'édit papiste , et que si sa majesté prenait sur elle de le révoquer , la chambre voterait aussitôt les subsides nécessaires pour continuer la guerre. Or , telles

1673 étaient en effet les dispositions des communes. Ce  
à  
1674. moyen d'évasion était fait pour tenter un homme du  
caractère de Charles. Il se fit apporter l'édit de tolé-  
rance, en brisa lui-même le sceau, et fit savoir aux  
communes qu'il donnait son consentement au bill  
du test. Les communes répondirent à son gracieux  
message en votant un subside de 12,000 livres, et  
lui, de son côté, sanctionna le bill du test; après  
quoi le parlement s'ajourna de lui-même.

Tout l'avantage de ce compromis en présence  
d'extrémités que redoutaient également les deux  
partis, fut pour la nation. Le bill du test, mis im-  
médiatement en vigueur, força le duc d'York à se  
démettre de sa charge de grand-amiral, Schomberg  
à abandonner le commandement de l'armée, les  
officiers papistes à rendre leurs commissions, Clif-  
ford à sortir de la trésorerie. Quant au ministère  
de la Cabale, ayant perdu dans le combat l'édit de  
tolérance, la seule arme qu'il opposât aux commu-  
nes, il ne put ni changer de marche, ni lutter con-  
tre les ressentiments qui voulaient sa dissolution.  
Le mauvais succès d'une seconde campagne contre  
la Hollande ayant forcé le roi à rappeler le parle-  
ment à la fin de l'année 1673, la première demande  
des communes fut la mise en accusation des minis-  
tres; elles rappelèrent avec fureur tous les griefs  
sur lesquels, dans la dernière session, elles avaient  
consenti à passer dans l'intérêt de leur bill du test;  
surtout elles attaquèrent le principe de la guerre  
actuelle contre la Hollande, guerre injuste, dirent-  
elles, et ruineuse à la fois, qui mettait l'Angleterre

à la merci du roi de France, et menaçait la liberté <sup>1673</sup>  
intérieure en donnant un prétexte pour tenir sur <sup>à</sup>  
pied des troupes et des milices illégalement rassem- <sup>1674.</sup>  
blées. Le roi, pour les calmer, annonça qu'il allait  
entrer en négociation avec les états, et s'efforcer de  
conclure une paix qu'il désirait personnellement  
autant qu'aucun de ses sujets. Mais à de telles assu-  
rances la chambre basse opposa des faits qui les  
démentaient, entre autres les pourparlers qu'elle  
savait exister au sujet d'un nouveau mariage du duc  
d'York, mariage fait par Louis XIV, et qui allait  
introduire une princesse papiste. Le roi fit dire aux  
communes qu'il était trop tard pour s'opposer à  
cette union, que déjà les fiançailles étaient célé-  
brées. Les communes éclatèrent à cette nouvelle,  
prétendant qu'il y avait moyen de faire ce qu'on  
déclarait impossible, et qu'il ne fallait pour cela que  
refuser à la princesse l'entrée du royaume. Le tu-  
multe fut si grand que le roi prorogea le parlement;  
les communes se séparèrent en protestant.

Elles furent rappelées de nouveau deux mois <sup>1674.</sup>  
après, au commencement de 1674. Pendant l'inter-  
valle des sessions, la princesse de Modène était  
venue, et le mariage avait été consommé. Les com-  
munes entrèrent en session en demandant un jeûne  
public, énergique et sombre témoignage de leur  
sollicitude pour la religion anglicane menacée. Il  
fallut cette fois leur abandonner les ministres. Déjà  
Shaftesbury avait fait sa paix avec le parti popu-  
laire, et avait été accueilli comme un de ces trans-  
fuges à qui l'on pardonne tout, en raison de leur

1674 importance. Buckingham voulut , en l'imitant , pré-  
à venir l'accusation ; mais on lui demanda compte  
1675. public de sa conduite , et les reproches humiliants  
lui furent prodigués. D'abord ébranlé par la vio-  
lence des attaques , il reprit courage , en voyant le  
succès de quelques mots heureux qu'il avait laissé  
échapper en répondant à ses adversaires. Dans ce  
singulier système de défense , au moyen d'une figure  
dont on remarqua la hardiesse , il rejeta sur le roi  
et son frère tout ce dont on l'accusait. « Chasser ,  
» dit-il , est un passe-temps fort agréable , mais celui  
» qui s'aviserait de chasser avec une couple d'écer-  
» velés n'y trouverait qu'un bien médiocre plaisir. »  
Le roi sentit vivement l'amertume de cette allusion ,  
et ne revit jamais son ancien favori. Lauderdale  
avait aussi fait quelques ouvertures au parti de  
l'opposition ; elle le repoussa comme trop odieux et  
trop méprisable , et le somma de comparaître ainsi  
qu'Arlington. Quand le roi vit cet acharnement des  
communes , il se hâta de terminer les négociations  
avec la Hollande. Il annonça au parlement que la  
paix qu'il désirait était conclue , et l'ayant immé-  
diatement prorogé , il trouva moyen ainsi de con-  
server deux ministres qui lui étaient encore utiles ,  
Lauderdale , comme tenant en main toutes les af-  
faires d'Écosse alors fort embarrassées , Arlington ,  
comme plus propre qu'un autre à adapter aux vues  
secrètes qu'il était impossible d'abandonner , un sys-  
tème de gouvernement tel que le rendait nécessaire  
l'éclat imprudent d'un si grand nombre de tenta-  
tives manquées.

## CHAPITRE IV.

### OPPOSITION PRESBYTÉRIENNE.

Politique de Charles II. — Ministère de Danby. — Plans de la nouvelle administration. — Arrangements entre Charles II et Louis XIV. — Feinte médiation en faveur de la Hollande. — Efforts de l'opposition contre les papistes et Louis XIV. — Désertions dans le parti de la cour. — Prépondérance des presbytériens dans l'opposition. — Charles II forcé par le parlement à agir pour la Hollande. — Levée de trente mille hommes. — Intrigues diplomatiques ; guerre extérieure ; débats parlementaires avant la paix de Nimègue. — Conjurat[i]on papiste.

La paix séparée conclue au commencement <sup>1674</sup>  
de 1674 avec la Hollande était une des nécessités <sup>à</sup>  
imposées à Charles II par la défaite qu'il venait d'es- <sup>1675.</sup>  
suyer dans l'affaire du bill du test. Cette paix ache-  
vait la ruine des moyens de contre-révolution ima-  
ginés par la Cabale. La fermeté et les talents du  
prince d'Orange ayant si heureusement secondé les  
efforts de l'opposition parlementaire , tout espoir

1674 de préparer l'établissement du papisme et du pou-  
voir absolu en Angleterre par l'asservissement de  
1675. la Hollande-était perdu pour le gouvernement des  
Stuarts. Charles , comme après une bataille perdue  
et des plans de campagne dévoilés , était obligé de  
se faire un autre système de guerre contre l'irréc-  
onciliable ennemi avec lequel la restauration l'avait  
mis aux prises. Pour la politique extérieure , suivre  
en apparence une marche conforme aux intérêts de  
l'Angleterre , tout en conservant avec la France des  
relations d'argent , de conseil et d'assistance ; à l'in-  
térieur , se départir de la protection trop évidente  
accordée aux papistes , et conspirer plus secrète-  
ment avec eux ; rendre quelque lustre à la repré-  
sentation nationale , et procéder contre elle par la cor-  
ruption et la division en attendant que le système  
des coups d'état pût être repris , telle était la cou-  
dite que l'état des choses prescrivait alors de tenir.  
Osbeorn , comte de Danby , qui s'était distingué au  
parlement dans le parti de la cour , fut appelé à  
gouverner suivant ces doubles vues à la tête d'un  
ministère dans lequel Landerdale se maintint , et  
dont Arlington fit peu de temps partie. Osbeorn  
n'héritait pas entièrement des hautes confidences  
qu'avait reçues la Cabale. Charles II se servit de  
son frère pour régler ses rapports ultérieurs avec  
Louis XIV. Par l'entremise du duc , toujours par-  
tisan déterminé de l'alliance française , et longtemps  
mécontent parce qu'on ne s'était pas servi d'elle  
aussi efficacement qu'il l'avait espéré , il fut con-  
venu : que Charles prorogerait le parlement jus-

qu'au commencement de 1675, et recevait, pour le temps de cette prorogation, quinze cent mille livres de France, qu'ensuite il le convoquerait pour lui demander des subsides, et que si les subsides étaient refusés, ou que l'opposition fît des efforts pour changer la paix avec la Hollande en déclaration de guerre contre la France, Charles dissoudrait le parlement et recevrait dès-lors une pension plus forte, et réglée sur ses besoins. Provisoirement Louis XIV consentait à ce que Charles lui offrît, ainsi qu'à la Hollande, une médiation qu'on saurait rendre vaine, et qui satisferait la nation anglaise.

En conséquence de tels arrangements, il fallait pour tromper le parlement donner de l'éclat à la médiation prétendue. Charles fit choix, pour le représenter, entre les plénipotentiaires des deux nations restées en guerre, d'un homme qu'on ne pût pas soupçonner de se prêter à une fraude injurieuse pour l'Angleterre; ce fut encore William Temple. Avant son départ, le roi eut avec lui une conversation toute d'épanchement, dans laquelle il se fit et voulut bien recevoir de lui de graves reproches. Il lui scerra la main, disant, avec une effusion de cœur étudiée, qu'il voulait être l'homme de son peuple, et le congédia avec des instructions dont le vague démentait tout cet étalage d'intentions impossibles. Charles avait déjà deux fois éprouvé qu'il lui était permis de tout essayer avec des ministres sur lesquels, en cas de non-succès, tombait l'indignation nationale, tandis que lui, en les abandonnant, retrouvait en partie la confiance et pres-

1674 que le cœur de ses sujets ; il fit connaître à ses  
à nouveaux ministres ceux de ses arrangements avec  
1675. Louis XIV qui devaient régler leur administration ;  
puis , les laissant faire , il se replongea avec délices  
dans les voluptés auxquelles l'avaient arraché quel-  
que temps les dangers de la dernière crise.

Voici ce que fit la nouvelle administration , diri-  
gée par Danby. Jugeant que de la réconciliation  
inattendue des presbytériens et des anglicans était  
venue la défaite du parti de la cour , elle imagina ,  
pour détruire cette alliance , d'en former une autre  
entre le parti anglican et celui des vieux cavaliers ,  
qui , depuis la restauration , avait été négligé jusqu'à  
l'ingratitude. Ce parti voulait toujours la royauté  
sans condition ; il intrigait obscurément pour sou-  
tenir l'influence du duc d'York , dont les principes  
et les intérêts étaient les siens , il différait seulement  
de son chef en ce qu'il ne désirait ni ne repoussait  
le papisme. On commença par blâmer beaucoup la  
conduite du dernier ministère ; on l'accusa surtout  
d'avoir privé le roi de beaucoup de bons serviteurs  
en laissant vieillir dans l'indigence les cavaliers ;  
d'avoir justement alarmé les anglicans , en favori-  
sant le papisme , qu'on pouvait tout au plus tolérer.  
Pour faire quelque chose qui fût agréable aux pre-  
miers , on se mit en devoir de rendre de nouveaux  
honneurs à la mémoire de Charles 1<sup>er</sup>. On tira des  
ateliers d'un sculpteur une statue oubliée , et on la  
rétablit sur une des places de Londres : on fit au  
prince , dans toutes les églises , de magnifiques  
services funèbres. Pour plaire aux anglicans , on



sévit contre quelques papistes ; on entreprit la reconstruction de la célèbre église de Saint-Paul, détruite dans l'incendie de Londres. Il y eut ensuite entre les ministres et quelques évêques anglicans des conférences sur un projet qui devait détruire le papisme au profit de la royauté et de l'église anglicane. La remise en vigueur de toutes les lois de sang contre les non-conformistes, sans distinction de secte, y fut proposée, ainsi que la rédaction d'un test politique, qu'on devait présenter aux deux chambres comme une contre-partie du test religieux adopté dans les dernières sessions.

Louis XIV ayant exactement payé les 1,500,000 liv. qu'il avait promises, Charles avait, de son côté, tenu parole en laissant le parlement prorogé jusqu'au printemps de 1675 ; à cette époque il le rappela. Son discours d'ouverture, peu favorable aux papistes, flattait les anglicans, rappelait aux cavaliers quelques souvenirs glorieux, et déclarait à la nation qu'on n'avait point cette fois de subsides à demander. Cependant, et dès les premiers jours, les communes se montrèrent encore possédées de leurs incurables défiances. Les ministres faisaient valoir en preuve de leurs bonnes intentions quelques actes de sévérité contre les papistes, et des faits imposants témoignaient que le but n'était pas changé, mais les moyens mieux pris. Ils ne disaient point ce qu'avait déjà produit cette médiation, vantée comme une mesure populaire, et au mépris de laquelle la Hollande, suivie dans son héroïque résistance par les vœux de toute l'Angleterre, restait exposée aux

1674  
à  
1675.

1675 fureurs conquérantes de Louis XIV. Ils ne deman-  
à daient pas d'argent; mais cela faisait supposer qu'ils  
1677. comptaient sur de honteuses ressources, ou se pro-  
posaient de lever arbitrairement des taxes. Ainsi les  
communes proposèrent un bill qui déclarait crime  
de haute-trahison toute levée de taxes non consentie  
par les deux chambres, un bill qui déclarait vacantes  
toutes les places de député occupées par des em-  
ployés du gouvernement, un bill contre les jésuites  
et les prêtres étrangers, enfin un bill d'accusation  
contre Lauderdale. Pendant que ces diverses pro-  
positions étaient discutées dans la chambre basse,  
les ministres présentèrent à la chambre haute la  
nouvelle formule de serment arrêtée dans leurs con-  
férences avec les évêques du parti de la cour. Ils  
demandèrent que tous les membres des deux cham-  
bres fussent obligés de déclarer publiquement ce  
qui suit : « Je reconnais qu'il n'est permis, sous  
» aucun prétexte, de prendre les armes contre le  
» roi; j'abhorre cette maxime odieuse, qu'on peut  
» en certains cas, résister à l'autorité du roi et à  
» ceux qui agissent en vertu de ses commissions; je  
» jure qu'en aucun temps je ne ferai d'effort pour  
» changer ou altérer le gouvernement de l'état et  
» de l'église. » Cette déclaration était contraire aux  
principes religieux des presbytériens, et aux senti-  
ments de la plupart des membres de l'opposition. La  
cour espérait qu'ils ne la feraient point, et sorti-  
raient du parlement, comme les papistes avaient  
été forcés de sortir des emplois. Dauby et les évê-  
ques de son parti soutinrent que ce test était néces-

saire, comme le seul moyen de distinguer les sujets 1675  
dévoués de ceux qui ne l'étaient pas. Ils dirent que <sup>à</sup> 1677.  
la révolution ayant mis à la place des saines doctrines monarchiques des maximes perverses, que beaucoup d'hommes osaient encore professer, et cherchaient à répandre parmi le peuple, et que la clémence montrée par le roi, au moment de la restauration, ayant été reçue par ces hommes incorrigibles comme un aveu tacite que leur révolte contre le dernier roi avait été légitime, il fallait aujourd'hui condamner plus énergiquement leurs affreux principes; que personne ne serait forcé à prêter le nouveau serment, mais que ceux qui ne le prêteraient pas n'auraient droit, tout au plus, qu'à être tolérés, et qu'on se contenterait de les surveiller, à moins que leur conduite ne donnât quelque nouveau sujet d'alarme.

Les ministres devaient compter sur le succès de semblables raisons auprès de la chambre haute; car dans cette chambre, plus encore que dans les communes, l'opposition avait toujours fait entrer comme condition principale dans son système d'attaque contre le papisme, les démonstrations d'attachement aux principes monarchiques; mais il ne s'agissait plus ici d'une simple satisfaction à donner au pouvoir sur des questions aussi vaines que dangereuses à soulever. La marche des choses indiquait comme possibles, et dans un avenir peu éloigné, des attaques extra-légales, qui provoqueraient des résistances de même nature, et la discussion prouva que beaucoup des membres de la chambre haute regardaient, en certains cas, l'insurrection comme permise. Les

1675 révélations faites à l'opposition par Buckingham et  
à  
1677. Shaftesbury furent pour beaucoup dans cet aveu de  
principes alarmants pour la cour; Shaftesbury, de-  
venu son plus redoutable adversaire, la fit trembler  
en combattant le test par des arguments tels que ceux-  
ci : « On a vu, dit-il, dans ces vingt dernières années  
» quelle est la valeur des serments qu'impose le pou-  
» voir : inutiles, lorsque les sujets sont heureux et  
» obéissent avec plaisir, ils le sont plus encore lors-  
» que les sujets sont opprimés et trop faibles pour se-  
» couer le joug. Or, qui pourrait se flatter, dans telles  
» circonstances, que j'en veux pas prévoir, mais pos-  
» sibles enfin, de tenir la nation enchaînée par une  
» obligation morale au principe de la non-résistance?  
» S'il arrivait, par exemple, qu'un roi voulût faire de  
» l'Angleterre une province française, ou la rendre  
» tributaire d'une puissance étrangère; s'il s'avisait  
» d'appeler à son aide une armée française pour éta-  
» blir ici l'autorité du pape, quel serment pourrait  
» nous contraindre à le laisser faire? » Il continua de  
ce ton à dire tout ce qu'il savait des projets du duc  
d'York et du roi; son discours produisit la plus vive  
sensation. On alla aux voix, et la moitié, moins deux  
des membres présents, vota contre le bill. Les minis-  
tres allaient le porter à la chambre basse, lorsqu'un  
incident, que Shaftesbury se vanta d'avoir suscité  
dans la crainte que les communes n'accordassent le  
test pour faire passer leurs propres bills, força le roi  
à proroger le parlement. Il s'agissait entre les deux  
chambres d'un de ces démêlés auxquels pouvait fré-  
quemment donner lieu l'extrême confusion de leurs

attributions. Vers la fin de l'année 1675, le parlement ayant été de nouveau convoqué, la dispute fut reprise, et la discussion des divers bills proposés par le ministère et par l'opposition, indéfiniment ajournée. Le roi prorogea de nouveau les chambres, après avoir obtenu un subside, dont il se laissait prescrire l'emploi, et ainsi parvint assez heureusement au terme de ses derniers engagements avec Louis XIV. D'autres engagements succédèrent, toujours par l'entremise du duc d'York. Par un nouveau traité, Charles s'engageait à continuer à amuser l'Angleterre, au moyen de sa prétendue médiation, et à ne contracter, sur le continent, aucune alliance sans le consentement de Louis XIV, qui lui donnait 1,200,000 livres. Si le parlement, à sa prochaine convocation, redemandait l'alliance avec la Hollande, Charles devait le dissoudre, et recevoir de la France une somme plus forte. La minute du traité, dressée par l'ambassadeur de France Rouvigny, fut copiée de la main de Charles, personne ne s'étant trouvé près de lui qu'il pût mettre dans la confidence de cette humiliante transaction.

Pendant que Charles, une seconde fois, faisait marché avec la France de la médiation de l'Angleterre, ses ministres se préparaient avec ardeur à la guerre parlementaire que devait recommencer la session annoncée pour le printemps de 1677. Ils employaient l'espèce de trêve amenée par les discussions entre les deux chambres, à lutter contre l'accroissement rapide des forces de l'opposition ; car, à mesure que le doute sur les intentions du roi était

1675  
à  
1677.

1675 remplacé dans les esprits par une triste évidence ,  
à le nombre des voix ministérielles allait diminuant ;  
1677. depuis quinze ans , la mort en avait enlevé un grand  
nombre : les élections partielles fournissaient cha-  
que fois de nouveaux auxiliaires aux presbytériens ,  
aux anglicans zélés , aux hommes indépendants par  
leur fortune , qui les premiers avaient voté contre  
la cour , et formé le noyau de l'opposition. Beau-  
coup de membres , qui tenaient d'elle des emplois ,  
se refusaient même à la soutenir. Ils s'abstenaient  
de paraître dans les occasions délicates , ou se réu-  
nissaient à l'opposition quand ils étaient forcés de  
siéger. On cite Harvey , trésorier de la reine , qui ,  
ayant un jour voté contre le ministère , avait reçu  
du roi de vifs reproches : le lendemain , dans une autre  
discussion , il donna sa voix à la cour ; et comme le  
roi le félicitait : « Hier , dit-il avec un profond sen-  
timent de tristesse , j'ai voté contre votre majesté ,  
» aujourd'hui contre ma conscience. » Sous le minis-  
tère de la Cabale , Clifford avait cherché à compen-  
ser ces pertes successives en achetant des voix au  
sein même de l'opposition , et souvent il avait réussi  
à corrompre des hommes influents. Danby eut re-  
cours aux mêmes moyens ; seulement il envisagea  
d'une autre manière ce trafic des consciences ; au-  
lieu de s'adresser aux membres distingués par leurs  
talents , et qui se vendaient fort cher , il visa à la  
quantité , et attaqua des gens médiocres qui cou-  
taient beaucoup moins , et dont les voix , après tout ,  
selon lui , faisaient nombre. Mais ces recrues minis-  
térielles , sans talents , sans considération , furent

peu nombreuses. Ils étaient si maltraités dans toutes les discussions, qu'on rougissait presque de voter avec eux. A cette époque du ministère de Danby, on ne citait dans le parti de la cour qu'un seul homme remarquable : c'était Seymour, longtemps l'un des plus brillants orateurs de l'opposition. La grande connaissance qu'il avait des intérêts et des dispositions de tous les partis, représentés dans les deux chambres, avait rendu son acquisition très précieuse; il dirigeait en partie, dans les discussions, la phalange ministérielle, récemment accrue du petit nombre d'anglicans et de cavaliers que Danby avait fait entrer dans son projet de contre-alliance. Mais à cette époque on voyait dans l'opposition Shaftesbury, Buckingham, ministres disgraciés; lord Cavendish, ambitieux que des espérances déçues avaient séparé de la cour; Thomas Lee, Vaughan, qui l'avaient abandonnée pour des mécontentements, et des hommes plus honorables, William Coventry, le colonel Birck, lord Waller, les lords Russel, Littleton, Powle, distingués par des vertus et des mérites différents, et dont toutes les paroles avaient l'autorité du talent, du patriotisme et des convictions prouvées.

Telle était la force et la physionomie des deux partis dans le parlement, lorsqu'ils se trouvèrent en présence, au commencement de 1677. La situation de la Hollande, par suite des revers qu'éprou-  
vait et réparait, en s'épuisant sans cesse, le prince d'Orange, était alors si fâcheuse, qu'il était impossible que le gouvernement ne fût pas violemment

1677 attaqué sur l'inutilité de sa médiation. Le roi, dans  
à son discours d'ouverture, ne présentait aucune ex-  
1678. plication à cet égard, et Temple écrivait que ses  
instructions étaient diamétralement contraires au  
but de sa mission. William Coventry fit au nom de  
l'anxiété publique, la demande à laquelle Charles,  
selon sa promesse à Louis XIV, devait répondre  
par la dissolution du parlement. Il dit qu'à la guerre  
franche faite à la Hollande, contre les intérêts de  
l'Angleterre, avait succédé, sous le nom de média-  
tion, une guerre sourde et plus cruelle, que des  
régiments anglais étaient à la solde de la France,  
qu'on recrutait publiquement pour elle en Écosse,  
tandis qu'on paraissait négocier pour forcer cette  
puissance à poser les armes; qu'il était temps que  
le roi renonçât à cette vaine cérémonie, et prît d'é-  
nergiques mesures pour sauver les Provinces-Unies.  
Les ministres, et, à la tête des membres dévoués,  
Seymour, élevèrent des difficultés sur la prise en  
considération de la plainte faite par Coventry; mais  
ils n'empêchèrent point la majorité dans les deux  
chambres de voter en commun une adresse qui re-  
présentait au roi l'extrême danger auquel le royaume  
était exposé par l'excessive grandeur de la France,  
et la nécessité de garantir la Flandre espagnole et  
ses propres domaines, par des alliances qui tran-  
quillisassent son peuple. Charles répondit d'une  
manière évasive. Les chambres renouvelèrent la  
prière d'une manière plus pressante, ajoutant que  
le roi devait compter sur leur assistance et sur celle  
de tous ses sujets, pour être mis à même de prendre



l'attitude convenable à la dignité de l'Angleterre. 1677  
 Comme il n'y avait pas de promesse plus capable de  
 le toucher, il se prêta à cette ouverture, et fit dire 1678.  
 qu'à moins de 60,000 livres sterling bien assurées,  
 il ne pouvait s'exposer à abandonner, vis-à-vis de la  
 France, le système de ménagement auquel l'avait  
 forcé la parcimonie des communes. Il ajouta tout ce  
 qui lui parut propre à convaincre les chambres que  
 l'argent voté par elles ne serait affecté à aucun autre  
 usage que celui qu'elles prescriraient. La question  
 ramenée à ce point, il fallait, ou que le parlement  
 accordât les 60,000 livres sur la parole du roi, déjà  
 tant de fois violée, ou que le roi, pour obtenir cette  
 somme, déclarât préalablement son alliance avec  
 la Hollande; et d'une part la défiance était si grande,  
 de l'autre la résolution de tromper si bien prise,  
 qu'il fut impossible de s'entendre, et que le parlement  
 fut prorogé, les affaires de Hollande restant dans le  
 même état, et le mécontentement étant au comble.

Charles retombait ainsi dans toutes ses perplexités; Louis XIV lui promettait deux millions de plus pour le faire persister dans l'alliance secrète, et le déterminer à dissoudre le parlement. Mais que de dangers dans cette mesure pour un homme qui chérissait le repos! Cependant l'alternative était pressante: il fallait, ou dompter le parlement, et pour cela point d'argent et à peine quelques milliers de soldats, ou faire ce que voulait le parlement, rompre avec Louis XIV, prendre franchement parti pour la Hollande; et cette détermination était la seule qui pût cette fois encore sauver la restaura-

1677 tion. Ce fut ce que représenta énergiquement Danby:  
à ses efforts pour ressusciter les principes et l'in-  
1678. fluence du parti cavalier n'avaient produit qu'une  
diversion impuissante; il le reconnaissait, et main-  
tenant ses vues, tout aussi mauvaises quant à l'in-  
tention, étaient meilleures quant aux effets. Il dit  
au roi que, puisque les chambres promettaient  
60,000 livres, et ne demandaient pour les accorder  
que quelques démonstrations en faveur de la Hol-  
lande, il fallait faire ce qu'elles désiraient; qu'avec  
leur argent on lèverait des troupes pour faire la  
guerre à la France, et que, ces troupes une fois  
levées, le roi disposerait d'elles comme il l'enten-  
drait, et contre l'opposition elle-même, si cela était  
nécessaire. Le roi goûtait fort l'expédient: mais,  
disait-il, comment déterminer le duc d'York à voir  
de cette manière? Il sera de notre avis, dit le mi-  
nistre, s'il peut espérer le commandement de la  
flotte ou de l'armée contre qui que ce soit que l'une  
ou l'autre ait à combattre. Le roi ne fit plus d'ob-  
jection, Danby, pour lors, écrivit à Temple qu'il  
avait un moyen assuré de servir Guillaume; qu'il  
fallait, pour cela, que le prince, aussitôt la campa-  
gne de cette année finie, vînt lui-même en Angleterre;  
que Charles était disposé à entrer en alliance avec  
lui contre Louis XIV, et que cette alliance, pour peu  
que le prince le désirât, pourrait être cimentée par un  
mariage avec la princesse Marie, fille du duc d'York.

Guillaume, ayant reçu de Temple cet avis, se  
rendit à Londres à la fin de l'année 1677. Après  
quelques semaines employées en conférences inu-

tiles avec ses deux oncles, il allait repartir, n'em-  
portant d'autre fruit de son voyage que celui d'a-  
voir observé de près et jugé tous les partis, et  
n'ayant pas dit un mot du mariage, lorsque Danby  
prit sur lui de faire au roi, sur ce point, une pre-  
mière ouverture. Charles se montra fort surpris,  
et ne se défendit encore qu'en alléguant l'invinci-  
ble opiniâtreté du duc d'York. Mais il est facile,  
dit Dandy, de faire comprendre au duc qu'un tel  
mariage est plus dans ses intérêts que dans ceux de  
votre majesté. Toute l'Angleterre est effrayée de le  
voir professer les principes du papisme. S'il donne  
sa fille à un prince qui est à la tête de la commu-  
nion protestante, on verra que sa religion n'est  
qu'une conviction privée, et qu'il ne veut l'imposer  
à personne, pas même à ses enfants. Et effective-  
ment, moitié par l'emploi de cet argument, moitié  
par autorité, le roi amena son frère à consentir à  
ce qu'il désirait, puis ayant assemblé le conseil, il  
fit prier le prince d'Orange de s'y rendre : tout fut  
conclu dans une séance. Louis XIV apprit à la fois  
le but réel du voyage de Guillaume, son mariage  
avec la fille du duc d'York, et l'alliance politique  
qui devait s'en suivre; le lord Duras vint lui notifier  
un plan de pacification auquel on l'invitait à ad-  
hérer promptement s'il ne voulait voir l'Angleterre  
s'armer contre lui. Louis XIV éclata en plaintes  
contre Charles, surtout contre le duc d'York, qu'il  
croyait lui être plus sincèrement dévoué. Cepen-  
dant Barillon, son nouvel ambassadeur, lui écrivait  
que les deux princes le suppliaient à genoux de lui

1677  
à  
1678.

faire entendre que c'était malgré eux qu'ils lui envoyaient le lord Duras, qu'ils ne voulaient pas la guerre, mais cédaient seulement aux impérieuses exigences de leur situation. Ces raisons ne touchèrent pas Louis XIV; il rejeta avec hauteur la sommation de lord Duras, et fit savoir par Barillon qu'il retirait à Charles sa pension.

Ce ne fut pas sans regretter vivement les bontés de Louis XIV qui lui permettaient de vivre dans une infamie obscure, et, en apparence, exempte de périls, que Charles envisagea les partis violents qui devaient être le terme de la nouvelle déception conseillée par Danby; mais le champ des tergiversations était fermé. Au commencement de 1678, le parlement fut convoqué. Charles lui déclara qu'il était décidé à secourir la Hollande. L'union du prince d'Orange avec sa nièce était, dit-il, le gage de sa ferme intention. Il demandait deux millions sterling pour lever une armée de trente mille hommes, et augmenter le nombre de ses vaisseaux. Peut-être s'attendait-il ici aux acclamations que le peuple, si facile à tromper, avait partout fait entendre en apprenant ce changement de politique. Mais il était impossible qu'il eût une arrière-pensée que ne devinassent point ceux qui longtemps l'avaient servi, et qui maintenant donnaient l'éveil à l'opposition. Les uns représentèrent qu'il valait mieux, avec ce subsidie de deux millions, prendre à la solde de l'Angleterre des troupes qu'on pourrait congédier à la paix que de lever dans le royaume une armée qui, plus tard, pourrait être employée contre

le parlement; d'autres déclarèrent qu'ils ne croi-  
raient jamais à la franche adoption de nouveaux  
principes tant que Danby resterait ministre, et que  
Lauderdale ne serait pas mis en jugement; enfin les  
communes demandèrent que de suite on prît jour  
pour s'occuper de la situation du royaume par rap-  
port au papisme. Ces diverses objections n'empêchè-  
rent point le subsidie et la levée des troupes de passer  
à la majorité, parce que des commandements dans  
la nouvelle armée étaient promis à beaucoup de  
membres de la chambre haute, et qu'on sentait gé-  
néralement dans la chambre basse la nécessité de  
prévenir Louis XIV dans la campagne qui allait  
s'ouvrir; mais elles signalèrent des défiances que  
la suite de cette session vit éclater en violents  
orages.

Les armements de l'Angleterre n'avaient toute-  
fois encore pour but que de la faire respecter dans  
des négociations qui s'ouvraient à Nimègue entre  
elle, la France, l'Espagne et la Hollande. Le duc  
de Monmouth partait avec trois mille hommes pour  
aller couvrir Ostende; on levait activement, pour  
le soutenir, des troupes que devait commander le  
duc d'York, et l'on rappelait des divers points où  
elles n'étaient pas absolument nécessaires toutes  
celles qu'on avait déjà sur pied. l'Écosse se trouva  
ainsi momentanément dégarnie des forces qui, de-  
puis dix ans, y maintenaient le gouvernement royal.  
Dans ce malheureux pays rien n'était changé : l'o-  
dicux parlement qui, dans les premières années de  
la restauration, s'était souillé de tant d'infâmes

1678  
à  
1679.

1678 condamnations, tremblait encore sous Lauderdale,  
à sous l'évêque Sharp, et faisait trembler la nation  
1679. par sa facilité à sanctionner tous les actes tyranniques que ces deux hommes exerçaient au nom de Charles. L'église presbytérienne, toujours proscrite, vivait dans les consciences et les affections. Dix-huit années d'existence n'avaient encore fait prescription ni pour l'épiscopat, ni pour la royauté. L'occupation militaire cessant un instant, les conventicules presbytériens, que Charles appelait des séminaires de révolte, reparurent surtout dans les basses terres de l'ouest. Lauderdale les interdit d'après les rigoureuses lois existantes; mais ses ordres, sans l'appui des soldats, furent méprisés. Il s'emporta en menaces vaines, dit qu'il serait de ces comtés un désert, si tous les propriétaires de biens-fonds n'empêchaient leurs fermiers, tenanciers et valets, hommes, femmes et enfants, d'assister aux conventicules : les propriétaires répondirent qu'ils ne pouvaient prendre que pour eux-mêmes l'engagement d'obéir à la loi. Lauderdale écrivit alors que l'Écosse était en état de révolte, qu'il lui fallait des troupes et des ordres illimités. Aussitôt le ministère fit partir de l'artillerie et de la cavalerie pour les comtés de l'ouest, et comme il ne pouvait disposer d'assez de forces, il autorisa Lauderdale à employer les clans montagnards, de tout temps ennemis de leurs voisins des basses terres. Ces barbares fondirent sur le pays presbytérien, dévastant les terres cultivées, enlevant les troupeaux comme au temps de leurs anciennes guerres de race. Les pres-

bytériens, réduits à défendre leurs maisons et leurs champs, opposèrent une vigoureuse résistance. 1678  
à  
1679.  
Lauderdale les fit sommer de rendre leurs armes, et ajouta, pour les riches habitants des châteaux, la défense de conserver un cheval qui valût plus de quatre livres sterling. Le duc d'Hamilton et quelques seigneurs des plus considérables vinrent à Édimbourg pour essayer de l'apaiser; leur venue le mit en fureur; en plein conseil il retroussa ses manches jusqu'au coude, et jura Dieu qu'ils se repentiraient s'ils ne retournaient immédiatement dans leurs domaines pour appuyer les troupes du roi. Apprenant ensuite qu'ils se proposaient d'aller à Londres pour implorer Charles lui-même, il fit défense à qui que ce fût de sortir d'Écosse sans son ordre, mais malgré lui dix ou douze grands seigneurs, entre autres le duc d'Hamilton, les lords Athol et Perth, passèrent la frontière.

Le parlement était assemblé quand les lords écossais arrivèrent; il accueillit leurs plaintes avec chaleur. C'en'était plus le temps où personne en Angleterre n'était touché du malheur des presbytériens écossais; on sympathisait maintenant avec eux; on se croyait menacé des mêmes souffrances; on ne les abandonnait plus comme des religionnaires dangereux; on voyait en eux toute une population dévouée aux essais de tyrannie qu'on n'osait tenter en Angleterre. On citait avec indignation la réponse faite aux lords écossais par le roi. Je vois bien, avait-il dit, que Lauderdale s'est conduit durement avec nous, mais je ne vois pas qu'il ait rien fait contre

1678 mes intérêts. Ceux qui s'étaient opposés à la levée  
à des troupes régulières jetaient le cri d'alarme; ils  
1679. annonçaient que bientôt l'Angleterre serait traitée  
comme l'Écosse. Voyant le duc d'York à la tête de  
l'armée qui maintenant se rendait sur le continent,  
ils présageaient d'une manière sinistre tout ce qui  
résulterait de cette intervention armée, naguère  
si vivement et si imprudemment sollicitée par  
eux.

Ce prompt changement dans les dispositions de  
ceux qui avaient forcé Charles aux démonstrations  
hostiles contre Louis XIV, fut à la fois causé par les  
événements qui redoublaient les craintes habituelles  
du parlement, et par de nouvelles terreurs que  
Barillon sut répandre dans l'intérêt de son gouver-  
nement. De secrets avis donnés par lui aux chefs  
de l'opposition vinrent confirmer ce que l'on soup-  
çonnait des projets nouveaux du ministère. Ce fut  
là toute l'influence que cet ambassadeur, en désert-  
tant la cause de Charles, exerça sur les flottements  
et revirements successifs que l'on remarqua dans la  
conduite de l'opposition au sujet des affaires de  
Hollande. S'il acheta quelques âmes vénales, et si,  
pour entretenir la division, il les fit voter tantôt  
avec un parti, tantôt avec l'autre, ces obscures  
intrigues, étouffées dans une mêlée de passions et  
d'intérêts qu'elles ne comprenaient pas, méritent  
peu d'être éclaircies dans une histoire de ce genre.  
Les contradictions du parlement soumises à une loi  
bizarre, mais constante, à cet instinct de défiance,  
infaillible dans ses inspirations, qui consistait à



vouloir tout ce que ne voulait pas la cour, à combattre tout ce qu'elle paraissait désirer, cessèrent enfin lorsque la paix termina brusquement les conférences de Nimègue. Dans cette paix, Louis XIV seul parut avoir obtenu ce qu'il désirait, car Charles était tout prêt à contremander les ordres donnés à son ambassadeur, lorsque la ratification lui parvint; au même moment, l'opposition recommençait à désirer la guerre, afin de retenir au dehors l'armée du duc d'York; enfin le prince d'Orange, indirectement prévenu du résultat des conférences, attaquait les Français pour leur donner un prétexte de rupture. Cependant la paix fut maintenue; la France était heureuse de la dicter encore une fois; la Hollande, de conserver tout son territoire après une guerre qui avait failli l'effacer du rang des nations. Pour l'Angleterre, c'était aussi une sorte d'avantage qu'un événement qui, donnant au pouvoir une grande force matérielle, devait le rendre plus entreprenant et avancer ainsi les choses.

Le parlement, en apprenant la paix, comprit tous ses dangers, et s'efforça de les prévenir en insistant vivement pour le licenciement des troupes aussitôt leur retour, la mise en accusation de Lauderdale, et la fin de l'affreux système qui désolait l'Écosse. Sur ce dernier point, le roi fit quelques concessions; il donna des ordres pour que les clans montagnards évacuassent les basses terres; mais quant au licenciement des troupes qui revenaient de Hollande, il déclara que, ne pouvant payer la portion échue de leur solde, il serait forcé de les tenir sur pied. Le

1678 parlement sentit que ce n'était là qu'un prétexte ; il  
fut prorogé. La plupart des membres, en retour-  
nant dans les comtés, étaient si persuadés qu'à la  
prochaine session les troupes seraient employées  
contre eux, qu'ils annonçaient l'intention de ne point  
revenir siéger. Cette opinion gagnant rapidement  
toutes les classes de la nation, une sombre stupeur  
montrait déjà l'Angleterre livrée comme l'Écosse  
aux exécutions militaires, et vendue par un parle-  
ment semblable à celui qui légalisait toutes les  
violences de Lauderdale, lorsqu'une circonstance  
qui sembla naître de la situation même appela tout  
à coup le fanatisme religieux au secours de la liberté  
politique abandonnée.

Un chimiste de Londres et un docteur nommé  
Tongues, étant parvenus à entretenir le roi et le  
ministre Danby, dénoncèrent l'existence d'un com-  
plot papiste qui devait bientôt éclater. Celui dont  
ils tenaient ces informations était un certain Titus  
Oates que les jésuites avaient chargé de diverses  
missions en Hollande et en Espagne ; ils le firent  
connaître. Titus Oates, cité devant le conseil, avant  
de s'y présenter, alla trouver le juge Godefrey, et  
affirma devant lui, sous serment, que les papistes  
avaient formé le projet de tuer le roi pour donner  
la couronne au duc d'York ; que la chose avait été  
résolue dans une congrégation appelée de la propa-  
gande, et tenue, à Rome, par le pape Clément X ;  
que dans cette assemblée, le roi, désigné sous le  
nom de *bâtard noir*, avait été déclaré déchu du trône  
comme hérétique ; que le Saint-Siège, mettant le

royaume en interdit , en avait donné la lieutenance <sup>1678</sup>  
au général des jésuites , Olivia , et que celui-ci re- <sup>à</sup>  
mettait son autorité au duc d'York à condition qu'il <sup>1679.</sup>  
établirait le papisme en Angleterre ; que dix mille  
livres sterling avaient été consignées , à Londres ,  
par le jésuite Lachaise , confesseur de Louis XIV ,  
pour payer un assassin ; qu'un autre jésuite s'était  
offert pour commettre le crime ; qu'aussitôt qu'on  
se serait défait du roi , une armée serait levée pour  
proclamer son frère. Oates produisit les noms et les  
commissions de tous ceux que les conspirateurs  
voulaienl mettre à la tête du gouvernement et de  
l'armée papiste.

Que des insensés eussent ou non tramé un com-  
plot au fond semblable à celui-ci , rien dans les dé-  
clarations d'Oates n'était plus odieux que ce qui a  
été raconté des intelligences de Charles avec  
Louis XIV ; et dans les moyens d'exécution prêtés  
aux conspirateurs il n'y en avait pas de plus absur-  
des que ceux que le duc d'York , comme l'apprennent  
ses mémoires , avait plusieurs fois imaginés pour  
faire triompher le papisme. Sans doute quelque  
chose de cette conjuration permanente , tramée par  
la famille régnante , avait transpiré : trente mille  
hommes étaient sous les armes ; la représentation  
nationale était menacée ; on vient de dire comment  
la paix de Nimègue avait été acceptée par l'Angle-  
terre. Dans un tel état de choses , Titus Oates , en  
se faisant l'organe des rumeurs populaires , en se  
dévouant peut-être par besoin , peut-être par exal-  
tation , à affirmer sur serment des choses que tout

1678 le monde croyait exister, Titus Oates , méprisé par  
à ceux qui connaissaient sa vie, traité comme un im-  
1679. posteur par le roi, par le conseil des ministres , et ,  
à l'exception du juge Godefrey, par tous ceux qui  
reçurent officiellement ses dépositions, devait être  
écouté avec transports par le peuple, toujours cré-  
dule en proportion de ses haines et de ses terreurs.  
Il y eut un soulèvement général des esprits. Les  
plus calmes pensaient que Titus Oates disait plus  
qu'il n'avait appris; la multitude passionnée le re-  
gardait comme sachant plus encore qu'il n'avait dit.  
L'autorité, forcée de caresser un préjugé qu'il eût  
été dangereux de combattre, entoura bientôt de  
soins et d'égards celui qu'elle regardait comme un  
fourbe. On le supplia, comme si la sûreté de l'état  
eût dépendu de ce qu'il lui plairait de taire ou de  
confesser. Ses déclarations impliquèrent chaque  
jour un plus grand nombre de personnages impor-  
tants; des princes étrangers, le duc d'York, la  
reine furent nommés, après nombre de contradic-  
tions et de réticences, qui représentaient Oates  
comme intérieurement combattu par des terreurs,  
et redoublaient l'intérêt pour lui, l'indignation  
contre ceux qu'il désignait à la colère publique. Au  
milieu de tant d'étonnantes affirmations, quelques  
faits se trouvèrent appuyés par des indiscrétions  
échappées au duc d'York; une vérité se rencontra  
même. Oates avait dit que le secrétaire de la du-  
chesse d'York, le jésuite Coleman, avait été nommé  
par le pape son secrétaire-d'état en Angleterre. On  
fit des perquisitions chez ce Coleman, et l'on trouva

dans ses papiers plusieurs lettres qui roulaient sur 1678  
de vastes intrigues papistes. Dans l'une il disait : à 1679.  
« Nous avons entre les mains un grand ouvrage ; il  
s'agit de convertir trois royaumes , et par là , d'ar-  
river à l'entière ruine de l'hérésie pestilentielle qui  
a dominé longtemps dans le nord. Il n'y a jamais  
eu de plus grandes espérances d'un heureux succès  
depuis la mort de la reine Marie ; Dieu nous a donné  
un prince , le duc d'York , qui servira d'instrument  
à ce glorieux ouvrage. J'ai peine à croire que je  
veille quand je vois que ce prince , dans le siècle  
où nous vivons , est capable d'un tel degré de zèle ,  
qu'il ne met rien en comparaison du salut de son  
âme et de la conversion de ce royaume. Dites au  
roi qu'il faut qu'il envoie beaucoup d'argent. Il n'est  
rien qu'on ne puisse faire ici par l'argent ; c'est la  
logique qui persuade tout à notre cour. » Cette  
lettre , bien que susceptible d'être expliquée , parut  
une confirmation sans réplique de tout ce qui dans  
les dépositions d'Oates n'était pas manifestement  
faux.

On venait de faire cette découverte , lorsque le  
juge Godefrey disparut. On le trouva quelques jours  
après , aux environs de Londres , percé de son  
épée ; mais l'état du corps prouvait que le malheu-  
reux avait succombé après une longue lutte. Qui  
avait porté le coup ? On ne le sut jamais. Des gouttes  
de cire , répandues sur les habits du juge , firent  
croire qu'il avait été assassiné de nuit et par des  
prêtres , car on ne se servait alors de cire que dans  
les églises et les maisons des grands seigneurs.

siné par les papistes. Tant que dura l'enquête , elles s'assemblèrent deux fois par jour. Oates vint répéter et amplifier encore ses révélations; on l'applaudit avec des transports frénétiques. Un autre dénonciateur , nommé Bedlow , comptant aussi sur la faveur publique , se présenta. Il fit serment que le juge Godefrey avait été assassiné dans l'hôtel Sommerset par des catholiques au nombre desquels étaient des domestiques de la reine. De ce fait particulier , sur lequel il ne fournissait aucune preuve , passant à l'ensemble de la conspiration et déclarant avec repentir qu'il y était entré lui-même séduit par de brillantes promesses , il fit une déposition évidemment ajustée sur celle d'Oates , mais reçue comme si elle l'eût en effet confirmée. Bedlow se prétendait instruit non-seulement des détails de la conspiration présentement dénoncée , mais de ceux d'une multitude de complots tramés par les papistes depuis la restauration. On lut avec avidité ces révélations , la plupart contradictoires , recueillies dans un livre qui portait ce singulier titre : « Relation et découverte impartiale de l'affreux complot des papistes pour détruire et brûler les villes de Londres et de Westminster avec leurs faubourgs , contenant les divers conseils , ordres et résolutions des jésuites dans cette vue , par le capitaine Bedlow , engagé ci-devant dans cet horrible dessein , et l'un de ceux qui devaient allumer les feux. » Beaucoup de libelles , dictés comme celui-ci par la haine et par l'avidité , étaient répandus avec profusion , et défilèrent aux carrefours de Londres le grand procès

1674  
à  
1679.

1678 qui s'instruisait au parlement. Mais tout , dans les  
1679. <sup>à</sup> tumultueuses réunions auxquelles la circonstance  
donnait lieu , passa pour prouvé lorsque le tribunal  
qui , malgré sa position élevée , participait au besoin  
de croire les accusations, les sanctionna d'une ma-  
nière générale par la déclaration suivante : « Les  
seigneurs et les communes reconnaissent qu'il y a  
eu et qu'il y a encore un infernal complot papiste  
pour assassiner le roi , et extirper jusqu'aux fonde-  
ments de la religion protestante. »

Alors commença devant les cours de justice et  
la chambre haute une lugubre procédure contre  
les lords catholiques Arundel , Peters Stafford ,  
Powis, Bellasis, les jésuites Coleman, Ireland, Greve,  
Peekering , et successivement contre ceux qu'impli-  
quèrent les infatigables dénonciations de Titus Oa-  
tes et de Bedlow. Malheureusement ces cours de jus-  
tice voulant , comme la nation entière, condamner  
plutôt qu'examiner , ne manquèrent ni des élémens  
qui pouvaient à la rigueur établir la preuve légale  
de complot contre quelques-uns des accusés , ni de  
lois terribles pour les frapper. Et c'est ici qu'un  
spectacle tout-à-l'heure imposant devint horrible.  
Aucune voix amie ne s'éleva pour sauver ces hom-  
mes qui n'étaient coupables que de vœux impuis-  
sants ou de conceptions extravagantes. Le roi , le  
duc d'York, l'ambassadeur de France , si bien in-  
struits de ce qu'étaient au fond tous ces crimes ,  
gardèrent le silence ; ils étaient atterrés. Aucune  
remontrance généreuse ne fut faite par les hommes  
éclairés qui ne voyaient en cette accusation qu'un

spécieux mais utile argument contre le papisme. 1678  
Beaucoup de membres influents dans les deux <sup>à</sup>  
chambres ne regardaient, suivant le mot de 1679  
Shaftesbury, Oates et Bedlow que comme des  
gens tombés du ciel tout exprès pour sauver l'An-  
gleterre de la tyrannie. Ils se firent un affreux sys-  
tème de ne pas combattre dans les esprits plus fai-  
bles une crédulité née de la peur et de l'amour du  
merveilleux. Il y en eut, et Seymour entre autres,  
qui saisirent ce prétexte des dangers courus par le  
roi pour passer avec éclat dans l'opposition; et de  
là ce concours des hommes de tous les partis et de  
toutes les opinions pour punir de vagues projets  
sous la forme arrêtée que leur donnait la voix des  
dénonciateurs.

Cette adoption unanime d'un complot papiste,  
prise pour symbole de tout ce dont on pouvait ac-  
cuser la royauté, depuis son rétablissement, com-  
mandait malheureusement des supplices; et la  
nation, agissant par ses représentants, ne recula  
pas plus devant ces odieuses conséquences, qu'elle  
n'avait reculé devant la nécessité de sacrifier les  
chauds partisans de la révolution, quand ses ter-  
reurs avaient rappelé les Stuarts. Les lâchetés de  
la restauration et les crimes de ses premières années  
avaient été commis pour le salut des intérêts gé-  
néraux, et depuis lors, ces intérêts bien ou mal en-  
tendus avaient fait la loi. Ils avaient conduit la  
contre-révolution jusqu'au renversement de l'église  
presbytérienne et du parti raisonnable, qui ne



1678 voulait ni évêques ni roi. La royauté voulut conti-  
à  
1679. nuer le mouvement à son profit , et au profit de  
l'odieuse religion pour laquelle des torrents de sang  
avaient été versés par la reine Marie. Les intérêts  
généraux se séparèrent , non du principe monar-  
chique , mais des vues qui tendaient à le consolider  
aux dépens de toute liberté. Ils avaient rendu la  
royauté entreprenante , et souffrirent d'abord de  
ce qu'ils avaient fait pour elle ; mais en s'attachant  
fortement à ce qu'ils ne lui avaient point encore  
sacrifié , au protestantisme anglican , à la consti-  
tution politique , assemblage imparfait des garan-  
ties obtenues par vingt générations , à la législation  
telle que l'avaient faite les orages parlementaires ,  
précurseurs de la révolution , ils créèrent assez à  
temps une résistance.

Le parlement, dans l'ensemble de sa composition,  
représenta fidèlement les intérêts généraux dans  
leurs modifications successives pendant les dix-sept  
années écoulées depuis la restauration jusqu'au  
complot papiste. Tant qu'il flotta entre la crainte  
du despotisme et celle de la liberté absolue, il com-  
posa avec la royauté , et ménagea ses forces de ma-  
nière à se tenir à égale distance de deux extrémités  
également dangereuses , à ne point courir les  
chances d'une défaite , et à se dérober aux consé-  
quences forcées d'une victoire complète. Mais ,  
comme la nation , il échappa graduellement à l'im-  
pression produite par les excès commis au nom de  
la liberté , et perdit, en proportion, autant d'hom-  
mes de la génération qui avait souffert de ces excès.

Les renouvellements partiels fournis par des élec- 1678  
tions dont l'esprit répoudait aux progrès des mé- à  
contentements populaires, introduisirent dans les 1679.  
communes, à la suite des anglicans, qui avaient  
commencé l'opposition, des presbytériens, des pa-  
triotés, qui n'avaient de zèle pour aucune croyance,  
des disgraciés maîtres de tous les secrets de la cour,  
enfin des hommes qui professaient ouvertement les  
principes républicains. Ces derniers venus étant,  
dans l'opposition, les seuls qui eussent un but,  
celui de renverser la famille régnante, poussèrent  
beaucoup plus vivement au recouvrement graduel  
de tout ce que lui avait accordé la surprise générale  
au moment de la restauration.

Ainsi cette volonté royale, acceptée comme tou-  
te-puissante, n'eut pas même la force d'une préro-  
gative définie et limitée. Quand elle laissa voir son  
penchant à protéger les papistes, on la prévint en  
les enveloppant dans la proscription générale des  
sectes dissidentes. Elle prétendit pouvoir à son  
gré lever des troupes et tenir sur pied les milices ;  
on lui opposa d'anciennes lois suspendues, mais  
non abrogées par la restauration, ou bien on lui  
refusa des subsides. Elle employa des ministres  
dont les bonnes intentions cachaient les siennes ;  
on les accusa, ils payèrent pour elle. Fatiguée de  
mentir inutilement, elle appela des hommes sans  
morale et sans foi, et procéda par des coups  
d'état contre la religion et la représentation na-  
tionale; on refusa de l'assister dans les guerres exté-  
rieures qui devaient faire triompher ce système, et

1678 ses mécomptes la forcèrent à sacrifier ses conseillers  
à  
1679. et à sanctionner un test religieux qui la privait de  
ses plus dévoués serviteurs. Rentrant dans la lutte  
légale, elle essaya d'opposer au test religieux un  
test politique, suivant les doctrines du pouvoir ab-  
solu ; on proclama devant elle le droit d'insurrec-  
tion. Enfin, lorsqu'une fraude habilement calculée  
lui procura l'appui d'une armée permanente, on in-  
venta contre elle le complot papiste. On la terrassa  
quelque temps par ce mensonge soutenu avec un  
ensemble et un acharnement sans exemple dans  
l'histoire d'aucun peuple. Mais la victoire ainsi ob-  
tenue ne fut pas légitime. Elle eut cela de déplora-  
ble, qu'elle troubla ou corrompit une multitude de  
consciences, que, lorsque l'impulsion donnée par  
elle vint à s'affaiblir, il ne resta plus de cette  
grande crise qu'une souillure, et que les mêmes  
hommes qui s'étaient sauvés une fois par l'impos-  
ture n'eurent pas assez de vertu pour s'armer quand  
l'insurrection devint une nécessité.

## SECONDE PARTIE.

### CHAPITRE PREMIER.

#### NOUVEAU MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE.

Résultats politiques de la conjuration papiste. — Hardiesse du parlement. — Découverte des relations avec la France. — Influence de cette découverte dans les élections d'un nouveau parlement. — Esprit de la chambre basse. — Affaires du ministre Danby. — Conseil de William Temple. — Bill pour exclure le duc d'York de la succession. — Résistance de la cour. — Progrès de l'esprit républicain dans la chambre basse. — Les anglicans réconciliés avec la cour. — Incertitudes de la nation favorables au parti républicain. — Intentions de ce parti mises à découvert. — Parlement d'Oxford. — Brusque défaite du parlement républicain.

La conspiration papiste ayant tiré le parlement à 1678  
et la nation du plus grand danger qu'ils eussent 1679.  
couru depuis la restauration, les esprits irrités se  
persuadèrent aisément que désormais il n'y avait  
plus moyen de se défendre qu'en attaquant. Le roi

1678 n'avait point accepté l'espèce d'exception respec-  
1679. <sup>à</sup> tueuse qu'au milieu même de la colère contre les  
fauteurs du papisme, on avait faite pour sa personne  
en paraissant le croire innocent, menacé même par  
les conspirateurs. Le duc d'York avait méprisé d'a-  
bord comme peu sérieuses, ou du moins comme  
dénuées de preuves, les accusations qui, du roi,  
venaient tomber sur lui. L'indignation publique  
ainsi bravée fut comme autorisée à ne plus s'impo-  
ser, dans sa force, une retenue dont on ne lui avait  
pas tenu compte au moment d'une explosion chan-  
ceuse. Tandis que les tribunaux, par leurs poursui-  
tes entretenaient la crédulité populaire au sujet du  
complot, et frappaient par la loi tout ce que la loi  
pouvait atteindre, le parlement agrandissait le champ  
des vengeances légales, et proposait des lois qui  
pussent frapper ses ennemis jusqu'au pied du trône.

L'emportement avec lequel furent accueillies les  
plus violentes motions contre les papistes laissa à  
peine au petit nombre d'amis éperdus qu'ils conser-  
vaient à la cour le temps de se reconnaître. Un nou-  
veau test anglican, beaucoup plus rigoureux que  
celui qui avait renversé le système de la Cabale,  
passa presque sans opposition. Un de ceux qui  
l'appuyèrent dans la chambre haute le caractérisa  
en termes dont la brutalité, quelques mois aupara-  
vant, n'eût pas été tolérée : « Je vote ce test, dit-  
» il, afin qu'il ne reste ni un homme, ni une femme  
» papiste, ni un chien, ni une chienne papiste, pas  
» seulement un chat papiste pour miauler autour  
» du roi. » Ces paroles furent applaudies. Le

duc d'York , présent à la chambre , demanda une 1678  
exception personnelle , et s'exprima avec autant à  
de courage que de convenance. On l'écouta avec 1679.  
impatience, et il n'obtint l'exception qu'à une majorité de deux voix. Le bill avait été dirigé contre lui.

La découverte d'une des correspondances qui avaient eu pour objet les demandes d'argent à Louis XIV, vint enhardir l'esprit d'hostilité contre la famille régnante. Elle compromit personnellement le roi. Le lord Montague , qui avait été son ministre en France , avait , par suite de quelques indiscretions , encouru son mécontentement , puis sa haine , parce qu'il s'était jeté dans l'opposition. Par un ordre dont il est impossible de concevoir l'imprudence , Montague fut accusé d'avoir entretenu des relations avec le pape et livré à la France les secrets du gouvernement. En se servant contre un ancien favori de cette arme populaire , incessamment levée sur sa propre tête , le roi espérait que Montague ne pourrait prouver sur quelles instructions il avait , pendant son ambassade , donné la main aux intrigues papistes. Mais Montague avait conservé les lettres de la chancellerie qui renfermaient ces instructions ; traduit devant un tribunal , il les livra toutes. Une d'elles , écrite par Dauby , qui , dans cette affaire , montrait beaucoup d'acharnement contre Montague , le chargeait de demander à Louis XIV, pour trois ans , un subside annuel de 300,000 livres, afin que le roi , pendant ce temps , fût libre de ne pas assembler le parlement. C'était

1678 toute l'histoire de la perfide médiation de la guerre  
à de Hollande. La lettre ne portait point le sceau  
1679. royal, mais on lisait au bas ces mots de la main  
e du roi :

« Cette lettre est écrite par mon ordre ,  
CHARLES. »

Le parlement ne pouvait être frustré du droit d'approfondir une telle affaire ; il s'empara des lettres. Le solliciteur-général Wilmington fit sur elles un rapport , et demanda la mise en accusation du ministre qui les avait écrites. « Je vois, dit-il , les intérêts de l'Angleterre et la foi jurée aux alliés sacrifiée à l'appétit de l'argent de France , qui doit donner les moyens de nous priver de la représentation nationale : n'est-ce pas là vendre la patrie et renverser la constitution ? C'est un crime de haute-trahison , et pour ce crime je demande la mise en accusation de Danby. » Un bill d'accusation fut aussitôt voté par les communes , et passa à la chambre haute où tout faisait croire qu'il serait accueilli , lorsque le roi , effrayé des conséquences de cette mise en accusation , afin de la retarder , prorogea le parlement.

Il fallait que le gouvernement donnât promptement suite à cette mesure ; la nation n'était pas d'humeur à supporter une longue prorogation. Danby conseilla de dissoudre le parlement , et persuada au roi , au duc d'York , aux membres influents de l'opposition dans la chambre haute , qu'ils trouveraient leur compte dans un renouvellement

intégral de la chambre basse. Il dit au roi et au duc qu'en employant ce qu'il y avait d'argent dans le trésor, on obtiendrait des élections royalistes et que dans tous les cas il était impossible que la nouvelle chambre fût plus mal composée que celle dont on allait se défaire ; il fit entendre aux lords de l'opposition que si la chambre des communes était conservée et emportait sa mise en accusation , le roi serait obligé de prendre des ministres qui plussent à cette chambre , et qu'elle avait déjà tant varié qu'un petit nombre de mesures populaires suffirait pour la ramener à son ancienne ferveur royaliste. Cette crainte de la versatilité de la chambre des communes existait en effet chez les lords de l'opposition , et dans une des dernières sessions avait porté quelques-uns d'entre eux à demander qu'elle fût dissoute. Ils appuyèrent de toutes leurs relations à la cour l'avis ouvert par Danby, qui de son côté leur promit de sortir du ministère. La dissolution fut résolue ; le roi la prononça au commencement de janvier 1679.

Un nouveau mécompte détruisit les espérances fondées sur cette mesure. La cour s'agita vainement pour faire élire des hommes dévoués ; le parti de la nation eut l'avantage. Il trouva moyen, en multipliant les biens libres , de multiplier les voix, et d'appeler ainsi une plus grande portion des classes inférieures à la défense de leurs intérêts. Les rapports qui de tous les points du royaume arrivaient à Londres sur la conduite du peuple dans des élections étaient si alarmants , les professions



1679 de foi publiques des candidats si menaçantes pour  
à  
1680. les papistes en général et pour le duc d'York, audacieusement représenté comme l'âme de tous leurs complots, que le roi, avant d'assembler le nouveau parlement, eut devoir éloigner son frère, tant pour le dérober à ce que ses ennemis pourraient entreprendre contre lui, irrités de sa présence, que pour paraître entrer dans les mécontentements qu'il avait provoqués.

La session s'ouvrit, tous les membres de l'opposition avaient été réélus; parmi les nouveaux venus, les presbytériens étaient en plus grand nombre, leurs amis politiques arrivaient avec l'arrière-pensée la plus redoutable à la contre-révolution, celle de renverser la famille régnante. Si tel n'était pas le vœu de la chambre entière, les passions qui l'animaient tendaient absolument au même but. Des événements, des périls du genre de ceux dont le *long parlement* s'était fait arme, avaient remis en faveur les plans de réforme prêchés quarante ans auparavant, en présence des énormes abus maintenant renouvelés. Ce n'étaient plus les rêves de perfection mystique, les espérances aventureuses qui avaient précipité les premiers pas de la révolution, mais à la place le ressentiment profond, le soulèvement de cœur d'hommes trop longt-emp réduits à faire de l'opposition par des principes qui n'étaient pas les leurs, et qui revenaient, par une puissante réaction intérieure, à ceux dont ils rougissaient d'avoir fait abnégation. Peut-être se croyaient-ils forts de leur expérience et capables

de maîtriser les passions populaires. Mais, quoi qu'il pût arriver, il semblait qu'un nouvel appel à ces passions fût pour beaucoup un devoir de conviction, pour le grand nombre une tentative désespérée. 1679  
à  
1680.

Le nouveau parlement se montra peu touché de ce que dit le garde du grand sceau, Nottingham, pour faire valoir le sacrifice que le roi avait fait à ses affections en éloignant le duc d'York. La mise en accusation de Danby fut redemandée avec plus de violence que dans le dernier parlement; vainement Danby fit agir ses amis dans les deux chambres, on persista, non par haine contre lui, mais parce qu'on voulait qu'il se défendit en inculpant le roi. Charles, voyant où tendait cette persistance, fut assez imprudent pour déchirer lui-même le voile de la responsabilité ministérielle. Il crut imposer silence en déclarant au parlement que son ministre n'avait rien fait que par ses ordres, que pour cela il le déchargeait de l'accusation portée contre lui, et trouvait bon de lui donner des lettres de grâce; « Et si quelqu'un, ajouta-t-il, trouve que ces lettres ne sont pas valables, nous viendrons bien à bout d'assurer la protection des lois à un homme qui nous a loyalement servi. » Bien qu'il eût à ses ordres une armée pour appuyer cette expression de son bon plaisir, le gant fut relevé. Des orateurs, entre autres Seymour et Wilmington, nièrent que la prérogative royale pût mettre un ministre à l'abri de la vindicte publique. « C'est le peuple, dirent-ils, qui, après tout, souffre des trahisons

1679 et des fautes des ministres, et la réparation ne peut  
à se trouver dans le pardon royal, mais bien dans la  
1680. punition des coupables. » Les amis de Danby pro-  
posèrent une conciliation, qui consistait à le bannir,  
comme autrefois on avait banni Clarendon. Mais  
ceux qui soutenaient le bill d'accusation s'écrièrent :  
« Qu'est-il besoin de constitution ? Pourquoi des  
ministres responsables ? Déclarez donc qu'à l'avenir  
les hommes revêtus d'emplois pourront trafiquer de  
l'honneur et des intérêts de la nation, et qu'ils en  
seront quittes pour aller se promener sur le conti-  
nent. » Danby, n'espérant plus rien, se retira, et  
peu après fut mis à la Tour par ordre des commu-  
nes; mais la prérogative royale resta en prise. Comme  
la fermentation dans le peuple répondait à la vio-  
lence que montraient les communes, Charles encore  
une fois placé dans l'alternative de briser la consti-  
tution par un coup d'état, ou d'abandonner l'admi-  
nistration composée des créatures et des amis de  
Danby, prit le parti le moins dangereux : il se dé-  
termina à composer un nouveau ministère, et eut  
recours encore à la probité et aux lumières de Wil-  
liam Temple.

William Temple donna un conseil qui, s'il eût été  
suivi, eût terminé peut-être la contre-révolution. Il  
dit à Charles qu'il était déjà bien tard pour songer  
à sauver la nation de la tyrannie, ou la royauté  
d'une seconde chute; que cependant un moyen lui  
paraissait propre à rétablir la confiance et conduire  
à un ordre de choses stable; que jusqu'ici la mar-  
che du gouvernement avait dépendu du caractère

particulier et des intentions de deux ou trois ministres, soumis à une responsabilité factice ; qu'il fallait associer aux intérêts de la couronne, et en aussi grand nombre que possible, des conseillers qui, par leur position indépendante, leurs principes et leur fortune, entrassent également dans les intérêts nationaux, et ne rien faire que par leur avis. « Cet avis, disait-il, serait toujours l'expression de ce que réclamaient les intérêts généraux, essentiellement amis de l'ordre, de l'économie dans les dépenses du gouvernement et de la gloire du pays dans les affaires extérieures. » Charles se décida à former un conseil de ce genre, et promit de le consulter en tout ce qu'il ferait ; mais il le composa par moitié d'officiers de la couronne, et, contre l'avis de Temple, y fit entrer, parmi beaucoup d'hommes qui jouissaient d'une considération méritée, d'autres qui n'avaient acquis leur influence dans les deux chambres que par l'intrigue et la turbulence. Toutefois l'une des principales garanties que Temple avait prétendu, par cette constitution, donner à la fois à la nation et à la couronne, était obtenue. Le revenu annuel de ce conseil, composé de trente membres, égalait la somme des revenus de tous les membres des communes réunis. Des hommes possédant une telle masse de richesses ne pouvaient désirer une nouvelle révolution.

Le roi prit dans le sein du conseil un nouveau ministère, sorte de comité dans lequel devaient se discuter les affaires avant d'être portées au conseil. Le comte d'Essex, d'une famille dévouée aux Stuarts,

1679  
à  
1680.

1679 homme que les mœurs de la cour révoltaient, qui  
1680. <sup>à</sup> aimait la liberté par bon sens, et détestait le catholicisme comme incompatible avec la liberté, fut chargé de la trésorerie. Le comte de Sunderland, d'une capacité connue, mais qui eût plus dignement figuré dans le ministère de la Cabale qu'entre William Temple et le comte d'Essex, fut fait secrétaire d'état; le marquis d'Halifax, qui professait en bel esprit l'athéisme et les opinions républicaines, mais qu'on avait toujours trouvé disposé comme courtisan à combattre la liberté défendue par le parlement, fut appelé au même comité. Enfin Shaftesbury, maintenant l'idole du peuple, en eut la présidence. Dans le conseil, on remarquait parmi les hommes qu'on a vus dans cette histoire se distinguer par des talents ou des vertus, à la tête de l'opposition parlementaire, les lords Russel, Cavendish, Coventry, le chevalier North et Édouard Seymour.

Cette révolution ministérielle fut rapidement opérée, et d'abord tenue secrète, afin qu'elle produisît dans le public l'effet d'une surprise agréable; mais elle fut très-froidement accueillie. Le parlement assemblé resta silencieux. Il n'avait pas accusé Danby de tromper le roi, mais de le trop bien servir. Ceux même dont les amis allaient s'asseoir au nouveau conseil ne paraissaient pas gagnés par cette caresse faite à leurs opinions; ils disaient que le roi n'écouterait pas les nouveaux ministres, ou qu'il les mettrait encore dans ses intérêts contre ceux de la nation; qu'il n'y avait que son impuissance qui pût rassurer sur ses intentions. Ainsi c'était un part

pris d'attaquer le pouvoir royal, sans attendre qu'il redevînt entreprenant.

1679  
à  
1680.

Les communes lancèrent comme manifeste une déclaration concernant le duc d'York, et votée à l'unanimité dans les termes suivants : « L'attachement du duc d'York au papisme, et l'espoir de le voir monter sur le trône, ont puissamment encouragé les conspirations et les desseins des papistes contre l'église protestante. » C'était à dire qu'on voulait exclure le duc d'York de son droit de succession au trône. Il y avait longtemps que, dans des vues différentes, les partisans du duc de Monmouth, les amis de la duchesse de Portsmouth, mère d'un fils pour lequel son ambition rêvait un trône, enfin que les zélés anglicans, aspiraient après le moment où cette exclusion pourrait être demandée. Au temps où le duc avait rendu sa conversion publique, de sourdes menaces l'avaient averti déjà que l'Angleterre entière le repoussait. Le parlement, assez fort maintenant pour exprimer, au nom de tous les partis, ce sentiment de réprobation, fut entraîné par le parti énergique qui le dominait à voter la déclaration. Il souffrit que plusieurs membres l'appuyassent par des arguments menaçants pour la royauté.

Dans le conseil, les hommes qui appartenaient à l'opposition pressèrent le roi de répondre à l'appel des communes en proposant lui-même ce qui paraîtrait propre à rassurer la nation sur les craintes inspirées par le duc d'York. « Il y avait, dirent-ils, deux partis à prendre, ou bien exclure le duc comme

1679 papiste, ou limiter à l'avancé son autorité de ma-  
nière à ce qu'il ne pût rien entreprendre contre la  
1680. religion du pays. Et si le roi ne prenait pas l'initia-  
tive, les communes le préviendraient, et iraient  
beaucoup plus loin. Shaftesbury parla pour l'exclu-  
sion : « Le roi, dit-il, avait le droit de déshériter  
son plus proche héritier ; c'était le droit de tout  
chef de famille, de quiconque laissait après lui des  
biens. » Comme ce n'était pas dans une vue politi-  
que, mais simplement par haine pour le duc d'York,  
qu'il appuyait l'exclusion, on peut croire qu'il fai-  
sait volontairement cette confusion entre les lois de  
succession qui régissent la famille, et celles qui de-  
vaient régir l'état. Les lords Sunderland, Essex, et  
Halifax proposèrent les limitations ; les deux pre-  
miers, parce qu'elles leur paraissaient moins con-  
traires au principe monarchique que l'exclusion ; le  
dernier dit en présence du conseil qu'exclure le duc  
d'York, ce serait rendre la monarchie élective, et  
livrer le royaume à l'anarchie ; mais il dit à ses amis  
qu'il tenait pour les limitations, considérant comme  
un suprême bonheur pour l'Angleterre qu'elle eût  
un roi papiste, n'y ayant que cela qui pût tuer la  
royauté. Temple combattit les limitations, et par  
des motifs d'honnête homme. Il dit que si le système  
des limitations était adopté, elles seraient un lien  
salutaire pour un successeur papiste, mais que pour  
les princes protestants qui régneraient ensuite, elles  
équivaldraient à la ruine de la prérogative royale.  
Le roi fut de l'avis de ceux qui, regardant comme  
un malheur pour la royauté la nécessité de céder à

cette nouvelle prétention des communes , choisiss<sup>1679</sup>  
aient entre deux concessions la moins coûteuse. Il <sup>à</sup>  
chargea le lord chancelier de proposer aux deux <sup>1680.</sup>  
chambres un plan de limitations.

Ces limitations ne sauvaient de tous les principes monarchiques que celui de l'hérédité directe. Elles ne laissaient au duc , s'il devenait roi , qu'un vain titre , elles conféraient au parlement le droit de se réunir et de rester assemblé , celui de nommer à tous les offices civils , militaires et ecclésiastiques. Les communes ne furent pas satisfaites d'une offre si extraordinaire de la part de Charles II. Elles dressèrent de leur côté un bill d'exclusion qui déclarait le duc d'York traître , s'il essayait , après la mort du roi , de revenir en Angleterre et de faire valoir son titre par les armes. Ce bill eut pour lui une majorité considérable. La session se prolongeant , la chambre basse , outre le bill d'exclusion , mena de front cinq bills , empreints du même caractère d'animosité , et qui tous ressuscitaient les prétentions des premières années du long parlement : un bill ordonnant de rechercher les membres qui s'étaient vendus à la cour sous les deux précédents ministères , ses motifs rappelaient fort ceux du célèbre acte contre les délinquants ; un bill pour expulser de son sein tous ceux qui occupaient des places rétribuées ; un bill ordonnant le licenciement des troupes régulières ; un autre réglant les assemblées périodiques de la milice , c'était presque le même que Charles I<sup>er</sup> avait refusé de sanctionner ; enfin un bill en faveur de la liberté individuelle , c'est la fameuse garantie



1680. de l'*habeas corpus*. Depuis le parlement de 1668, la proposition d'un acte de ce genre contre les emprisonnements arbitraires était revenue à chaque session, toujours combattue et toujours améliorée. Cette fois elle passa, et il ne lui manqua plus que la sanction royale.

Tout en discutant ces diverses motions, qui ramenaient la monarchie sur le terrain où elle avait déjà succombé, les communes pressaient avec ardeur la continuation des procédures contre les lords papistes enfermés à la Tour, et persistaient à vouloir que la chambre haute déclarât non valables les lettres de grâce données à Danby. Leur prétention avait surtout pour adversaires les pairs ecclésiastiques : on se souvient de l'appui prêté par eux au ministère de Danby. Les presbytériens de la chambre basse ne manquèrent pas cette occasion d'attaquer l'épiscopat. Ils représentèrent aux lords, en s'appuyant sur de nombreux antécédents, que les évêques siégeant parmi eux ne pouvaient voter dans le procès de Danby, et devaient sortir de la chambre jusqu'à ce que cette affaire fût terminée. Les lords, à une petite majorité, refusèrent de prononcer cette exclusion. Les communes déclarèrent que si les évêques étaient admis à voter, elles suspendraient le cours de leurs travaux. Le roi se hâta de profiter de cette nouvelle querelle des deux chambres, non pour proroger, mais pour dissoudre le parlement. La plupart des bills révolutionnaires alors en discussion attendaient une seconde ou une troisième lecture : seulement le licenciement des

troupes était effectué, le roi ayant eu à choisir entre l'avantage de les conserver et celui de toucher un <sup>1680</sup> à <sup>1681</sup> subsidé de 20,000 livres sterling. Enfin la loi de l'*habeas corpus* était sanctionnée.

Le nouveau mouvement révolutionnaire , en perdant la tribune politique , ne fut point arrêté ; il se précipita par toutes les voies qui restaient ouvertes devant lui. Les chaires retentirent de discours dans lesquels on livrait à la dérision et à l'horreur celles des maximes des jésuites qui paraissaient avoir été mises en pratique dans la conspiration papiste. Les tribunaux virent redoubler la partialité des juges contre les victimes de cette fable atroce , et les applaudissements furieux du public à chaque nouvelle condamnation. Cinq jésuites furent mis à mort : on exécuta après eux Langhorn , savant jurisconsulte, coupable d'avoir assisté les papistes dans plusieurs procès. La presse , redevenue libre par le fait de la dissolution de la chambre, accrut ce débordement de passions. Une multitude de petits écrits parurent , dans lesquels les membres de l'opposition, et quelques-uns avec un talent redoutable , traitaient la question de l'exclusion du duc d'York , et discutaient les droits de la prérogative royale. Les presbytériens , par d'autres écrits , attaquaient l'épiscopat , et le rejetaient malgré lui dans la contre-révolution. La cour n'avait point de partisans qui osassent répondre ; mais les évêques répondirent. Ils firent paraître sous le titre d'*Observateur*, un journal presque entièrement rempli de récriminations contre les protestants dissidents. Ceux-ci leur

1680 reprochaient de se vendre au pouvoir, et de laisser  
à enchaîner la liberté pour conserver leurs honneurs  
1681. et leurs immenses richesses ; eux renvoyaient les  
presbytériens aux excès commis par leur secte lorsqu'elle avait été dominante, et dénonçaient leurs principes comme subversifs de l'ordre de choses existant.

Les évêques eurent , dans le cours de ces disputes , un argument terrible à employer contre leurs adversaires. Le licenciement des troupes ayant encore une fois laissé respirer l'Écosse , et Landerdale ayant été entraîné dans la disgrâce de Danby , les presbytériens écossais avaient obtenu d'une nouvelle administration plus de tolérance , et aussitôt avaient recommencé leurs assemblées dites conventicules. Quelques-uns d'eux , se rendant à une assemblée de ce genre , rencontrèrent la voiture de ce Sharp qui les avait si indignement tyrannisés pendant quinze ans : Sharp succomba sous leurs coups. Les meurtriers , et quelques ministres qui les avaient excités comme à une vengeance agréable à Dieu , provoquèrent un soulèvement près de Glasgow ; plusieurs milliers de presbytériens accoururent à leur voix , à peine armés et vêtus , mais animés par la croyance que le triomphe du Christ , attendu pendant les longs jours d'oppression , était enfin arrivé. Ils proclamèrent le covenant , et repoussant quelques compagnies de gardes envoyées pour les disperser , marchèrent à l'aventure , appelant à eux tous les presbytériens , et demandant la convocation d'un parlement libre. Le

duc de Monmouth fut en toute hâte envoyé de Londres contre les insurgés , avec quelques troupes réunies dans le nord de l'Angleterre ; il les attaqua au pont de Bothwell sur la Clyde , non loin de la petite ville de Hamilton : ils résistèrent à peine. Le duc eut pitié de leur fanatisme, et les épargna ; seulement quelques ministres , chefs de la révolte , furent pendus ; aussi intrépides au pied de l'échafaud que lâches au combat de Bothwell , ils moururent sans vouloir reconnaître l'autorité du roi.

1680  
à  
1681.

Le duc , revenant à Londres , obtint avec peine une amnistie pour les insurgés. Le roi trouva mauvais qu'il eût empêché les troupes victorieuses de massacrer les fuyards , et pris si grand soin des prisonniers. Le duc repartit noblement que, pour tuer de sang-froid des gens sans défense , un boucher eût mieux convenu que lui. Chargé d'assurer à l'avenir la soumission du pays , il continua à se conduire avec cette modération qui lui faisait en Écosse et en Angleterre beaucoup de partisans. Il fit en peu de temps , par la douceur , ce que n'avait pu faire aucune des administrations qui s'étaient succédé en Écosse depuis la restauration. Il régularisa les assemblées dissidentes , de manière qu'il n'était besoin ni de les autoriser absolument ni de les interdire.

La prise d'armes des insurgés , vaincus au pont de Bothwell , arriva au moment où le parti de la cour , longtemps étourdi du coup que lui avait porté la conspiration papiste , pour rétablir le combat , avait recours à la presse. Les écrivains de ce parti

1680 ne manquèrent pas de rattacher la révolte écossaise  
 à l'ensemble d'attaques révolutionnaires que favo-  
 1681. risait la disposition actuelle des esprits. Cette dis-  
 position, essentiellement liée au grand danger qui  
 l'avait fait naître, était soutenu par la crainte de  
 ce que réservait le règne du duc d'York, mais non  
 pas telle que se l'imaginaient les républicains. Bien  
 que la masse de la nation se laissât conduire par  
 eux, elle n'avait pas comme eux de résolution prise.  
 Voyant déjà les évêques se rapprocher du roi  
 parce qu'ils étaient menacés comme lui par les pres-  
 bytériens, elle n'apercevait pas clairement ce qui  
 pourrait advenir d'un brusque renversement de  
 l'état de choses existant. Toutes ses incertitudes se  
 manifestèrent lorsqu'une maladie menaça d'enlever  
 subitement Charles II. S'il meurt, disait-on, le duc  
 d'York va régner, et avec lui la faction papiste alté-  
 rée de vengeances. Si l'on parvient à exclure le duc,  
 qui régnera? sa fille ou l'un des fils naturels du roi?  
 Quant à la république, elle ne peut s'établir qu'en  
 exterminant tout ce qu'elle a d'adversaires dans  
 l'épiscopat et dans la pairie. Le roi se rétablit, et  
 l'allégresse excitée par de si puissants motifs fut  
 aussi générale que mal interprétée par celui qui en  
 était l'objet.

Pendant la maladie du roi le duc d'York vint se-  
 crètement à Londres. Le profond découragement  
 dans lequel il le trouva plongé par tant d'humiliations  
 et de mécomptes, lui donna le droit de représenter  
 que, si ses conseils eussent été suivis, le parti révo-  
 lutionnaire ne serait jamais venu à ce point d'au-

dace. Le duc montra le parlement et le conseil formé sur l'avis de Temple, comme un ramas de factieux avec lesquels il fallait rompre. La véritable opinion de l'Angleterre était, disait-il, celle qui s'exprimait par l'inquiétude si générale et si vive pour le jours du roi menacés. Il fallait dissoudre le conseil, différer le plus possible la convocation d'un nouveau parlement, et revenir sincèrement à Louis XIV. Le roi se décida à suivre ces conseils, et ce fut le commencement de l'ascendant que le duc exerça sur lui dans la suite. Il ne lui permit pas encore de rester en Angleterre, mais il le renvoya avec la promesse que le parlement ne serait point appelé avant un an, et que le gouvernement de l'Écosse serait ôté au duc de Monmouth, chef d'un parti considérable parmi ceux que la terreur du papisme ne poussait pas jusqu'à vouloir le renversement de la royauté. Ces nombreux ennemis du duc d'York, justifiant les inquiétudes nationales quand la mort du roi semblait certaine, avaient été au moment de se diviser, les uns pour faire couronner Monmouth, les autres pour proclamer le duc de Richmond, fils de la duchesse de Portsmouth, d'autres enfin pour appeler le gendre et la fille du duc d'York. De leur côté, les républicains s'étaient activement remués pour faire triompher leur système. On crut même qu'à la faveur du trouble, un de ces partis avait essayé de s'emparer de la Tour de Londres et des postes principaux de la ville. Le rétablissement du roi déconcerta toutes ces espérances qui se reportèrent à leur point de séparation, et ne

1680 rentrèrent qu'avec peine dans la voie légale par  
à laquelle la masse de la nation voulait arriver à dé-  
1681. truire le papisme et à se préserver des vengeances  
du duc d'York.

Le roi reprit courage aux cris de joie qui saluèrent sa convalescence ; s'il les eût compris , il se fût attaché à suivre les avis de Temple. Une invincible fatalité , ou plutôt le sentiment de ses torts envers la nation , lui fit préférer la marche tracée par le duc d'York. Temple , Shaftesbury , les lords Essex , Halifax , se retirèrent après avoir sollicité vainement la convocation d'un parlement ; le conseil n'étant plus consulté cessa de se réunir. Sunderland resta ministre , Laurent Hyde , fils de Clarendon , et le lord Godolphin , qui avaient été employés à la trésorerie sous le lord Essex , remplacèrent, l'un ce dernier ministre , l'autre le lord Halifax , et soutinrent le roi dans sa résolution de ne point assembler de parlement. Mais les écrits religieux et politiques contre le papisme et l'arbitraire surpassèrent en violence tout ce que la tribune eût pu faire entendre. La cour répondait par d'autres écrits qui trouvaient aussi des lecteurs. Les évêques soutenaient avec plus d'avantage encore les intérêts qui leur étaient communs avec la royauté ; leur diversion contre le parti révolutionnaire fut un assez utile emploi du temps gagné par la prorogation du parlement. Aussi ce parti demandait-il à grands cris une session. Il fit circuler dans toutes les parties du royaume des pétitions qui demandaient un parlement ; la cour en fit colporter d'autres dans les-

quelles on déclarait s'en remettre à la sagesse du 1680  
roi. Ceux qui signaient ou approuvaient les premiè-  
res prirent le nom de *pétitionnaires*, les autres se <sup>à</sup> 1681.  
donnèrent le nom d'*abhorrents*. A ces dénominations  
succédèrent bientôt les noms injurieux de whigs ou  
brigands presbytériens, de torys ou brigands pa-  
pistes, que s'entredonnèrent les deux partis, et qui  
depuis lors, acceptés par eux, ont vécu en Angle-  
terre attachés à deux grands intérêts qui la divi-  
sent encore.

Il est digne de remarque que la supériorité du  
nombre des pétitionnaires sur celui des abhorrents  
ne fut pas aussi grande que la cour eût pu le crain-  
dre, ou que ses ennemis eussent pu l'espérer; mais  
ce qui a expliqué l'allégresse générale causée par  
le rétablissement du roi explique ceci. L'action des  
divers partis armés contre le papisme devenait de  
plus en plus divergente. Londres, qui renfermait  
le plus d'éléments démocratiques, nommait aux fonc-  
tions importantes de shériff deux républicains ex-  
altés, Cornish et Bethel, qui ne pouvaient manquer  
d'introduire d'autres républicains dans les cours de  
justice et les magistratures dépendantes de leur  
choix. Les évêques en même temps parlaient d'épu-  
rations à faire dans le bas clergé, composé en partie  
d'anciens presbytériens. Les comtés étaient à la fois  
agités par le travail d'élections qui s'annonçaient  
comme prochaines, et par les allées et venues triom-  
phales du duc de Monmouth rappelé d'Écosse sui-  
vant la promesse faite au duc d'York. Tout ce  
désordre ramenait chez les classes laborieuses, qui



1680 n'avaient d'autre ambition que celle du bien-être ,  
à  
1681. l'incertitude qui , à la suite de tiraillements sembla-  
bles , avait favorisé le retour des Stuarts. La haine  
du papisme était le sentiment dominant dans la  
bourgeoisie , et l'avait un moment rendue capable  
du plus aveugle fanatisme ; mais les grands seigneurs  
et les grands propriétaires , qui dans l'affaire du  
complot s'étaient mis à sa tête , voulaient diverse-  
ment tirer parti de la victoire , et cela ne lui échap-  
pait point. Parmi les chefs de l'opposition dans la  
chambre haute , beaucoup avaient avec la cour des  
relations de famille et de société qu'ils exploitaient  
au profit d'intérêts non avoués ou bien dans l'inté-  
rêt général , mais par les voies toujours suspectes  
de l'intrigue. On n'était rassuré sur leurs inten-  
tions que quand on les entendait se prononcer  
hautement au parlement. Il en était ainsi des mem-  
bres des communes lorsque , dans l'intervalle des  
sessions , ils cherchaient à remuer l'opinion par de  
sourdes menées. L'historien qui fait le mieux con-  
naître cette époque (1) observe que les membres  
des communes qui , pendant les prorogations si fré-  
quentes depuis la conspiration papiste , bien que mé-  
contents de la cour , restaient calmes et silencieux ,  
évitaient les clubs et les assemblées tumultueuses  
à la réouverture des chambres , se présentaient  
avec bien plus de crédit que ceux qui , s'occupant  
d'intrigue , avaient fait naître des doutes sur leurs  
intentions. Le peuple , ajoute-t-il , voulait bien des

(1) Burnet.

remèdes qu'appliquait le parlement, les autres 1680  
l'inquiétaient. à  
1681.

A la fin de l'année 1680, la convocation d'un nouveau parlement vint régulariser l'expression tumultueuse du malaise public. Charles, parvenu avec grande peine à tenir les chambres éloignées pendant près d'un an, s'était abaissé aux plus indignes supplications pour obtenir de Louis XIV les moyens d'étendre cette prorogation jusqu'au terme marqué par le bill triennal ; mais, de 14 millions qu'il demandait, Louis XIV ne voulant en accorder que trois, la négociation avait été rompue, et Charles avait annoncé d'un ton menaçant qu'il allait se réconcilier avec son peuple. Or, cela présentement ne dépendait pas de lui. Les mêmes députés, élus partout, revinrent irrités des efforts qu'on avait faits pour les écarter, et des dépenses que le voyage et la réélection leur avaient causées. Le roi avait cru devoir, au moment de cette réouverture, envoyer son frère en Écosse ; il parla aux chambres assemblées en homme revenu de ses frayeurs, et disposé cependant à beaucoup accorder pour finir les querelles. Il annonça qu'il voulait donner après lui à la religion anglicane des gages de maintien, mais qu'il ne souffrirait pas qu'on ravît à son frère un droit sacré. En s'exprimant ainsi, Charles croyait pouvoir compter dans le parlement sur une grande portion de la chambre haute, dans la nation sur tout ce qui s'était réjoui de son retour à la vie. Il y avait dans l'hésitation manifestée depuis le dernier parlement de quoi fonder cet espoir ; mais tout

1680 allait dépendre de ce que ferait , dans la nouvelle  
à  
1681. session , le parti long-temps confondu dans les rangs  
de l'opposition , et qui s'était mis à sa tête dans la  
crise du complot papiste.

Ce parti , se méprenant sur la nature du secours  
que lui avaient prêté les alarmes publiques , conti-  
nua à marcher en avant. Il régnait dans les commu-  
nes : ce fut de là que partirent ses attaques. La ma-  
jorité de la chambre basse exprima d'abord son  
mécontentement de ce qu'une année entière s'était  
écoulée depuis la dernière session. Ceci la condui-  
sait à examiner l'affaire des pétitions pour et contre  
la convocation. Elle déclara que les pétitionnaires  
avaient bien mérité du pays ; puis voulant prouver  
que les abhorrents , malgré leur nombre , étaient  
des gens gagnés par la cour , elle forma dans son  
sein un comité spécial pour poursuivre , dans la  
chambre et au dehors , tous ceux qui avaient dé-  
fendu la prérogative royale. Un membre des com-  
munes , le chevalier Wilhem , fut exclu comme  
ayant signé une contre-pétition. Une plainte fut  
dressée contre plusieurs lords du parti de la cour ,  
qui s'étaient remués pour multiplier le nombre des  
signataires abhorrents ; un magistrat de Londres ,  
nommé Jefferyes , attaqué pour le même fait , se  
cacha. Dans les provinces , et au mépris de l'acte  
d'*habeas corpus* , les agents du comité firent empri-  
sonner des abhorrents , la plupart étrangers à la  
cour , connus de leurs voisins pour des gens incapa-  
bles d'avoir été séduits par elle. Aussi le premier  
d'entre eux qui refusa de se laisser arrêter , ce fut

un habitant d'Exeter, eut pour lui tous les gens modérés; on cria à la tyrannie, et le comité cessa de persécuter les abhorrents. 1680  
à  
1681.

La chambre basse se replia sur le complot papiste, renouvela la déclaration sur l'existence permanente de ce complot, et chassa deux de ses membres qui avaient osé le traiter de fable absurde, et ajouter qu'il y avait au contraire une conspiration presbytérienne. Ces deux membres faisaient allusion à la dénonciation de ce qu'on appelait le complot du tonneau de farine, dénonciation faite, il y avait quelques mois, par un certain Dangerfields, encore moins digne de foi que Oates et Beldow. Il prétendait avoir trouvé dans un tonneau de farine une série de lettres écrites par des presbytériens sur un projet d'assassiner le roi et d'exclure la famille régnante. Il avait produit ces lettres, que la cour affectait de regarder comme authentiques. Les communes mandèrent à leur barre Dangerfields; celui-ci, voulant faire fortune contre un parti ou contre l'autre, et reconnaissant qu'il s'était trop hâté de choisir, déclara qu'il avait été payé par la cour pour fabriquer les lettres prétendues presbytériennes, et qu'il savait au contraire des choses qui confirmeraient ce qu'avaient déposé Titus Oates, Beldow et les autres délateurs. Dangerfields fut applaudi. Les communes, mêlant la dérision à l'audace, le recommandèrent au roi comme sujet fidèle et digne de ses grâces. Elles le prièrent aussi de penser au docteur Tongue pour l'une des premières dignités ecclésiastiques qui viendraient à vaquer.

1680 Le bill d'exclusion revint à son tour, et donna  
à lieu à une discussion dans laquelle beaucoup de  
1681. science et de talent fut déployé de part et d'autre,  
mais qui fut surtout remarquable par la profession  
de foi presque républicaine à laquelle les partisans  
de l'exclusion se laissèrent amener par leurs adver-  
saires.

Les premiers, en grande majorité, avaient fait  
passer le bill rédigé en termes violents, et fortifié  
par deux articles additionnels, l'un portant que lec-  
ture de l'acte serait faite deux fois par an au peuple,  
dans les églises; l'autre que toute réclamation en  
faveur du droit du duc d'York serait crime de haute-  
trahison. Les adversaires du bill, jusqu'alors impa-  
tiquement écoutés, demandèrent qu'on spécifiât  
expressément que, le duc étant exclu, ses filles  
pourraient seules être appelées à régner à sa place.  
Les excluants écartèrent l'objection comme futile,  
étant bien entendu, dirent-ils, que le duc une fois  
considéré comme mort, ses enfants hériteraient de  
lui naturellement. On les pressa d'annoter au moins  
cette explication; ils ne le voulurent pas. Cela fit  
croire qu'ils avaient le projet d'écarter non-seule-  
ment le duc, mais sa famille, et qu'ils travaillaient  
pour le duc de Monmouth, ou plus généralement  
pour la république. Le dernier effort des adversai-  
res du bill dans la chambre basse, en donnant à cet  
acte son véritable caractère, ne fut pas perdu. La  
chambre haute rejeta le bill à une première lecture.

Les communes se vengèrent en refusant de voter  
des subsides urgents, ce qui leur avait réussi dans

tant de circonstances ; mais comme à ce refus elles ajoutèrent un acte qui déclarait illégale toute anticipation sur une branche quelconque des revenus , et crime de trahison toute avance d'argent faite au roi sur les subsides qui pourraient être accordés par la suite , elle parut injuste. Il se trouva des gens qui interprétèrent cette nouvelle violence dans un sens alarmant pour ceux qui ne voulaient pas de bouleversement. « Oter au roi , disait-on , jusqu'aux ressources qu'il s'est toujours procurées en pareille circonstance sur son crédit particulier , c'est vouloir le prendre par famine. » Cependant , comme le roi était entouré de courtisans nécessaires , qui le pressaient de tout faire pour obtenir des subsides , et lui représentaient que son père avait succombé faute de quelques mille livres sterling , il consentit à un nouveau plan de conciliation , sur lequel les ministres eurent à s'entendre avec les chefs de l'opposition , et qui consistait à tenir le duc éloigné d'Angleterre d'au moins cinq cents milles , tant que le roi vivrait , et à l'admettre à la succession avec les limitations proposées. Le lord Essex , au nom des pairs de l'opposition , demanda que le roi remit à une association , formée pour garantir les limitations , plusieurs places de sûreté , ce qui effraya tellement le roi , qu'il ne voulut plus entendre parler du compromis.

Tandis que ceci s'agitait secrètement , les lords , afin de prouver que leur conduite dans l'affaire du bill d'exclusion n'était pas de la faveur pour le papisme , se déshonoraient par le procès du vénérable

1680  
à  
1681.

1680 comte de Stafford, dernière victime des impostures  
à d'Oates. Cinquante voix contre trente portèrent,  
1681. aux applaudissements des communes, une condam-  
nation à mort, dans laquelle il n'y avait ni justice  
ni passion. Les évêques, les lords, qui se rappro-  
chaient du roi, le roi lui-même, voulurent, en sa-  
crifiant sur d'in vraisemblables accusations un des  
plus vieux royalistes de l'Angleterre, prouver leur  
aversion pour le papisme, et faire leur cour à la na-  
tion et aux communes. Les habitants de Londres ne  
voulurent point de la part d'enthousiasme qu'on  
désirait leur faire prendre dans cette lâcheté. Lors-  
que le vieux comte, prêt à courber sa tête blanchie  
sous la main de l'exécuteur, protesta d'une voix pé-  
nétrante qu'il mourait innocent, on cria de toutes  
parts : Nous vous croyons, milord, nous vous  
croyons ; que le ciel vous bénisse ! et des sanglots  
se mêlèrent à ces déchirants adieux.

La mort du comte de Stafford fut le dernier sang  
versé pour la conspiration papiste. Dans la nation,  
la puissance de cette délirante fiction était parvenue  
à son terme. Le parti politique et la secte reli-  
gieuse, que le soulèvement anti-papiste avait armés  
contre la royauté, cessant de se couvrir d'une idée  
qui n'était plus dominante et ne fournissait plus que  
de vains prétextes à leurs attaques, déguisèrent  
moins les vues particulières qui devaient tendre à  
les isoler. La majorité des communes, aveugle sur  
les appréhensions qu'elle semait autour d'elle, con-  
tinua à travailler pour une nouvelle révolution. Une  
proposition souvent faite sans succès, lorsque les

anglicans opprimaient pour s'affermir, celle de réunir par un compromis les deux églises anglicane et presbytérienne, fut renouvelée, de l'aveu de la cour, par ses amis, dans la chambre basse. Les presbytériens ne prirent aucun intérêt à cette motion, comme s'ils se fussent crus prêts à régner à leur tour. Ils ne voulurent pas qu'on accommodât leur situation actuelle aux dures lois contre les non-conformistes, mais qu'on accommodât ces lois à la prépondérance qu'ils croyaient avoir décidément acquise. Ainsi ils firent passer un acte portant que les lois contre les non-conformistes ne pouvaient être appliquées qu'aux papistes, et demeuraient suspendues quant aux non-conformistes protestants. La chambre basse vota en grande majorité l'abrogation de ces lois, faites par le parlement anglican, et à l'ombre desquelles s'était opérée la renaissance d'une opposition nationale.

Charles II observait avec calme ces attaques contre la religion de l'état, et jugeait assez bien que leur effet inévitable serait de lui ramener de nombreux partisans. Il restreignait systématiquement aux intérêts de sa prérogative royale sa résistance aux attaques du parti dominant, et envoyait message sur message pour obtenir un subside. Le danger couru par la place de Tanger colorait d'un assez vain prétexte cette insistance si pressante; et les communes répondaient : il vaut mieux que Tanger tombe entre les mains du roi de Fez, que de servir à former des troupes papistes; le petit-fils du fameux Hampden alla jusqu'à dire : « Le duc d'York

1680  
à  
1681.



1680 « est amiral de Tanger, et pour cela nous préférons  
à « que Tanger soit abandonné. » Les refus de  
1681. Louis XIV étaient moins humiliants : Charles aimait  
mieux s'y exposer encore; il cassa le parlement.

Peu avant cette nouvelle dissolution des communes, un membre, nommé Lenson Gower, avait osé la prévenir en invitant la chambre à se séparer d'elle-même. « Je demande, avait-il dit, que nous  
« nous retirions; retournons dans nos provinces;  
« apprenons au peuple comment on traite ses représentants. Notre cause est la sienne : il la soutiendra par l'épée, et nous prouverons au duc que nous le défions, lui et ses papistes. » Le duc était alors en Écosse; lui aussi voulait remettre au sort des armes la question de son droit au trône, mal défendue, selon lui, par l'amitié toujours suspecte du roi son frère. Il appelait de ses vœux la guerre civile, espérant tout de ce renom militaire fondé sur quelques mots flatteurs obtenus de Turenne, et sur les témoignages de vieux Cavaliers infatigables conteurs de prouesses. Après la dissolution du parlement, il écrivit à Charles : « Le moment est  
« venu d'être véritablement roi ou de périr; plus  
« de parlement : c'est à la France qu'il faut recourir pour avoir des subsides. »

Charles consentit à ce que son frère négociât avec Louis XIV, et lui-même fit agir Barillon; mais ni l'un ni l'autre ne réussirent. Pendant ces inutiles intrigues, la presse lançait contre la cour une foule d'écrits injurieux. Le roi voulut sévir contre les imprimeurs et les écrivains; il en fit mettre en ju-

gement quelques-uns ; mais les jurés, choisis parmi les whigs, les acquittèrent, à l'exception d'un Irlandais nommé Fitz-Harris. Celui-ci s'avouait l'auteur d'un écrit dans lequel le roi et le duc d'York étaient attaqués avec un tel défaut de mesure, qu'il semblait avoir pour but de rendre odieux les excluants. Fitz-Harris, voyant qu'on était disposé à le traiter sévèrement, n'hésita pas à dire que le livre lui avait été en effet commandé par la cour; il se donna pour l'un des instruments des papistes, et débita sur la fameuse conspiration une version nouvelle, qu'il termina en déclarant que le duc d'York avait eu connaissance de tous les projets, depuis celui d'incendier Londres jusqu'au complot contre les jours du roi, et qu'il avait trempé dans le meurtre de Godfrey.

Le roi, malgré les vives réclamations des ennemis du duc d'York, fit enfermer Fitz-Harris à la Tour; il voulait étouffer cette affaire, décidé, comme il l'était alors, à courir les chances de nouvelles élections. La dernière session lui avait prouvé que ses craintes sur la tendance révolutionnaire des communes étaient maintenant partagées par la chambre haute. Il crut aussi qu'en dérobant un nouveau parlement à l'influence de Londres, il diminuerait beaucoup l'audace des communes. Ainsi il convoqua les chambres à Oxford. Les élections rappelèrent encore en majorité les partisans de l'exclusion. Londres, en réélisant ses derniers représentants, leurs adressa des remerciements sur la conduite qu'ils avaient tenue dans l'affaire des pa-

1680  
à  
1681.

1681.

1681 pistes et du bill d'exclusion. Une pétition signée du  
à duc de Monmouth et de quinze pairs agita en ce  
1682<sup>e</sup>. moment les esprits, en réclamant contre l'ordon-  
nance qui convoquait les chambres à Oxford. On ré-  
pétait, en exagérant les craintes exprimées dans cette  
pétition, que la cour attirait les députés à Oxford pour  
les faire assassiner par les papistes et les soldats de  
la garde. Plusieurs milliers de bourgeois, soulevés à  
cette idée, suivirent à Oxford leurs députés ; ils  
étaient armés, et portaient sur leurs chapeaux des ru-  
bans à la menaçante devise : *Point d'esclavage ! point*  
*de papisme !* Le roi arriva de son côté avec une garde  
nombreuse, et qui, par sa sévère discipline, con-  
trastait avec la tumultueuse affluence d'électeurs  
et de gens de toute classe, accourus là, dit un his-  
torien, moins comme à une assemblée régulière du  
parlement, que comme à une diète polonaise.

Le roi ouvrit la session en renouvelant les assu-  
rances de son attachement à la religion et à la con-  
stitution de l'État. Il récapitula ce qu'il avait fait de-  
puis trois ans pour donner satisfaction à ceux qui  
paraissaient avoir ses intentions pour suspectes. Il  
prit l'univers entier à témoin qu'il n'avait rien né-  
gligé pour maintenir la sécurité publique, et cette  
si prompte convocation du parlement était, dit-il,  
une nouvelle preuve du soin religieux qu'il mettait  
à remplir ses obligations. Il y eut dans ses paroles  
une solennité et un accent de conviction qui ne lui  
étaient pas ordinaires, et qui semblèrent annoncer  
que dans sa pensée un grand événement était prêt  
à s'accomplir. Les communes prirent ce grave aver-

tissement pour une menace, et firent connaître 1681  
qu'il n'y avait point avec elles de paix possible, sinon à  
par l'acceptation du bill d'exclusion ; elles alléguèrent, 1682.  
comme devant fortifier leur persistance, les  
nouvelles dépositions faites par Fitz-Harris, et, se  
portant partie contre ce dernier, demandèrent qu'il  
fût jugé par la chambre haute. La majorité de cette  
chambre, trouvant qu'il y avait inconvenance ou  
danger à donner de l'éclat aux offenses d'un homme  
déterminé à se défendre par de si audacieuses in-  
culpations, ne voulut point entendre Fitz-Harris.  
Le refus des lords fut traité de déni de justice par  
les communes ; elles déclarèrent traître aux liber-  
tés publiques quiconque concourrait à faire juger  
Fitz-Harris par toute autre cour que la chambre  
haute. Les provocations à la guerre civile qui  
avaient terminé la dernière session se firent encore  
entendre, et cette fois, d'autant plus dangereuses,  
que les troupes royales, menaçantes malgré leur  
stricte discipline, et les plus chauds ennemis de  
l'arbitraire et du papisme, étaient maintenant en  
présence et comme en champ clos. Oxford, encom-  
brée des nombreux clients de la chambre basse et  
de la minorité de celle des lords, allait devenir le  
théâtre de scènes qu'une conflagration générale  
pouvait suivre. En ce danger, le roi se fit porter  
à la chambre haute, seul dans sa chaise, ayant la  
couronne dans un panier entre ses jambes ; il se  
revêtit à la hâte des habits royaux, manda les com-  
munes, leur annonça leur dissolution, et quitta im-  
médiatement Oxford, se faisant suivre de ses gardes.

1681 Ce qui se passa dans cette foule de gens accourus  
à  
1682. pour assister aux débats d'Oxford et protéger ,  
comme ils le disaient , les représentants contre le  
poignard des papistes et des satellites de la cour ,  
apprit au roi qu'il venait de remporter une victoire  
signalée. Lords , députés , bourgeois , abandon-  
nèrent Oxford avec une précipitation telle , qu'en  
quelques heures la ville devint silencieuse et soli-  
taire , d'agitée et retentissante qu'elle était. Ceux  
qu'on avait vus partir de Londres si menaçants , si  
déterminés en apparence à faire usage de leurs  
armes , y revinrent prudents et discrédités. Il en  
fut ainsi de tous ceux qui , ayant surpassé les autres  
en démonstrations de courage et d'animosité ,  
avaient cédé au moment de surprise causé par la  
soudaine résolution du roi , et n'avaient pas même  
songé à protester en abandonnant la cause du par-  
lement. Toutes les tergiversations de l'opinion pu-  
blique à l'égard du parti que la conspiration papiste  
avait rendu si redoutable à la contre-révolution ,  
furent fixées du moment où il fut prouvé que les  
forces de ce parti n'étaient point en mesure avec  
ses prétentions. Il avait compromis les résistances  
en prenant , au nom de tous , l'offensive. Il avait  
traité en ennemis ceux qui , par raison ou par cal-  
cul , s'étaient séparés de lui , et aux yeux mêmes  
de ceux qui , de loin , l'avaient suivi , disposés à  
profiter de la victoire s'il l'eût remportée , ses té-  
mérités allaient devenir des crimes.

## CHAPITRE II.

### RÉACTION ROYALISTE.

Effets de la déclaration d'Oxford. — Explosion générale des catholiques, des royalistes, des anglicans et de la population commerçante contre les whigs. — Faveur du duc d'York. — Direction donnée par lui à la réaction en Écosse. — Il sollicite et obtient son retour en Angleterre. — Son influence dans le conseil. — Affaire des shériffs de Londres. — Attaques des chartes des villes et corporations. — Poursuites contre les excluants et les whigs dans tout le royaume. — Persécutions des presbytériens en Écosse. — Conjuraison des whigs d'Angleterre et des presbytériens d'Écosse. — Découverte de la conjuration. — Procès et mort des principaux conjurés. — Indifférence de la nation. — Résultats du complot anglo-écossais favorables à la cour et particulièrement au duc d'York et aux papistes.

La dissolution du parlement d'Oxford fut promptement suivie d'un manifeste adressé à la nation par le roi. Mettant la modération de son côté, renvoyant les torts au parlement, il rendait compte à l'Angleterre de tout ce qui s'était passé. « J'ai » essuyé, disait-il, de mauvais procédés, et jus- » qu'à des attaques irrespectueuses, mais rien ne

1681 « pourra altérer mon zèle pour la religion protes-  
à « tante et la constitution , et mes sujets bien-aimés  
1682. « doivent être convaincus que je réunirai le parle-  
« ment avant l'expiration du terme fixé par le bill  
« triennal. » L'effet que produisit ce manifeste est  
un des plus graves sujets de méditations qu'offre  
cette histoire. La violente rupture d'Oxford tourna  
tout-à-coup au profit de la cour. Sans intrigues ,  
sans combats , mais par un simple déplacement de  
ces immenses forces que le parti de l'exclusion, n'a-  
vait pu entraîner jusqu'à la guerre civile, la royauté,  
tout à l'heure prête à succomber, redevint toute-  
puissante ; ses adversaires abandonnés perdirent  
jusqu'à leur existence comme parti. Tous les ordres  
d'intérêts , toutes les nuances d'opinions réunies  
ici pour ne pas vouloir de guerre civile , pour faire  
cesser une perturbation qui devait y conduire , ac-  
ceptèrent les nouvelles promesses du roi , sinon  
comme une garantie de liberté , au moins comme un  
gain de temps. Tous ceux qui , par principes , par  
passion ou par intérêt , ne se laissèrent point en-  
traîner dans ce mouvement général des esprits ,  
durent se cacher ou se taire ; seulement la dernière  
classe du peuple leur demeura favorable.

Le haut clergé avait été menacé comme la cour ;  
il regarda cette victoire comme la sienne ; il fit lire  
au peuple dans toutes les églises le manifeste du  
roi , et déclama dans les chaires contre ceux qui ,  
sous prétexte de combattre le papisme , avaient  
voulu ramener le régime révolutionnaire. De toutes  
les parties du royaume arrivèrent des adresses en

réponse à la déclaration du roi : les grands jurys , 1681  
les tribunaux de comté , les cités , les bourgs , les à  
corporations , se hâtèrent d'adhérer au grand chan- 1682.  
gement qui venait de s'opérer. Quelques-unes des  
adresses se bornaient à exprimer leur confiance  
dans les bonnes intentions du roi , d'autres le féli-  
citaient de sa franche réconciliation avec l'église  
anglicane ; mais la plupart étaient une condam-  
nation des principes en vertu desquels on avait  
tenté d'exclure le duc d'Yorck ; les plus énergiques  
trattaient de rébellion les actes des deux derniers  
parlements ; quelques-unes allaient jusqu'à deman-  
der la mise en exécution des lois pénales contre les  
non-conformistes protestants ; les addresses du vieux  
parti Cavalier étaient ou de ridicules forfanteries  
ou l'apologie de tout ce que le gouvernement royal  
avait fait contre les principes de la révolution. La  
plupart des bourgeois qui apportèrent ces addresses  
furent faits chevaliers. Ils se donnèrent des repas  
où furent portées des santés au roi , et au duc  
d'Yorck ; quant au papisme , il n'en fut pas plus  
question que s'il n'eût jamais donné de craintes à  
l'Angleterre.

La contre-révolution fut ainsi replacée presque à  
son point de départ , armée des mêmes forces que  
l'église anglicane et les intérêts des classes moyeu-  
nes lui avaient prêtées dans les premières années  
du ministère de Clarendon. On va la voir repasser  
rapidement par toutes les phases longuement par-  
courues entre ce ministère et la conspiration papiste  
qui l'avait presque accablée. Le dernier parlement



1681 de Westminster n'avait pu abroger les lois contre les  
à non-conformistes protestants ; elles furent remises  
1682. en vigueur , d'abord dans les comtés ; à Londres ,  
la persécution ne commença point encore , parce  
que les shériffs nommés en remplacement de Bethel  
et Cornish , à la fin de 1680 , c'est-à-dire avant la  
dissolution du parlement d'Oxford , étaient encore  
dans le sens des whigs , et qu'ainsi les magistrats et  
les jurés étaient des gens de ce parti. Fitz-Harris ,  
n'étant plus soutenu par les communes , fut cepen-  
dant condamné par un tribunal ordinaire. Il voulut  
rétracter ses premières dépositions , mais il était  
si évidemment l'auteur du livre , et les attaques  
contre la famille royale étaient devenues un si grand  
crime , que les juges n'osèrent l'absoudre ; il fut  
mis à mort. Les autres dénonciateurs prirent leur  
parti du changement qui venait de s'opérer , et par-  
lèrent maintenant de conspirations révolutionnaires.  
Dugdale et Tuberville, deux des témoins qui avaient  
fait condamner le vénérable Stafford , déclarèrent  
qu'un complot avait été tramé à Oxford par les ex-  
cluants contre la vie du roi , et qu'un menuisier ,  
nommé Colledge , était du nombre des conjurés. Ce  
Colledge était en effet un de ceux qui avaient con-  
duit à Oxford les députés de Londres , et qui avaient  
montré le plus d'exaspération contre le roi , le duc  
d'York et les papistes ; mais d'ailleurs on n'alléguait  
rien contre lui qui ne fût manifestement faux. Le  
grand jury , composé de whigs , prononça un *igno-  
ramus* , c'est-à-dire déclara que l'accusation était  
sans preuves. La cour fut très-mécontente de l'ar-

rêt ; mais comme Oxford était le lieu où la conjuration avait été, disait-on, tramée , une loi permettait de livrer l'accusé à un jury formé dans cette ville , ce qui fut fait. Le jury d'Oxford accueillit les dépositions de Dugdale et Tuberville , et s'armant des affreux précédents créés par les derniers parlements et les tribunaux de Londres dans leurs iniques procédures contre les papistes , condamna Colledge , qui mourut avec une grande fermeté. Sur d'autres dénonciations , on trouva moyen d'arrêter Shaftesbury ; la plus exacte perquisition faite chez lui ne fournit d'autre indice qu'un projet d'association contre le duc d'York, encore était-il écrit d'une autre main que de la sienne ; le grand jury déclara , comme pour Colledge , qu'il n'y avait pas lieu à poursuivre. Shaftesbury sortit de la Tour ; sa turbulence était chère au peuple , qui montra une grande joie de sa délivrance.

1681  
à  
1682.

A cette nouvelle déclaration d'*ignoramus*, le parti victorieux reconnut que jusqu'à l'expiration des pouvoirs des shériffs , magistrats et jurés du parti whig , il lui était impossible d'aller outre ; le reste de l'année 1681 fut employé en Angleterre à préparer des vengeance pour le temps où elles ne rencontreraient plus d'obstacles. En Écosse , pendant ceci , le duc d'York , revêtu de pleins pouvoirs , reprenait en sous-œuvre le travail de la contre-révolution comme il la concevait , et de manière à agir à la fois sur les deux royaumes. Succédant au duc de Monmouth qu'on aimait , il avait à cœur de prouver comme homme d'état cette capacité

1681 qu'il croyait avoir assez montrée comme général et  
à comme homme de mer. En prenant le gouvernement  
1682. des affaires d'Écosse, il afficha d'abord la modération ; mais dès le début une occasion vint de sévir, et il se montra impitoyable. Quelques centaines de presbytériens, sous la conduite de deux ministres, Camcrou et Cargill, ayant pris les armes et déclaré qu'ils ne reconnaissaient ni le roi, ni les évêques, il fit marcher contre eux les compagnies des gardes. Les révoltés, qui s'étaient donné les noms de cargilites et de caméroniens, furent battus, on en tua grand nombre ; les prisonniers, amenés à Édimbourg, furent torturés et mis à mort. Le duc voulut voir les exécutions ; il y assista d'un visage impassible et comme à de curieuses expériences. La nouvelle de la dissolution du parlement vint le surprendre au milieu des échafauds. Sa joie fut extrême ; il adressa à son frère les plus chaudes félicitations, lui recommanda de se tenir en défiance contre ceux qui l'engageraient à assembler un nouveau parlement en Angleterre, et lui demanda l'autorisation d'en convoquer un en Écosse. Il saurait, disait-il, manier cette assemblée, et défaire légalement par elle tout ce qu'avaient fait les chambres factieuses d'Angleterre.

Charles II approuva cette idée, et le duc convoqua le parlement d'Écosse, se proposant d'y paraître comme commissaire de son frère. Le parlement d'Écosse ne se composait pas, comme celui d'Angleterre, de deux chambres, mais d'une seule dans laquelle les évêques siégeaient avec les lords et les

députés de la bourgeoisie. Ici le dangereux tumulte des discussions générales n'était pas connu. Les questions étaient discutées dans un comité nommé *les lords des articles* et composé de huit lords ecclésiastiques, de huit lords temporels et de huit députés de la bourgeoisie, nommés par les seize membres des deux premiers ordres ; le reste de l'assemblée ne faisait que sanctionner ou rejeter les décisions prises dans ce haut comité. Lauderdale, pendant son effroyable tyrannie, avait toujours eu à sa dévotion les lords des articles, parce qu'en ce pays la religion épiscopale, toujours constituée en état d'hostilité contre une majorité nationale toute presbytérienne, était restée ce que l'église anglicane avait été en Angleterre dans les premières années de la restauration, et ce qu'elle était redevenue par l'événement d'Oxford, c'est-à-dire un instrument aveugle des passions de la royauté.

Le duc était justement assuré de diriger à son gré les lords des articles. Cependant il y avait dans ce comité des hommes puissants et d'un grand caractère, plutôt Anglais qu'Écossais par leurs opinions, et dont la perte, à quelque prix que ce fût, entraînait dans les vues du duc d'York : le duc de Hamilton et le comte d'Argyle, fils de celui qui était mort sur l'échafaud peu après la restauration, lui étaient particulièrement odieux, parce que, dit-il, ils étaient trop riches pour des sujets. Ces deux seigneurs n'ignoraient pas combien cette puissance était dangereuse alors pour eux. Aussi montrèrent-ils les dispositions les plus capables de vaincre l'en-

1681  
à  
1682.

1681 vienne réserve avec laquelle le duc les traitait. Ils  
à s'opposèrent à ce qu'on lui contestât comme papiste  
1682. le droit de remplir les fonctions de commissaire du  
roi ; il prit cette complaisance pour de la peur , et  
dans les discours même qu'il tint à l'ouverture du  
parlement, on comprit qu'il les signalait en récla-  
mant la condamnation des doctrines perverses et  
impies professées par certains hommes , surtout à  
l'égard de la prérogative royale , et des droits de la  
couronne dans la légitime et naturelle descendance  
du roi.

Le parlement répondit à cet appel de l'héritier  
présomptif en déclarant inviolable le droit de suc-  
cession à la couronne en ligne directe , et coupable  
de haute-trahison quiconque proposerait d'y porter  
atteinte en prenant prétexte de la religion privée de  
l'héritier légitime. Pendant cette délibération , le  
duc avait les yeux sur les lords Argyle et Hamilton ,  
qui se conduisirent de manière à le rassurer sur  
leurs sentiments à leur égard ; mais le duc voulait  
les mettre , eux et tous ses ennemis , à une autre  
épreuve. Au test anglican déjà existant , et que tout  
homme en Écosse avait été obligé de prêter sous  
Lauderdale , le duc proposa d'ajouter que quicon-  
que prétendrait à une fonction dans l'église ou dans  
l'état , serait électeur , éligible , ou membre du  
parlement , s'engagerait désormais par serment à ne  
jamais prendre part à aucune résistance , de quelque  
nature qu'elle fût , à défendre toutes les préroga-  
tives de la couronne , à ne jamais prendre part ,  
sans la permission du roi , à aucune délibération

sur les affaires ecclésiastiques et civiles, enfin à ne  
jamais aspirer à aucune réforme dans l'église ou  
dans l'état. Ainsi toute résistance était à l'avance  
prévue et enchaînée : jamais tyrannie n'avait si peu  
pris soin de déguiser ses intentions. Ce ne fut pas  
tout cependant, le duc osa proposer comme dispo-  
sition particulière dans ce nouveau test anglican,  
que les membres de la famille royale fussent seuls  
exempts de le prêter.

Ici le comte d'Argyle éclata : il dit nettement que  
le plus grand danger du papisme, à son sens, était  
qu'un prince de la famille royale s'y laissât entraî-  
ner, et qu'il valait mieux ne pas avoir de test que  
d'en accepter un semblable. Le bill passa, mais  
quand Argyle dut prêter le serment, il ajouta : sauf  
le droit que tout bon protestant et sujet fidèle a de  
proposer, selon sa conscience, des réformes utiles  
dans l'église ou dans l'état ; on l'invita à joindre  
par écrit cette réserve à la prestation du serment ;  
à le fit ; c'était un odieux piège, et à peine eut-on  
sa signature, qu'on le fit emprisonner comme pré-  
venu de haute trahison. Traduit devant une com-  
mission spéciale, il fut condamné à mort. Déjà de  
lugubres préparatifs annonçaient son supplice, lors-  
que sa fille parvint à le faire évader ; il gagna Lon-  
dres ; sa tête était à prix ; un ordre du roi enjoignait  
de le saisir partout où on le trouverait ; il fut assez  
heureux pour n'être pas découvert. On se jeta sur  
sa fortune, dont une faible partie fut laissée à sa  
famille ; on disposa du reste, dit le duc d'York,  
pour quelques dons médiocres aux gens que le père

1681 du comte avait ruinés pour cause de leur fidélité à  
la sa majesté. A ce titre de restitution, le trésor ne  
1682. s'adjugea pas la moindre part.

Malgré l'exemple terrible fait sur le comte d'Argyle, plus de quatre-vingts ministres de la seule ville d'Édimbourg ne voulurent point se soumettre au test; on les expulsa de leurs cures, et ils passèrent en Angleterre, où les choses étaient beaucoup moins avancées. Tout ce qu'il y avait de notable dans les provinces était appelé à prêter le nouveau serment. On s'empressait peu. L'ordre voulait qu'on s'assurât des gens un à un; c'était une opération qui demandait du temps et de la violence. Le duc, impatient de revenir en Angleterre, ne se proposait pas de la suivre dans ses détails. Il chargea de continuer sur ses instructions ce qu'il avait si bien commencé, deux hommes auxquels il désirait laisser le gouvernement de l'Écosse, le duc de Queensbury et le comte d'Aberdeen. Depuis longtemps il suppliait son frère de le rappeler près de lui. Ses lettres citaient sans cesse l'Ecosse amenée en quelques mois à une tranquillité sans exemple; elles prêchaient avec une lourde et fatigante complaisance la nécessité d'imiter, en Angleterre, le régime qui s'établissait en Écosse, et, suivant le duc, cela demandait sa présence dans le conseil. On était à la fin de l'année 1681, c'était le moment d'obtenir des shériffs, des magistrats et un jury dévoués. Hyde, devenu comte de Rochester, assurait que le duc d'York serait fort utile; les autres ministres pensaient qu'on ne devait plus

craindre de le montrer à ses ennemis. Le roi consentit à son retour ; mais en homme qui craignait de se donner un maître, il rappela presque en même temps au ministère le comte de Sunderland et le marquis d'Halifax , qui , dans l'affaire du bill d'exclusion , s'étaient prononcés contre le duc d'York.

1681  
à  
1682.

La frégate de Gloucester, qui transportait le duc en Angleterre , s'abîma sur un écueil dans la rade d'Yarmouth. Elle avait à bord plus de cent vingt matelots et passagers , et parmi ceux-ci des gens de distinction ; on mit à la mer une chaloupe qui pouvait sauver la moitié de ce monde ; le duc y descendit seul , il appela le colonel Churchill , son agent secret près de Louis XIV, puis quelques prêtres et ses chiens , deux espèces de favoris dont il ne se séparait jamais , dit un historien ; ce choix fait , il s'éloigna. Soit crainte , soit respect pour l'étiquette , personne ne se présenta pour le suivre. Au moment où il touchait la côte , l'équipage disparut en poussant un grand cri ; c'était suivant le duc , la joie de voir sa personne hors de danger. Son orgueil de prince ne trouve ici rien à déplorer , et ce qu'il prend pour du dévouement , s'il le signale , c'est pour s'en faire honneur et dire jusqu'à quel point on le chérissait malgré les efforts de ses ennemis.

Lorsque le duc revint à Londres , les adresses royalistes et les plaintes contre les derniers parlements recommencèrent ; la cour allait trop lentement au gré des réacteurs : le clergé et les universités se faisaient surtout remarquer par l'inconvenance



1681 de leurs provocations. Mais le parti vaincu respirait  
à encore, retranché derrière l'*ignoramus* opposé par  
1682. les jurys whigs à toutes les accusations. Il était probable que l'élection des nouveaux shériffs, lorsqu'on lui laisserait ses formes régulières, serait dans le sens de la cour, la bourgeoisie désirant lui être agréable. Mais la cour refroidit ces dispositions en paraissant leur accorder peu de confiance. Afin d'être plus assurée de son fait, elle intervint dans l'élection par une prétention tirée du vieux domaine des coutumes passées. Le lord maire de Londres élu, pendant l'année 1681, sous l'influence du nouveau mouvement contre-révolutionnaire, et entièrement dominé par Jenkins, secrétaire-d'état, qui jouait un rôle depuis l'affaire d'Oxford, réclama, comme un privilège attaché jadis à son office, le droit de nommer lui-même un des deux shériffs. Il choisit North, riche commerçant. Celui-ci accepta avec d'autant plus d'empressement, qu'il avait moins de chances par la voie de l'élection. La ville réclama pour ses privilèges violés, mais avec beaucoup moins d'énergie qu'elle ne l'eût fait en d'autres temps. Elle se rabattit sur l'élection du second shériff. L'immense majorité voulait nommer un homme dont l'influence balançât celle de North, mais entre toutes les nuances d'opinion dont se composait l'ancienne opposition, maintenant dispersée, les circonstances rendaient le choix difficile. Les suffrages furent tellement divisés, que ce fut un homme sans considération personnelle, mais poussé par la cour, qui en réunit le plus. Il

se nommait Rich. North et Rich furent proclamés. 1681  
Le peuple ne se rendit pas compte de sa défaite; il <sup>à</sup>  
murmura, et pour installer les deux nouveaux <sup>1682.</sup>  
shériffs il fallut même déployer la force armée.

Le parti contre-révolutionnaire, devenu maître des cours de justice par les shériffs, ne tarda pas à faire l'essai de ses nouvelles forces. A la cour, où l'on ne parlait plus qu'avec horreur des principes de liberté publique, comme si ces principes eussent été des inventions toutes nouvelles et qu'on ne se fût pas souvenu de les avoir professés quand le parti populaire était puissant, on se félicitait de ce que le scandale des *ignoramus* allait cesser. Le duc d'York fit d'abord mettre en jugement Pilkington, un des shériffs dont les fonctions venaient d'expirer : son crime était d'avoir dit que le duc revenait d'Écosse pour faire égorger les patriotes. Pilkington fut condamné à payer au duc 100,000 livres de dommages, c'est-à-dire à une prison perpétuelle. Sir Ward, lord-maire l'année précédente, étant venu déposer en faveur de Pilkington, fut accusé de parjure et condamné, avec la plus aveugle passion, à une peine infamante, qu'il eût subie s'il ne se fût sauvé à temps.

A Londres et dans les comtés, une multitude d'affaires portant sur des hommes obscurs, mais toutes empreintes du caractère de la réaction actuelle, occupèrent les tribunaux : c'étaient ou des accusations contre des non-conformistes, ou des rapports sur des propos tenus contre le roi et contre le duc. Or, depuis quatre ans, tout l'Angleterre

1681 avait parlé de telle sorte sur le compte des deux  
1682. <sup>à</sup> princees, qu'il était difficile que les accusés ne fus-  
sent pas dénoncés et jugés par des hommes autant  
et plus coupables qu'eux. Aussi les débats de toutes  
ces procédures sont-ils la honte de cette époque. La  
cour méprisait elle-même ces lâchetés qui la ser-  
vaient si bien ; elle le montrait assez par le soin  
qu'elle prenait d'assurer l'avenir : cette débauche  
de l'esprit public aurait un terme ; avant deux ans,  
la nation redemanderait peut-être un parlement  
suivant ce que promettait la déclaration d'Oxford ;  
le roi de France qui , depuis le mois d'avril 1681 ,  
payait 1,500,000 livres par an , à la condition que  
le parlement ne serait pas assemblé , et que l'An-  
gleterre ne se mêlerait point des affaires du conti-  
nent , élevait de continuelles difficultés sur le mode  
et l'époque des paiements : il fallait donc prévoir le  
cas où l'on serait forcé de tenir la parole donnée  
pour l'observation du bill triennal.

1682. Sur ces considérations, le duc d'York se vante  
d'avoir conseillé à son frère d'attaquer la validité  
des chartes des bourgs, villes et corporations du  
royaume. En se faisant remettre ces chartes, le roi  
devait, selon lui, mettre la nation dans l'impossi-  
bilité légale de nommer des députés whigs, et lui  
ôter jusqu'au désir de revoir des parlements. Char-  
les n'était pas convaincu que tel dût être le résultat  
de l'enlèvement des chartes, mais s'il pouvait, s'en  
étant rendu maître, les altérer, et par ces chartes  
modifiées à son gré et rendues pour de l'argent,  
diriger à l'avenir les élections, c'était assez pour

lui. Toute mesure corruptrice et rapportant profit 1682  
lui plaisait. Lancé malgré lui dans le système des <sup>à</sup>  
coups d'état , il comptait assez peu sur le succès 1685.  
pour se ménager dans tous les cas une retraite. Il  
pouvait consentir encore à vieillir dans les con-  
tations de la royauté constitutionnelle , mais à tout  
événement il faisait des économies sur les services  
publics , sur ses revenus particuliers , sur l'argent  
de France , et ce n'était pas pour mourir roi qu'il  
thésaurisait ainsi à l'insu de tout le monde.

L'enlèvement des chartes était la démarche contre-révolutionnaire la plus hardie qui eût encore été tentée ; les concessions royales en vertu desquelles les communes possédaient ces chartes , remontaient à trois et quatre siècles , dans l'histoire de l'affranchissement progressif de la nation anglaise. On avait eu longtemps pour elles une vénération presque superstitieuse. La nation , aveugle comme elle était , prendrait-elle ici le change ? La cour sembla s'y attendre , à la manière dont elle démasqua ses prétentions. Elle invita les cités , les bourgs et corporations , à donner une nouvelle preuve de leur fidélité en renonçant à leurs anciennes chartes. L'étonnement fut général , on ne montra ni indignation contre la cour , ni empressement à se rendre à cette invitation si extraordinaire ; on ne répondit point.

Les corporations constituées par les chartes étaient des réunions de citoyens chargés de veiller aux intérêts du commerce , de régir les biens des orphelins , de garder les dépôts , de recueillir les

1682 legs pieux, de diriger les travaux d'embellissement  
à et d'utilité. A Londres et dans les grandes villes ,  
1687. les intérêts généraux des corporations étaient régis-  
par un conseil commun, choisi par tous les citoyens :  
ce conseil avait une grande influence dans les élec-  
tions des membres des communes et des magistrats  
annuels, car ici les intérêts politiques n'étaient que  
l'expression des intérêts privés représentés par les  
diverses corporations. La cour voulait à la fois dé-  
truire les conseils dirigeants comme des machines  
d'insurrection, et enlever les privilèges comme met-  
tant les magistrats à la disposition du peuple. Crai-  
gnant l'éclat, elle invita d'abord les conseils à lui  
remettre les chartes et à s'entendre avec elle, mais  
les membres de ces conseils déclarèrent qu'ils ne  
pouvaient rien sans l'autorisation de leurs corpora-  
tions, qu'ils n'avaient pas plus le droit de livrer les  
chartes déposées entre leurs mains, que de dispo-  
ser des biens confiés à leur administration. Il y  
allait pour eux de leur propre fortune, d'avantages  
considérables et de cette probité privée qu'on ne  
sacrifie pas aussi facilement que les principes reli-  
gieux ou politiques.

La cour, ne pouvant obtenir les chartes par la  
séduction, voulut les avoir par arrêt. Sawyer, pro-  
cureur-général, intrigant sans mœurs et sans talent,  
déféra à la cour du banc du roi le conseil-général  
des corporations de Londres, comme ayant outre-  
passé ses privilèges en s'érigeant en corps politique,  
et adressant au roi, dans deux circonstances, des  
pétitions contre les papistes : c'étaient des griefs

antérieurs à la dissolution du parlement d'Oxford. 1682  
 Sawyer soutint que les corporations étaient dissou- à  
 tes par l'abus de privilèges qu'avaient fait leurs 1683  
 mandataires. Deux célèbres avocats, Pollexfen et  
 Treby, plaidèrent pour la Cité. Ils dirent que si  
 le conseil des corporations était en effet coupable  
 des transgressions qu'on lui imputait, c'était lui qu'il  
 fallait punir et non pas les corporations; que jamais  
 les administrés n'avaient répondu des fautes de  
 leurs magistrats; que si les membres du conseil  
 étaient en effet accusables de menées séditeuses,  
 il fallait les mettre en cause; que les corporations  
 les révoqueraient s'ils étaient trouvés coupables.  
 « Mais, ajoutèrent-ils, n'est-ce pas là une mauvaise  
 querelle? Peut-on croire qu'on veuille sérieusement  
 faire un crime au conseil des corporations d'une  
 simple expression de ses vœux contre le papisme,  
 dans un temps où le roi, la cour, les chambres,  
 les tribunaux, proclamaient l'existence d'un com-  
 plot papiste et sévissaient si rigoureusement contre  
 les conspirateurs? » La cour du banc du roi décida  
 néanmoins que les corporations répondaient de la  
 conduite des officiers nommés pour elles et par  
 elles; que ces officiers avaient outrepassé les pri-  
 vilèges des corporations; que ces privilèges étant  
 émanés de la couronne, celle-ci avait droit de les  
 retirer. Cet arrêt produisit dans Londres une sen-  
 sation profonde de mécontentement : il était sans  
 appel. Cependant pour le faire exécuter il parut que  
 l'emploi de la force serait nécessaire, et la cour ici  
 devait hésiter. Rentrée par l'événement d'Oxford

1682 dans une série de chances favorables , elle n'avait  
à 1685. point encore de soldats, et son ascendant actuel ne  
reposait que sur les craintes données aux riches  
par l'esprit des trois derniers parlements.

L'enlèvement des chartes fut donc ajourné. On  
crut que c'était assez pour le moment d'avoir obtenu  
l'arrêt des juges du banc du roi. Cependant les tri-  
bunaux inférieurs continuaient à poursuivre les  
non-conformistes protestants , dévoués maintenant  
à des rigueurs qu'ils ne semblaient que trop avoir  
provoquées. Réduits à se soumettre, ils montraient  
une sorte de résignation menaçante; ils se taisaient;  
c'était une raison de croire qu'ils méditaient quel-  
que sourde vengeance , et , suivant le mot impru-  
dent du duc d'York , *on les tenait en haleine pour  
contreminer leurs projets.*

Le même système livrait l'Écosse , et plus parti-  
culièrement encore par l'influence du duc d'York ,  
à l'inquisition barbare des convertisseurs anglicans :  
aucun habitant , jeune ou vieux , riche ou pauvre ,  
noble , bourgeois ou paysan , n'était dispensé d'assis-  
ter dans les églises aux sermons des *curés du roi*.  
Alors commença à déchoir cette foi presbytérienne  
si vive , si confiante dans le secours d'en-haut , si  
révolutionnaire dans ses rapports avec l'ordre po-  
litique. Grand nombre de ceux qui se laissèrent  
conduire aux églises passèrent sans transition de  
ces croyances trahies selon eux par le ciel , à  
l'indifférence pour toute forme religieuse; quelques-  
uns allèrent jusqu'à l'athéisme : toutefois la rési-  
stance, punie par l'emprisonnement, par les amen-

des , par la perte du droit d'élire les représentants 1682  
au parlement , fut encore assez générale. Il fallait <sup>à</sup>  
se soumettre , se révolter , ou quitter l'Écosse : 1685.  
beaucoup se décidèrent à prendre ce dernier parti ;  
mais leur résolution fut tumultueuse ; ils envoyè-  
rent des gens de confiance à Londres pour traiter  
avec la compagnie qui avait obtenu par lettres pa-  
tentes la concession de la Caroline. Ils voulaient  
aller s'établir en ce pays : là , disaient-ils , nous  
vivrons libres et tranquilles comme hommes , comme  
chrétiens.

Les députés venus à Londres ne conclurent rien  
cette année ; ils inspirèrent des inquiétudes sérieu-  
ses par leurs discours ; le pouvoir , informé de ce  
qui se passait entre eux et la compagnie , prit con-  
tre la masse des presbytériens des mesures capa-  
bles de hâter et de généraliser l'émigration. Au  
commencement de l'année 1683, il parut une pro- 1685.  
clamation royale ordonnant que les juges des com-  
tés de l'ouest et du midi de l'Ecosse fissent une  
tournéee pour instruire contre tous ceux qui auraient  
caché des rebelles , ou qui auraient été liés avec  
eux , lors même que lesdits rebelles n'auraient été  
signalés dans aucun édit ni procédure. Ceux qui  
auraient eu de ces relations d'amitié ou d'hospitalité  
avec les ennemis de l'état devaient être poursuivis  
comme traîtres eux-mêmes. Les recherches devaient  
se continuer pendant trois années ; la promesse dé-  
risoire d'une amnistie générale au bout de ce temps  
achevait de désespérer ceux que l'amour du pays  
attachait à cette terre , et que la religion empêchait



1685 d'y rester au prix des sacrifices qu'exigeait le test.  
à  
1684. Aussitôt que les tournées des juges commencèrent ,  
les mêmes envoyés presbytériens revinrent à Londres : cette fois ils eurent des conférences avec les anciens chefs du parti national vaincu à Oxford , et ce qu'ils apprirent leur fit concevoir de nouvelles espérances.

Depuis longtemps les whigs conspiraient. Ce nom, qui ne signifiait plus que rebelles , peu d'hommes, après l'affaire d'Oxford , avaient consenti à le porter ; mais par l'influence , les talents ou l'énergie , ils étaient l'élite des défenseurs de cette cause , que la bourgeoisie avait abandonnée en masse. Découragés d'abord par cette désertion , ils s'étaient retirés dans leurs familles. Là , se tenant éloignés des affaires , ils observaient leur marche avec douleur. Ne reconnaissant pas que ce qui se passait alors était fait par la nation, et non par la cour, qu'eux-mêmes avaient commis des fautes et fait naître les alarmes auxquelles la cause de la liberté avait été sacrifiée , ils se disaient que le contrat entre le peuple et le roi était violemment rompu ; que c'était pour eux un devoir de conscience de tenter contre la force l'emploi de la force ; que c'était une honte pour la nation qui avait renversé Charles I<sup>er</sup> de subir ses deux fils. Mais cette indignation toute vertueuse n'était pas entreprenante ; l'ambition du duc de Monmouth et les passions de Shaftesbury la mirent en mouvement.

Shaftesbury , sortant de la Tour à la fin de l'année 1681 , et exaspéré au dernier point par le dan-

qu'il avait couru , déclama longtemps en vain contre l'inaction d'Essex , de Russel , et de tous ceux qui <sup>1685</sup>  
<sup>à</sup> 1681. avaient soutenu avec lui le bill d'exclusion dans les trois derniers parlemens. Ses accusations devenues plus vives pendant la fermentation que causait dans Londres , au commencement de 1682 , l'affaire des shériffs , décidèrent plusieurs de ceux que désignaient les plaintes à avoir avec lui un entretien sur les affaires publiques. Un rendez-vous fut donné chez un marchand de vin en gros, nommé Shepherd. Shaftesbury ne s'y trouva pas , il avait envoyé à sa place Rumsey et Fergusson, deux de ces hommes remuans qui lui avaient servi d'émissaires dans l'affaire des pétitions et dans tous les tumultes de la conspiration papiste du bill d'exclusion. Rumsey et Fergusson virent arriver les lords Essex , Grey et Russel ; un peu décontenancés en présence des trois hauts personnages , ils se prirent de langue avec Armstrong , ancien capitaine des gardes , amené en ce lieu par le lord Grey. Rumsey dit qu'il serait facile de soulever les gardes ; Armstrong , qui les avait commandés , traita d'insensée toute entreprise de ce genre , et de part et d'autre il ne se dit rien de plus. Peu de temps après , Shaftesbury , les lords Essex et Salisbury se réunirent dans une nouvelle conférence ; Shaftesbury en sortit furieux de ne pouvoir faire goûter ses plans d'insurrection , et presque immédiatement quitta l'Angleterre.

Shaftesbury voulait ici ce qu'il n'avait cessé de désirer depuis sa rupture avec la cour, renverser le duc d'York et le roi , et faire couronner le duc

1682 de Monmouth. Or, sur ce but d'insurrection, les  
1685. <sup>à</sup> chefs patriotes ne s'accordaient pas plus avec lui  
que sur le temps d'éclater et les moyens de réussir.  
Ce ne fut donc qu'après le départ de Shaftesbury  
que la conjuration prit un caractère déterminé. Le  
duc de Monmouth, ayant perdu son dangereux con-  
seiller, se lia plus particulièrement avec le lord  
Essex. Celui-ci finit par se convaincre que les amis  
de la liberté ne pouvaient rien tenter sûrement  
qu'en s'étayant du nom du duc, de sa popularité  
tant en Écosse qu'en Angleterre, et faisant valoir  
son droit à la couronne. Il amena à cette opinion le  
lord Russel, qui entreprit de faire entrer Algernoon  
Sidney dans les mêmes vues, Sidney qui, dans le  
cours d'une longue et vertueuse carrière, avait eu  
le rare avantage de soutenir jusqu'au bout la révo-  
lution, et de rester étranger à la condamnation de  
Charles 1<sup>er</sup>; de résister à Cromwell, et de compren-  
dre que la révolution vivait encore dans sa dicta-  
ture; d'exercer des emplois sous la restauration,  
et de conserver ses opinions républicaines, non pas  
secrètes, mais déclarées et connues de tout le monde.  
Sidney résista longtemps aux prières de lord Rus-  
sel; il estimait peu le duc de Monmouth, et en  
voulait beaucoup plus à la royauté qu'à Charles II  
et au duc d'York. « Que m'importe, disait-il, qu'un  
roi d'Angleterre s'appelle Jacques d'York ou Jac-  
ques de Monmouth? » Mais Russel lui représentant  
que son opinion était celle d'une très-faible minorité,  
qu'il y avait en Angleterre d'invincibles préventions  
contre la république : — « Eh bien ! dit-il, puis-

qu'il faut subir la royauté, mieux vaut pourtant un 1682  
roi dont les droits soient équivoques; il ménagera à  
la liberté. » De ce moment Sidney compta parmi les 1685.  
amis de Monmouth. A son tour il initia le lord  
Howard, homme indigne de son amitié, mais qui  
l'avait obtenue en se parant d'opinions semblables  
aux siennes. Le lord Grey et Hampden, petit-fils  
du célèbre patriote, entrèrent les derniers dans  
l'association.

Ce fut pendant le temps qu'elle se formait, qu'eurent lieu en Angleterre l'attaque des chartes, et en Écosse ceux des actes de tyrannie qui amenèrent à Londres les députés des émigrants presbytériens. Au premier voyage que firent ces derniers, leurs rapports sur la situation de l'Écosse tournèrent de ce côté les espérances des lords conjurés. Ils se réunirent plus souvent; mais, redoutant les partis énergiques, ils ne s'arrêtaient à rien. Quand la proclamation royale de 1685 força les presbytériens à une détermination prompte, leurs commissaires revinrent à Londres. Ce fut alors qu'instruits de ce qui se tramait, ils abandonnèrent leur projet d'expatriation pour entrer dans le complot. Leur concours fit décider qu'on opérerait en Écosse, qu'on fournirait au comte d'Argyle des armes et des vaisseaux pour faire une descente dans l'ouest de ce royaume. Argyle était alors réfugié en Hollande: l'argent qu'on devait lui envoyer pour faire les frais de l'expédition ne se trouva point, et les choses languirent.

Cependant à côté de ce complot de grands sei-

1683 guenrs, tous, à l'exception d'un seul, animés d'in-  
à  
1684. tentions patriotiques, mais irrésolus, et plus con-  
fians dans leur cause que dans leurs moyens, une  
autre conjuration s'était formée, et cherchait à  
porter de plus bas des coups plus décisifs. Elle  
était l'œuvre des amis subalternes de Shaftesbury.  
Ils s'assemblaient à Londres chez un certain West,  
dont la maison recélait une presse secrète, inces-  
samment occupée à fabriquer des pamphlets contre  
la cour. On voyait là Rumsey et Fergusson, les  
mêmes qui avaient rencontré le lord Russel chez le  
marchand de vin Shepherd; Godenough, qui avait  
été sous-shériff de Londres la même année que  
Cornish et Bethel; un certain Halloway du comté de  
Bristol, qu'il se vantait de pouvoir insurger; un  
gentilhomme irlandais nommé Walcot, et quelques  
anciens officiers de l'armée de Cromwell. Le duc  
de Monmouth n'ignorait pas l'existence de ce conci-  
liabule, où se discutaient aussi les moyens de le  
faire roi; mais Howard était le seul de ses amis à  
qui ses habitudes permissent de fréquenter la mai-  
son de West. Ici l'on se moquait des lenteurs de la  
haute conjuration et de l'honnêteté qu'elle préten-  
dait mettre dans la recherche de ses voies. On disait  
énergiquement que rien n'était plus simple que de  
faire place au duc de Monmouth; qu'il fallait pour  
cela casser la tête au roi et au duc d'York; qu'une  
douzaine de gens déterminés et bien montés suffi-  
raient pour ce coup de main. Les anciens officiers in-  
diquaient sur la route de New-Market, où les princes  
allaient passer l'été, une ferme nommée Rye-House,

qui convenait à une sorte d'embuscade nocturne. 1685  
On s'exaltait en les entendant exposer comment à  
ils distribueraient leur monde pour effrayer l'es- 1684.  
corte, couper d'avance la retraite, aborder la voi-  
ture, et disparaître après avoir tué le duc et le  
roi.

Toutefois il y avait loin de tels discours à l'exécution ; et en supposant qu'elle ne fût pas au-dessus de certains courages , il fallait que le hasard et surtout une discrétion extrême la favorisassent. Le contraire arriva. Cette année , un incendie qui éclata à New-Market força les princes à revenir à Londres beaucoup plus tôt que de coutume , et Keeling , l'un des émissaires qui de la maison de West se répandaient dans les tavernes et les carrefours de Londres , alla tout découvrir. Apprenant qu'ils étaient trahis , les amis de West se dispersèrent. West et Rumsey prirent un meilleur parti : au lieu de fuir , ils concertèrent entre eux une version que leur parfaite concordance devait faire passer pour la seule véritable , s'ils venaient à être arrêtés. Cependant le récit de Keeling était déjà rendu public. C'était le fonds du complot , amplifié de tout ce qu'avait pu imaginer un homme tourmenté par le désir de faire fortune. Rumsey et West , étant venus se livrer eux-mêmes , la confirmèrent avec certaines restrictions sur ce qu'il leur importait de cacher , mais se donnèrent carrière à leur tour sur la partie du complot qu'ils avaient désapprouvée , disaient-ils , et qui consistait à assassiner le roi à Rye-House sur le chemin de New-

1685 Market. A force de vouloir démontrer l'infailibilité  
à  
1684. des dispositions militaires dont se composait le plan  
d'attaque imaginé, selon eux, par les anciens officiers de Cromwell, ils rendirent incroyable pour tous les gens de bonne foi ce qui, sans cela, eût fait le plus généralement horreur; néanmoins on parla comme d'un miracle du ciel de cet incendie de New-Market, qui, en ramenant le roi à Londres, avait dérouteré les conspirateurs.

Quand il eut dit sur le complot de Rye-House tout ce dont il était convenu avec West, Rumsey déclara ce que Shaftesbury ou lord Howard lui avaient appris sur le compte de Russel, Essex, Sidney et leurs amis. Il dénonça l'entrevue que les presbytériens écossais avaient eue à Londres avec ces lords. Il parla enfin de sa rencontre avec Russel chez le marchand de vin Shepherd. Russel fut promptement averti de son danger; on le supplia de fuir; il le pouvait; il eut la générosité de ne pas vouloir compromettre ses amis en profitant du temps qui lui était laissé. Le roi l'interrogea lui-même. Il ne montra ni crainte, ni hauteur; il avoua s'être trouvé chez Shepherd au jour indiqué, et y avoir rencontré un individu qui pouvait être Rumsey, mais il nia formellement qu'un seul mot sur les affaires publiques eût été dit en sa présence. Sidney fut arrêté ensuite, et comparut aussi devant le conseil. Il mit dans ses réponses un peu plus de cette âpreté qui lui était naturelle. Comme on ne savait rien sur son compte, on voulait, par des questions menaçantes ou captieuses, obtenir de lui

des aveux. Il dit nettement qu'il voyait bien où l'on <sup>1685</sup>  
 en voulait venir avec ce système; que si l'on parve- <sup>à</sup>  
 nait à établir des charges contre lui, il les repous- <sup>1684.</sup>  
 serait de son mieux, mais qu'il ne fournirait pas  
 d'armes à l'accusation. Après Sidney, Baillie, l'un  
 des députés écossais, fut interrogé par le roi et par  
 le duc d'York. C'était un homme d'une rare vigueur  
 d'esprit et d'une facilité de répartie, à laquelle ni  
 le lieu ni la circonstance ne purent imposer. Il ré-  
 pondit aux dures interpellations du roi et de son  
 frère avec un amer dédain et un bonheur d'à-pro-  
 pos qui les mit l'un et l'autre en fureur. On le char-  
 gea de chaînes; on lui mit aux jambes des bottes de  
 fer, et on le fit ainsi transférer en Écosse. Le duc  
 de Monmouth se cacha, malgré les assurances que  
 le roi lui fit donner par la duchesse sa femme. Le  
 lord Grey, aussi désigné par Rumsey, était déjà  
 arrêté et conduit à la Tour, lorsqu'il parvint à s'é-  
 vader.

A l'exception de la rencontre chez Shepherd et  
 de quelques vagues renseignements qui n'avaient pu  
 manquer d'arriver jusqu'aux conjurés subalternes,  
 il n'y avait rien jusqu'ici qui incriminât d'une ma-  
 nière directe les lords enfermés à la Tour; mais  
 Howard fut arrêté. Il était le seul des hauts con-  
 jurés qui fût entré en rapports de sentiments et  
 d'intention avec ceux du complot de Rye-House.  
 Assez lâche pour dire tout ce qu'il savait, et d'ail-  
 leurs mécontent de ce que, depuis un certain  
 temps, ceux qu'on pouvait appeler ses complices  
 lui montraient de la défiance, il déclara qu'il exis-



1683 tait un conseil de six personnes , qui depuis un an  
à  
1684. travaillait à préparer une insurrection en Écosse ;  
que des députés étaient venus de ce pays, et qu'on  
y avait envoyé des gens pour vérifier leurs asser-  
tions ; que lui-même avait quelque temps fait partie  
du conseil, et que Sidney, Essex, Russel, Grey,  
Hampden, en étaient les autres membres. La ré-  
vélation d'Howard, malgré son immoralité connue,  
laissa peu de doutes sur la réalité du complot, et  
les deux affaires, au grand avantage de la cour, se  
confondirent en une dans l'opinion publique. Hamp-  
den fut arrêté, et refusa de répondre. Lord Essex,  
pouvant fuir, aima mieux, comme Russel, s'expo-  
ser à tout que de paraître craindre un jugement ;  
mais à peine enfermé à la Tour, il eut un accès de  
cette mélancolie profonde que les Anglais nomment  
*spleen*, et, trouvant la vie insupportable, il voulut  
hâter sa fin en avouant tout ce qui lui était person-  
nel. Son épouse obtint de lui qu'il se tairait, mais  
elle ne le sauva point d'une faiblesse presque aussi  
grande : il se donna la mort le matin même du jour  
où devait commencer le procès de Russel.

Ce fut un argument dont l'accusation s'empara.  
Le jury était composé de bourgeois de Londres,  
non propriétaires de biens-fonds, ce qui était con-  
traire aux dispositions formelles de la loi. Russel  
récusa ce jury, mais inutilement. Les témoins qu'on  
lui opposa furent le marchand de vin Shepherd,  
Rumsey et lord Howard. Shepherd mentit en di-  
sant que Russel était venu deux fois chez lui ; mais  
il demeura constant qu'il y était veu une fois.

Rumsey mentit en assurant qu'il avait proposé à Russel de gagner les gardes ; il avait fait cette proposition à Armstrong ; mais il ne parut pas vraisemblable que Russel , présent à leur discussion , n'eût rien entendu. Howard déclara enfin que Russel avait assisté plusieurs fois avec lui au conseil des Six. Les témoins à décharge qui vinrent ensuite ne savaient rien de l'affaire, mais déclaraient qu'ils ne croyaient pas que Russel eût pu entrer dans un si noir complot. Le tribunal écarta ces insignifiantes dépositions. Russel avait fait le sacrifice de sa vie. S'il n'eût pas eu pour co-accusés des hommes qui lui étaient chers , il eût confondu ses accusateurs en disant l'exacte vérité, et c'était encore assez pour le perdre ; mais il consentit pour ses amis , moins compromis que lui, à se défendre par les subtilités du droit. La peine de mort fut portée contre lui.

Quelques jours lui furent donnés pour se préparer à mourir. Il les employa en pratiques et en méditations pieuses. Sa sérénité d'âme fut extrême ; il l'exprima par une foule de mots heureux. Il régla toutes ses affaires avec ce monde : la plus grande étant celle de sa réputation , il écrivit une exposition de sa conduite et de ses principes ; il n'avouait pas sa participation au complot, mais il se déclarait partisan du droit d'insurrection , et déduisait son sentiment en termes qui n'étaient pas offensants pour la cour. En marchant au supplice , il entendit des imprécations et des regrets. Aussitôt que sa tête fut tombée, son dernier écrit se répandit avec

1685  
à  
1684.

1685 rapidité dans Londres. Une vive curiosité plutôt  
à que la sympathie le rechercha. Russel avait pu se  
1684. convaincre que ceux qui, par amour du repos, s'é-  
taient ralliés à la cour après l'affaire d'Oxford, ne  
lui pardonnaient pas d'avoir compromis leur repos  
en conspirant contre le pouvoir, que leur faiblesse  
avait relevé. On répondit à l'apologie de Russel  
comme à la déclaration d'Oxford. Il arriva en foule  
des adresses qui flétrissaient la doctrine du droit  
d'insurrection, félicitaient le roi d'avoir échappé  
aux embûches de la scélératesse, et demandaient  
le prompt châtiment des conspirateurs.

Rien de plus heureux que ce complot ne pouvait  
arriver à la cour : elle était au moment, par ses  
violences, de faire rentrer la nation dans les voies  
toujours sûres de l'opposition anglicane ; elle con-  
serva son ascendant ; ses actes arbitraires eurent,  
aux yeux du grand nombre, l'autorité du danger  
qu'elle avait couru, danger qu'elle exagérait encore,  
et qui maintint entre ses mains une dictature re-  
gardée comme salutaire. Se laissant emporter, dit  
un historien, au reflux des passions qui avaient fait  
la conspiration papiste, elle usa largement du plai-  
sir de se venger d'ennemis qu'elle jugeait en réalité  
peu redoutables : trois des complices de West fu-  
rent condamnés et exécutés ; le procès fut fait aux  
contumaces ; on instruisit activement contre tous  
ceux qu'on tenait en prison, et l'on chercha des  
faux témoins, afin que pas un ne fût absous. Un  
des juges qui travaillaient pour la cour était ce  
Jeffryes qui, lors des poursuites du parlement de

l'exclusion contre les *abhorrents*, avait été forcé de se cacher dans Londres. Il se fit remarquer par l'impudeur avec laquelle il interprétait contre les accusés les lois et les témoignages, et par une sorte de présence d'esprit qui trouvait toujours à opposer aux meilleures raisons quelque'un des sophismes de la force. Il était rare qu'il ne fût pas demi-ivre quand il venait siéger sur le banc. Alors son trop de chaleur s'exhalait en grossiers sarcasmes, qui faisaient fortune à la cour. On le nomma grand-juge pour le procès de Sidney, et on lui adjoignit trois hommes et un jury dignes d'être présidés par lui.

Russel avait été jugé par d'honnêtes gens; il y avait contre lui d'assez fortes preuves; mais le seul Howard accusait Sidney : il fallait inventer et faire admettre au moins un second témoignage. On compta d'abord sur la facilité avec laquelle Sidney s'emportait, et l'on espéra qu'en présence de tels juges il s'abandonnerait à son indignation, et s'accuserait lui-même; mais ceci n'arriva point. Sidney parut : sa contenance était ferme et réservée; il commença par récuser le jury; Jeffryes l'interrompit violemment, disant que cela avait été décidé dans l'affaire de Russel. Il y avait dans la brutalité de cet homme quelque chose de si étrange, que Sidney resta surpris, et ne répondit pas. Howard se présenta : il eut l'incroyable prétention de mettre de l'esprit dans sa déposition contre celui qu'il avait si indignement trompé. Après qu'il eut parlé, Jeffryes présenta au tribunal, comme second témoignage, un écrit trouvé dans les papiers de Sidney; c'était

1685  
à  
1684.

1685 la critique d'un méprisable livre qui faisait remon-  
à ter au premier homme , par ordre de primogéni-  
1684. ture , le droit absolu des rois sur leurs sujets. On  
pouvait s'étonner qu'un esprit supérieur se fût gra-  
vement livré à la réfutation d'une telle doctrine ;  
mais Jeffryes soutint que là étaient les principes de  
Sidney sur la légitimité des rois , qu'il ne fallait pas  
aller chercher ailleurs le second témoignage voulu  
par la loi. A l'appui de ceci , il débita avec sa volu-  
bilité et son assurance ordinaires un si grand nom-  
bre d'absurdités , que Sidney , sous peine d'être  
réduit à instruire le tribunal des plus simples no-  
tions du droit , n'essaya point de combattre cette  
jurisprudence inouïe. On voulait sa tête, et il trouva  
que , pour lui procurer une mort glorieuse , c'était  
mettre sa patience à une trop fatigante épreuve.

Quand les shériffs vinrent lui apprendre sa con-  
damnation , il retrouva sa haute raison et son élo-  
quence pour les faire rentrer en eux-mêmes. Il  
parlait à des hommes qui pouvaient l'entendre : « Je  
ne me plains pas de vous , leur dit-il , pour cette  
vie que l'on va m'ôter ; je ne la regrette pas ; mais  
ne pouvait-on me tuer sans me juger , puisqu'on  
voulait violer à mon égard toutes les formes protec-  
trices de l'accusé ? J'en suis fâché pour vous , ajou-  
ta-t-il après un court silence : mais cette mort , qui  
m'afflige si peu , criera vengeance au ciel contre  
vous ; j'en appelle à vos consciences : dites si vous  
croyez avoir fait votre devoir en choisissant . pour  
m'entendre , des jurés si ignorants , si aveuglément  
dévoués à la cour ? » Un des shériffs versa des

Sidney se prépara à mourir. Ses croyances religieuses avaient toujours passé pour ne pas aller plus loin que le déisme. Cependant il fit venir des ministres presbytériens, et eut avec eux plusieurs entretiens. Il écrivit aussi une apologie ; c'était à peu près la défense qu'il n'avait pas cru devoir prononcer devant ses juges. Ne pouvant avouer l'existence du conseil des Six , car Hampden , le duc de Monmouth et le lord Grey eussent souffert de cette déclaration , il se bornait à infirmer le témoignage d'Howard : il demandait comment on pouvait croire qu'un tel homme eût été mis dans un pareil secret , lui qui n'était pas capable de lever quatre fantasmes , et n'avait pas quatre shellings pour les payer. Quant à l'écrit trouvé dans ses papiers , il en soutenait les principes , parlant du droit divin des rois avec une fine moquerie , et des principes de liberté publique avec une imposante raison. « J'espère , disait-il en terminant , que Dieu sauvera l'Angleterre du double fléau de la tyrannie et de l'idolâtrie , et je me félicite pour ma part d'avoir à mourir pour la bonne vieille cause , que j'ai eu le bonheur de servir depuis ma jeunesse. »

Il ne parla point sur l'échafaud , et sa mort ne produisit pas une grande sensation. Ses vertus n'étaient pas de celles qui touchent le plus le peuple ; et quant à la bourgeoisie , elle le plaignait en le blâmant. Hampden n'eut contre lui que la déposition d'Howard. L'imagination de Jeffryes ne suppléa point à ce qui manquait pour le condamner à mort ; sa peine fut une amende énorme ; son patri-

moine ne suffisait pas pour la payer, il resta en prison. Halloway, l'un des conjurés de la maison de West, pris dans les Indes orientales, et Armstrong, 1684. arrêté en Hollande, furent jugés au commencement de l'année 1684. Ils avouèrent tout, à l'exception du projet de tuer le roi. Halloway n'était pas en effet de ceux qui s'étaient jetés dans cette extravagance, et Armstrong n'avait jamais rien eu de commun avec ceux qui l'avaient imaginée. Halloway, moins célèbre dans ce procès que Russel et Sidney, montra le genre d'énergie dont ces deux grands patriotes s'étaient privés par des considérations d'amitié. Il dit qu'en effet il avait conspiré, qu'en cela il avait cru remplir un devoir sacré, et qu'il mourrait avec ce témoignage de sa conscience. Jusque sur l'échafaud, il soutint ainsi ce qu'il avait fait. Armstrong, qui avait passé une partie de sa vie dans la dissipation, se résigna pieusement à son sort; une seule idée troubla ses derniers moments, c'est qu'il mourait sans pouvoir répondre à une abominable calomnie, et cette calomnie venait du roi lui-même. Charles II, voyant en effet que les courageuses déclarations d'Halloway et d'Armstrong fixaient d'une manière précise le caractère et le degré de maturité de la double conjuration, et craignant qu'Armstrong, beaucoup moins compromis qu'Halloway, n'inspirât l'intérêt qui résultait de ces tardifs éclaircissements, eut la lâcheté de dire que ce n'était pas la première fois que cet homme attentait à sa personne, et qu'avant la restauration il était venu en Hollande pour l'assassiner.

Or, beaucoup de gens savaient au contraire qu'Armstrong avait fait ce voyage pour porter au roi de l'argent et des nouvelles de ceux de son parti qui soupiraient après son retour. 1684 à 1685.

Malgré la précision des aveux d'Armstrong et d'Halloway, le parti contre-révolutionnaire continua à représenter la conjuration de Rye-House comme formidable, et se donna beaucoup de mouvement pour établir ce qu'il lui importait de faire croire, savoir que l'insurrection était organisée dans le comté de Bristol en Écosse. Charles II eut le tort de vouloir appuyer aussi longtemps que possible son gouvernement sur cette idée. Il reçut à Windsor, Jeffryes, le héros de toute cette affaire, et le chargea de faire une tournée dans les comtés. En le congédiant, il lui remit une bague qu'on appela la bague de sang; mais en accordant à ce méprisable personnage une si haute faveur, il ne put retenir ces étranges paroles, qui peignent si bien la contradiction perpétuelle entre ses lumières et sa position : « Vous allez voyager, lui dit-il, l'été est chaud; ayez soin de ne pas trop boire. » Jeffryes alla persécuter les whigs dans les comtés.

En Écosse, le comte d'Aberdeen et Queensbury rattachèrent l'enquête relative à l'affaire de Rye-House au vaste système de poursuites déjà organisé en vertu de l'ordonnance royale de l'année précédente. Une horde de justiciers partit d'Édimbourg accompagnée de soldats, et se répandit dans toute l'Écosse. Ces juges avaient carte blanche; ils allaient de maison en maison, et voici quelle était leur manière



1684 de procéder. Ils disaient à l'un : vous avez pris part  
à la révolte de Bothwell ; à l'autre : vous avez donné  
1685. refuge à l'un des révoltés , ou bien vous avez  
connu sa retraite et ne l'avez pas dénoncée ; au plus  
grand nombre ils demandaient : que pensez-vous  
de la révolte de Bothwell ou du complot de Rye-  
House ? Quelque-uns étaient simplement sommés de  
prêter le test imaginé par le duc d'York , et de  
déclarer qu'ils n'avaient jamais eu de relations ,  
ni avec Argyle , ni avec les révoltés de Bothwell , ni  
avec les affiliés de la conspiration anglaise. Comme ,  
en Écosse , le nombre de ceux qui pouvaient se  
croire autorisés à obtenir le repos en se parjurant  
était peu considérable , celui des gens trouvés , de  
leur aveu , coupables de ne pas aimer le gouverne-  
ment , était immense ; les prisons ne suffisaient pas ; on  
leur imposait des amendes , ou bien on s'assurait  
d'eux en cantonnant à leurs frais des soldats dans  
les villages , et les forçant à comparaître plusieurs  
fois le jour devant les chefs de détachements.

Pendant quelque temps cette tyrannie ne tomba  
que sur les hommes ; mais au moyen du test , pour  
lequel les femmes témoignaient librement leur hor-  
reur , on entreprit de les enchaîner elles-mêmes.  
Les pères et les maris furent rendus responsables  
de leur soumission au test , et chargés de les obli-  
ger eux-mêmes , à peine d'amende ou de prison ,  
d'aller aux églises anglicanes. Cette dernière mesure ,  
proposée par Queensbury , fut combattue par le  
comte d'Aberdeen comme inexécutable. Une con-  
testation s'éleva entre eux. Le duc d'York , approu-

vant Queensbury , obtint du roi la révocation du 1681  
comte d'Aberdeen, et fit nommer à sa place le lord  
Perth , catholique secret , qui sembla , dit un his- à  
torien , avoir pris à tâche de montrer à l'Angleterre 1685.  
ce qu'elle avait à redouter d'un roi papiste. Sous  
lui , les exécutions furent plus nombreuses : cinq  
gentilshommes , un domestique du comte d'Argyle ,  
un parent de la duchesse de Monmouth , et Baillie ,  
transféré depuis plusieurs mois en Écosse , périrent  
comme complices de la conjuration anglaise.

Il suffit de parler du procès de Baillie. Ce cou-  
rageux ami de Russel et de Sidney était presque  
mourant par l'excès des privations et des mauvais  
traitements qu'il avait subis dans sa captivité, lors-  
qu'on lui signifia une lettre du roi qui l'accusait  
d'être l'un des conjurés de Rye-House, et d'avoir  
travaillé à soulever l'Écosse ; on lui donnait deux  
jours pour se purger, par serment , de cette accu-  
sation , faute de quoi il devait être tenu pour cou-  
pable. Pendant ces deux jours les forces de Baillie  
continuèrent à baisser ; mais lorsque , à l'expiration  
du terme , les commissaires vinrent recevoir sa ré-  
ponse, il se refusa énergiquement à toute explication.  
Il vécut assez pour être donné en spectacle à la  
population d'Édimbourg , et , jusqu'au dernier sou-  
pir , supporta avec une constance égale à celle des  
martyrs presbytériens, des tortures dans lesquelles  
l'exaltation religieuse ne le soutenait pas.

Baillie fut le dernier de ceux qui périrent pour  
le complot de Rye-House. Le gouvernement , tout  
en cherchant à convaincre la nation que les con-

1644 <sup>à</sup> **pirateurs** l'avaient mise en grand péril , avait acquis  
1645. la preuve de leur impuissance. On ne s'était point re-  
mué pour eux ; beaucoup d'honnêtes gens les avaient  
même condamnés. C'est qu'en effet si de cer-  
tains principes peuvent faire de l'insurrection ,  
toute fois qu'il y a violation des libertés , un géné-  
reux devoir , ceux qui se dévouent à le remplir  
s'exposent trop souvent à compromettre ceux qu'ils  
veulent servir ; et toujours aux yeux de ces derniers  
c'est un crime de ne pas réussir , si ce n'en est pas  
un d'entreprendre. Le complot de Rye-House eut  
ce résultat pour le parti que la journée d'Oxford  
avait réduit à de ténébreux expédients. La cour ,  
devenue plus puissante que jamais , traça autour  
de l'échafaud de Russel et de Sidney un vaste cer-  
cle de complicité , dans lequel tombèrent tous ceux  
qui lui inspiraient des craintes. On ne murmura  
point contre ses vengeances ; on ne s'opposa point  
à ce qu'elle fit d'extra-légal en prenant le complot  
pour prétexte. On ne résista plus lorsqu'elle exigea  
que les villes et les corporations lui remissent leurs  
chartes ; l'obéissance fut commandée comme une  
sorte de réponse aux doctrines sur le droit de ré-  
sistance émises par Russel et Sidney dans leur der-  
nier écrit. Cette victoire eût pu tourner au profit de  
l'ordre , si le pouvoir n'eût pas voulu retenir les  
forces extraordinaires que lui donnait la circon-  
stance ; mais elle tourna au profit de la contre-révo-  
lution : elle rendit maître des affaires le duc d'York  
et ceux qui , se pressant autour de lui , semblaient  
autorisés à mettre leur système de gouvernement

à côté de leurs prévisions justifiées. Ils avaient 1684.  
toujours dit qu'on attaquerait la royauté après <sup>à</sup> 1685.  
avoir renversé le papisme ; défenseurs heureux de  
de la royauté, leur irrésistible ascendant allait  
maintenant s'employer à consacrer l'arbitraire par  
les traditions du papisme.

---

## CHAPITRE III.

### RÉTABLISSEMENT DU CATHOLICISME.

Le duc d'York, les catholiques et les absolutistes, à la tête de la contre-révolution. — Rupture entre le roi et le parti dominant. — Mort du roi. — Triomphe des catholiques; avènement de Jacques II. — Promesses de Jacques II; serment du sacre. — Résignation du peuple anglais. — Réhabilitation des condamnés du complot papiste; vengeances contre les dénonciateurs. — Tentatives du comte d'Argyle et du duc de Monmouth. — Le particalholique fortifié par elles. — Prétentions au pouvoir absolu, au pouvoir de dispenser des tests, combattues par le parlement. — Prorogation du parlement. — Etablissement des troupes permanentes. — Conversions au papisme. — Décision des juges du banc du roi en faveur du pouvoir dispensatif. — Les papistes élevés aux emplois dans les trois royaumes. — Commission ecclésiastique instituée contre les anglicans. — Procès de l'évêque de Londres et de Samuel Johnson. — Soumission générale. — Séparation du parti régnant en catholiques modérés et catholiques exaltés.

1984      La vigueur dont le duc d'York avait fait preuve  
à  
1685. dans le moment de trouble qui avait suivi la découverte de la conjuration anglo-écossaise, en le montrant comme l'homme de tête de la famille régnante, n'avait pas peu contribué à lui donner cette in-

fluence à laquelle la marche naturelle des choses 1684  
 appelait son parti. En ce danger , le roi n'avait pu , à  
 comme par le passé , empêcher son frère de se ren- 1685.  
 dre utile , et il avait plutôt triomphé de sa jalousie  
 pour lui que de son invincible éloignement pour  
 les affaires. Il abandonnait maintenant au duc , plus  
 laborieux , plus ferme , plus actif , le soin de gou-  
 verner par des moyens dont peut-être il n'était pas  
 fâché de lui laisser aussi l'odieux. Toute l'Angle-  
 terre remarquait ce changement dans la position  
 relative des deux frères ; on répétait ce mot plein  
 de sens du poète Waller : « En voulant empêcher  
 le duc de régner à son tour , on est parvenu à le  
 faire régner du vivant même du roi. » Le duc trou-  
 vait de son côté une grande satisfaction à étaler aux  
 yeux de ses ennemis sa toute-puissance ; on le  
 voyait dans les rues de Londres avec un train consi-  
 dérable , tandis que le roi ne sortait qu'avec une  
 suite peu nombreuse. Ses antichambres étaient en-  
 combrées , lorsque le roi trouvait à peine quelques  
 courtisans avec lesquels il pût s'entretenir. C'était  
 au duc que s'adressaient les hommages du lever et  
 du coucher. Il présidait au conseil , expédiait toutes  
 les affaires , et le roi ne faisait guère que signer  
 les papiers qu'on lui apportait , et dont il deman-  
 dait rarement le contenu , autant par dépit que par  
 indifférence.

Le duc reprit sa charge de grand-amiral. Ce fut  
 le premier coup porté à ce fameux test anglican qui  
 avait renversé le ministère de la cabale. Quelques  
 lords catholiques , encore détenus à la Tour depuis

1684 le complot papiste , en sortirent , et reçurent un brillant accueil. Titus Oates fut mis en jugement comme  
à  
1685. ayant calomnié le duc d'York dans ses dépositions , et condamné à une réclusion perpétuelle. Le duc de Beaufort et lord Peterborough intentèrent des accusations du même genre à ceux des révélateurs du complot qui vivaient encore , et les firent emprisonner. En même temps les conversions au papisme commencèrent ; elles furent le moyen de faveur recommandé aux courtisans. Le lord irlandais Marc-Carthy , un des officiers papistes que le test anglican avait fait sortir de l'armée , y rentra avec un commandement supérieur ; d'autres officiers abjurèrent le protestantisme , et obtinrent de l'avancement. Pendant quelques mois il ne fut bruit à la cour de France que des succès qu'obtenaient des missionnaires catholiques envoyés de toutes parts au secours du parti d'York. Ils correspondaient avec le père Lachaise , naguère compromis par les lettres du jésuite Coleman ; ils allaient jusqu'à annoncer que Charles donnerait bientôt à ses peuples l'exemple du retour à l'église romaine. Un jésuite ignorant , qui avait obtenu de lui une audience , avait pris son badinage sur l'église anglicane pour du penchant au catholicisme ; il avait écrit qu'il tenait le roi l'Angleterre , et Louis XIV parlait à Versailles de cette conversion comme d'une chose faite.

Le parti d'York ne se bornait pas à soutenir les prédications des papistes ; il travaillait avec ardeur à propager les principes du pouvoir absolu. Pendant le cours des procédures contre les conjurés de Rye-

House, l'université d'Oxford avait été chargée de 1684  
rechercher et de condamner dans les publications <sup>à</sup> 1685.  
antérieures au parlement d'Oxford, dans celles  
qui avaient eu quelque célébrité au temps de la révo-  
lution, et jusque dans l'Ancien Testament, les maxi-  
mes qu'on accusait d'avoir donné naissance à toutes  
les entreprises contre la royauté. Elle avait déclaré  
corruptrices, impies, séditieuses, vingt-sept pro-  
positions tirées des écrits de Hobbes, Milton,  
Goodwin, Baxter, Buchanan, Knox, Johnson, et  
autres écrivains moins connus; quelques-unes étaient  
des professions de foi républicaines, que très-peu de  
gens songeaient à soutenir; d'autres n'étaient qu'une  
timide exposition du principe de la résistance: par  
exemple, celle-ci, tirée d'un célèbre pamphlet du  
docteur Johnson: « Les chrétiens ne sont pas obli-  
» gés à une obéissance passive, lorsque le prince  
» commande quelque chose de contraire aux lois du  
» pays. Si les premiers chrétiens aimaient mieux  
» mourir que résister, c'est parce que la religion  
» chrétienne n'était pas établie par les lois de l'em-  
» pire. » Et cette autre du livre de Hunton sur la  
monarchie limitée: « La souveraineté en Angle-  
» terre réside dans les trois états; savoir, le roi, les  
» seigneurs et les communes. Le roi a un pouvoir  
» d'un degré égal à celui des deux chambres. Elles  
» peuvent le contredire et s'opposer à lui. » Les  
zélés anglicans de l'université d'Oxford avaient con-  
damné ces maximes, comme conduisant à celles qui  
avaient dirigé Russel et Sidney; mais les doctrines  
qu'ils avaient ainsi établies dans l'intérêt commun



1684 de leur religion et de la royauté, étaient maintenant  
à l'arme des papistes. Les cours de justice, recevant  
1685. d'eux leurs inspirations, condamnaient comme sé-  
ditieux des écrits d'un jour, dans lesquels on s'éle-  
vait contre la mesure qui privait les villes et les cor-  
porations de leurs chartes, et contre la faveur dont  
jouissaient ouvertement les papistes. Dans le cours  
de l'année 1684, trente-deux écrivains furent con-  
damnés au pilori pour des réclamations de ce genre,  
qualifiées de factieuses, d'injurieuses au roi et au  
duc d'York ; quelques-uns avaient seulement de-  
mandé la convocation d'un parlement, aux termes  
de la déclaration d'Oxford. La suspension de trois  
ans, à laquelle la nation avait paru se résigner, était  
maintenant expirée.

Le duc d'York et les papistes espéraient que le  
roi ne tiendrait pas sa promesse, et lorsque la ques-  
tion fut agitée dans le conseil, ils prétendirent que  
la déclaration ne l'obligeait à rien. Mais les whigs  
n'étaient plus redoutables. Ceux des torys qui n'é-  
taient point papistes commençaient à concevoir des  
alarmes, et la conduite du duc était à tous égards  
si peu mesurée, que le roi crut devoir enfin secouer  
un joug devenu insupportable et se prononcer contre  
une politique qui n'était plus la sienne. La mésintel-  
ligence entre les deux frères, longtemps couverte  
par une dissimulation habile, éclata dès que l'un  
ne voulut plus être conduit par l'autre. Quelques  
altercations fort vives eurent lieu entre eux. Les  
paroles du roi transpirèrent. On sut que dans une  
occasion il avait dit au duc : « Vous pouvez, si bon

« vous semble, recommencer vos courses sur le con- 1684  
« tinent ; quant à moi , je me sens trop vieux , et veux à  
« rester ici ; » qu'une autre fois, poussé à bout, il s'é- 1685.  
tait emporté jusqu'à dire : « Il n'y a pas de milieu :  
« il faut que l'un des deux frères fasse un voyage ,  
« et ce sera le cadet plutôt que l'aîné. »

Dès que cette division se fut manifestée , la cour devint le théâtre d'intrigues mystérieuses que le temps n'a point encore expliquées. Le duc de Monmouth, qui, après l'affaire de Rye-House, avait cru devoir se retirer en Hollande, et qui rentré en grâce malgré cet éloignement, entretenait une correspondance secrète avec le roi son père, vint en Angleterre à l'insu du duc d'York, non jusqu'à Londres, mais dans un lieu à portée des émissaires de Charles II. Tout ce qu'on sut de son voyage dans le temps, c'est qu'il était revenu en Hollande avec toutes les apparences de la satisfaction ; mais plus tard on acquit la certitude que Charles avait donné son consentement à un projet qui consistait à assembler un parlement, à donner au duc de Monmouth un commandement important, à exiler le duc d'York, et remettre en vigueur les lois contre les papistes. La duchesse de Portsmouth, ennemie du duc d'York, comme maîtresse du roi, les ministres Sunderland et Halifax servaient ce projet de leur crédit et de leurs talents pour l'intrigue. Barillon, que quelques historiens représentent comme opposé, d'autres comme favorable aux intentions du roi, et dont la conduite, toujours double et obscure, ne peut être éclaircie par ce que l'on connaît de sa correspon-

1684 dance, fut chargé, ce semble, dans les intérêts du duc  
à d'York et des papistes, de promettre à Charles, s'il  
1685. voulait ne point assembler de parlement, la continuation du subside qu'il avait touché depuis l'affaire d'Oxford, et qui, promis pour trois ans, était presque entièrement payé. En même temps, pour ramener la duchesse de Portsmouth, on naturalisait en France et l'on dotait d'un apanage brillant son fils le duc de Richmond. Malgré cela, Charles semblait persister dans la résolution de se délivrer des importunités du duc et des exigences des papistes, lorsque tout à coup il fut saisi d'un mal extraordinaire au milieu des apparences d'une santé brillante; il mourut en quelques jours.

1685. Les évêques anglicans et les prêtres catholiques l'obsédèrent à ses derniers moments, se disputant comme une sorte de victoire politique l'avantage de le voir mourir dans leur religion. L'impénétrable secret qui entoura le lit du mourant empêcha qu'on sût positivement dans le public, qui, des protestants ou des papistes, avait été mieux accueilli. Cependant les papistes se vantèrent hautement de la conversion du roi, tandis que l'événement lui-même fermait la bouche à leurs adversaires. L'ouverture du corps fournit des indices de poison. Un des médecins eut l'imprudence de communiquer ses soupçons, et mourut quelques jours après, déclarant qu'il se croyait victime de sa franchise. L'estomac, celle des parties internes dont on devait le plus redouter l'examen, fut enlevé furtivement. Les papistes et le duc d'York furent accusés. Il suffisait,

comme il est toujours arrivé en pareille circonstance, qu'ils eussent un fort grand intérêt à cette mort soudaine de Charles II, pour qu'on la leur attribuât. Tout a déjà été dit sur la défiance que doit inspirer cette voix des partis que le vulgaire se plaît à accueillir ; et s'il y a ici quelque odieux secret qu'on ne puisse pénétrer, il est vraisemblable que Jacques du moins ne le connut pas. Quant aux catholiques, il s'agissait pour eux de rétablir leur religion ou de retomber sous les horribles persécutions qui avaient suivi le complot papiste ; Charles allait une seconde fois les sacrifier pour se réconcilier avec l'Angleterre : la mort du roi termina en leur faveur cette pressante péripétie. Si cette mort fut naturelle, le hasard les servit bien ; si elle fut leur ouvrage, ils firent ce qu'aucun parti n'eût hésité à faire en même situation. Triompher, c'est là toute la morale des partis.

Le duc d'York et les jésuites qui le dirigeaient tinrent trop peu de compte de l'accusation ; le mépris et de hautaines dénégations ne la détruisaient point ; et l'on observa, comme venant à l'appui, diverses circonstances qui témoignaient du peu de considération de la nouvelle cour pour le feu roi. Le corps ne fut point exposé sur un lit de parade, comme c'était l'usage. L'opération de l'embaumement fut faite avec une telle négligence, qu'on vit pendant plusieurs jours, sortant d'un conduit de lavoir, des parties d'entrailles qui n'avaient pas été remplacées. Les funérailles enfin furent au-dessous de ce qui se faisait alors pour les simples lords. Le

1685  
à  
1686.

1685 due d'York , parlant dans ses mémoires de ce qu'il  
à  
1686. y eut d'inaccoutumé dans cette absence des pompes  
royales , dit que ce que l'on retrancha de la cérémonie la rendit plus conforme à l'humilité chrétienne , dont les princes mêmes ne sont pas dispensés. Le roi avait à peine fermé les yeux que ce prince , le moins humble des hommes , savourait avec délices les hommages des courtisans empressés ; on le proclamait dans Londres sous le nom de Jacques II.

Aucune opposition ne se manifesta. Le sentiment qui avait dicté naguère le bill d'exclusion vivait au fond des cœurs ; mais un profond découragement l'y retenait. On attendait avec anxiété ce que dirait cet ennemi des libertés publiques et de la religion nationale , maintenant que , la couronne sur la tête , il pouvait dédaigner la feinte ; mais en ce rapide changement de situation , un coup-d'œil jeté par Jacques sur la difficulté d'entreprises qu'il avait pu hardiment tenter à l'abri d'un trône occupé par son frère , lui avait fait sentir la nécessité de quelques ménagements ; et , à l'étonnement de toutes les sectes et de tous les partis , il tint au conseil assemblé ce discours :

« On m'a fait passer pour un homme entièrement  
» dans les principes du pouvoir arbitraire ; c'est  
» une calomnie. Je ferai mes efforts pour conserver  
» le gouvernement , tant dans l'église que dans  
» l'état , tel qu'il est établi par les lois. Je sais que  
» les principes de l'église anglicane sont favorables  
» à la monarchie , et que les membres de cette église

« se sont toujours montrés bous et fidèles sujets ; 1685  
« c'est pourquoi je prendrai toujours soin de la à  
« défendre et de la soutenir. Je sais aussi que les 1686.  
« lois d'Angleterre sont suffisantes pour rendre le  
« roi un aussi puissant monarque que je puisse sou-  
« haiter de l'être ; et comme je n'ai pas intention de  
« me départir des justes droits et prérogatives de  
« la couronne , aussi n'envahirai-je jamais les privi-  
« léges des sujets. »

Ces paroles devaient sembler douces à la nation, venant d'un souverain qu'elle n'avait pas le pouvoir de rejeter, et qu'elle avait si cruellement offensé dans l'affaire des papistes et du bill d'exclusion ; elle avait besoin de croire à de telles intentions pour ne pas se livrer à la crainte de vengeances qu'elle savait avoir provoquées ; il fallait qu'elle se montrât convaincue , pour confirmer le nouveau roi dans les dispositions qu'il voulait bien montrer. Ainsi de tous les points des trois royaumes vinrent des adresses qui , suivant la coutume , exprimaient encore plus de joie qu'on n'avait d'espérances. Les protestations de dévouement et d'affection étaient des avances sur ce qu'on désirait que le roi méritât dans la suite , plutôt que de lâches flatteries. Même quelques adresses , en remerciant le roi de ses assurances relativement à la religion , ajoutaient : cette religion qui nous est plus chère que la vie ; d'autres , parlant des libertés publiques , rappelaient qu'elles étaient garanties par les lois. Tel était alors l'abaissement de l'esprit public , que de si timides observations parurent aux uns très-courageuses , et à

1685 d'autres inconvenantes , comme insistant trop for-  
 à tement sur des promesses que le roi voulait sincè-  
 1686. rement tenir. Jacques , à son couronnement, répéta  
 ces mêmes promesses ; il jura de maintenir la con-  
 stitution de l'église anglicane ; mais il prend soin ,  
 dans ses mémoires , d'expliquer par quelle restric-  
 tion mentale il sut , tout en prêtant cette dernière  
 partie du serment , la rendre inutile. « Sa Majesté ,  
 » dit-il, s'engageait ici à soutenir et à défendre  
 » ceux qui professaient cette religion plutôt que la  
 » religion elle-même. On ne pouvait compter qu'elle  
 » se crût obligée en conscience à soutenir ce qu'en  
 » conscience elle jugeait erroné , et en se servant  
 » des expressions qu'elle avait cru devoir adopter ,  
 » elle ne doutait pas que le monde ne les comprît  
 » dans le sens qu'elle entendait , le seul conforme  
 » à sa situation. » Dès le second dimanche qui suivit  
 la cérémonie du couronnement , Jacques alla publi-  
 quement à la messe , et fit partir officiellement un  
 envoyé pour Rome. Il fit répandre dans le même  
 temps deux écrits qu'il prétendait avoir trouvés  
 dans les papiers de son frère , et qui prouvaient que  
 le roi était mort sincèrement convaincu des vérités  
 du catholicisme. On ne crut pas à l'authenticité de  
 ces deux pièces ; mais leur publication apprit com-  
 ment , à l'égard de la religion , le roi entendait tenir  
 sa parole.

A la cour , les papistes recevaient toujours l'ac-  
 cueil le plus distingué. Cependant , malgré les pré-  
 férences éclatantes dont ils étaient l'objet , Jacques  
 ne crut pas devoir les mettre à la tête du gouver-

nement; il ne leur donna que les charges de sa maison, et maintint dans les offices publics ceux qui les avaient exercés sous le feu roi depuis le parlement d'Oxford. Halifax resta président du conseil, Sunderland secrétaire-d'état; Jacques leur épargna jusqu'à l'embarras d'explications qu'ils désiraient lui donner sur leur conduite à son égard. Le comte de Rochester et lord Clarendon, les deux fils de l'ancien ministre, restèrent l'un à la trésorerie, l'autre au conseil privé; tous deux étaient animés pour l'église anglicane du même zèle qu'avait jadis montré leur père. On s'étonna de ce qu'une administration sur laquelle les papistes avaient si peu à compter fût maintenue; mais Jacques considérait Halifax et Sunderland comme deux intrigants qu'il lui serait toujours facile d'acheter, et croyait les deux fils de Clarendon capables de sacrifier leurs principes au dévouement dont ils lui avaient déjà donné plusieurs preuves. D'ailleurs tout, dans une situation si fausse, était nécessairement contradictoire. Jacques croyait devoir à ses sentiments religieux de ne point cacher sa faveur pour les catholiques, et à ses intérêts de laisser dans le gouvernement des hommes qui rassurassent la nation dans ses terreurs du papisme. De chef de parti devenu roi, il semblait vouloir écarter la passion et s'élever à de plus hautes pensées; mais l'imagination l'emportait là où la simple raison l'eût mieux conseillé. Réconcilier la nation avec le pouvoir absolu et le catholicisme était à ses yeux la tâche digne d'un grand monarque. Il espérait que de puissantes habitudes,

1685  
à  
1686.



1685 des répugnances invétérées , des craintes encore  
à plus énergiques , se laisseraient amener doucement  
1686. à cette composition , et qu'alors il pourrait faire  
briller, sur un trône respecté des sujets et protec-  
teur de la seule religion véritable , des talents poli-  
tiques et militaires qui le distingueraient parmi les  
princes , et relèveraient la nation dans l'opinion des  
peuples d'Europe.

Si l'on en croit les mémoires de Jacques , bien  
que plus jeune de trois années que son frère , il ne  
s'était jamais cru d'une santé à lui survivre. Ainsi  
de nouvelles idées lui étaient venues d'un change-  
ment de fortune inespéré ; ce qu'il avait conseillé  
ou désiré étant duc d'York , il le voulait maintenant  
d'une manière différente : lui qui , dans ces derniers  
temps , s'était si fortement opposé à la convocation  
d'un parlement , jugeait , comme roi , la mesure  
indispensable. D'ailleurs , comme sous le dernier  
règne , il fallait , pour les besoins du gouvernement ,  
avoir recours aux taxes arbitraires , à la représen-  
tation nationale ou au patronage de Louis XIV. Or ,  
ce que la nation avait le plus haï dans Charles II ,  
c'était cette dépendance de l'étranger à laquelle il  
s'était si lâchement soumis. Jacques affecta dans  
ses premières relations avec la France une hauteur  
qui amusa Louis XIV , supplié en secret par Barillon  
d'avoir pitié des embarras du nouveau roi , et de  
lui continuer les subventions accordées à Charles II.  
Louis XIV temporisa , ce qui était la même chose  
que refuser ; Jacques alors soutint ses airs d'indé-  
pendance : il annonça la convocation immédiate

d'un parlement ; mais , suivant la politique qu'il 1685  
avait conseillée après l'affaire d'Oxford , il crut de-  
voir assembler d'abord le parlement d'Écosse , afin <sup>à</sup> 1686.  
que celui-ci donnât l'exemple de la docilité , ce qu'il  
ne manqua pas de faire.

Le comte de Queensbury et le lord Perth étaient toujours à la tête des affaires dans ce royaume , et gouvernaient avec la dureté que la plupart de leurs prédécesseurs depuis quarante ans avaient déclarée nécessaire au maintien de l'ordre. Il y avait cependant entre les deux ministres cette différence , que le premier mettait à son zèle royaliste les restrictions dont tout anglican songeait alors à se couvrir , et que l'autre était l'un des plus ardents fauteurs du papisme. Le parlement qu'ils dirigeaient marchait plutôt avec le comte de Queensbury , comme le fit voir un acte empreint de vives inquiétudes pour la religion anglicane , et qui parut déplacé à côté de deux autres actes , l'un reconnaissant l'absolu pouvoir du roi dans le gouvernement de l'État , l'autre portant de nouvelles peines contre ceux qui formeraient des conventicules. En somme , Jacques eut à se louer de la conduite du parlement d'Écosse. Il n'espérait pas moins du parlement anglais. La brigue et la violence n'avaient jamais été employées par la cour avec plus d'impudeur et de succès que dans les présentes élections. D'après les chartes données à la fin du dernier règne en échange de celles qu'on s'était fait livrer , ce n'était plus le peuple mais les corporations qui élisaient , et on avait trouvé moyen d'expulser des corporations la plu-

1685 part des hommes capables de quelque vigueur.  
à Dans diverses villes et bourgs où, par suite des  
1686. épurations, les corporations ne fournissaient plus  
un nombre d'électeurs suffisant, on faisait voter les  
officiers de l'armée ou des gentilshommes d'un dé-  
vouement connu. De la sorte, on eut une chambre  
basse dans laquelle, à l'exception d'une quarantaine  
de membres, il ne se trouvait que des hommes fai-  
bles, ignorants ou sans conscience, tels que ceux  
qu'on avait vus, dans les deux premières années de  
la restauration, livrer avec tant de lâcheté et d'im-  
prévoyance les libertés et l'argent du peuple. En  
une seule chose ces représentants, tout indignes  
qu'ils étaient de la confiance publique, ne voyaient  
point comme la cour; ils redoutaient le papisme :  
ce sentiment était l'unique espoir de la minorité,  
duement élue malgré toutes les cabales.

L'administration conservée par Jacques assistait  
à ce règne plutôt qu'elle ne le conduisait. La puis-  
sance des papistes n'était pas dans la possession de  
tels ou tels emplois, mais dans l'élévation d'un  
prince qui n'avait jamais cessé de conspirer avec  
eux. Les ordres qu'il dictait dans le conseil étaient  
ceux que les directeurs de sa conscience avaient  
approuvés : ceux-ci étaient les véritables ministres,  
toutes les affaires venaient à eux par les ténébreuses  
voies d'une police qui doublait, surveillait et in-  
fluençait partout les autorités supérieures et infé-  
rieures. L'existence de ce gouvernement secret était  
révélée par la nature des poursuites faites en ce  
temps par les tribunaux. Leur principale occupation,

depuis l'avènement de Jacques , était de réhabiliter 1685  
ou venger les papistes , par des sentences contraires à  
celles dont ils avaient été l'objet sous le dernier 1686.  
règne. Titus Oates , déjà condamné comme ayant  
calomnié le duc d'York dans quelques-unes de ses  
dépositions , fut repris comme faux témoin ; Jef-  
fries , qui en 1678 avait été l'un des avocats du roi  
employés à faire valoir son témoignage contre les  
papistes , fit le rapport du nouveau procès , et pré-  
senta Oates comme le plus grand imposteur qui eût  
jamais paru dans aucun pays du monde. Un tribunal  
ordinaire était saisi de l'affaire , mais juges et jurés  
étaient tremblants ou vendus , et l'arrêt fut dicté  
par les papistes. Il ne leur convenait pas qu'Oates  
fût mis à mort , ce que le malheureux eût désiré  
peut-être : il fut condamné à être mis au pilori ,  
fouetté plusieurs jours de suite et promené par la  
ville d'une porte à l'autre , supplice qui devait être  
renouvelé chaque année , à l'anniversaire de la dé-  
nonciation du complot papiste. On espérait que ,  
dévoté à cette longue suite de tortures , il se ré-  
tracterait ; mais , toujours étonnant , il souffrit et  
garda son secret. Les deux premiers jours , la fusti-  
gation fut exercée sur lui avec une telle barbarie ,  
que le peuple regarda comme un miracle , et comme  
une confirmation de la vérité de ses dépositions ,  
qu'il ne fût pas mort sous la main du bourreau.

Dangerfield , le dénonciateur de la conspiration  
du tonneau de farine , condamné aux mêmes traite-  
ments , fut tué par un homme du peuple en revenant  
du pilori. On mit aussi en jugement le ministre

1685 presbytérien Baxter, un de ceux dont l'université  
à d'Oxford avait récemment condamné les écrits, les  
1686. uns antérieurs à la restauration, les autres publiés  
depuis le complot papiste. Baxter fut condamné à  
une amende énorme et à la détention perpétuelle.  
Jeffryes, dans le cours du procès, l'apostropha  
ainsi : « Tu es un vieil homme, Richard Baxter, et  
» un vieux coquin ; tu as écrit assez de livres pour  
» en charger un chariot, et chacun de ces livres est  
» plein comme un œuf de sédition et de trahison.  
» C'aurait été un grand bonheur que tu eusses été  
» bien fouetté il y a quarante ans, pour te faire  
» perdre l'envie d'écrire. Tu prétends être un pré-  
» dicateur de l'évangile de paix, et tu as un pied  
» dans la fosse ; il est temps que tu penses au compte  
» que tu as à rendre. Mais je vois que tu continueras  
» comme tu as commencé ; aussi j'aurai l'œil sur  
» toi : je sais que tu as un puissant parti, et j'ap-  
» çois bien des confrères qui se tiennent à tes  
» côtés, mais avec l'aide de Dieu je vous écraserai  
» tous. »

Il n'était bruit que de poursuites et de condam-  
nations de ce genre. Lorsque le parlement s'assem-  
bla, Jacques parla dans la première séance à peu  
près comme il l'avait fait dans le conseil privé ; il  
s'étendit sur les intérêts du commerce, de manière  
à prouver qu'il était versé dans ces matières. Il fit  
assez bien connaître ses intentions, en disant que  
le meilleur moyen de l'engager à assembler souvent  
le parlement, était d'en bien user avec lui, et que  
ceux-là feraient un mauvais calcul, qui croiraient

en le tenant serré obtenir plus de lui. Le parlement 1685  
répondit avec soumission, et parla même de recon-  
naissance; il vota en quelques heures la continuation à  
au nouveau roi des revenus attachés à la couronne 1686.  
sous le dernier règne, l'annexion à ces revenus de  
ceux dont le roi avait joui comme duc d'York, en tout  
à peu près 2,500,000 livres sterling, somme plus que  
double de celle qui avait été votée par le premier  
parlement de la restauration. Jacques avait déjà fait  
lever illégalement la portion de ces revenus habi-  
tuellement fournie par les douanes sous le nom  
d'*accises*; le parlement sanctionna cette anticipation.  
Quelques réclamations s'élevèrent, mais ne furent  
pas écoutées. Diverses pétitions qui dénonçaient les  
fraudes électorales furent écartées : elles s'adres-  
saient aux hommes mêmes qui devaient leur élec-  
tion à ces moyens violents.

Ainsi dès le début on vit ce qu'il y avait à atten-  
dre du parlement : on n'osait espérer qu'il défendît  
la religion. Les périls étaient ceux dans lesquels on  
s'était trouvé peu avant la conspiration papiste;  
mais l'énergie par laquelle on s'était sauvé dans ce  
temps avait conduit aux fautes mêmes qu'on croyait  
alors expier; on se sentait moins de courage, et  
l'on aimait à se croire plus de sagesse et d'expé-  
rience. Lorsque Jacques, à peine couronné, avait  
ordonné la perception illégale des accises, l'exem-  
ple de Hampden avait été vainement cité; personne  
ne s'était trouvé qui voulût courir les chances d'un  
procès pour résistance au nom de tous : chacun se  
renfermait dans ces intérêts privés, ennemis cruels

1685 de l'intérêt public quand celui-ci n'est plus regardé  
à  
1686. comme leur fidèle expression. L'audace des papistes était encouragée par cette fatale inertie ; ils proposèrent au parlement un bill qui déclarait injuste la condamnation en vertu de laquelle le vicomte de Stafford avait été mis à mort en 1680 ; l'insulte était grave pour la chambre haute , on lui proposait de sévir son propre arrêt. Beaucoup de membres y consentirent , le bill passa à la pluralité des suffrages. Cependant ceux qui avaient voté contre firent enregistrer une protestation fondée sur ce que « le jugement rendu par la chambre haute ne pouvait être invalidé par une cour inférieure ; sur ce que l'on n'apportait nulle preuve de l'innocence prétendue de lord Stafford ; enfin , sur ce que la conspiration papiste , condamnée et poursuivie après de mûres délibérations , par le feu roi et par quatre parlements consécutifs , ne pouvait être éludée uniquement par amour pour un seigneur papiste. » Il n'y avait que des hommes placés dans une si haute position sociale qui pussent tenir alors un pareil langage. Des violences insensées pouvaient seules rendre le courage du désespoir à ceux qui tremblaient alors au seul nom de Jeffries ; ces violences furent provoquées par une tentative venue du dehors , et ne tardèrent pas à porter leurs fruits.

Le duc de Monmouth , le comte d'Argyle et les nombreux réfugiés qui s'étaient crus , peu de temps avant la mort de Charles II , au moment de triompher du duc d'York et des papistes , avaient vu toutes leurs espérances ruinées par l'avènement de

Jacques. Ils pouvaient à peine compter sur un plus long séjour en Hollande; Jacques allait exiger de son gendre leur éloignement, et le prince d'Orange, actuellement héritier présomptif de la couronne d'Angleterre, n'avait aucun intérêt à les soutenir; les prétentions du duc de Monmouth devenaient plus que jamais rivales des siennes. La plupart des réfugiés ayant quitté l'Écosse et l'Angleterre dans un temps où le parti whig, malgré ses défaites, conservait encore du courage et des espérances, jugeaient par ses anciennes dispositions de ce que pouvait être encore la haine pour les papistes et la cour; ils crurent qu'il leur suffirait de se présenter avec des armes pour trouver des soldats, et convinrent d'une double descente, l'une dans l'ouest de l'Écosse, l'autre dans l'ouest de l'Angleterre. Le comte d'Argyle partit le premier pour l'Écosse, avec trois petits vaisseaux chargés d'armes pour cinq mille hommes; le duc de Monmouth, retenu par des préparatifs un peu plus considérables, partit ensuite. Le secret n'avait pu être complètement gardé; ainsi quand le comte d'Argyle arriva en Écosse, le comte de Perth et le duc de Queensbury, déjà prévenus, avaient eu le temps de faire venir à Édimbourg toute la noblesse des comtés occidentaux et de prendre les mesures capables d'isoler le comte d'Argyle aussitôt après son débarquement. En effet le comte trouva fermées les places dans lesquelles il avait compté s'établir. Quelques milliers de montagnards, ses vassaux, ne le suivirent pas longtemps, voyant les troupes royales, les mi-



1685 lices des comtés voisins et les vassaux de quelques  
à grands seigneurs ennemis du comte , marcher contre eux. Quelques amis , forcés de ne point séparer  
1686. leur fortune de la sienne , furent pris avec lui. On l'amena à Édimbourg : il y fut mis à mort , en vertu de la sentence portée contre lui trois ans auparavant.

Le duc de Monmouth , retenu pendant dix-neuf jours par des vents contraires , descendit à Lyme dans le comté de Dorset , lorsque l'entreprise d'Argyle avait eu déjà ce succès. On savait à quelle époque il avait quitté la Hollande , mais on ne s'était pas attendu à le voir paraître de ce côté. La nouvelle de son débarquement produisit à Londres une vive alarme. Sa personne était bien plus redoutable que les forces qui avaient pu le suivre : il prenait le titre de roi , titre sous lequel une grande partie de la population , dans sa haine pour le papisme , était capable de le reconnaître au premier succès , surtout aux lieux où il se présentait. Le duc n'était pas accompagné de cent hommes lorsqu'il toucha le rivage , mais il eut pour s'avancer dans le pays et recruter sur son passage quinze jours , que le roi employa de son côté à faire venir d'Écosse les troupes qui avaient fait avorter l'entreprise d'Argyle et rappeler de Hollande trois régiments anglais et écossais , laissés au service des états depuis la paix de 1678.

Le prince d'Orange offrit de se mettre à la tête de ces régiments , et de venir lui-même combattre le duc de Monmouth. Jacques suspecta avec assez

de raison les intentions du prince : il était capable , 1685  
si les Anglais l'eussent encouragé par leurs dispo- à  
sitions , de prendre pour lui la couronne , 1686.  
avoir vaincu celui qui venait la disputer à Jacques II.  
Les trois régiments vinrent seuls ; mais par les dis-  
cours que les officiers et les soldats tinrent sur leur  
route , le roi jugea qu'il ne devait pas les employer  
contre le duc , et envoya seulement le peu de trou-  
pes dont il avait pu depuis trois ans former l'esprit .  
Le comte de Feversham , neveu de Turenne , com-  
manda cette petite armée , fit lever les milices , leur  
donna des officiers papistes , et marcha contre le  
duc de Monmouth. Celui-ci avait réuni près de six  
mille hommes , paysans indisciplinés , mais que sa  
présence rendait capables de grands efforts. Ses  
manifestes appelaient aux armes tous les anglais  
amis de la constitution renversée par l'arbitraire ,  
et de la religion protestante prête à succomber sous  
les coups des papistes ; ils ne donnaient au roi que  
le titre de duc d'York , traitaient son avènement  
d'usurpation , l'accusaient de tous les crimes attri-  
bués aux papistes depuis l'incendie de Londres jus-  
qu'à l'enlèvement des chartes ; ils déclaraient que  
Russel , Sidney , le juge Godefroy , le comte d'Essex  
et le feu roi lui-même , étaient morts par le fer , le  
poison et les calomnies des papistes , amis du duc  
d'York ; que c'était pour venger et délivrer le peu-  
ple , et non pour des injures personnelles , que les  
hommes proscrits par le duc et par les papistes  
avaient pris les armes. Monmouth traversa les villes  
de Lyme . Axminster , Taunton , Bridgewater , ac-

1685 cucilli par le peuple , tandis que les officiers royaux  
à et les magistrats se retiraient. S'il eût donné moins  
1686. de temps au plaisir d'entendre ces acclamations, et  
eût marché au-devant du comte de Feversham lorsqu'il avait sur lui l'avantage du nombre, l'ardeur de ses paysans eût prouvé comme il convenait l'usurpation et les crimes de Jacques : mais il prit trop tard ce parti. Il attaqua de nuit les troupes royales à Sedgemoor , croyant les surprendre. Le comte de Feversham avait déjà pu se procurer des intelligences parmi les rebelles ; il était donc sur ses gardes. Après quelques heures de combat , l'armée de Monmouth prit la fuite, laissant mille hommes sur le champ de bataille et quinze cents prisonniers. Les paysans s'étaient battus avec acharnement , les lieutenants du prince avaient mal fait leur devoir ; quelques-uns même l'avaient trahi , comme il parut par leur conduite dans le combat et le pardon qu'ils obtinrent ensuite.

Les papistes avaient eu peur. Ils furent implacables dans leurs vengeances ; et comme la population , excepté dans les lieux traversés par le duc de Monmouth , n'avait montré ni dévouement pour le roi ni empressement pour le duc, ils crurent devoir la punir des secrètes intentions qui perçaient dans cette espèce de neutralité. Le duc de Monmouth , dans une fuite aventureuse comme celle du roi son père après Worcester, ayant eu le malheur d'être pris , fut amené à Londres. Il employa tout ce que ses relations à la cour et d'augustes parentés lui laissaient de crédit , après une guerre déclarée avec

tant de haine , pour obtenir que Jacques l'admit en sa présence. Jacques le reçut ; il voulait seulement le voir à ses genoux , l'entendre rétracter ses accusations , savoir s'il avait des complices inconnus , et tirer de lui la déclaration écrite que c'était fausement et traîtreusement qu'il avait soutenu l'existence d'un mariage secret entre sa mère et le feu roi. Monmouth accorda tout pour obtenir la vie ; il la demanda avec larmes. Jeune encore, il l'aimait ; il l'avait connue brillante d'illusions , animée par les plaisirs d'une cour voluptueuse ; il espérait encore de beaux jours ; son rang , sa fortune , ses talents , les grâces de son esprit et de sa personne , les lui promettaient ; il eût fait oublier au prix de quelles lâchetés il les avait obtenus. La captivité même , la honte d'un pardon reçu de son mortel ennemi , lui semblaient préférables aux doutes affreux de l'anéantissement. Jacques l'écouta longtemps , méprisa cette faiblesse que d'autres eussent trouvée touchante , et refusa la grâce , content qu'elle eût été de la sorte implorée. Le duc retrouva pour mourir le courage de l'indignation , et , malgré les obsessions de quelques évêques courtisans , ne voulut montrer sur l'échafaud d'autre regret que celui d'avoir exposé de braves gens à mourir inutilement pour sa cause , la cause de la liberté et de la religion protestante.

On avait amené aussi à Londres , pour être interrogés par le roi , un gentilhomme écossais nommé Cochrane et un presbytérien anglais nommé Ayloff , pris l'un et l'autre avec le comte d'Argyle. Les aveux

1685  
à  
1686.

1685 de Cochrane et les sommes énormes données par sa  
à famille à des prêtres en crédit à la cour lui sauvè-  
1686. rent la vie. Ayloff étant venu en la présence de Jacques, celui-ci l'engagea à déclarer ce qu'il savait des relations des whigs du royaume avec les conjurés du dehors. « Vous n'ignorez pas, ajouta-t-il, que votre pardon est en mon pouvoir ; songez à le mériter. — Cela, sire, repartit Ayloff, est en votre pouvoir, mais n'est pas dans votre nature. » Ayloff fut exécuté.

Rumbald, également pris avec le comte d'Argyle et reconnu pour un des conjurés de Rye-House, nia que le projet d'assassiner le feu roi et le duc d'York eût jamais été discuté d'une manière sérieuse ; il ajouta « qu'il n'avait point de haine pour la royauté, mais qu'il n'avait jamais pu croire que Dieu eût créé l'espèce humaine une selle sur le dos et le mors à la bouche, avec quelques hommes bottés et éperonnés pour la galoper sans ménagement. » Rumbald fut pendu à Édimbourg.

Le lord Grey, qui avait commandé la cavalerie du duc de Monmouth à Sedgemoor, obtint sa grâce. On la regarda comme le prix de sa conduite pendant l'action. Hampden, qui avait trempé avec le lord Grey dans la conjuration de Rye-House, fut épargné ; ce dont il eut plus tard si grande honte, qu'il se donna la mort. La mise en jugement de quelques autres personnages de distinction fut différée.

Mais il n'y eut ni sur sis, ni clémence pour les habitants des comtés de l'ouest. Jeffries, élevé depuis peu à la pairie, fut envoyé avec une commission

discrétionnaire à la recherche des coupables. Il arriva furieux , assisté de quatre justiciers impitoyables comme lui, et d'un corps de troupes sous les ordres d'un féroce soldat nommé Kirk. Ce dernier se chargea des rebelles pris les armes à la main ; pour eux il n'y avait pas de formes de procès. Kirk donnait à ses officiers de grands repas ; on portait à la fin les santés du roi et de la reine , et , à ce signal , les exécuteurs pendaient , sous les yeux des convives et au son des instruments de guerre , des prisonniers dont les dernières convulsions excitaient d'abominables joies. Jeffryes se faisait amener par trentaines les gens soupçonnés d'avoir favorisé la rébellion. Après quelques injures brutales, il leur disait : « Je sais tout ; épargnez-moi l'ennui de vous convaincre : confessez que vous êtes coupables , c'est là votre seule ressource. » Les uns avouaient ; les autres niaient. Le plus souvent Jeffryes rendait une sentence commune , et toujours en termes aussi grossiers que sanguinaires. Il fit périr ainsi près de six cents personnes , la plupart d'une condition obscure. Les agents inférieurs et les bourreaux tremblaient en lui obéissant. Leur trouble donna lieu souvent à d'affreuses méprises ; des hommes dont la grâce avait été achetée à la cour périrent , pris au hasard. C'étaient là ; suivant Jeffryes, de petits inconvénients au prix d'une si bonne et si prompte justice. La proscription n'atteignit pas seulement ceux que la présence du duc de Monmouth avait séduits ; ceux qui avaient donné asile aux combattants fugitifs périrent comme leurs com-

1685  
à  
1686.

1685 plices. Deux femmes furent de ce nombre ; l'une  
à  
1686. était une vieille et charitable anabaptiste , fort connue à Londres par les soins que les malades et les prisonniers de toute religion recevaient d'elle ; elle fut brûlée vive. L'autre était une dame noble, veuve d'un régicide , lord Lisle , assassiné en Hollande par les Irlandais catholiques , la première année de la restauration. Elle était aussi condamnée au feu ; le roi voulut bien commuer cette sentence du lord grand-juge en une autre plus douce ; lady Lisle eut seulement la tête tranchée. Cornish , qui avait été shériff de Londres l'année de la conspiration papiste , et qui avait eu le malheur de se faire remarquer dans cette trop fameuse affaire , fut pendu et coupé par quartiers , sans autre raison que la circonstance qui permettait de se venger de lui.

Le roi connut toutes ces barbaries ; il les racontait aux ambassadeurs étrangers avec l'inconcevable prétention de leur faire partager , dans de tels récits , l'intérêt qu'y trouvait sa haine satisfaite ; il se plaisait à leur donner des nouvelles de ce qu'il appelait la campagne de Jeffryes. Il prétend , dans ses mémoires , que plusieurs des violences qui excitèrent le plus l'indignation vinrent trop tard à sa connaissance , et que les rebelles furent châtiés avec clémence partout où il put veiller lui-même ; mais le mot même de clémence , sous la plume comme dans la bouche de Jacques , fait frémir quand on sait qu'il croyait tenir de Dieu le droit de sacrifier à sa sûreté tous les ennemis de son pouvoir , ce que le long-parlement lui-même , au plus

fort des dangers courus par la révolution , ne s'était point cru permis. Aussi n'est-ce point à la révolution , ni même à la tyrannie de Laud et Strafford , qu'il faut demander quelque chose de comparable à ces saturnales d'une cour bigote et sanguinaire ; il faut remonter jusqu'au règne de la reine Marie , et peut-être à celui de Henri VIII ; encore n'y trouverait-on pas un Jeffryes siégeant parmi les lords , et élevé au poste de chancelier comme le fut cet atroce évergumène , en récompense de ses derniers services.

En annonçant le débarquement de Monmouth au parlement , Jacques l'avait prorogé d'août à novembre. Il était déjà mécontent des dispositions manifestées par les deux chambres ; car ce qui était arrivé dans le second parlement de la restauration se reproduisait fidèlement dans celui-ci. Après une foule de lâchetés, d'imprudences et de protestations serviles , on montrait la ferme résolution de maintenir la religion anglicane , et de ne point admettre le papisme même à titre de religion tolérée : c'était pour cela qu'on avait refusé de réhabiliter la mémoire de lord Stafford, malgré la contradiction entre ce refus et les poursuites permises contre Titus-Oates et Dangerfield et ce que l'on avait toujours vu dans les résistances précédentes, le pouvoir politique contesté quand on avait pu craindre qu'il ne servît au renversement de la religion nationale , arrivait encore.

Le comte d'Argyle avait déjà opéré son mouvement en Écosse , lorsque la cour , prenant prétexte

1685  
à  
1686.



1683 des dangers qui menaçaient la couronne , présenta  
 à  
 1686. au parlement un bill destiné à garantir la personne du  
 roi , et désignant à cet effet tous les actes qui seraient  
 à l'avenir considérés comme crimes de lèse majesté ,  
 lesquels actes , disait ce bill , seraient tous déclara-  
 rés trahison , soit que l'imprimerie , la prédication ,  
 l'écriture ou des discours méchants et délibérés , ser-  
 visseut à les manifester. Une disposition particulière  
 prévoyait implicitement les attaques faites contre la  
 religion du roi , et qui retomberaient sur sa personne.  
 Ce fut elle qui remua les esprits résignés d'ailleurs  
 sur ce qui menaçait la presse et les chaires protes-  
 tantes ; elle était ainsi conçue :

« Toutes personnes qui seront légalement con-  
 » vaincues d'avoir méchamment et délibérément ,  
 » par la voie de l'imprimerie , de la prédication ou  
 » de tout autre discours , exprimé , publié , proféré ou  
 » énoncé aucunes paroles , maximes ou autre chose  
 » tendant à soulever le peuple , et à lui inspirer de la  
 » haine ou de la malveillance contre le gouverne-  
 » ment ou la personne de Sa Majesté , seront et  
 » sont dès ce moment rendues incapables d'obtenir  
 » aucun avancement , de posséder et d'exercer au-  
 » cune place ou office ecclésiastique , civil ou mili-  
 » taire , non plus qu'aucun emploi dans l'église et  
 » dans l'état. »

Un célèbre jurisconsulte , Maynard , démontra  
 combien il serait facile , en suivant à la lettre  
 cette disposition , de faire sortir des emplois et de  
 chasser des temples ceux qui , fidèles à la religion  
 anglicane , se permettraient la moindre attaque

contre la religion professée par le roi; car on ne man- 1685  
querait pas de dire que ces attaques avaient pour but à  
d'exciter la désaffection contre sa personne. La 1686.  
chambre des communes ajouta donc au bill cette  
clause restrictive, savoir : que l'esprit et la lettre  
du présent acte ne seraient point violés par toute  
personne qui, au moyen de la presse, de la pré-  
dication ou de tout autre discours, défendrait la  
doctrine, la discipline, le culte et le gouvernement  
de l'église anglicane. Par là les anglicans étaient  
mis à l'abri des atteintes du bill, mais les non-con-  
formistes protestants y restaient exposés; personne  
ne les représentait dans la chambre, et les angli-  
cans n'avaient pas encore assez repris courage pour  
se souvenir que contre le papisme la cause de toutes  
les sectes protestantes était la même.

Pendant la prorogation qui suivit la descente de  
Monmouth, le parti catholique, s'attendant bien  
à voir reparaître et se fortifier, comme sous le der-  
nier règne, l'opposition anglicane, prépara par ses  
déclamations la ruine des tests qui douze ans aupar-  
avant avaient été établis malgré le ministère de la  
Cabale. La circonstance avait permis à Jacques II  
d'employer contre Monmouth grand nombre d'offi-  
ciers papistes, jusqu'alors éloignés de l'armée;  
mais le danger passé, on prévoyait les réclamations  
des anglicans : sans doute ils demanderaient l'exé-  
cution rigoureuse des lois sur le test, et voudraient  
obliger le roi à se priver des services d'hommes qu'il  
lui importait de trouver près de lui. En conséquence  
les courtisans et les jésuites répandirent partout

1685 que les tests étaient l'arme des gens mal intention-  
à nés; que vouloir obliger par eux, non-seulement  
1686. les officiers de l'armée, mais tous les employés civils, les ministres, les membres de la chambre haute, les officiers de la couronne, à déclarer que la religion du roi était une idolâtrie, c'était faire au monarque le plus sanglant affront; que la parole donnée par le roi à son avènement était une meilleure garantie pour la religion anglicane que tous les serments prêtés par d'autres que lui. Quelques ambitieux se laissèrent aller à ces représentations; le roi avait déclaré qu'il ne voulait plus être servi à l'avenir que par des gens qui ne crussent pas avoir besoin des tests pour se fier à lui, et des conversions éclatantes se firent dans les rangs élevés de la magistrature et de l'administration. Mais les bas-officiers, les employés subalternes, les magistrats inférieurs, qui n'avaient point de plus hautes faveurs à attendre que la conservation de leurs places, ne voulurent entendre à aucune concession; ils sentaient que, les tests une fois supprimés, on les chasserait eux, pour élever les papistes; et leurs croyances, aussi bien que la crainte du mépris qui s'attachait aux conversions intéressées, les rendaient inaccessibles aux séductions comme à la crainte.

Parmi ceux qui refusaient de souscrire à l'abolition des tests et dont la position élevée pouvait enhardir le commun des employés civils et militaires, le roi voulut faire des exemples. Le marquis d'Hali-fax, président du conseil, passait pour opposé à la mesure que sollicitaient les jésuites; Jacques le

fit venir , et le somma de se prononcer nettement. 1685  
 Halifax dit sans hésiter qu'il ne donnerait jamais à  
 les mains à l'abolition des tests , parce que la tran- 1686.  
 quillité du pays , c'est-à-dire sa confiance , et les  
 intérêts mêmes du roi commandaient , selon lui ,  
 leur maintien. Jacques lui déclara pour lors qu'il  
 n'eût plus à se considérer comme président du con-  
 seil , que son service ne pouvait s'accommoder de  
 ministres qui ne fussent qu'à moitié de son avis.  
 Halifax fut remplacé par Sunderland , qui conserva  
 cependant l'emploi de secrétaire-d'état.

Le duc de Queensbury tomba de la même manière  
 en disgrâce , et fut rappelé d'Écosse. Le comte de  
 Perth , qui partageait avec lui le gouvernement de  
 l'Écosse , et qui depuis longtemps passait pour être  
 secrètement papiste , déclara publiquement sa con-  
 version , et resta seul à la tête des affaires du  
 royaume. Le marquis d'Halifax et le duc de Queens-  
 bury avaient été , depuis l'affaire d'Oxford , l'un  
 par sa conduite double , l'autre par l'atroce persé-  
 cution des presbytériens , l'objet du mépris et de  
 la haine des deux nations ; il ne leur fallut , pour  
 recouvrer la faveur publique , que protester , par  
 le sacrifice de leurs emplois , contre les intentions  
 du parti jésuite : la réparation était tardive , mais  
 fut trouvée courageuse parce qu'en général on se  
 sentait au fond du cœur aussi coupable de la ty-  
 rannie pour l'avoir appuyée ou subie , que d'autres  
 l'étaient pour l'avoir exercée.

Le duc d'Ormond , vice-roi d'Irlande , malgré  
 son dévouement connu , fut rappelé comme parti-

1685 san des tests. Le roi avait de grandes vues sur l'Ir-  
à lande ; la population protestante y était plus redou-  
1686. table qu'ailleurs , parce qu'en présence d'une popu-  
lation catholique beaucoup plus nombreuse , encore  
animée des haines patriotiques et religieuses qui  
avaient produit l'insurrection de 1641 , elle vivait  
dans un continuel danger. Tant que la religion  
protestante n'avait pas été manifestement attaquée  
en Angleterre , le gouvernement d'Irlande n'avait  
eu d'autres instructions que celles transmises à la  
restauration par le régime du protectorat ; les Ir-  
landais de race , tous catholiques , avaient été sévè-  
rement retenus dans les limites du territoire où  
Cromwell les avait confinés ; les descendants des co-  
lons violemment établis dans le pays depuis deux  
siècles , et les fils de ceux que la révolution y avait  
pourvus des grands terrains et des riches habita-  
tions enlevés aux catholiques et aux partisans du roi ,  
avaient été constamment protégés dans leurs intérêts  
de propriétaires. Tout ce que Jacques , dans les der-  
nières années du règne de son frère , avait pu faire  
pour la population catholique , s'était réduit à atti-  
rer en Angleterre et à employer dans l'armée les  
fils des grandes familles ; maître aujourd'hui , il  
voyait une révolution à faire , la même que les in-  
surgés de 1641 avaient tentée en massacrant qua-  
rante mille protestants anglais. Il voulait tirer la  
race catholique irlandaise de l'abaissement ; recruter  
l'armée anglaise parmi cette jeunesse , qui pul-  
lulait dans l'ignorance , le fanatisme et la misère ;  
se faire là , sous les ordres d'officiers papistes ,

une armée toute nationale , réserve puissante 1685  
qu'il trouverait un jour si les Anglais se montraient <sup>à</sup> 1686.  
moins dociles : alors il chasserait d'Irlande les pro-  
priétaires qui tenaient leur droit de Cromwell, qui  
formaient dans les grandes villes une bourgeoisie  
entichée , comme celle d'Angleterre , des idées de  
liberté politique , ennemie bien plus violente en-  
core du papisme.

Le duc d'Ormond fut remplacé par Clarendon ,  
fils du chancelier et beau-frère de Jacques : on a  
déjà dit par quelles raisons le roi croyait pouvoir  
compter sur lui. Cependant il ne le mit pas au fait  
de ses projets , il se servit plutôt de lui pour les  
couvrir, car, l'attachement de Clarendon à la reli-  
gion anglicane étant connu, sa nomination devait  
rassurer les protestants d'Irlande, et leur sécurité  
importait jusqu'ici. L'homme chargé de préparer la  
révolution papiste en Irlande, et d'organiser des  
troupes pour venir, quand il serait temps, au se-  
cours de Jacques en Angleterre, fut un officier  
papiste nommé Talbot, créé par Jacques duc de  
Tyrconnel. C'était un homme d'une capacité et d'une  
vigueur de caractère qui le rendait propre à faire  
réussir tout ce qu'il y avait d'exécutable dans les  
plans de la faction régnante ; mais il alla trop vite  
si, dans les intentions de Jacques, la marche du  
parti catholique dans les trois royaumes devait être  
uniformément progressive.

Quelques semaines avant la convocation du par-  
lement , prorogé jusqu'au 9 de novembre , et au  
milieu des inquiétudes données aux protestants

1685 anglais par les empiètements du parti catholique  
à depuis l'avènement de Jacques, on vit arriver dans  
1686. les ports d'Angleterre une multitude de familles qui  
fuyaient la France et venaient demander asile. L'é-  
dit de Nantes venait d'être révoqué. Les réfugiés,  
en débarquant, faisaient de lamentables récits de  
la persécution à laquelle ils venaient d'échapper.  
Les provinces du midi de la France étaient en ce  
moment le théâtre d'horreurs auxquelles le pays  
n'était plus habitué depuis la fin des guerres de re-  
ligion. Les paisibles campagnes, les villes indus-  
triennes du Languedoc, du Dauphiné, de la Pro-  
vence, du Béarn, étaient dévastées par des troupes  
régulières aux ordres des prêtres et des courtisans  
du grand roi. Les maisons des protestants étaient  
pillées et brûlées; l'entrée des villes et les grands  
chemins étaient couverts des cadavres de ceux qui  
avaient péri de la main des soldats, et qui, morts  
dans l'impénitence, devaient être privés de sépul-  
ture. Les convents transformés en prisons étaient  
encombrés de femmes et de jeunes filles, que la bi-  
goterie s'ingéniait à torturer pour les convertir; la  
faim, les fustigations, la souffrance des cachots,  
arrachaient d'elles ce que l'éloquence des prédica-  
teurs catholiques n'avait point obtenu. Les réfugiés,  
à mesure qu'ils arrivaient, ajoutaient aux premiers  
récits des particularités de plus en plus odieuses,  
et de tous ces maux ils accusaient les jésuites, di-  
recteurs de la conscience de Louis XIV. On accueil-  
lit ces protestants étrangers avec un douloureux  
empressement. On se souvenait des horreurs toutes

pareilles auxquelles les mêmes persécuteurs avaient tout récemment livré l'ouest de l'Angleterre. Il était permis de témoigner de l'intérêt aux proscrits, de les vêtir, de les loger, de faire pour eux des quêtes publiques ; car Jacques , moins sûr de ses moyens dans le grand œuvre qu'il méditait, et que venait d'accomplir Louis XIV , avait cru devoir blâmer hautement comme anti-chrétienne et impolitique la révocation de l'édit de Nantes.

1685  
à  
1686.

Le parlement s'ouvrit, et Jacques lui parla ainsi :  
« Après l'orage , qui semblait fondre sur nous au  
« moment de notre séparation , je me réjouis de me  
« retrouver avec vous en pleine paix. Louons Dieu,  
« dont la bénédiction a si vite réprimé cette rébel-  
« lion ! Mais en songeant au petit nombre de ceux  
« qui la commencèrent , et au temps qu'ils ont pu  
« la soutenir , chacun , j'espère , sera convaincu que  
« la milice ne suffit pas en de telles occasions , et  
« qu'un bon corps de troupes permanent et bien  
« discipliné peut seul nous défendre contre ceux  
« qui , soit du dedans , soit du dehors , seraient dis-  
« posés à nous inquiéter. Ma sollicitude pour le re-  
« pos et la tranquillité de mes sujets , aussi bien que  
« pour la sûreté du gouvernement , m'a donc fait  
« juger nécessaire de porter les troupes permanen-  
« tes au nombre où je les ai portées. Je le devais à  
« l'honneur aussi bien qu'à la sûreté de la nation ,  
« dont la réputation a souffert aux yeux de nos voi-  
« sins de s'être trouvée exposée sans défense à de  
« si misérables tentatives. Je compte donc que vous  
« consentirez avec empressement au surcroît de dé-



1685 » pense que réclame cette augmentation nécessaire  
à » des forces du royaume. Que personne ne se for-  
1686. » malise de voir dans cette armée quelques officiers  
» n'ayant pas rempli les formalités requises par les  
» tests ; la plupart d'entre eux me sont connus ;  
» ils m'ont scrvi en plusieurs occasions , et leur  
» conduite m'a toujours prouvé la loyauté de leurs  
» principes : je les juge donc propres à être em-  
» ployés sous mes ordres, et vous déclare franche-  
» ment qu'après avoir profité de leurs services en  
» un temps de besoin et de danger, je ne veux pas  
» les exposer à un affront, ni m'exposer moi-même  
» à être privé de leurs secours , dans le cas où une  
» autre rébellion me les rendrait nécessaires.

» Je crains que certains hommes ne forment la  
» cruelle espérance de voir cette circonstance faire  
» naître entre nous quelques différends ; mais quand  
» vous considérerez les avantages que nous avons  
» depuis peu retirés de la bonne intelligence qui a  
» régné entre nous , et les bons effets qu'elle a pro-  
» duits sur nos affaires du dehors, vous ne me don-  
» nerez pas lieu d'appréhender qu'aucune division  
» vienne troubler notre union , ni que rien puisse  
» ébranler la constance de votre loyauté à mon  
» égard. »

La nation et le parlement attendaient Jacques à ce discours ; c'était précisément sur les deux points qu'il lui plaisait de mettre hors de toute discussion l'utilité d'une armée permanente et la dispense des tests , que se préparaient les réclamations. L'armée était maintenant de quatorze mille hommes ; elle

n'avait jamais été sous le dernier règne que de six <sup>1685</sup>  
à sept mille. On s'était tu d'abord sur cette augmen- <sup>à</sup>  
tation, à cause de la circonstance qui lui servait <sup>1686.</sup>  
de prétexte ; on ne s'était point opposé non plus à  
ce qu'au moment du danger des commissions fus-  
sent données aux papistes. Mais il n'y avait plus de  
rebelles : on ne voulait pas que les troupes levées  
pour les combattre restassent sur pied ; on ne vou-  
lait pas surtout qu'elles fussent maintenues avec  
les irrégularités qu'une organisation faite à la hâte  
avait furtivement introduites. Les deux chambres  
hésitèrent quelques jours à passer de la soumission  
qu'elles avaient jusque-là montrée à une résistance  
dont Jacques voulait, pour ainsi dire, leur faire  
honte ; mais il fallait se prononcer ici, ou se rési-  
gner à un éternel silence, et le malheur des pro-  
testants français parlait plus haut que toutes les  
considérations de prudence.

La question fut d'abord, dans la chambre haute,  
si l'on répondrait au discours du trône par les re-  
mercîments d'usage. Le duc de Devonshire dit qu'il  
fallait remercier le roi de s'être expliqué sans dé-  
tour, et de les avoir avertis de ce qu'ils devaient  
attendre de son gouvernement. Ce mot si hardi  
compromettait la chambre, si elle se fût abstenue  
de répondre ; une adresse fut donc votée ; mais,  
quelques jours après, le discours du trône fut re-  
pris en considération article par article. Les parti-  
sans de la cour prétendirent que cet examen était  
inconvenant après une adresse qui avait suffisam-  
ment exprimé l'opinion de la chambre. Leurs ad-

1685 versaires répondirent qu'ils n'avaient consenti à  
à l'envoi de l'adresse que comme à une simple forma-  
1680. lité ; et qu'ils allaient montrer maintenant qu'ils  
n'étaient pas disposés à laisser enfreindre les lois.  
L'évêque de Londres déclara qu'au nom de tous les  
pairs ecclésiastiques il protestait contre la viola-  
tion des tests, que sans eux il ne voyait plus de  
liberté ni de garantie qui pût tenir contre les mau-  
vais desseins des catholiques. Les lords temporels  
Mordaunt, Nottingham et Halifax parlèrent dans le  
même sens avec plus de force. Le chancelier Jef-  
fryes voulut les interrompre par quelques-unes de  
ces insolentes apostrophes qui lui étaient permises  
ailleurs ; mais on lui apprit à respecter un lieu que  
souillait assez sa présence, et, n'osant plus invecti-  
ver, il ne sut plus que dire.

Dans la chambre des communes, le débat fut  
plus approfondi et plus animé. Le secrétaire-d'état,  
Middleton, après avoir commenté longuement le  
discours du roi, demanda, non-seulement qu'on y  
répondît par une adresse reconnaissante, mais  
qu'on s'occupât aussitôt du subsidie que l'augmen-  
tation des troupes rendait nécessaire ; il parut es-  
pérer que, quant à l'augmentation en elle-même,  
et aux emplois donnés à des officiers catholiques,  
la chambre s'en rapporterait à ce qu'avait pensé le  
roi, « grand militaire, dit-il, autant que grand  
« prince. » Beaucoup de membres répondirent aus-  
sitôt par des exclamations qui peignaient l'indigna-  
tion et la surprise. Des hommes opposés jusque-là  
de sentiments, s'élevèrent avec une égale énergie

contre l'abolition des tests; des remontrances plus calmes suivirent : dans une imposante discussion , l'illustre voix de Seymour fut encore entendue ; des voix inconnues jusque-là furent couvertes d'applaudissements , parlant pour la première fois le langage de la liberté. On dit que ce n'était pas une vaine prévoyance que celle qui naguère avait montré les dangers auxquels la religion serait exposée, si un roi papiste montait sur le trône ; qu'un roi papiste entraînait avec lui une armée papiste , qu'on allait la voir bientôt organisée, tandis que de belles paroles , comme celles du roi à son avènement , tromperaient les esprits ; que , pour reconnaître quels attentats étaient médités, il n'y avait déjà qu'à rapprocher le dernier discours de la couronne, de celui qui avait gagné la confiance du premier parlement et déterminé la chambre à voter un revenu énorme, qui ne suffisait pas encore, et à passer condamnation sur des transgressions pareilles à celles qui avaient précipité le trône dans l'abîme de la révolution. D'autres représentèrent que c'était faire outrage aux sentiments de la nation que de déclarer sa milice incapable de défendre la couronne et le territoire ; que c'était à son zèle que la prompte dispersion des rebelles était due ; qu'il valait mieux la réorganiser que la détruire ; qu'on aimait mieux payer double à des gens dont on ne craignait rien que moitié à des gens qu'il faudrait toujours redouter.

Quand on vint à conclure , il fallut reconnaître que l'enthousiasme d'un grand nombre de mem-

1685  
à  
1686.

1685 bres , agréable à la majorité , n'avait pas détruit  
à  
1686. en elle cette fatale idée , que ce serait un grand  
malheur de trop mécontenter le roi. Diverses conciliations furent proposées : celle qui réunit le plus grand nombre de voix consistait à voter les sommes demandées par le roi , mais à les accorder *pour que la milice fût rendue plus utile* , et non pour que l'on augmentât l'armée , puis à ajouter au bill une requête pour prier le roi de ne plus employer d'officiers papistes. Quelques personnes désiraient qu'on spécifiât une exception en faveur des officiers papistes qui auraient rendu au roi des services signalés ; mais la requête passa sans cette addition , qui l'eût rendue tout-à-fait inutile. Elle était ainsi conçue :

« Nous rendons en premier lieu , comme nous le  
» devons , à Votre Majesté , des remerciements pour  
» les grands soins que vous avez apportés à répri-  
» mer la dernière rebellion , qui menaçait de ren-  
» verser le gouvernement de l'église et de l'état ,  
» et d'extirper notre religion établie par les lois ,  
» chose à nos yeux la plus précieuse du monde ,  
» et que Votre Majesté a daigné nous assurer à  
» plusieurs reprises vouloir défendre et maintenir ,  
» ce qui sera pour nos cœurs un sujet éternel de  
» reconnaissance.

« Nous demandons ensuite qu'il nous soit permis  
» d'informer Votre Majesté que nous avons , avec  
» tout le respect qui est en nous , pris en considé-  
» ration le discours qu'elle nous a adressé ; et quant  
» à la partie de ce discours relative aux officiers

« employés dans l'armée sans avoir rempli les con- 1685  
« ditions requises par l'acte du parlement de la 1686.  
« vingt-troisième année du dernier règne, intitulé  
« acte pour prévenir les dangers à craindre de la  
« part des récusants papistes, nous nous croyons  
« obligés par devoir à représenter que la loi a dé-  
« claré ces sortes d'officiers inbaliles aux emplois  
« qu'ils occupent, et que cette incapacité ne peut  
« être levée que par un acte du parlement.

« Ainsi donc, par un effet de la grande vénéra-  
« tion que nous devons à Votre Majesté, à laquelle  
« il a plu de rappeler les services que lui ont rendus  
« les officiers papistes, nous préparons un bill par  
« lequel les deux chambres les relèveront des pei-  
« nes qu'ils ont encourues pour avoir accepté des  
« emplois; et comme les y continuer maintenant  
« serait les dispenser sans acte du parlement, de  
« l'exécution de la loi du test, chose de la plus  
« grande importance pour les droits des sujets de  
« Votre Majesté, et relativement à toutes les lois  
« faites pour la sûreté de leur religion, nous sup-  
« plions Votre Majesté qu'il vous plaise de donner  
« vos ordres à cet égard, afin qu'il ne reste ni crainte,  
« ni méfiance dans nos cœurs. »

En recevant cette adresse, Jacques se plaignit avec emportement de la chambre. Les précautions du langage parlementaire, les assurances de dévouement et de respect ne servaient qu'à mieux faire ressortir l'audace des réclamations. Ces remerciements au sujet de la religion anglicane, sauvée, disait-on, par la victoire remportée sur les rebelles,

1685 à semblaient une dérision. Cette promesse de pardon  
1686. aux officiers papistes qui avaient accepté des emplois, était un insultant défi porté au souverain, qui s'était plu à vanter leurs services, qui déclarait vouloir leur continuer sa confiance et ses bonnes grâces. C'était une véritable injonction que cette prière de renvoyer les officiers papistes comme repoussés par la loi des tests, loi que le parlement, disait-on, pouvait seul révoquer, et qu'il voulait maintenir comme indispensable à la tranquillité du royaume. Jacques répondit par une adresse dans laquelle la colère était encore tempérée par quelque fausseté :

« Je ne m'attendais pas, disait-il, à une telle requête, après avoir récemment mis sous les yeux du parlement les avantages qu'avait prodits en peu de temps la bonne intelligence entre nous, et vous avoir avertis de prendre garde que des craintes et des soupçons ne vinssent la troubler. J'avais lieu d'espérer que la réputation que Dieu a daigné m'accorder dans le monde aurait affermi votre confiance dans ma personne et dans mes paroles. Mais quelle que soit votre conduite, je n'en demeurerai pas moins fidèle à toutes les promesses que je vous ai faites en ce discours et en tous les autres. »

La chambre, ayant entendu la lecture de cette adresse, montra quelque trouble. Jacques avait touché la corde sensible chez le grand nombre en donnant à prévoir les conséquences d'une rupture. On eût voulu qu'au lieu de confondre son dernier

discours avec ceux qui se trouvaient par lui con- 1685  
tredits d'une manière si alarmante , il fût revenu à 1681.  
ses premières promesses ; toutes vagues qu'elles  
étaient , elles eussent satisfait encore. Un député ,  
nommé Cook , ayant tout à coup rompu le silence ,  
et dit avec feu : « j'espère que nous sommes Anglais  
et que nous ne souffrirons pas de menaces ! » les  
partisans de la cour se récrièrent , comme si cette  
exclamation eût été offensante pour le roi. Ceux  
qui avaient voté la requête , craignant de paraître  
désirer plus qu'ils n'avaient demandé , jugèrent con-  
venable d'exiger de Cook des excuses , et , sur son  
refus , l'envoyèrent à la Tour. C'était assez pour la  
chambre de se restreindre dans la défense des tests.  
Chaque jour voyait des membres , considérés jus-  
que-là comme vendus au pouvoir , venir se rallier  
à ce système d'opposition qui , sous le dernier règne ,  
avait déjà vaincu les papistes. Un mot comme celui  
de Cook , autrement accueilli , les eût arrêtés et  
rejetés dans la crainte des excès commis par les  
parlements de l'exclusion. L'esprit public , attentif  
à ce qui se passait dans le parlement , se relevait  
en apprenant des conversions inespérées , et s'ef-  
forçait de les encourager. Les mêmes pétitions qui ,  
lors de la convocation du parlement , s'étaient plain-  
tes inutilement des fraudes et des violences élec-  
torales , étaient maintenant prises en considération  
dans la chambre. Les signataires de ces pétitions  
publiaient que , malgré les irrégularités dont ils  
avaient cru d'abord devoir se plaindre , ils recon-  
naissaient pour bons et loyaux députés tous ceux



1685 qui s'étaient prononcés pour le maintien des tests.  
à qu'ils les rééliraient en cas de dissolution de la  
1686. chambre. Les plaintes des pétitionnaires ne tombaient donc plus que sur les députés qui avaient voté contre la requête, et la faction régnante allait voir le parlement et la nation encore une fois réconciliés, ou plutôt revenus ensemble d'un long oubli de leurs communs devoirs.

Jacques était décidé à renvoyer le parlement aussitôt qu'il se sentirait incapable de le maîtriser ; mais il avait si fort à cœur d'obtenir de lui l'abolition des tests, et il était si persuadé que la nation ne murmurerait point si la mesure était approuvée par le parlement, qu'il usa de ménagements qui n'étaient pas dans son caractère. Il manda l'un après l'autre les principaux opposants, discuta leurs objections, les pria, les cajola, mais en vain. La plupart refusèrent nettement leur voix ; d'autres demandèrent le temps de réfléchir. On finit par se moquer de cette nouvelle pratique de sermoner en particulier, ou, comme on disait, de *chambrier* les partisans des tests. Jacques continua ses petites intrigues et ses inutiles mercuriales, mais prorogea le parlement jusqu'au mois de février de l'année suivante.

Une ressource se présentait à lui, celle de faire déclarer, par son fidèle parlement d'Écosse, la suspension à laquelle on se refusait en Angleterre. Dans sa lettre de convocation, il rappela aux lords et aux bourgeois d'Écosse les preuves de dévouement qu'ils lui avaient données depuis six ans, loua leur conduite dans la dernière insurrection, parla

de sa clémence si largement éprouvée par les re- 1685  
belles ; et , de ces derniers , passant , par un rap- à  
prochement tant soit peu forcé , à ce qui intéressait 1686.  
les catholiques , « si nous avons ainsi traité , dit-il ,  
» des hommes ennemis déclarés de notre personne  
» et de notre dignité royale , pourrions-nous oublier  
» nos innocents sujets , les catholiques romains , qui  
» au hasard de leur vie et de leur fortune , ont tou-  
» jours soutenu la couronne contre la pire des rebel-  
» lions , sans se laisser décourager par des maux  
» difficiles à exprimer ? Nous les recommandons à  
» vos soins , afin qu'en récompense des preuves  
» qu'ils nous ont données de leur loyauté , ils puis-  
» sent , par votre secours , obtenir la protection de  
» nos lois , et jouir de la même sécurité que nos  
» autres sujets. Vous ne souffrirez pas qu'on leur  
» impose des obligations incompatibles avec leur  
» religion. Nous attendons de vous ces témoignages  
» d'amour envers vos frères et de respect envers  
» notre personne. »

Le comte de Murray , chargé , en qualité de com- 1686.  
missaire royal , de porter ces paroles au parlement  
d'Écosse , ajouta quelques observations et dévelop-  
pements , comme c'était la coutume , mais soit timi-  
dité , soit attachement à la religion anglicane , ne  
dit pas un mot de ce qui concernait les papistes.  
Quelques membres plus zélés que lui , firent , en ré-  
ponse au discours du roi , une proposition tendant  
à ce qu'on permit aux catholiques l'exercice secret  
de leur culte , mais sans abroger pour cela les lois  
anglicanes. Bien qu'il y eût fort loin de cette com-

1686 plaisance à celle que Jacques avait attendue de la  
à  
1687. totalité des membres du parlement, une opposition  
très-vive se manifesta : évêques, bourgeois, lords  
temporels, tous se récrièrent ; les mêmes hommes  
qui, l'année d'auparavant, émus par l'insurrection  
d'Argyle, avaient épuisé dans la rédaction de quel-  
ques actes contre la doctrine des résistances, toutes  
les formules de l'adulation, toutes les protestations  
de l'obéissance passive. Jacques ne comprit rien à  
un si brusque changement ; il l'attribua politique-  
ment à la maladresse du comte de Murray, et toute-  
fois ne crut pas devoir retenir plus longtemps le  
parlement d'Écosse. Il était inutile de songer à en  
convoquer un en Irlande ; la noblesse et la bour-  
geoisie protestante, qui tenaient toutes les riches-  
ses du pays, étaient alors en lutte avec le comte de  
Tyrconnel.

Cependant l'abolition des tests était résolue dans  
le conseil des catholiques ; on voulait une sanction  
quelle qu'elle fût ; on n'osait commettre encore la  
seule volonté royale. Le hasard ou les instigations  
des catholiques suscitèrent une affaire qui devait  
porter à la cour du banc du roi la question des tests  
sous une autre forme. Cette cour n'avait pas le pou-  
voir d'abolir les tests, mais elle déciderait si le roi  
avait celui de dispenser tels ou tels de ses sujets  
des formalités imposées par eux. Le cocher de sir  
Édouard Hales, gentilhomme du comté de Kent,  
dénonça son maître comme n'ayant pas prêté le ser-  
ment du test, bien qu'il possédât un emploi, et ré-  
clama la récompense de 500 livres sterling que la

loi accordait au dénonciateur. Hales fut cité en justice; ce n'était plus Jeffryes, mais un magistrat plus doux, le frère de l'amiral Herbert, qui exerçait alors les fonctions de grand-juge. Le roi ne s'en remit pas à lui du choix des hommes qui devaient prononcer sur la réclamation du cocher de sir Hales; il *chambra* l'un après l'autre les juges, en fit destituer quelques-uns, et obtint de ceux qui les remplacèrent, gens ignorants, dit un historien, et d'une nullité scandaleuse, qu'ils reconnaîtraient son *pouvoir dispensatif*. Les arguments employés par Jacques dans ces entretiens particuliers étaient sans doute ceux qu'on trouve longuement développés dans ses mémoires, et parmi lesquels on remarque celui-ci : « Il est certain qu'il n'y a pas de loi dont ne puisse dispenser celui qui a donné la loi. Dieu lui-même a dispensé de ses propres lois, quand il a ordonné à Abraham de sacrifier son fils. » Les juges du banc du roi, après une instruction dont les lenteurs avaient permis de tout disposer pour le succès, rendirent un méprisable arrêt, mais du moins, en ne le motivant pas, évitèrent de répéter les pitoyables raisonnements de Jacques. Ils déclarèrent, à peu près dans les termes dont s'étaient servis les avocats de la couronne, que « les lois d'Angleterre étaient les lois du roi; que par conséquent c'était une prérogative inséparable des rois d'Angleterre, de pouvoir dispenser des lois pénales dans des cas particuliers où il y avait nécessité; que le roi était seul juge de cette nécessité; que ce n'était pas un droit qu'on lui accordait, mais

1686  
à  
1687.

1686 les anciens restes du pouvoir souverain des rois  
à d'Angleterre, dont ils ne pouvaient et n'avaient ja-  
1687. mais pu être dépouillés. »

La chose ainsi jugée, le roi crut pouvoir compter sur le respect de tout temps inspiré aux Anglais par les décisions des cours souveraines, pour dispenser des obligations du test tous ses sujets catholiques. Alors il ne fut plus question seulement de conserver dans leurs grades et emplois ceux dont le parlement avait demandé le renvoi. Ce premier succès obtenu agrandissait les prétentions, et l'exception effacée fut mise à l'ordre comme règle générale. Pour obtenir ou conserver certains emplois il fallut être de la religion du roi; les papistes remplacèrent dans l'armée et dans l'administration tous ceux qui s'étaient prononcés avec quelque énergie pour le maintien des tests. Les abjurations, un peu discréditées pendant la dernière session du parlement, reprirent faveur. Les mystères du catholicisme devinrent la matière habituelle des entretiens à la cour et dans les cercles de la haute société. Tandis que par tout le royaume des quêtes se faisaient pour les victimes de la révocation de l'édit de Nantes, on copiait Versailles à White-Hall. Des convertisseurs mondains allaient faire des prosélytes au milieu des fêtes et des frivoles amusements; ceux qui avaient des grâces à obtenir s'empressaient à éconter et à profiter : on voyait des gens, connus par le dérèglement de leur vie, se montrer frappés d'illuminations soudaines; d'autres, au grand scandale des véritables croyants, se prêter aux exhorta-

tions des prêtres et les déconcerter tout à coup par 1686  
des sarcasmes impies. à

Le fameux colonel Kirk, pressé fort vivement de 1687.  
se faire papiste, répondit qu'il était déjà engagé,  
ayant promis au roi de Maroc, si jamais il chan-  
geait de religion, d'embrasser le mahométisme. Le  
comte de Mulgrave répondit avec beaucoup plus  
d'esprit à des jésuites qui lui soutenaient le dogme  
de la présence réelle « qu'après bien des peines il  
était parvenu à admettre l'existence d'un Dieu créa-  
teur des hommes, mais qu'il lui faudrait l'évidence  
pour croire que l'homme quitte à quitte avec son  
auteur, créât Dieu à son tour. Le comte de Middle-  
ton était depuis longtemps poursuivi par un mis-  
sionnaire; celui-ci commença un jour l'entretien  
par cette question : « Vous croyez à la Trinité,  
n'est-ce pas? — Doucement, répondit le comte; qui  
vous l'a dit? C'est de votre croyance qu'il s'agit ici,  
et des preuves que vous avez à m'en donner, et pas  
du tout de la mienne. » Le missionnaire se retira  
confus. Jacques avait entrepris lui-même la con-  
version du lord trésorier Rochester; il assista à une  
conférence que celui-ci voulait bien avoir avec des  
prêtres catholiques. Les prêtres ayant argumenté  
longtemps sur la transsubstantiation, Rochester  
haussa les épaules de pitié en disant « sont-ce là des  
raisons à amener un homme à changer de religion? »  
Et la conférence finit ainsi.

Ces hardiesses, permises aux grands seigneurs,  
étaient répétées dans le public; on se croyait en  
partie vengé par elles de l'insolence avec laquelle

1686 les jésuites et les religieux de toute robe se mon-  
traient en tous lieux. Ils bâtissaient des chapelles et  
1687. <sup>à</sup> des couvents dans les quartiers les plus fréquentés  
de Londres ; des récollets , des carmes , des béné-  
dictins se promenaient dans les rues avec les habits  
de leur ordre ; leurs cloîtres s'élevaient jusqu'aux  
portes du palais de Saint-James ; leurs prédications  
étaient publiques , peu de gens les suivaient , mais  
on allait en foule aux églises anglicanes ; c'était là  
que le mécontentement public trouvait à s'exprimer ;  
les ministres protestants prenaient un à un tous  
les arguments qu'on avait entendu soutenir dans les  
chapelles catholiques ; ils s'attaquaient aux prin-  
cipes des théologiens étrangers comme à la forme  
de leurs discours mêlés d'anglais , d'italien et de  
français ; ils excitaient contre eux la haine et le ridi-  
cule ; ils réchauffaient le zèle religieux des assis-  
tants , en implorant avec ferveur la protection divine ,  
en montrant la persécution prête à fondre sur l'é-  
glise anglicane comme sur l'église protestante de  
France. Les sermons de quelques orateurs en re-  
nom , après avoir ému un auditoire nombreux ,  
étaient reproduits par la presse , lus et relus dans  
les réunions particulières.

Un jour le docteur Sharp , recteur du collège de  
Saint-Giles et l'un des prédicateurs le plus goûtés ,  
reçut , comme il descendait de la chaire , un billet  
non signé portant une sorte de défi sur l'une des  
questions de controverse qui occupaient alors les  
esprits ; il remonta en chaire , fit lecture des propo-  
sitions de l'anonyme , et improvisa sur-le-champ une

réponse qui fut imprimée. Comme, en s'abandon-<sup>1686</sup>  
nant à toute sa chaleur, il avait peu ménagé les <sup>à</sup> 1687.  
transfuges de l'église anglicane, les passages prin-  
cipaux de son discours furent trouvés séditieux.  
Les hypocrites convertis et les prédicateurs catho-  
liques, indignés de ne pouvoir lutter contre des  
adversaires plus éloquents et plus écoutés, dési-  
raient depuis longtemps un prétexte pour mettre  
des entraves à la liberté des controverses ; ils pré-  
tendirent que plusieurs des réflexions de Sharp  
portaient sur Sa Majesté et exprimaient le blâme de  
son gouvernement, sur quoi Jacques envoya à l'évê-  
que de Londres l'ordre de suspendre le docteur.  
L'évêque crut devoir se refuser à prononcer cette  
suspension sans un jugement préalable d'une cour  
ecclésiastique. La résistance inattendue de l'évêque  
donna un caractère fort grave à l'affaire de Sharp,  
et causa à la cour un grand embarras. Ce fut ici le  
lieu d'appliquer une idée du chancelier Jeffryes.  
Depuis qu'il n'était plus lord grand-juge, il se sen-  
tait à regret moins utile, et pour reparaître il avait  
ouvert l'avis de rétablir l'ancien tribunal ecclésias-  
tique connu sous le nom de haute-commission, et  
aboli par le parlement en 1640. Ce tribunal, dont  
il ambitionnait la présidence, devait porter le nom  
de Cour des Délégués ; être composé d'au moins  
trois membres, évêques ou lords temporels, au  
choix du roi ; s'enquérir de tous les abus punissa-  
bles par la censure de l'église ; citer devant lui les  
ecclésiastiques, de quelque rang qu'ils fussent, pré-  
venus de délits commis dans l'exercice de leurs



1686 fonctions, et les juger sans appel. Il convenait au  
à  
1687. roi de transférer à un tribunal de ce genre la haute  
juridiction ecclésiastique attachée à sa suprématie,  
et dont l'exercice lui paraissait incompatible avec  
les devoirs d'une religion différente. Les papistes  
devaient trouver leur compte dans une institution  
qui rendrait un homme tel que Jeffryes arbitre su-  
prême des controverses, dans lesquelles ils se sen-  
taient vaincus. La Cour des Délégués fut donc éta-  
blie, et l'évêque de Londres lui fut immédiatement  
déféré.

Jeffryes présidait; le comte de Rochester, les  
évêques de Durham et de Rochester et le comte de  
Sunderland étaient les juges présents. Interrogé  
pourquoi, sur l'ordre du roi, il n'avait pas suspendu  
le docteur Sharp, accusé de prédications séditieuses,  
l'évêque répondit qu'il s'en était rapporté là-dessus  
à l'avis de personnes très-versées dans la connais-  
sance des lois civiles et canoniques; que s'il avait  
failli ce n'était pas mauvaise intention de sa part,  
mais ignorance. — *ignorantia juris non excusat*,  
s'écria Jeffryes, ignorer la loi n'est pas une excuse.  
Sans doute vous savez la loi, Mylord; il y aurait lieu  
de s'étonner que vous ne la sussiez pas. — L'évêque  
protesta que non-seulement il ne connaissait pas la  
loi que l'on paraissait disposé à lui appliquer, mais  
qu'il ne connaissait pas la commission en vertu de  
laquelle le tribunal procédait contre lui. — Il paraît,  
Mylord, dit Jeffryes en raillant, que vous voulez  
décliner la juridiction de cette cour, et contester la  
légalité de nos actes : ce que vous dites au sujet de

notre commission est ridicule; on trouve cette com-  
mission pour un sou dans tous les cafés. Si tous ceux  
qui paraîtront devant nous élevaient une semblable  
difficulté, cela prendrait tout notre temps; nous  
avons autre chose à faire. Il faut répondre ici *rap-  
tim et succinctè*. Je vous fais une courte question :  
Pourquoi n'avez-vous pas obéi au roi? — L'évêque  
dit qu'en effet la question était courte, mais qu'il  
fallait beaucoup de paroles pour y répondre, et un  
certain temps pour préparer cette réponse. Puis,  
s'adressant directement à Jeffryes, il ajouta avec  
dignité : « Je vous prie, Mylord, de vous souvenir  
» que je suis évêque. J'ai, quoique indigne, une  
» charge publique et un caractère public à faire res-  
» pecter; et je ne voudrais rien faire ni souffrir qui  
» fût indigne de l'un ou de l'autre. » — Jeffryes bal-  
butia quelques mots d'explication, et, après une  
courte délibération de la commission, annonça à  
l'évêque que la cour lui accordait huit jours pour  
préparer sa défense.

Dans la seconde séance, Jeffryes montra la même  
brutalité. L'évêque voulant gagner du temps disait  
encore qu'il n'avait pu préparer sa défense, et qu'il  
avait inutilement jusqu'à ce jour fait chercher dans  
les cafés de Londres la commission que le chance-  
lier lui avait dit s'y trouver. Jeffryes, ramené sur  
cette impertinence de la première journée, préten-  
dit l'excuser par une impertinence encore plus gros-  
sière. Il dit à l'évêque qu'en l'avertissant que la  
commission se trouvait pour un sou dans les taver-  
nes il n'avait pas voulu faire entendre qu'une per-

1686 sonne de son caractère pût hanter ces sortes de  
1687. <sup>à</sup> maisons. L'évêque obtint encore un délai de quinze  
jours. La troisième fois comme la première il déclina la compétence du tribunal ; mais Jeffryes se montra si peu disposé à permettre ce jeu plus longtemps, qu'il fallut aborder le fonds de la cause. Quatre avocats plaidèrent l'un après l'autre, et cherchèrent à prouver que l'évêque avait obéi au roi constitutionnel en désobéissant à la personne du roi ; distinction que le tribunal n'était pas disposé à admettre, car toute spécieuse qu'elle était, c'était par elle que les presbytériens avaient été autrefois conduits de la résistance à l'insurrection. L'évêque fut, par décision de la Cour des Délégués, suspendu de ses fonctions. Le procès avait été suivi avec un très-vif intérêt, non pas qu'on craignît pour la vie ou la liberté du prélat, mais parce qu'en lui la cause de l'église anglicane devait être jugée. La peine, bien que peu sévère, effraya les prédicateurs. Toutefois, tant que dura la suspension, le clergé de Londres et les zélés anglicans mirent une grande affectation à témoigner leur déférence et leur soumission à l'évêque. Ses recommandations furent mieux obéies que tous les ordres qu'il eût pu donner en exerçant ses fonctions.

Le procès de l'évêque de Londres eut lieu à la fin de l'année 1686. A cette époque, la prépondérance du parti catholique dans le ministère, dans le conseil privé, dans l'administration, dans les rangs élevés de l'armée, n'était plus contestée. La dispense des tests avait fait en quelques semaines pour

ce parti ce que leur établissement, sous le ministère de la Cabale, avait fait pour l'opposition protestante. L'Écosse était gouvernée par des seigneurs papistes; des prêtres romains avaient osé dire publiquement la messe à Édimbourg; le peuple s'était soulevé pour détruire leur chapelle, mais on avait fait des exemples sur les chefs de l'émeute, et le calme était rétabli. En Irlande, le comte de Tyrconnel pressait la réorganisation des troupes régulières. Il écrivait qu'il ne resterait plus bientôt dans les rangs que des soldats irlandais, que tous les officiers étaient catholiques; qu'il était temps de rendre aux Irlandais qui professaient la religion du roi leurs droits politiques; qu'il allait les faire entrer dans les corporations des villes, ou s'emparer des chartes des corporations; que le seul obstacle à l'exécution de cette mesure était la présence du comte de Clarendon. Le comte de Clarendon fut bientôt rappelé.

Ainsi les choses marchaient rapidement dans les trois royaumes. L'arbitraire, armé en Irlande et en Écosse, intimidait les protestants; en Angleterre, la Cour des Délégués ne permettait plus à l'église anglicane qu'une opposition sans franchise et sans éclat. Le système entier reposait sur l'armée; elle était jusqu'ici obéissante; mais les caresses dont elle était l'objet lui prouvaient le besoin qu'on avait d'elle; les principes de loyauté et de dévouement absolu qu'on s'efforçait de lui inculquer lui rappelaient d'autres principes, dont on ne parlait pas. Jacques s'étudiait à développer aux yeux des soldats

1686 les qualités d'un roi chevalier. Ses intérêts, d'ac-  
1687. <sup>à</sup> cord avec sa manie militaire, lui avaient inspiré  
l'idée de former à Honslow-Heath, près de Lon-  
dres, un camp de huit ou dix mille hommes. Il le  
visitait fréquemment, et s'occupait avec une pué-  
rile ostentation des moindres détails de l'habille-  
ment, de l'instruction et de la discipline des trou-  
pes; leur solde était très-régulièrement payée, et  
augmentée par des gratifications particulières. On  
avait compté sur l'effet que produirait dans le pu-  
blic l'appareil d'un rassemblement de troupes dé-  
vouées; mais il arriva au contraire que les soldats  
des divers corps ainsi réunis se communiquèrent  
leurs mécontentements, leur haine pour les offi-  
ciers papistes qui les commandaient, et pour les  
chapelains qu'on voyait sans cesse aux côtés du roi.  
L'existence du camp fut bientôt moins utile aux  
vues de la cour que favorable à certaines entreprises  
sur l'esprit des troupes.

Dans ce camp de Honslow, objet de ses pater-  
nelles sollicitudes, Jacques eut la douleur de voir  
le succès d'un pamphlet adressé aux soldats, et ré-  
pandu parmi eux avec profusion. L'écrit avait pour  
titre, *Remontrance à l'armée*; il était du docteur  
Samuel Johnson, auteur du livre intitulé *Julien  
l'Apostat*, condamné par l'université d'Oxford dans  
le temps de la réaction royaliste. Johnson, en s'at-  
taquant à l'esprit des soldats, au lieu de se perdre  
dans les inutilités d'une controverse que les papistes  
ne soutenaient plus que par les arrêts de la Cour  
des Délégués, avait agi avec plus de sens encore

que de courage. En rappelant aux soldats qu'ils ap- 1686  
partenaient à la nation par les liens du sang et les <sup>à</sup>  
obligations de citoyens , avant d'appartenir au pou- 1687.  
voir par leur profession , il avait remué en eux des  
sentiments qui , malgré toutes les séductions , ne  
s'éteignent jamais complètement sous la cuirasse ,  
et qui réagissent avec colère quand une situation  
difficile vient expliquer l'énigme de l'obéissance  
passive. L'agitation produite dans le camp par la  
Remontrance fut très-visible ; elle était cependant  
rédigée avec toute la mesure que commandait sa  
hardiesse même. Mais la forme donnant peu de prise  
contre le docteur, on punit en lui l'intention ; et  
plus on la trouva criminelle , mieux on prouva que  
Johnson avait touché le point vulnérable. La Cour  
des Délégués le condamna au pilori et au fouet ,  
châtiment des plus vils scélérats.

Du camp de Honslow, l'écrit de Johnson , recom-  
mandé par les poursuites de la commission , passa  
sur la flotte , accueilli par les marins comme par les  
soldats. Évidemment leurs dispositions étaient celles  
de la nation entière. Elles n'éclataient point par des  
complots , signes toujours certains de la faiblesse  
des partis. Une grande espérance soutenait les es-  
prits , et les rendait forts et patients , quand peut-  
être on les jugeait timides : Jacques était dans sa  
cinquantième année ; une vie peu régulière l'avait  
exposé de bonne heure à des maux entretenus jus-  
qu'ici par d'obscurs débauches dont la reine , sa  
seconde épouse , était , disait-on , victime ; la reine,  
déjà quatre fois déçue dans l'espoir de donner un

1686 héritier à la couronne, était, quoique jeune encore,  
à très-languissante et déjà stérile depuis sept ans :  
1687. ainsi la princesse Marie, épouse du prince d'Orange,  
scrait appelée par son droit à réparer les maux de  
la religion protestante; on comptait sur son atta-  
chement à cette religion et sur la sagesse du stat-  
houder pour le rétablissement des libertés nationa-  
les; on était décidé à attendre que le cours naturel  
des choses apportât ce remède; l'expérience le fai-  
sait préférer aux moyens extrêmes plus capables de  
perpétuer le mal que de le détruire.

Mais cette perspective du règne de Guillaume par  
les droits de la princesse sa femme, le parti régnant  
en Angleterre l'avait aussi devant les yeux. Ce qui  
rassurait la nation venait le troubler, lui, dans la  
joie de ses triomphes; moins ses envahissements  
trouvaient de résistance, plus il était forcé de son-  
ger que la faiblesse était calculée, qu'on cédait  
volontairement le terrain afin de gagner le légitime  
et invincible obstacle qui naîtrait du droit et de la  
volonté du prince d'Orange. Chaque jour rappro-  
chait de ce terme; que deviendrait la religion ca-  
tholique après la mort du roi? Ici la prévoyance ne  
portait pas à tous même conseil; elle frappait les  
uns d'irrésolution, elle armait les autres d'une  
énergie capable de tout oser. Il y avait conséquem-  
ment deux partis catholiques; l'un modéré, c'était  
celui auquel appartenaient la plupart des convertis  
intéressés, les catholiques tièdes qui désiraient  
simplement que leur religion fût tolérée; l'autre  
exalté, les jésuites étaient à sa tête; c'était pour

lui que le comte de Tyrconnel travaillait en Irlande ; 1686  
les religieux de tout ordre qui cherchaient à se <sup>à</sup>  
créer des intérêts matériels dans le pays , qui ve- 1687.  
naient y bâtir des couvents , y ouvrir des chapelles  
et des écoles , les gens assez compromis par leurs  
violences pour avoir à craindre d'une réaction si  
modérée qu'elle fût , étaient catholiques exaltés.  
L'ambassadeur de France , Barillon , quelques prêtres,  
agents secrets de la cour de Rome , penchaient  
pour le parti modéré.

Jacques hésitait. Il voulait que , de son vivant ,  
sa religion fût assez fortement établie en Angleterre  
pour n'avoir après lui rien à craindre ; cependant il  
éprouvait des scrupules à attenter au droit de ses  
filles , la princesse Marie et la princesse Anne ,  
épouse du prince George de Danemarck. La plus  
jeune était alors près de lui ; il correspondait avec  
l'aînée de la manière la plus amicale ; il tâchait de  
l'amener ainsi que son époux à approuver ses inter-  
prétations de la constitution , ses prétentions au  
pouvoir dispensatif. Il espérait pouvoir ainsi con-  
cilier les catholiques modérés et exaltés. Les pre-  
miers lui représentaient qu'il devait renoncer à  
l'idée d'établir de son vivant la religion catholique  
dans ses états ; qu'il serait assez beau pour lui  
d'avoir commencé l'œuvre ; qu'il la compromettait  
en la pressant par des moyens violents ; qu'avec de  
la douceur il obtiendrait qu'elle se continuât par la  
persuasion sous des successeurs d'une religion dif-  
férente ; que c'était ainsi qu'il fallait entendre les  
intérêts du ciel , intérêts durables et non pas d'un



1686 jour comme la vie des hommes et des rois. Mais les  
à catholiques exaltés le suppliaient de se souvenir  
1687. que déjà une fois la religion catholique avait été  
établie; que la timide imprévoyance de la reine  
Marie avait été dupe de la feinte soumission de cette  
Élisabeth que les protestants espéraient voir revivre  
dans la princesse d'Orange; que perdre, par des  
scrupules semblables à ceux qui avaient retenu la  
reine Marie, l'occasion d'extirper pour jamais du  
royaume l'hérésie protestante, serait une faiblesse  
indigne d'un roi fait pour être obéi, jusque-là si  
merveilleusement protégé par le ciel dans tout ce  
qu'il avait entrepris en faveur de la religion : ils  
ajoutaient que l'histoire apprenait assez comment  
les dernières volontés des rois étaient respectées;  
que les révolutionnaires avaient montré sous le der-  
nier roi, en faisant tout pour exclure de la succes-  
sion Sa Majesté régnante, à quoi se réduisait pour  
eux la question entre les deux religions; qu'il devait  
suivre leur exemple; qu'il n'y avait de salut que  
dans la conversion ou l'exclusion des successeurs  
protestants. Il fallait que le parti exalté l'emportât  
et entraînant le roi, parce qu'une contre-révolution  
ne s'arrête pas plus d'elle-même qu'une révolution.  
Les catholiques modérés étaient ici ce que les pres-  
bytériens avaient été dans la révolution politique;  
ils voulaient la fin sans les moyens; ils s'abandon-  
naient à l'inconcevable espoir d'obtenir pour leur  
religion faveur et protection sous un roi protestant,  
comme les presbytériens s'étaient livrés à celui de  
perpétuer sous la royauté des institutions républi-

caines. Dans une de ces situations où il faut que les 1686  
partis ne demandent des garanties qu'à leur audace, <sup>à</sup> 1687.  
les indépendants avaient convaincu la nation de  
l'impuissance des presbytériens ; dans une situation  
semblable, les derniers contre-révolutionnaires for-  
cèrent Jacques à reconnaître qu'eux seuls pouvaient  
convenir à ses desseins. Ils l'entraînèrent , et dès-  
lors il ne fut plus aux catholiques modérés ni à lui-  
même.

## CHAPITRE IV.

### POUVOIR ABSOLU.

Les jésuites à la tête de la contre-révolution. — Premier projet pour exclure le prince d'Orange de la succession. — Système de tolérance religieuse. — Courte alliance des non-conformistes protestants et des catholiques dans ce système. — Ambassade de d'Albeville et de Dykvelt. succès de Dykvelt en Angleterre. — Inutiles efforts de d'Albeville pour tromper le prince d'Orange. — Le pouvoir absolu proclamé par ordonnance en Angleterre et en Écosse. — Résistance des anglicans; les catholiques abandonnés par les non-conformistes. — Second plan des jésuites pour la succession. — Voyage du roi et de la reine aux eaux de Bath. — Prétendue grossesse de la reine. — Envahissement des universités par les jésuites. — Tentatives inutiles pour former un parlement absolutiste. — Seconde ordonnance proclamant le pouvoir absolu. — Les évêques refusent de lire l'ordonnance. — Procès des évêques. — Naissance d'un faux prince de Galles. — Explosion générale du peuple et des troupes régulières contre le gouvernement des jésuites. — L'aristocratie protestante prévient une nouvelle révolution en appelant le prince d'Orange.

1686      Lorsque les catholiques eurent fait assez de pro-  
à grès pour qu'on pût se demander quelle religion  
1687. serait dominante, la leur ou celle des anglicans, la  
division qui se manifesta parmi eux ne fut pas une

rupture, mais le dissentiment qui ne manque jamais 1686  
de s'élever dans les partis à l'approche des grands à  
obstacles, entre ceux qui s'abusent et ceux qui 1687.  
jugent, ceux qui osent et ceux qui s'effraient. Jus-  
qu'au moment où les résistances avaient été recom-  
mencées par l'église anglicane et le parlement, les  
lords Bellasis, Arundel, Powis, compromis autre-  
fois dans la conspiration papiste, le jésuite anglais  
Piter, tout-puissant sur l'esprit du roi, qu'il avait  
soutenu dans ses longues traverses, le duc de Tyr-  
connel, commandant des troupes d'Irlande, les  
comtes de Perth et de Murray, chargés du gouver-  
nement en Écosse, avaient été considérés comme  
les chefs du parti catholique. L'opinion publique  
avait pu confondre avec eux, ou du moins regarder  
comme favorables aux intérêts des catholiques, les  
ambassadeurs de France et d'Espagne, un prêtre  
italien nommé d'Adda, secrètement reçu à la cour  
en qualité de nonce du pape, un capucin, confes-  
seur de Jacques, le ministre Sunderland, le chan-  
celier Jeffryes, et tous ceux qui siégeaient à la  
commission ecclésiastique. Mais dans l'espace de  
quelques mois on vit les lords Powis, Arundel,  
Bellasis, à peine introduits dans le conseil privé,  
perdre de leur crédit à la cour; l'ambassadeur de  
France, celui d'Espagne, le nonce du pape, se rap-  
procher de ces derniers pour combattre une in-  
fluence qu'ils commençaient à trouver dangereuse;  
Jeffryes lui-même prouva par quelques hésitations  
dans sa conduite qu'il se sentait dépassé. Toutes les  
affaires se concentrèrent entre le ministre Sund et

1686 land , le père Piter, la reine et le roi; le comte de  
à Tyrconnel réunit en Irlande, par le rappel du comte  
1687. de Clarendon , le gouvernement civil au commandement des troupes ; les comtes de Perth et de Murray conservèrent le pouvoir en Écosse. On connut distinctement alors les catholiques modérés et les catholiques exaltés ; les derniers avaient prévalu. Presque tous intrigants , faits aux dangers des envahissements politiques et religieux , sachant par expérience que les partis opprimés ne pardonnent pas quand ils redeviennent forts , ils allaient chercher leur salut dans la transmission de la couronne à des successeurs papistes.

Ainsi , de ce moment , la contre-révolution ne fut plus seulement une conjuration contre les libertés et la religion de l'Angleterre , mais contre les droits du prince d'Orange à la couronne. Comme il était visible pour tout le monde que l'exclusion du prince était la dernière ressource des exaltés , dès qu'ils se furent rendus maîtres des affaires , l'inquiétude naturelle en pareille circonstance et le bavardage ordinaire de la cour inventèrent quantité de projets qui n'étaient pas ceux de la faction. L'ambassadeur de France , en annonçant à Louis XIV. beaucoup mieux informé que lui par la correspondance du père Lachaise , l'ascendant irrévocablement pris par les catholiques exaltés , touchait quelque chose des bruits déjà circulants au sujet de la succession.

« On ne désespère pas , disait-il , de trouver moyen  
» avec le temps de faire passer la couronne sur la  
» tête d'un héritier papiste. Il faut pour cela venir

« à bout de grand nombre de choses qui ne sont 1686  
« encore que commencées. » à  
1687.

Les projets soupçonnés par Barillon étaient alors, quant aux moyens, le secret de peu de personnes. Il y eut d'abord un plan hardi et fort compliqué : il consistait à exclure légalement le prince d'Orange en invoquant le précédent créé par les whigs contre le due d'York. Aucun historien ne paraît avoir saisi ce projet dans son ensemble ; on ne le trouve développé dans aucune des correspondances entre Louis XIV et ses ambassadeurs de Hollande et d'Angleterre ; sans doute ils ne le connurent point dans ses détails, quelques-uns étant de nature à leur être cachés. Jacques ne le confesse point non plus dans ses mémoires ; mais on le retrouve dans un système d'actes qui jugés isolément sembleraient n'appartenir qu'à des vues divergentes.

Les catholiques se souvenaient que le parlement, avant l'affaire d'Oxford, avait été au moment d'obtenir de Charles II la ratification d'un bill qui eût exclu le due d'York comme papiste, et appelé à régner à sa place le prince d'Orange. Ils ne doutaient pas que la nation n'eût accepté alors cette substitution comme légitime. Ils songèrent qu'il serait possible de réussir là où les whigs avaient échoué faute d'une sanction royale ; qu'il suffirait pour cela de se procurer une majorité parlementaire aussi ennemie de l'église anglicane, que celle des parlements whigs l'avait été du papisme. Or, dans ces derniers parlements, ce n'étaient pas les anglicans, mais les républicains et les non-conformistes,

1686 persécutés depuis l'affaire d'Oxford, qui avaient  
à composé ou conduit la majorité, et remué si puis-  
1687. samment l'opinion publique. Ils s'étaient perdus à  
la vérité en menaçant l'église établie, après avoir  
terrassé le papisme ; mais on expliquait cette défaite  
par le rapprochement qui s'était alors opéré entre  
la royauté et l'église anglicane. Si maintenant on  
s'unissait à eux, si on les excitait à revenir aux  
anciennes attaques contre l'église anglicane, si,  
pour l'avenir, on leur garantissait le libre exercice  
de leur culte, à condition qu'ils reconnaîtraient aux  
catholiques la même liberté, ne parviendrait-on pas  
à soulever contre l'église anglicane l'Écosse, tout  
entière presbytérienne, l'Irlande, presque entière-  
ment catholique, et en Angleterre une portion riche  
et considérable de la population, la même qui avait  
brisé l'épiscopat au commencement de la révolu-  
tion, et qui, sous le dernier règne, avait tant souf-  
fert de la persécution des tests anglicans ? Quand on  
aurait décidé un si grand nombre d'intéressés à de-  
mander la suppression des tests et le libre exercice  
des cultes, ne serait-il pas facile d'amener la plupart  
des membres du parlement non encore dissous,  
mais seulement prorogé depuis son refus de recon-  
naître au roi le pouvoir dispensatif, à envisager  
autrement qu'ils ne l'avaient fait la question de l'a-  
bolition des tests ? Et si ceux-là se refusaient à en-  
tendre la voix d'une nouvelle opinion publique, ne  
viendrait-on pas facilement à bout, en introduisant,  
au moyen des nouvelles chartes, des catholiques et  
des non-conformistes dans les corporations, d'ob-

tenir une chambre des communes composée de par- 1686  
tisans du libre exercice des cultes ? Les catholiques <sup>à</sup> 1687.  
exaltés regardaient tout cela comme exécutable ; ils  
ne tenaient pas compte des transformations qu'a-  
vaient subies les éléments dont ils prétendaient se  
servir ; ils se voyaient déjà maîtres d'un parlement  
suivant leurs vues , et se proposaient de lui faire  
voter l'exclusion du prince d'Orange comme ennemi  
du libre exercice des cultes, moyennant quoi la suc-  
cession tomberait sur la seconde fille du roi qui se  
convertirait à la religion catholique, ou sur le jeune  
duc de Fitz-James , fils naturel du roi , ou bien sur  
la tête d'un héritier *que le Ciel saurait bien susciter*,  
suivant l'espoir déjà montré par les plus hardis.

Dans ce système , les exaltés entreprirent à la fois  
la conversion de la princesse de Danemarck , dont  
l'ambition donnait quelque fondement aux espérau-  
ces placées sur elle , la réconciliation des catholi-  
ques et des non-conformistes protestants, la réforme  
des corporations et de l'administration dans ce nou-  
veau sens , enfin la démonstration publique et par-  
ticulière des avantages qui résulteraient du libre  
exercice des cultes. Ce fut un étrange spectacle que  
celui de cette cour, naguère éprise des sanguinaires  
exploits de Jeffryes , prêchant tout-à-coup le dogme  
philosophique de la tolérance religieuse , et déclara-  
nt la guerre à l'église anglicane comme à l'éter-  
nelle ennemie de cette tolérance. On tira des archi-  
ves les procédures qui rappelaient les odieuses  
persécutions anglicanes sous le ministère de Claren-  
don et dans la dernière réaction. On s'efforça de



1686 à prouver aux non-conformistes protestants que les  
1687. catholiques étaient leurs alliés naturels, et les anglicans leurs ennemis communs. Les non-conformistes ne faisaient plus maintenant qu'un seul corps ; de longs malheurs communs avaient réconcilié , mais aussi beaucoup réduit en nombre , ce qui restait des anciennes sectes révolutionnaires , des presbytériens , des quakers , des anabaptistes , des indépendants. On fit des ouvertures aux principaux de ces différentes sectes pour savoir s'il leur conviendrait d'appuyer dans les corporations ou au parlement une loi qui mettrait fin à toutes les querelles religieuses en abolissant les lois pénales pour cause de dissidence , en supprimant les tests qui fermaient la carrière des emplois aux non-conformistes ; cette loi serait perpétuelle , irrévocable , et publiée avec toutes les solennités qui avaient accompagné jadis la promulgation de la grande charte.

Quelques non-conformistes se laissèrent convaincre , entre autres , Penn le quaker , qui devint le plus fervent comme le plus sincère apôtre de la nouvelle doctrine. Plusieurs , séduits , moins par la proposition en elle-même , que par l'idée de se servir à leur tour de la royauté contre les évêques leurs ennemis , se mirent aussi à déclamer contre les tests. Le roi , dans toutes ses excursions autour des résidences royales et dans les séjours qu'il faisait à Londres , mandait les gens riches et les membres du parlement , et les chambrailait un à un pour obtenir leur consentement à la suppression des tests. La tolérance était devenue l'objet favori de ses con-

versations ; il y revenait à tout propos , blâmait hautement la révocation de l'édit de Nantes , et se montrait empressé à accueillir les réfugiés français. Les courtisans et les prédicateurs papistes n'avaient plus d'autre thème , et s'enthousiasmaient dans la peinture des grands biens qui résulteraient d'une tolérance universelle. Ils parlaient avec une telle apparence de conviction, ou plutôt il y avait à dire sur cette généreuse et large pensée de si tristes et si frappantes vérités , dans un pays où depuis deux siècles on égorgeait pour établir l'uniformité religieuse , que d'abord on ne pouvait s'empêcher de prêter attention à leurs discours. Nulle part les sectes n'avaient été plus nombreuses , plus antipathiques , plus enracinées ; et toutefois leurs intérêts s'étaient déjà croisés , assortis , combinés de manières si diverses , que la nouvelle combinaison , franchement proposée par d'autres hommes que Jacques et les catholiques exaltés , n'eût peut-être pas été impossible. Mais comment eroire à la tolérance d'un roi que le surnom de bourreau des caméroniens et des cargilites poursuivait encore , et aux bonnes intentions de ces jésuites contre lesquels tant de sinistres accusations vivaient dans les esprits ? Les non-conformistes protestants délibérèrent plusieurs fois dans leurs assemblées sur les propositions de la cour , et toujours hésitèrent à les accepter en corps. Les membres du parlement, chambrés par le roi, ne firent que des réponses évasives. Au bout de quelques mois, les catholiques exaltés reconnurent qu'ils n'obtiendraient rien du parlement, et poussèrent Jacques

1686 à prendre l'initiative sur la grande question de  
à l'abolition des tests. Il se persuada lui-même, com-  
1687. me il le dit dans ses mémoires, qu'en vertu de  
l'absolu pouvoir que lui avaient reconnu les juges  
du banc du roi dans l'affaire de sir Hales il pouvait  
supprimer par ordonnance toutes les lois pénales  
contre les non-conformistes, et ces ordonnances une  
fois promulguées, et ayant produit les bons effets  
qu'il en attendait, il espérait que le parlement les  
confirmerait sans difficulté. La chose agitée entre  
lui, Sunderland et le père Piter, il fut convenu  
que l'ordonnance serait d'abord publiée en Écosse.

Afin de disposer les esprits à la bien recevoir, la  
cour fit répandre en Écosse et en Angleterre des écrits  
destinés à propager la doctrine de la tolérance. On  
disait aux non-conformistes que l'opinion particu-  
lière du roi avait toujours été que l'exercice libre  
des cultes était un droit naturel; que, sous le der-  
nier règne, il avait été forcé quelquefois de consen-  
tir aux persécutions demandées par les chefs de  
l'Église, qui prétendait être exclusive en Angleterre,  
mais qu'il voulait maintenant satisfaire le vœu de sa  
conscience et mériter la gratitude de ceux de ses  
sujets qui avaient eu à souffrir, comme lui, pour  
refus de prêter les tests anglicans. Les ministres  
presbytériens étaient engagés sous main à reformer  
leurs assemblées; on leur recommandait seulement  
de se montrer prudents, de ne point oublier que  
c'était du roi qu'ils tenaient une si grande faveur;  
on espérait que leurs prédications respireraient ces  
sentiments d'amour que le roi voulait mériter, s'ex-

posant à tout pour rendre leur sort plus heureux. 1686  
Les assemblées presbytériennes reparaissaient à ces <sup>à</sup>  
invitations, et , au grand étonnement des anglicans , 1687  
l'autorité n'inquiétait plus ceux qui s'y rendaient.

Bien que décidé à exclure de la succession le prince d'Orange , le gouvernement ne crut pas devoir autoriser définitivement les catholiques et les non-conformistes protestants à l'exercice public de leur culte , sans faire auprès du prince des démarches qui lui donnassent à croire qu'on le considérait toujours comme l'époux de l'héritière présomptive , et qu'on sentait le besoin de son approbation pour des choses dont le maintien dépendrait de lui par la suite. Penn le quaker , qui avait donné avec pleine confiance dans les prétendus plans de liberté religieuse , s'était rendu en Hollande pour y faire des prosélytes parmi les Anglais réfugiés , et amener , s'il se pouvait , le prince et la princesse d'Orange à des vues dont le secret ne lui était pas confié. Penn avait beaucoup parlé ; on s'était défié de lui. Cependant le prince avait conclu de ses discours que Jacques était encore dans de bonnes dispositions à son égard , et avait exprimé le désir qu'on envoyât à La Haye un personnage avec lequel il pût s'entendre sur l'affaire des tests. Il devait , de son côté , déterminer les états à envoyer extraordinairement en Angleterre un homme qui jouirait de toute sa confiance.

Jacques entra avec empressement dans cette négociation ; mais il montra , par le choix de son envoyé , qu'il ne se proposait autre chose que de tromper son gendre. L'homme qu'il chargea d'aller

1686 rassurer le prince et sa fille, était un Irlandais, in-  
à  
1687. trigant obscur, ancien espion du gouvernement  
espagnol, qui lui avait donné le titre de marquis  
d'Albeville. Les jésuites n'avaient pas d'agent plus  
corrompu, plus vénal, ni plus décrié; mais ils pri-  
saient en lui une sorte d'astuce qui le rendait pro-  
pre à une mission toute d'impudence. Les États,  
sur le bruit d'une alliance prochaine entre la France  
et l'Angleterre contre la Hollande, envoyèrent près  
de Jacques, à la prière du prince d'Orange, le  
ministre Dykvelt, un de leurs hommes d'état les  
plus habiles. Ses instructions portaient sur des  
objets de politique générale; mais il était en parti-  
culier chargé des intérêts du prince, qui déjà étaient  
ceux de l'église anglicane et de l'aristocratie protes-  
tante. Du côté des catholiques exaltés, la négocia-  
tion n'était pas sérieuse. Ainsi, tandis que Dykvelt  
déclarait l'opposition respectueuse du prince et de  
la princesse d'Orange à la suspension des tests, et  
demandait des explications sur les bruits courants  
relativement à la succession, d'Albeville élevait à  
La Haye des récriminations. Il se plaignait de la  
protection accordée par les États à l'indocilité des  
anglicans; de l'asile qu'ils donnaient à des hommes  
dont le roi son maître avait tout lieu de suspecter  
les intentions; enfin, de la sévérité montrée contre  
quelques officiers des régiments anglais au service  
des États. Il demandait qu'on lui rendit ces officiers,  
alors détenus, et dont le roi connaissait le dévoue-  
ment à sa personne; qu'on lui livrât le docteur  
Burnet, l'un des réfugiés dont le roi avait le plus

à se plaindre; enfin, sur la question des tests, ce qui concernait particulièrement le prince et la princesse d'Orange, il redisait, mais avec une absence de conviction trop évidente, ce que Penn le quaker avait dit en faveur du système de tolérance adopté par le roi. 1686 à 1687.

A l'égard des officiers anglais, les États refusèrent satisfaction. Le prince et la princesse combattirent les arguments de d'Albeville sur la religion, soutenus en ceci par le docteur Burnet, celui-là même dont Jacques réclamait l'extradition. Burnet, auteur de l'histoire de *la Réformation*, et des précieux mémoires connus sous le nom d'*Histoire de mon temps*, était l'un des esprits les plus distingués de ce siècle. Philosophe animé d'une foi vive, partisan judicieux de cette tolérance pratique qu'il ne voulait pas voir érigée en principe par les catholiques au profit de leur seule religion, il avait été tour à tour, aimé, consulté, persécuté par Jacques et par Charles II. Sans compromettre son caractère et faire suspecter sa loyauté, il avait été plusieurs fois en même temps dépositaire des secrets de la cour et de ceux de l'opposition. Il avait désapprouvé la conjuration protestante, et défendu ceux de ses amis qui avaient joué leur tête dans cette déplorable affaire. Ayant assisté Russel à ses derniers moments, il avait écrit sur ce grand et vertueux homme de délicieuses pages, qui, long-temps après l'exécution de Russel, avaient fait verser des larmes à ses ennemis mêmes. Enfin, la dernière année du règne de Charles II, il avait prêché dans une

1686 église un sermon que la cour avait traité de factieux.  
à  
1687. Depuis lors il avait quitté l'Angleterre ; il avait  
visité la France pendant les horribles dragonades ,  
l'Italie et Rome pendant un pontificat peu glorieux  
pour l'église de Rome. Partout les théologiens et  
les hommes d'état avaient recherché dans sa con-  
versation les lumières et les suffrages d'un esprit  
supérieur ; Louis XIV même lui avait fait quelques  
avances. Tout ce qu'il avait vu en Europe avait  
fortifié son attachement pour la constitution de son  
pays et pour le protestantisme anglican, et , croyant  
que leur salut ne pourrait venir que du prince  
d'Orange, il était venu se fixer en Hollande. Il jouis-  
sait auprès du prince d'un grand crédit ; il était  
consulté par lui sur les affaires d'Angleterre, et  
conseillait la plupart des réponses qui mettaient en  
défaut les captieuses sollicitations et les manœuvres  
de d'Albeville. Personne ne travaillait avec  
plus succès que lui à éclairer les non-conformistes  
sur le véritable but des caresses dont ils étaient  
devenus l'objet. Ses écrits , imprimés en Hollande ,  
et presque toujours sous un titre piquant , étaient  
fort recherchés en Angleterre , où ils circulaient  
clandestinement. Les catholiques avaient un si  
grand intérêt à s'emparer de la personne du doc-  
teur, qu'après le refus fait par les États de le livrer,  
il dut se tenir sur ses gardes : de toutes parts , on  
l'avertissait qu'il courait risque d'être enlevé par  
les agents de d'Albeville.

Parmi les réfugiés il y avait aussi un légiste écos-  
sais, nommé Steward, homme d'un talent fort re-

marquable , et très-consideré pour la conduite qu'il avait tenue depuis la restauration. Plutôt que d'ab-<sup>1686</sup>  
 jurer le covenant , il avait abandonné sa profes-<sup>à</sup>  
 sion et son pays ; on l'avait toujours regardé comme <sup>1687.</sup>  
 l'agent principal des mouvements révolutionnaires  
 partis de l'extérieur. Les jésuites parvinrent à le  
 gagner à leur système de tolérance. Il revint en  
 Angleterre , fut accueilli à la cour avec une faveur  
 égale à celle dont jouissait Penn le quaker , et ,  
 comme Penn , se dévoua par conviction , peut-être  
 par inimitié contre les anglicans , à ce grand œuvre  
 du rapprochement des sectes dissidentes. On tra-  
 vaillait alors à faire entrer dans les corporations et  
 dans les magistratures populaires, des catholiques  
 et des non-conformistes. Le roi pensait que cette  
 habitude de vivre ensemble établirait entre eux de  
 solides liens. Il est vrai que la part des catholiques  
 dans l'admission aux emplois était beaucoup plus  
 forte que celle de leurs nouveaux alliés. Cependant,  
 par le crédit de Penn et de Steward, dans les renou-  
 vellements de magistratures qui eurent lieu à la fin  
 de l'année 1686 , un quaker fut fait lord-maire de  
 Londres ; plusieurs presbytériens , signalés comme  
 ennemis du gouvernement sous le dernier règne ,  
 furent élevés aux fonctions de juges-de-paix et  
 d'aldermen. Enfin , au mois de février 1687 , l'or-  
 donnance qui devait légaliser ces nominations<sup>1687.</sup>  
 et suspendre les lois pénales , fut publiée en  
 Écosse.

La teneur de cette première ordonnance prouvait  
 que les catholiques exaltés, tout en appelant à leur



1687 secours les presbytériens d'Écosse, craignaient de  
à trop encourager leur esprit révolutionnaire, et de  
1688. se priver pour l'avenir des moyens de répression  
fournis à leur égard par les tests anglicans. L'ordonnance distinguait entre les presbytériens modérés et les presbytériens rigides ; elle autorisait les premiers aux paisibles réunions dans l'intérieur des maisons, mais continuait pour les seconds l'expresse défense des conventicules en plein air ; elle s'étendait avec amour sur ce qui intéressait les papistes, sujets fidèles, disait-elle, et trop long-temps victimes de leur dévouement à la cause royale, trop long-temps exclus, sous d'odieux prétextes, de fonctions que leur constante loyauté les rendait si dignes d'exercer. Le roi, en vertu *de son absolu pouvoir, de sa souveraine autorité et prérogative royale, à laquelle tous ses sujets étaient tenus d'obéir*, voulait qu'à l'avenir ils fussent reconnus aptes à posséder toutes sortes d'emplois, et qu'on ne pût exiger d'eux et des autres dissidents, comme les presbytériens modérés et les quakers, d'autre serment que celui d'être fidèles à l'absolu pouvoir en vertu duquel l'ordonnance elle-même était promulguée.

Un mois après, une déclaration analogue fut publiée en Angleterre ; elle était appropriée à l'état des sectes dissidentes dans ce royaume, et ne montrait point aux non-conformistes protestants les défiances qui repoussaient une partie de ceux d'Écosse, moins capables, à la vérité, d'user avec modération de la liberté religieuse. Elle ménageait le parlement, ex-

primant l'espérance qu'il consentirait à une mesure sur laquelle le roi croyait devoir prendre l'initiative. Elle ne donnait point l'absolue volonté du roi pour unique raison de l'abolition des tests ; mais elle démontrait, comme cela était facile, qu'après tant d'efforts depuis deux siècles pour établir dans le royaume une parfaite uniformité religieuse, on ne pouvait plus réconcilier les consciences qu'en cessant de les forcer. Tous les serments d'allégeance, de suprématie, et les divers tests, étaient donc supprimés jusqu'à la prochaine convocation du parlement. Le roi garantissait au clergé anglican la pleine et entière possession de ses droits ; il ne lui ôtait que celui de persécuter les non-conformistes.

Assurément les deux déclarations s'adressaient à des intérêts puissants. Les hommes habiles qui avaient conçu la pensée de les soulever contre la suprématie long-temps odieuse de l'église anglicane, attaquaient celle-ci d'une manière redoutable ; mais autre chose était de faire haïr les tests par une grande partie de la nation, autre chose de faire aimer le pouvoir absolu, en vertu duquel ils étaient supprimés : les catholiques pouvaient consentir à l'établissement de ce pouvoir qui n'avait rien de menaçant pour eux ; les non-conformistes protestants, acceptant avec reconnaissance la liberté religieuse qu'on leur accordait, ne se séparaient point toutefois des anglicans dans les réclamations élevées par ceux-ci contre le principe d'une volonté royale mise au-dessus des lois. Sur le premier point, les non-conformistes envoyèrent des adres-

1687 ses de remerciement qui réjouirent la cour , mais  
à ils se turent sur le second ; et bientôt il fut aisé de  
1688. reconnaître qu'à quelques exceptions près ils ou-  
vraient bien plutôt l'oreille aux attaques des angli-  
caus contre le pouvoir absolu qu'aux déclamations  
des catholiques contre la rigueur des tests. On leur  
représentait avec grand succès que ces belles idées  
de tolérance n'étaient pas nouvelles ; que , sous le  
dernier règne, les papistes les avaient déjà prêchées  
pour se faire admettre ; qu'en désespoir de cause  
ils y revenaient après une multitude d'horribles  
complots ; que le roi lui-même , dans le temps de  
son alliance avec l'église anglicane , avait été le  
plus ardent persécuteur des non-conformistes, qu'il  
accueillait avec affectation les protestants venus de  
France , mais que ce n'était pas ainsi qu'il recevait  
les protestants obligés par la tyrannie de lord Tyr-  
connel à quitter l'Irlande. En effet, depuis qu'il était  
vice-roi et commandant de l'armée , lord Tyrconnel  
poussait , avec toute l'énergie de son caractère , la  
partie du plan des catholiques exaltés, qui consistait  
à faire de l'Irlande une place d'armes. Il avait enlevé  
aux villes et aux corporations leurs chartes ; il ren-  
voyait tous les protestants employés dans le gou-  
vernement de l'île sous le duc d'Ormond et le comte  
de Clarendon. Comme il augmentait la force de son  
armée suivant la hardiesse croissante de ses entre-  
prises, les riches protestants n'avaient plus d'autre  
ressource que celle de s'expatrier. Les uns passaient  
en Angleterre, les autres allaient jusqu'en Hollande,  
où la politique du prince d'Orange les accueillait.

Comme c'est presque toujours l'emportement qui trahit les vœux des partis, et l'impatience de jouir<sup>1687</sup> des résultats qui tue les moyens d'y parvenir, les<sup>à</sup> 1688. exaltés d'Angleterre, tout en prêchant la liberté des cultes, faisaient déjà voir l'intention de rendre leur religion dominante. Pour dresser la génération naissante, il fallait qu'ils s'emparassent de l'éducation : non contents d'avoir fondé des collèges où la jeunesse catholique pouvait être élevée à l'abri des séductions des protestants, ils voulurent envahir les universités protestantes elles-mêmes. Dans une première attaque sur celle de Cambridge, ils furent repoussés ; mais, à la suite d'un très-long combat, ils pénétrèrent dans celle d'Oxford, naguère si imprudemment déclarée contre le principe de la résistance. La place de régent du célèbre collège de la Madeleine à Oxford étant venue à vaquer, le roi ordonna aux membres du collège d'élire un certain Farmer, nouveau converti, un de ces intriguants qui, sous tous les régimes, briguent les emplois par les opinions. Les membres du collège répondirent en faisant mettre sous les yeux du roi la liste des vices et méfaits reprochés à son candidat. Jacques indiqua un personnage moins décrié ; les membres du collège le repoussèrent encore, bravant toutes les menaces de Jacques.

Cette affaire causait déjà une très-grande rumeur, lorsque plusieurs lettres des jésuites de Liège à ceux de Fribourg, furent interceptées en Hollande et dépêchées en Angleterre par les réfugiés. Ces lettres parlaient avec ravissement de l'état prospère

1687 de la religion , et de ce que la société faisait pour  
à enlever l'éducation aux hérétiques. « Nous gagnons  
1688. » peu à peu du terrain en Angleterre , disaient les  
» pères liégeois ; nous enseignons les humanités à  
» Lincoln , à Norwich et à York , et nous avons à  
» Worcester une chapelle publique qui est protégée  
» par une garde de soldats. De plus , nous devons  
» acheter quelques maisons dans Wiggan , ville de  
» la province de Lancastre. Nos intérêts s'avancent  
» puissamment ; ce sont des pères de notre société  
» qui prêchent devant la famille royale et dans les  
» principales églises , où ils attirent un prodigieux  
» concours de fidèles. On a déjà acheté diverses  
» maisons à la Savoie pour 18,000 florins , afin d'y  
» faire un collège. » Les mêmes lettres , parlant de  
Jacques II , contenaient sur sa bigoterie des parti-  
cularités qui achevaient de tuer par le ridicule un  
système déjà détesté comme odieux. Elles disaient  
que le roi venait d'être admis à participer aux mé-  
rites de la société de Jésus , et témoignait une grande  
joie de s'y voir affilié ; qu'il déclarait que les inté-  
rêts de l'ordre étaient les siens ; qu'il mourrait  
martyr plutôt que de ne pas achever de son vivant  
la conversion de ses royaumes ; qu'une fois un d'eux  
s'étant agenouillé devant lui , il l'avait relevé en lui  
disant que ce serait plutôt au prêtre à recevoir du  
roi un hommage semblable. L'authenticité des let-  
tres était prouvée par les renseignements qu'elles  
donnaient sur des entreprises encore tenues secrètes  
au moment où elles avaient été écrites. Elles annon-  
çaient la future élévation du père Piter à la dignité

de cardinal, et sa prochaine entrée au conseil privé; 1687  
le remplacement du père capucin Mansuel dans le <sup>à</sup> 1688.  
poste de confesseur du roi, par le père Warner, rec-  
teur des jésuites de Saint-Omer, petite révolution  
qui n'était pas sans importance pour la suite des  
projets des catholiques exaltés. Les lettres citaient  
enfin un mot du roi qui faisait allusion à ces projets.  
Il avait répondu à une personne qui gémissait devant  
lui de ce que son héritier présomptif était un héré-  
tique : « Dieu saura m'en donner un autre. »

Il n'y avait plus en effet que ce présent du ciel  
qui pût préserver la nouvelle église catholique du  
règne de Guillaume. Le parlement, malgré tous les  
efforts qu'on avait faits dans l'intervalle de quatre  
prorogations successives pour le détacher de l'église  
anglicane, n'arrivait point à ce système de tolé-  
rance pour lequel on avait d'abord espéré qu'il se  
passionnerait. On hésitait à le dissoudre, car c'était  
le parlement royaliste obtenu au prix de tant de  
fraudes dans la première année de ce règne. De  
nouvelles élections paraissaient devoir, en dépit de  
la réforme des corporations, fournir des gens en-  
core moins bien disposés. Gagner du temps et  
continuer à travailler les esprits comme on avait  
fait depuis la rupture avec l'église anglicane, deve-  
nait périlleux, car l'ambassadeur Dykvelt, après  
d'inutiles remontrances dans l'affaire des tests,  
dans celle des universités de Cambridge et d'Ox-  
ford, et au sujet de la publication des deux ordon-  
nances, commençait à menacer de l'opinion publi-  
que, de la résistance de tous les Anglais, si l'on ne

1687 s'arrêtait, et faisait sentir que cette résistance pour-  
rait trouver au dehors un appui élevé. Les catholi-  
1688. ques jugeaient mieux encore des intentions du prince d'Orange par les leurs que par les paroles et la conduite de son ambassadeur. Il fallait le prévenir, pour n'être pas surpris par lui. Ils renvoyèrent Dykvelt, et se réjouirent de son départ comme d'un commencement de succès. Louis XIV, qu'on est toujours porté à considérer comme mieux informé que Barillon des intentions des catholiques exaltés, écrivait à cet ambassadeur de ne rien faire pour empêcher la rupture entre le roi et son gendre, *parce qu'au lieu d'avoir aucune suite fâcheuse, elle faciliterait l'exécution des desseins de sa majesté britannique.*

Pour aider Jacques dans ces nouveaux desseins, les catholiques lui avaient fait agréer comme directeur, le jésuite Warner, fort habile sur les cas de conscience, homme énergique d'ailleurs, enfin l'ami particulier du père Piter. Jacques ne fit plus rien qu'à l'instigation de l'un et de l'autre, et bientôt on s'en aperçut. Le père Piter fut fait membre du conseil d'état. Le parlement fut dissous; on continua cependant à travailler au rapprochement des non-conformistes et des catholiques, et à préparer, par leur concours, les élections d'un futur parlement. Le nonce d'Adda fut reçu publiquement à Windsor: son cortège, composé de prêtres romains et de religieux étrangers, traversa fastueusement les rues de Londres. On distribua des commissions d'officiers pour des troupes de nouvelle levée; on fit

dans quelques places fortes de grands travaux, et des armements dans tous les ports. A ces préparatifs, faits avec activité et intelligence, se joignirent quelques maladroites vanteries; et l'ensemble des faits et des discours montra, dans le parti catholique, un redoublement d'ardeur, probablement dû à quelque détermination audacieuse. Alors en effet, comme on l'apprit par l'événement, car les délibérations furent enveloppées du même secret qui avait couvert la conjuration des poudres et l'assassinat du juge Godefrey, les catholiques exaltés étaient déterminés à opposer au prince d'Orange non plus un acte de parlement, mais un prince de Galles. C'était sans doute en connaissance de cette résolution extrême que le marquis d'Albeville osait dire en Hollande aux officiers du prince : « Cette église anglicane dont vous parlez tant ne sera plus avant deux ans qu'un corps sans vie. »

Comme si l'espoir d'obtenir pour la reine, par la prière et par les secours de la médecine, un retour de fécondité fût tout à coup venu aux catholiques exaltés, on entendit parler, dans le mois d'août, de présents envoyés à Notre-Dame de Lorette, pour l'heureux succès d'un voyage que la reine allait incessamment faire aux eaux de Bath. Le roi devait lui-même la conduire. On faisait, sur la vertu de ces eaux, les contes les plus extraordinaires; leur inmanquable effet serait, disait-on, de régulariser, chez la reine, les accidents naturels à son sexe. Le roi et la reine devaient en chemin faire leurs dévotions à la chapelle de Sainte-Hunifrède, très-célèbre

1687  
à  
1688.



1687 dans le pays de Galles par des guérisons du genre  
à de celle qu'allait solliciter la reine ; et le pèlerinage  
1688. et les eaux faisaient compter déjà sur une prochaine  
grossesse. Le roi partit le 1<sup>er</sup> septembre, et se rendit  
d'abord à Portsmouth. Depuis peu il faisait faire  
de grands travaux de fortification dans cette ville,  
non du côté de la mer, malgré l'importance du port,  
mais du côté de la terre, ce qui indiquait assez  
une préoccupation déjà maîtresse de son esprit :  
savoir, qu'il aurait un jour à se défendre contre ses  
sujets.

De Portsmouth jusqu'à Saint-Hunifrède, le roi  
voyagea lentement ; il traversait le pays qui avait  
servi de théâtre à l'insurrection du duc de Monmouth,  
et à la campagne de Jeffryes, où par conséquent  
les ennemis religieux et politiques de la faction  
régnante avaient le plus souffert de la tyrannie.  
Les autorités s'étaient efforcées de lui préparer  
partout une réception brillante. Les harangues et  
les compliments officiels roulèrent, comme c'est  
l'usage, sur l'allégresse publique, le dévouement  
des sujets et les bienfaits de l'administration. Si  
quelque chose fut plus étonnant que l'impudeur  
avec laquelle ces flatteries furent données pour  
l'expression des sentiments publics, ce fut la con-  
fiance satisfaction avec laquelle Jacques les accueillit.  
Dans la plupart de ses réponses, il traitait de  
l'abolition des tests, et toujours sous le point de  
vue de la tolérance. Il pratiquait ce nouveau prin-  
cipe en se montrant bien disposé pour tout le monde ;  
il adressait des paroles bienveillantes à ses amis

comme à ses ennemis, à ceux même qui lui étaient désignés comme ayant pris parti pour le duc de Monmouth. La noblesse et la riche bourgeoisie se montraient généralement réservées : il était évident pour elles que par cette conduite, si peu en rapport avec ses habitudes orgueilleuses, le roi ne se proposait que de quêter des voix pour un prochain parlement. Dans le bas peuple et chez les sectaires zélés, des instincts et des intérêts différents de ceux qui animaient les défiances des nobles et des riches ouvraient les cœurs aux promesses de liberté religieuse qu'un roi venait faire en personne, et Jacques déclamant contre les tyrannies de l'église anglicane, était parfois applaudi. Des députations obscures vinrent lui déclarer leur adhésion à la suppression des tests, et furent accueillies avec distinction. La cour se montra fière de l'adresse des cuisiniers d'une petite ville, qui disait qu'on ne pouvait pas plus forcer les consciences en religion que les *goûts* en cuisine. Les cuisiniers avaient raison, et la sympathie grossière des gens pauvres pour les nouveaux principes de la cour était touchante; mais la population riche, et en qui résidaient les grands intérêts nationaux, fit prévaloir ses trop justes défiances, et regarda comme tombé dans le dernier degré d'avilissement un pouvoir qui cherchait des alliés dans cette classe où les millénaires et les niveleurs avaient jadis recruté leurs disciples.

A Chester, lord Tyrconnel vint prendre les ordres du roi au sujet de l'Irlande : c'était pour ce pays un tout autre système que pour l'Angleterre. Les

1687 affaires des catholiques y étaient si avancées, qu'il  
à  
1688. était maintenant question de détruire ce qu'on appelait l'établissement de Cromwell, c'est-à-dire la propriété, fondée sur la grande colonisation protestante qui avait pacifié le pays en 1652, et l'avait tenu en bride pendant tout le règne de Charles II. Le roi croyait que cinq années au moins étaient nécessaires pour achever cette révolution. Lord Tyrconnel voulait qu'avant un an elle fût accomplie ; que l'Irlande, complètement séparée de l'Angleterre par la religion, fût mise sous la protection du roi de France, pour qu'elle offrît, à tout événement, aux catholiques d'Angleterre, un asile entièrement purgé de la présence des protestants : ses plans furent approuvés.

En passant par Oxford, le roi reçut l'hommage des divers collèges de l'université. Les membres du collège de la Madelaine, constitués déjà depuis près d'un an en état de résistance ouverte, se présentèrent comme les autres. Le roi s'emporta contre eux, leur dit qu'il comptait sur sa présence pour en finir, et qu'ils eussent à procéder immédiatement à l'élection du sujet qu'il leur avait désigné. Une nouvelle mise aux voix eut le même résultat que toutes celles qui avaient précédé. Jacques, continuant sa route sur Bath, livra à la Cour des Délégués les membres du collège, qui bientôt furent remplacés par des jésuites. Il était revenu le 16 octobre à Windsor avec la reine. On commença presque aussitôt à parler de l'heureux effet des bains sur la santé de celle-ci. Dès les premiers jours de novembre, les catho-

liques exaltés firent courir le bruit qu'elle était <sup>1687</sup>  
enceinte. A la fin de ce mois , la nouvelle, plusieurs <sup>à</sup>  
fois démentie , fut donuée pour certaine. L'impac- <sup>1688.</sup>  
tience des catholiques , doublant les jours , faisait  
déjà remonter à trois mois , au milieu de décembre,  
l'époque de la conception supposée. Toutefois le  
16 octobre fut , après maintes tergiversations , le  
jour adopté par la reine , et sur lequel se continuè-  
rent long-temps les calculs officiels. Les nouvelles  
répandues par la cour sur l'état de la reine étaient  
de plus en plus favorables ; des prières publiques  
se faisaient dans les églises catholiques et protes-  
tantes pour remercier le ciel. Cependant tout se  
passait mystérieusement autour de la reine , et fai-  
sait soupçonner une imposture , qu'une multitude  
d'écrivains secrets s'efforçaient de démontrer. On réim-  
prima une relation de la grossesse supposée autre-  
fois par la reine catholique Marie pour exclusion du  
trône Élisabeth , et par cette simple épigraphe ,  
*idem iterum* , on sut ramener les esprits le moins  
prévenus sur la tentative toute semblable conseillée  
aux catholiques par le retour des mêmes dangers.  
Les indices sur cette nouvelle fraude ne manquaient  
pas. La reine , par nécessité ou par imprévoyance ,  
les fournissait elle-même. Toutes les personnes  
employées auprès d'elle étaient papistes. On n'était  
plus admis à sa toilette comme par le passé. La  
princesse de Danemark , et les dames protestantes  
de haut rang , dont le témoignage eût fait taire  
dans le public tous les soupçons , cherchaient inu-  
tilement , dans l'intérêt de la reine elle-même , et

1687 plus encore dans l'intérêt de l'enfant qu'elle préten-  
à dait porter, à obtenir certaines preuves, faciles à  
1688. donner à des femmes. La reine paraissait mépriser  
les accusations, et continuait à s'entourer du secret  
le plus impénétrable.

Cependant, sur la foi de la grossesse, ou des  
mesures prises pour assurer le succès de la fraude,  
les plus grands efforts étaient faits par les catho-  
liques exaltés pour que la convocation d'un parle-  
ment anti-anglican pût coïncider avec la naissance  
d'un prince de Galles. Ils espéraient que cet événe-  
ment frapperait d'impuissance leurs ennemis, que  
la nation l'accepterait comme un gage d'avenir pour  
la famille régnante, aimant mieux passer pour dupe  
que d'être ruinée par une guerre civile, et que ce  
parti pris, elle ferait, contre l'église anglicane, ce  
qu'elle avait fait à la restauration et après la rupture  
d'Oxford contre les républicains. Les félicitations  
que Jacques avait reçues des autorités pendant son  
voyage, lui avaient donné à croire qu'il les trouve-  
rait disposés à concourir au renversement légal de  
l'église anglicane. Il envoya aux gouverneurs des  
comtés, après avoir exigé d'eux par écrit un ser-  
ment particulier d'obéissance, des instructions d'une  
nature si étrange, qu'il fallait refuser nettement de  
les suivre, ou feindre de ne les pas comprendre.  
Beaucoup prirent ce dernier parti. Il s'agissait de  
former, dans chaque comté, une commission de  
trois personnes nobles qui prissent l'engagement de  
se dévouer entièrement aux volontés du roi. Ces  
trois commissaires devaient être chargés de prépa-

rer les élections, en visitant tous ceux qui étaient connus pour avoir quelque crédit, et leur faisant connaître ce que le roi désirait d'eux. Dans beaucoup de comtés, les gouverneurs demandèrent des explications, alléguèrent des difficultés, et, en gagnant du temps, parvinrent à se soustraire à la responsabilité de la mesure corruptrice qui leur était recommandée; d'autres exécutèrent les ordres de la cour, et firent faire les tournées électorales. Les commissaires choisis par eux allaient de ville en ville, disant aux habitants riches : Si vous êtes choisi pour être membre du parlement, voulez-vous consentir à faire abolir le test et les lois pénales? — Voulez-vous donner votre suffrage à telle personne, que Sa Majesté désignera? — Voulez-vous vivre en repos et en paix avec vos voisins, de quelque religion qu'ils soient, tant dans le royaume que dehors?

Aux deux premières questions, la réponse fut presque partout un refus net. A la dernière, que son ambiguité ne permettait pas d'aussi bien saisir, on répondit d'une manière vague, mais dans des termes qui parurent avoir été concertés, « qu'on » vivrait en paix avec tout le monde autant que le » permettraient les intérêts de Sa Majesté et du » gouvernement établi par les lois. » On avait cru entendre que la cour parlait des catholiques d'Irlande et de ceux de France, ligés aujourd'hui d'une manière si évidente contre le protestantisme; et l'on voulait faire sentir qu'on n'aurait point scrupule de se défendre contre eux en formant une ligue protestante.

1687 La cour, se voyant battue dans l'appel fait en  
1688. détail à l'opinion publique, ajourna encore la  
convocation d'un parlement. Il était évident pour  
elle, après un tel essai de son influence, que les  
non-conformistes ne seraient élus qu'en petit nom-  
bre. Ceux-ci, d'ailleurs fort empressés à jouir de  
la liberté qu'on leur avait accordée, ne se mon-  
traient nullement persuadés que cette liberté dût  
trouver sa sauve-garde dans la possession ou la nais-  
sance véritable d'un successeur papiste. On revint  
1688. donc au moyen déjà employé l'année dernière. Au  
commencement de mai, une seconde proclamation  
pour la liberté de conscience fut publiée. Dans un  
préambule, le roi se disait encouragé à renouveler  
sa première ordonnance par le grand nombre d'a-  
dresses de remerciement et d'assurances verbales  
qu'il avait recueillies pendant son voyage. Les heu-  
reux effets de cette ordonnance avaient déjà été  
suffisamment appréciés, suivant lui, par tous les  
hommes sages; on avait joui de la paix la plus pro-  
fonde. Si quelques changements, ajoutait-il, avaient  
été faits dans les employés civils et militaires, c'est  
que le bien du service avait exigé qu'on renvoyât  
les hommes opiniâtement attachés au maintien des  
tests, l'abolition de ces sortes d'engagements ayant  
été reconnue nécessaire au repos et à la prospérité  
du pays. Le roi terminait par l'assurance formelle  
qu'un parlement serait convoqué au plus tard dans  
le mois de novembre.

L'année dernière, les catholiques s'étaient bor-  
nés à répandre, par la presse officielle, l'ordon-

nance qui abolissait les tests. Ils voulurent cette fois 1688.  
une publicité plus offensante pour leurs ennemis ,  
et obtinrent du conseil un ordre qui prescrivait aux  
évêques anglicans de faire lire l'ordonnance deux  
fois dans toutes les églises de leurs diocèses. La  
première lecture devait avoir lieu le 20 de mai dans  
les églises de la cité et dans toutes celles à la dis-  
tance de dix milles. C'était ainsi que la fameuse pro-  
clamation d'Oxford avait été portée à la connaissance  
de tous les Anglais en 1681. On se souvenait avec  
quel empressement les évêques avaient rendu ce  
service à la cour , avec quel zèle ensuite ils avaient  
soutenu et fait prêcher la doctrine de l'obéissance  
passive. Les catholiques croyaient qu'en vertu de  
cette doctrine les évêques se trouveraient dans  
l'obligation de servir ici contre eux-mêmes , et sui-  
vant le mot énergique du père Piter qu'ils seraient  
forcés de *manger leurs propres ordures*. Mais il n'en  
fut pas ainsi , parce que les partis ne se croient ja-  
mais liés par les obligations qu'ils imposent aux  
autres. Les anglicans , naguère absolutistes contre  
les presbytériens , étaient redevenus indépendants  
vis-à-vis des catholiques. Les évêques , avant le  
jour fixé pour la première lecture de l'ordonnance ,  
s'assemblèrent à Londres chez l'archevêque de Can-  
torbéry. La série des raisonnements par laquelle ils  
repassèrent de leurs principes de soumission aveu-  
gle à la doctrine des résistances , était un de ces jeux  
d'esprit au moyen desquels on veut , tout en se con-  
tradisant , prouver qu'on n'a pas cessé d'être con-  
séquent. « Il est , dirent-ils , illégal de dispenser



1688. » des lois dans des *circonstances contraires au but de*  
» *ces mêmes lois*. — Le roi n'a pas le pouvoir de faire  
» un acte illégal. — D'autre part, il est considéré  
» par les lois comme ne pouvant mal faire. — Donc  
» la déclaration actuelle sur la liberté de conscience  
» ne peut être regardée comme émanée du roi,  
» puisqu'elle est illégale. — Conséquemment, et  
» sans manquer à l'obéissance, les évêques peuvent  
» ne point obéir à l'ordre de publier la déclaration. »

Sur ces bases, une requête au roi fut rédigée et signée par les évêques de Saint-Asaph, d'Ély, de Chester, de Bath et Wells, de Bristol, de Péterborough, et par l'archevêque de Cantorbéry. Ils la présentèrent la veille du jour où la première lecture devait être faite dans les églises de Londres. Ils s'efforçaient de démontrer que ce n'était pas par esprit d'insubordination qu'ils venaient témoigner de leur répugnance à lire la déclaration; que ce n'était pas non plus par haine pour les non-conformistes, car le temps leur paraissait venu d'user, envers ces derniers, de tempéraments convenables; mais le parlement seul pouvait réformer les lois qui les concernaient, et ce qui les obligeait à supplier Sa Majesté de ne pas insister sur la lecture de sa déclaration, c'est que cette déclaration était foudée sur un *pouvoir de dispenser* que le parlement avait toujours considéré comme illégal: or, l'Église ne pouvait consentir à donner une publicité solennelle à ce que le parlement n'approuvait point. La forme de la requête était respectueuse, les expressions de dévouement et de loyauté y étaient prodiguées; cependant

le refus d'obéissance était positif. La protestation 1688 contre le pouvoir absolu , bien que fondée sur une distinction subtile, était , dans la situation des choses , un acte de haute importance publique ; à défaut de parlement , c'était l'Église qui servait d'organe à l'opinion. Dans l'affaire du docteur Sharp , un premier exemple de résistance avait été donné par l'évêque de Londres ; son procès avait intéressé la nation entière ; mais ici la résistance était collective, elle n'avait rien d'alarmant pour les non-conformistes : la requête prenant aussi leur situation à cœur, les détachait en partie de la cour. Une affaire générale entre toutes les forces de la contre-révolution et l'esprit public dans tous ses modes de manifestation possibles devait donc suivre la protestation des évêques, si la cour entreprenait de les forcer d'obéir.

Jacques hésita entre les deux partis qui lui furent présentés , ou bien retirer la déclaration , ou punir la requête des évêques. Il se rangea enfin de l'avis du chancelier Jeffryes , homme de ressource quand il fallait trouver, pour la violence, des prétextes légaux. Jeffryes prétendit que la manière dont les évêques avaient dressé leur pétition était *tumultueuse*, et conséquemment susceptible d'être poursuivie par les lois ; sur quoi les évêques furent sommés de comparaître devant le conseil. Cela n'intimida pas les membres du clergé inférieur : dans la plupart des églises, ils s'abstinrent de lire la déclaration; il y en eut un qui monta en chaire l'ordonnance à la main , et dit aux assistants qu'il se voyait forcé de la lire tout haut , mais qu'il ne savait pas de loi qui

1688. les obligeât à l'écouter ; l'église fut aussitôt vide. Les fidèles prenaient d'eux-mêmes le parti de sortir dans le petit nombre de lieux où la cour était obéie. Quinze jours s'écoulèrent entre la séance du conseil où la mise en prévention des évêques avait été résolue , et celle où ils durent comparaître. La plus grande agitation régna dans Londres pendant tout ce temps. Les troupes employées pour maintenir l'ordre se montrèrent elles-mêmes mal disposées. Le roi reconnut trop tard qu'il avait pris , en persistant dans sa déclaration et faisant poursuivre ceux qui protestaient contre elle , une résolution dangereuse , surtout bien intempestive , car on était déjà dans le huitième mois de la prétendue grossesse de la reine , et ce n'était pas trop de toute l'adresse et de toutes les forces du parti catholique pour faire réussir cette fraude. La sécurité publique était la principale de toutes les conditions de succès ; on venait de la troubler par une entreprise qui rendait toutes espèces d'accusations plus croyables.

D'après les bruits alors accrédités , et qu'on peut considérer aujourd'hui comme étant la vérité sur l'affaire de la succession , jusqu'au commencement d'avril on n'avait pu savoir , d'une manière certaine , si la grossesse de la reine était simulée , ou si réellement le pèlerinage et les eaux de Bath lui avaient réussi au point de la disposer à redevenir mère après sept années de stérilité. Mais le 9 d'avril , la reine eut un accident dont les circonstances ne purent être entièrement cachées , et à la suite duquel la grossesse ne put définitivement passer que pour

supposée; car si jusque-là elle avait été réelle , 1688.  
l'accident n'était autre chose qu'une fausse couche,  
et si depuis le commencement elle avait été feinte ,  
le même accident était de nature à rendre impossible  
la continuation de la fraude. La reine continua  
cependant à se montrer avec l'apparence d'une gros-  
sesse dont les progrès étaient imparfaitement imités  
sur sa taille par l'ampleur croissante de ses vête-  
ments , et l'art des personnes qui l'habillaient. Ce  
manège dura pendant les mois d'avril et de mai ,  
sixième et septième mois , sans que de nouveaux  
accidents vinssent le trahir ; mais l'incrédulité pu-  
blique trouva dans le mystère qui présidait au lever  
et au coucher de la reine un argument de tous les  
jours , et qui prouvait plus à mesure qu'on appro-  
chait du terme. La malice avait eu quelque part à  
la vogue des premiers soupçons ; mais les mêmes  
bruits , confirmés parce qu'on ne les démentait pas ,  
excitaient maintenant l'indignation. On voyait déjà  
l'audace poussée jusqu'au bout , et bientôt un faux  
prince de Galles , un enfant qui détruirait la reli-  
gion protestante , imposé à l'Angleterre.

La mise en accusation des évêques signataires de  
la requête , arrivant précisément dans le temps où  
la crainte que les papistes ne parvinssent à faire  
accepter leur prince de Galles , s'emparait des es-  
prits , enhardit prodigieusement cette crainte. La  
nation , qui s'était résignée au règne de Jacques  
comme à une sorte de tempête politique au-delà de  
laquelle elle apercevait un repos assuré , reparut  
pour défendre sa dernière espérance, ce qu'elle

1688. s'était montrée au temps de la conspiration papiste.

Avant le jour où les évêques devaient comparaître devant le conseil, une multitude de personnes de toute condition allèrent les visiter chez eux ; les avenues de leurs maisons étaient encombrées par la foule des gens qui attendaient le moment de se présenter. Lorsqu'ils allèrent au conseil, tous les travaux furent suspendus ; c'était l'affaire de chacun. L'immense population de Londres, sortie des maisons, se tint dans les rues voisines du palais, attendant la décision du conseil. On apprit, au bout de quelques heures, que les évêques allaient être conduits à la Tour par la Tamise. On se précipita vers les quais pour se trouver sur leur passage ; la fermentation était au comble ; les cris les plus menaçants étaient proférés : mais quand cette multitude exaspérée vit paraître les évêques, et que ceux-ci, étendant la main pour demander la paix, lui donnèrent la bénédiction, elle s'agenouilla, se recueillit, puis se dispersa consternée et silencieuse.

Pendant que la ville de Londres était ainsi agitée, c'est-à-dire dans les premiers jours de juin, la cour se préparait à faire accoucher la reine. D'après le calcul admis jusqu'ici, et qui faisait partir du 16 octobre la période nécessaire de neuf mois, la reine se trouvait alors dans le courant du huitième. Elle avait annoncé qu'elle quitterait Whitehall au milieu de juin pour aller passer à Windsor le mois qui la séparait encore de son terme. Mais cet avis n'avait été donné que pour mettre en défaut les per-

sonnes que leur rang appelait à assister à l'accouchement, et qui se promettaient de démasquer la fraude. On était sûr ainsi qu'elles resteraient jusque vers le milieu du mois de juillet au fond de leurs châteaux, et pour plus de sûreté on disait tantôt que ce serait à Windsor qu'irait la reine, tantôt que ce serait à Richemond, ou dans quelque autre résidence royale. Dès le mois de mai, on avait fait ordonner à la princesse de Danemarck les eaux de Bath; on espérait que, trompée comme tout le monde, elle y resterait jusque vers le terme présumé de la reine. Quant à l'archevêque de Cantorbéry, autre témoin aussi intéressé à surveiller que difficile à tromper, il était à la Tour (1). La reine était donc à peu près assurée d'accoucher quand elle voudrait, et en présence de témoins choisis, lorsque tout-à-coup la combinaison fut dérangée par la nouvelle du prochain retour de la princesse de Danemarck. Elle ne se trouvait pas bien des eaux de Bath, et se disposait à venir rejoindre la reine. 1998.

(1) On a cru devoir préférer cette explication de l'absence de la princesse de Danemarck et de l'archevêque de Cantorbéry, à celle que fournissent les Mémoires de Jacques II. Suivant lui, la princesse serait allée à Bath tout exprès pour ne pas voir si la reine accouchait ou n'accouchait pas, et par là donner lieu méchamment aux soupçons qui devaient résulter de son absence. L'archevêque, par un motif semblable, se serait exposé à être nuis à la Tour. C'est par des allégations de cette force que le disciple de jésuites Warner et Piter prétend renvoyer l'imposture à ses adversaires.

1688. On chargea vite le premier plan : la reine déclara , en citant les dates des visites que le roi lui avait faites avant le voyage de Bath , qu'elle se croyait d'au moins vingt jours plus avancée qu'elle ne l'avait pensé jusque-là , qu'elle ne pouvait aller à Windsor , et voulait se rendre aussitôt à Saint-James , où elle ferait ses couches. On lui représenta que rien n'était préparé dans ce palais pour la recevoir ; elle répondit , comme si déjà les douleurs l'eussent avertie de sa prochaine délivrance , qu'elle voulait immédiatement partir. On disposa tout à la hâte à Saint-James , et le lendemain même de son arrivée , 10 juin , avant qu'on fût prévenu de son brusque déplacement , et à l'heure où les dames protestantes de la cour étaient à l'église , car c'était la fête de la Trinité , elle fit avertir le roi qu'elle était en travail. En comptant du 16 octobre , comme elle avait fait jusqu'ici , il y avait huit mois moins six jours qu'elle était enceinte.

Il n'y avait auprès d'elle que deux femmes de chambre , une sous-femme de chambre , et la sage-femme. La comtesse de Sunderland , épouse du premier ministre , et lady Bellasis , dame catholique , arrivèrent ensuite. Le roi vint enfin lui-même , amenant avec lui une vingtaine de grands personnages , membres de la chambre haute et du conseil privé. L'ambassadeur de Hollande n'avait pas été prévenu. Le roi et sa suite se tinrent rangés du côté de la chambre opposé au lit de la reine. Le lit était situé dans une alcove et caché aux regards par d'épais rideaux , fermés avec le plus grand soin. Les dames étaient dans l'alcove , qui communiquait

avec d'autres appartements par une porte de fond. 1688. La reine cria. Les femmes dirent qu'elle était délivrée; une d'elles sortit de l'alcove, portant un paquet dans lequel l'enfant était censé enveloppé; mais l'on ne le vit ni ne l'entendit. La comtesse de Sunderland fit au roi un signe convenu, sur quoi il annonça haut à ceux qui l'entouraient, qu'un prince de Galles était né, mais sans montrer autre chose qu'une expression de joie évidemment troublée par beaucoup d'inquiétude. Les prétendus témoins de l'accouchement sortirent sans avoir rien vu, et la nouvelle fut aussitôt rendue publique. A la suite de cette scène, qu'elle avait jouée avec autant de présence d'esprit que d'énergie, la reine n'essaya pas de prouver qu'elle était réellement accouchée. La princesse de Danemark revint trois jours après, et ne fut pas admise au secret du lit, qui demeura toujours entre la comtesse de Sunderland, lady Bellasis et les femmes de chambre papistes. Le médecin Chamberlain, qui accouchait ordinairement la reine, ne fut appelé ni avant ni après l'opération. Il crut d'abord qu'on s'était servi d'un autre, mais, si cela était, on ne connut jamais le médecin de qui la reine avait dû recevoir les secours indispensables dans l'état d'une femme accouchée. Il n'y avait point ici négligence, mais choix entre deux inconvéniens, celui de se passer de quelques-unes des circonstances qui devaient constituer extérieurement la réalité, et celui de mettre trop de gens dans un secret de cette importance.

Quant à l'enfant, les médecins qui le virent dans



1633. les premiers jours lui trouvèrent une apparence de force bien extraordinaire dans un enfant venu avant terme et d'une femme dont la santé était si faible. Cependant cet enfant ne vécut pas. Une seconde supposition eut lieu, et celle-ci, improvisée en quelque sorte avec tant de hâte, qu'on ne put prendre les précautions convenables. Les médecins appelés pour consulter avaient vu d'abord un enfant qui paraissait n'avoir plus à vivre que peu d'instant; ils se regardèrent étonnés en le retrouvant, après s'être absentés une demi-heure, frais et sans aucune trace de souffrance. Il fallut, tant la substitution était manifeste, leur donner cette explication grossière, qu'il y avait en effet du miracle dans une guérison si subite. Ils se retirèrent, n'osant parler, et les deux suppositions se confondirent, pour ce temps, en une seule dans l'opinion publique. Des fêtes commandées par la cour célébrèrent la naissance du prétendu prince de Galles. La population de Londres ne s'y mêla point; elle n'essaya pas non plus de les troubler, mais réserva toutes ses manifestations de mécontentement ou de joie pour l'affaire des évêques, qui se continuait alors, envisagée par le père Piter et les autres exaltés comme une diversion utile.

Six jours après la naissance du prince de Galles, les évêques furent conduits de la Tour à la barre du banc du roi. Pendant cette translation, la ville de Londres fut en mouvement; les évêques traversèrent un immense concours de peuple, tour à tour à genoux et recueilli pour recevoir leur bénédic-

tion, ou debout et faisant retentir l'air d'acclama- 1688.  
tions. Les évêques étaient suivis par un nombreux  
cortège de gens riches et distingués. Les femmes  
du plus haut rang avaient occupé d'avance la salle  
de Westminster, et quand les évêques s'y furent assis  
au banc des accusés, grand nombre de pairs se pla-  
cèrent derrière eux pour marquer publiquement  
que cette cause était la leur. Jamais, depuis le sou-  
lèvement général des Anglais contre le ministère de  
Laud et Strafford, on n'avait vu la société tout en-  
tière ainsi remuée et se prononçant avec cet en-  
semble. Aussi l'ambassadeur de France, Barillon,  
écrivait-il déjà : « Il semble qu'il y ait, à propos de  
» ce procès, comme une épreuve des forces des deux  
» partis, et que celui du peuple soit entièrement  
» supérieur à celui de la royauté. » Les avocats des  
évêques demandèrent à prouver que l'arrestation  
avait été illégale. Les juges ne leur permirent point  
de plaider cette question, mais consentirent à ce  
que les évêques fussent mis en liberté, en s'enga-  
geant, sur caution, à reparaitre dans quinze jours.  
L'élargissement provisoire des évêques fut reçu par  
la multitude qui assiégeait les avenues de West-  
minster comme un présage de succès. Les évêques  
furent reconduits chez eux au milieu des transports  
de la joie publique.

La nuit, des feux furent allumés dans Londres ;  
l'allégresse fut même un peu tumultueuse. L'auto-  
rité avait fait défense de sortir et de se rassembler  
dans les rues à une certaine heure ; mais après sept  
années d'une timide obéissance aux moindres ordres

1688. de ce genre , chacun éprouvait le besoin de sortir de chez lui , d'aller se réchauffer à l'ardeur générale , de se rapprocher de ceux dont il avait évité la rencontre dans les jours de terreur. La patience avait eu longtemps des arrière-pensées , qu'il fallait qu'on se communiquât. Après avoir été divisés d'une manière si funeste , tous les ennemis du papisme et du pouvoir absolu se retrouvaient d'accord sans s'être expliqués. Pendant les quinze jours donnés aux évêques pour préparer leur défense , la noblesse , la bourgeoisie , le peuple , saisirent toutes les occasions de manifester l'intérêt que cette cause leur inspirait. La cour voulut , pendant le même temps , renouveler les fêtes au sujet de la naissance du prince de Galles. Un jour un feu d'artifice dut être tiré près de Whitehall : le peuple imagina que les papistes voulaient encore mettre le feu à Londres , et se dirigea vers Whitehall en répandant ce bruit sinistre ; mais , le soir , un orage étant venu détruire l'ouvrage des artificiers , il n'y eut sorte de raillerie que le peuple , en se dispersant , ne fit sur ce petit mécompte de la cour ; quelques-uns même voyaient là un jugement de Dieu , qui s'était senti bravé par les réjouissances de l'*imposture* , car c'était ainsi que le peuple qualifiait la naissance du prince de Galles.

Le 8 juillet les évêques devaient pour la seconde fois comparaître. Ils traversèrent la ville au milieu de transports qui surpassaient encore ceux que la population de Londres avait fait éclater depuis le commencement de l'affaire. Un peu d'anxiété se mêlait

alors à l'impatience. La multitude, bien qu'exaltée 1688.  
par le sentiment qui résultait pour elle du spectacle  
de sa force, comprenait merveilleusement ce que la  
chose jugée pourrait ajouter ou ôter à cette force.  
Sur quatre juges qui composaient la cour, deux ap-  
prouvaient la requête des évêques. Le jury, quel-  
que soin qu'on eût pris de le bien composer, n'était  
pas à la dévotion des papistes. Les avocats de la cou-  
ronne, gens vendus, mais habiles, ne pouvaient  
compter, près du tribunal, sur plus de faveur que  
leurs adversaires. Aussi, quelque chose qu'ils fis-  
sent, en établissant l'accusation, pour empêcher que  
la défense mît en question le pouvoir dispensatif  
du roi, ce fut sur la constitutionnalité de ce pou-  
voir que le tribunal eut à prononcer. Les évêques  
étaient traduits devant lui comme coupables à la  
fois de désobéissance et de rébellion : de désobéissance, comme s'étant refusés à faire lire dans  
les églises la déclaration de tolérance ; de rébellion,  
comme ayant adressé au roi, fait imprimer et ré-  
pandre une requête dans laquelle, sous prétexte de  
motiver leur refus, ils attaquaient l'autorité du roi,  
et exaltaient au mépris de cette autorité. Les avo-  
cats des évêques, prenant inversement cette série  
d'accusations, soutinrent que, si le roi n'avait pas  
le pouvoir de dispenser des lois, les évêques avaient  
pu résister à un ordre émané de ce pouvoir ; qu'ils  
avaient pu supplier le roi de ne pas exiger d'eux ce  
qu'en conscience ils ne croyaient pas pouvoir accor-  
der ; qu'ils avaient enfin pu permettre que leur re-  
quête respectueuse et loyale, comme elle était, fût

1688. imprimée et répandue : or, le roi, avait-il en effet le pouvoir de dispenser des lois ? Ils demandaient qu'on leur permit de prouver le contraire.

La cour voulut bien les entendre sur cette question : dès lors leur cause fut gagnée. Il n'était pas possible de leur rien opposer sur les inconvénients d'un pouvoir qu'ils envisageaient, dans son action la plus générale, non pas seulement dans les affaires de religion, exercé au profit de telle ou telle secte, mais étendu à toutes les lois qui garantissaient les droits politiques, la vie, la liberté, les biens des sujets. Ces mots, qui n'ont de puissance que lorsque la liberté et la propriété sont en effet menacés, ne purent être prononcés ici sans exciter les applaudissements et les transports universels. Les avocats des évêques tirèrent un admirable parti de cette situation que le tribunal leur avait permis de prendre. Ce ne fut pas seulement une usurpation récente qu'ils combattirent, mais le système d'usurpations qui formait l'ensemble de la contre-révolution. Ils montrèrent fort bien que le pouvoir de dispenser des lois pénales n'était autre chose que le pouvoir absolu sous une appellation différente; le même pouvoir, que les parlements avaient combattu sous le dernier règne dans l'affaire de la déclaration d'indulgence, puis dans celle du ministre Danby; ce pouvoir enfin, dont la reconnaissance avait été enlevée par surprise dans l'affaire de sir Hales, et en vertu duquel les papistes avaient enfin été pourvus de tous les emplois. Les avocats de la couronne, obligés de répliquer dans ce système, c'est-à-dire

de prouver que le pouvoir de dispenser des lois était inhérent à la prérogative royale , indignèrent le public, et firent peu d'effet sur le tribunal. 1688.

Pendant dix heures que durèrent les débats , le peuple resta campé sur les places voisines de Westminster, recevant bruyamment toutes les impressions qui, du public admis dans la salle, pouvaient arriver jusqu'à lui ; injuriant ou applaudissant les témoins qui entraient et sortaient, suivant qu'ils étaient désignés comme favorables ou comme contraires aux accusés. La cour recevait aussi de fréquentes informations. Dans la soirée , le roi partit pour le camp de Hounslow-Heath ; il sentait le besoin de se trouver au milieu de ses troupes ; il passa la nuit sous la tente des généraux. La même nuit fut tout entière employée par les délibérations du jury. Ce ne fut que le 9 , de grand matin , que la décision fut connue. Il y avait un partage dans les voix ; mais les évêques étaient déclarés non coupables. Aussitôt le mot d'absolution prononcé , la foule, en se dispersant, porta de tous côtés la nouvelle. La joie était immodérée ; des feux s'allumèrent dans tous les quartiers de Londres ; l'effigie du pape fut brûlée au milieu des danses populaires. De Londres , la commotion passa rapidement jusqu'au camp de Hounslow-Heath, et les soldats firent comme le peuple. Jacques entendit leurs cris de sa tente, et fut ainsi prévenu , fort surpris en même temps , car il n'avait pas douté que les évêques ne fussent condamnés. Il abandonna le camp avec précipitation pour revenir à Londres. L'inquiétude et le ressen-

1688. timent le dévoraient. Quand il rentra dans la ville , elle était illuminée et retentissante d'allégresse : il dut se rappeler douloureusement le silence des fêtes ordonnées , quelques jours auparavant , pour la naissance du prince de Galles.

Les catholiques exaltés apprirent , par les circonstances et le résultat de l'affaire des évêques anglicans , qu'ils ne disposaient plus des tribunaux ; que le peuple avait cessé de les craindre ; que l'armée ne voulait plus les servir. Mais ayant réussi dans ce qu'ils avaient entrepris malgré les catholiques modérés , étant parvenus à exclure les protestants de la succession , ils crurent que le temps et les ménagements feraient le reste ; que la naissance d'un prince de Galles protégerait leur usurpation , qu'il ne fallait plus désormais travailler que pour l'affermir.

Ils regardaient la conquête du pays comme à peu près terminée , et pensaient qu'à l'ombre de cette royale naissance , contre laquelle il ne s'élevait jusqu'ici que d'obscurcs protestations , ils pourraient , sans nouvelles violences , en continuant à caresser les non-conformistes , en viciant et dénaturant les institutions qui n'étaient pas renversées , en promettant un parlement et différant sa convocation sous toutes sortes de prétextes , en épurant et augmentant l'armée , organiser et consolider lentement leur système. Ils avaient bien , du côté du prince d'Orange , quelque inquiétude ; ses félicitations au sujet de l'accouchement de la reine ne les aveuglaient pas au point de le leur montrer comme dupe

de la supercherie qui lui enlevait ses droits à la 1683. couronne; mais ils ne pensaient pas que du vivant du légitime souverain, son beau-père et leur maître, il osât rien entreprendre; et si Jacques vivait seulement dix années encore, ils se faisaient forts de mettre, avant ce temps, leur puissance à l'abri de toutes les attaques extérieures. Les catholiques se trompaient en calculant ainsi. La naissance d'un prince de Galles était loin de finir la querelle commencée au bill d'exclusion, et l'affaire des évêques commençait au contraire une nouvelle lutte. L'avantage que la nation venait de remporter était dû si évidemment pour elle à l'énergie dont elle s'était tout à coup armée, qu'il ne fallait pas s'attendre à la voir, après un si heureux essai de ses forces, se résigner à ce qu'on voudrait encore entreprendre contre elle par des déceptions usées. Elle était arrivée à ce terme où l'insurrection paraît légitime, parce qu'elle est possible; et l'on sait que les peuples ne reviennent point sur leurs pas quand la première impulsion leur est donnée par le sentiment de leurs forces.

Alors, comme en 1640, ce furent les hommes de haute noblesse qui se firent les chefs du peuple; mais non plus avec la généreuse inexpérience, qui, à cette époque, les avait emportés au-delà de leurs principes et de leurs vœux. Sachant ce qu'ils avaient à compromettre et à gagner à ce jeu d'une révolution devenue inévitable, ils sentirent qu'il leur convenait de la commencer, pour qu'elle ne se fit pas contre eux. Une simple révolution de palais pou-



1688. voit trancher brusquement la question entre les catholiques et la religion protestante, entre la royauté de droit divin et la royauté consentie. Ils se décidèrent à l'entreprendre : et , si ce fut dans leur intérêt particulier de classe , ce fut aussi dans le plus général des intérêts de l'Angleterre , celui qui avait armé la dictature de Cromwell , qui avait exigé la restauration et dressé l'échafaud de Russel et de Sidney, l'intérêt de l'ordre. L'ordre était compromis maintenant par les catholiques exaltés , parce qu'en fabriquant un prince de Galles ils avaient enlevé à la nation l'espoir qui faisait sa sécurité au milieu de ses libertés détruites. La nation , pour recouvrer les libertés indispensables à sa prospérité et à l'état de ses lumières, ne se serait point ébranlée sans que de longs troubles suivissent , sans que sa distribution en classes et en sectes religieuses recommençât à distinguer des partis religieux et politiques ennemis l'un de l'autre ; elle n'eût pas touché au gouvernement sans se reporter ensuite sur l'état vicieux de la société. L'aristocratie protestante sut préserver les abus qui l'intéressaient , en considérant la liberté anglaise , non pas seulement comme le bien du peuple , mais comme le patrimoine du légitime successeur de Jacques. Elle appela le prince d'Orange pour qu'il vint reconquérir sur les papistes la couronne , qu'un faux prince de Galles lui enlevait , et les libertés nationales , qui devaient être l'apanage de cette couronne.

## CHAPITRE V.

### RÉVOLUTION DE 1688.

Députation des seigneurs d'Angleterre au prince. — Promesses du prince. — Ses instructions au sujet des dissidents protestants. — Rapprochement définitif entre les protestants de toute secte. — Dispositions de la flotte et de l'armée favorables au prince. — Requête des seigneurs anglais. — État des affaires d'Europe, en 1688. — Comment elles empêchent Louis XIV de secourir Jacques II. — Armement du prince. — Discussions entre les réfugiés au sujet du manifeste du prince. — Départ de l'expédition. — Apathie de Jacques et des jésuites. — La flotte de Guillaume ramenée par la tempête. — Réveil des jésuites à cette nouvelle. — Second départ de Guillaume. — Son débarquement. — Fuite de Jacques. — Rôle de la noblesse et de la bourgeoisie dans la révolution. — Espérances du peuple trompées. — Établissement de la royauté consentie.

Dès l'année 1686, lord Mordaunt, qu'on avait 1088. remarqué dans le parlement de 1685 par l'énergie de son opposition, s'était rendu en Hollande, afin de déterminer le prince d'Orange à prendre une part active dans les affaires d'Angleterre. Comme en ce temps la nation n'était pas encore assez prononcée dans ses dispositions, et que d'ailleurs lord Mor-

1688. daunt inspirait moins de confiance comme homme de jugement et de secret que comme chaud patriote et bon protestant, le prince d'Orange n'avait pas cru devoir partager son avis sur l'opportunité et la facilité d'une descente en Angleterre, il lui avait dit seulement, en termes généraux, qu'il aurait l'œil sur les affaires d'Angleterre, et conduirait celles de Hollande de façon à ce qu'elles le laissassent libre d'agir quand il le jugerait à propos ; que si le roi portait atteinte aux droits de la princesse sa fille, changeait la religion établie, et cherchait à perdre, par des complots imaginaires, les hommes éminents qui la défendaient, il ferait, pour le salut de si chers intérêts, tout ce qui serait en lui.

Suivant cette promesse, rapportée en Angleterre par lord Mordaunt, le prince d'Orange s'était appliqué, dans les relations politiques entre l'Angleterre et la Hollande, à si bien mêler à ses griefs personnels contre Jacques II les mécontentements causés au gouvernement de Hollande par la politique tracassière des ministres de Jacques, que son pays put trouver un intérêt direct à le seconder dans ce qu'il pourrait entreprendre un jour pour soutenir les droits de sa femme à la couronne d'Angleterre. Il était parvenu aussi, à l'occasion de la révocation de l'édit de Nantes, à alarmer si vivement tous les états protestants de l'Europe, et à faire regarder comme si probable une nouvelle guerre générale contre Louis XIV, guerre dans laquelle il jouerait encore le rôle de chef de la ligue anti-française,

qu'il était à peu près maître de leveret de faire mou- 1688.  
voir des troupes sans qu'on pût déterminer contre  
qui il les voulait employer. La correspondance du  
docteur Burnet , les allées et venues de beaucoup  
protestants anglais , les notes recueillies par l'ambas-  
sadeur Dykvelt pendant sa mission , avaient dirigé  
le prince dans un ensemble de préparatifs diploma-  
tiques et militaires dont lui seul avait le secret.  
Enfin une question fort délicate entre lui et son  
épouse avait été éclaircie par l'entremise du doc-  
teur Burnet. Le prince n'était appelé , en vertu  
des lois anglaises , qu'à une royauté titulaire , sub-  
ordonnée pour la durée à la vie de son épouse ,  
ce qui convenait peu à un homme de son caractère.  
La princesse , sollicitée par le docteur Burnet de  
s'expliquer sur le parti qu'elle prendrait à l'égard  
de son mari , si jamais elle parvenait à la couronne  
d'Angleterre , avait pris l'engagement de lui remet-  
tre toute l'autorité sitôt qu'elle en serait revêtue ,  
et cet éclaircissement avait été reçu par Guillaume  
comme l'encouragement qui manquait à la poursuite  
de ses projets.

Après lord Mordaunt , le comte de Shrewsbury ,  
qui , dans un temps où les conversions du protestan-  
tisme au catholicisme étaient à la cour d'Angleterre  
la route sûre des emplois , avait abandonné le catho-  
licisme pour la religion protestante , était venu  
dans l'année 1687 , non pas solliciter une interven-  
tion prématurée , mais exposer seulement au prince  
d'Orange les dispositions des anglais de distinction ,  
et l'état général des affaires. Le prince d'Orange , bien

1688. que déjà déterminé , n'avait cru devoir encore donner au comte de Shrewsbury que de vagues espérances; mais ses mesures avec la Hollande et avec l'Europe étaient déjà presque entièrement prises, lorsque l'affaire des évêques et la naissance d'un prince de Galles changèrent d'une manière si soudaine l'attitude respective du peuple anglais et du gouvernement des catholiques exaltés.

Le prince envoya M. Zulestein complimenter Jacques sur la naissance d'un héritier. Cet ambassadeur avait pour instruction secrète de sonder la cour et le haut clergé , de conseiller aux évêques de profiter de la popularité que leur donnait leur résistance pour ramener à eux les non-conformistes. Le prince voulait que la question de ses droits contre ceux du faux prince de Galles fussent en Angleterre la question du protestantisme , sans distinction de secte , contre le catholicisme. Dykvelt , en quittant l'Angleterre , avait déjà beaucoup insisté sur ce conseil : les anglicans avaient dès lors travaillé et travaillaient activement encore à une réconciliation dans laquelle ils faisaient toutes les avances. Les non-conformistes , en général , n'avaient pas cru aux promesses de la faction catholique; ils avaient accepté avec joie la liberté, mais comme une concession provisoire. Les anglicans leur garantissant, après l'expulsion des papistes, cette liberté qu'ils avaient été forcés de leur refuser, disaient-ils, dans la crainte que leurs ennemis communs n'en profitassent , laissaient moins de doutes sur leurs intentions. Les évêques , dans leur requête au roi , n'avaient pas manqué d'ex-

primer le vœu que désormais il n'y eût plus de non-conformistes protestants ; mais ils avaient en même temps déclaré qu'au parlement seul appartenait le droit d'abroger les lois d'uniformité qui pouvaient n'être plus nécessaires. Les avocats des évêques avaient plaidé dans le même système ; tous les écrits publiés sur cette affaire par les anglicans avaient parlé des non-conformistes comme de frères dont on ne voulait plus être séparé par les anciennes et dures lois qui avaient toujours eu principalement en vue les papistes. Outre cela , des conférences avaient eu lieu entre les presbytériens , les quakers , les anabaptistes et les anglicans ; en présence d'un avenir meilleur , on avait beaucoup oublié de part et d'autre. Tour à tour on s'était allié à la cour et aux papistes dans des vues intéressées , c'était une erreur commune , et qu'on ne pouvait réparer que par une réconciliation franche et durable. Cette réconciliation s'était opérée avec éclat dans l'affaire des évêques. Ceux-ci se dévouant au nom de tous , on n'avait vu personne entre les non-conformistes qui ne se trouvât fier d'être représenté par eux. La population de Londres s'était trouvée , comme dans la conjuration papiste , ralliée tout entière à l'intérêt protestant , et le même rapprochement avait suivi dans tout le royaume.

Au commencement de juin , l'amiral Russel , cousin germain de celui qui avait été décapité sous Charles II , vint en Hollande annoncer au prince d'Orange une partie de ces grands résultats. Depuis la tragique fin de l'homme qu'il regardait comme

1688. l'honneur de sa famille , l'amiral avait quitté le service et la cour. C'était un homme d'honneur , chaud dans ses principes , et universellement estimé. Grand nombre de personnes considérables par le rang et l'influence l'avaient chargé de parler au prince sans détour , et de savoir de lui , d'une manière positive , s'il était en mesure de prévenir à la fois les derniers attentats des papistes ou les malheurs qui pourraient résulter d'un soulèvement général des Anglais contre un gouvernement odieux à tous. Guillaume répondit que, si un nombre notable d'Anglais de distinction l'invitaient, tant en leur propre nom qu'au nom de leurs partisans , à venir rendre à la nation ses privilèges et à la religion sa sécurité, il croyait pouvoir être prêt vers la fin de septembre à répondre à cet appel. L'amiral repartit pour l'Angleterre; il y fut bientôt joint par sir Sidney, frère de l'illustre Algernoon , qui , revenant en hâte d'Italie à la nouvelle des événements qui agitaient l'Angleterre , s'était arrêté quelque temps en Hollande. Sir Sidney avait été en 1679 ambassadeur d'Angleterre à La Haye ; c'était , de tous les Anglais connus du prince , celui qui lui inspirait le plus de considération. Il la méritait par une foule de qualités , et parmi celles qui le rendaient précieux dans une entreprise de ce genre, par une discrétion, une surêté de jugement qui répondaient de ses choix et du secret des communications entre le prince et les seigneurs anglais. Comme il manquait un peu d'activité, le prince voulut bien que le docteur Burnet lui adjoignît un de ses parents , nommé Johnston ,

que son extrême diligence devait rendre un agent 1688. fort précieux.

Mordaunt, Shrewsbury, Russel, Sidney, réunis en Angleterre, se mirent en devoir de préparer l'invitation sur laquelle le prince d'Orange promettait d'agir. Ils sondèrent le marquis d'Halifax, l'ancien ministre Danby, le comte de Nottingham, le comte de Devonshire, trois des principaux officiers de l'armée, Trelawny, lord Churchill, et ceux des évêques qui s'étaient signalés dans la dernière résistance. Le marquis d'Halifax montra, dès les premières ouvertures, qu'on ne devait pas attendre de lui qu'il se compromît; le comte de Nottingham, déjà initié à tous les mystères de la conjuration, fut tout-à-coup arrêté par des scrupules, et donna cette excuse des caractères faibles, qu'il faisait des vœux pour le succès de l'entreprise, mais ne pouvait y contribuer en conscience. Le comte de Devonshire et Danby entrèrent chaudement dans le projet d'appeler le prince d'Orange. Danby gagna l'évêque de Londres, et par celui-ci les six évêques dont le procès venait de se terminer. Kirk, exemple frappant de la facilité avec laquelle on oublie le mal et le bien dans les temps d'agitation, Kirk, cité parmi les patriotes depuis l'insolente réponse qu'il avait faite à Jacques quand celui-ci avait entrepris de le convertir, s'engagea en son nom et au nom des troupes qu'il commandait. Lord Churchill, qui devait être un jour Marlborough, entra dans les mêmes vucs. Il avait été longtemps le favori et presque l'ami de Jacques. Distingué à la cour par



1688. une supériorité d'esprit et un luxe de manières qui laissaient loin derrière lui les seigneurs les plus brillants, il exerçait déjà sur la princesse de Danemarck l'ascendant qui devait plus tard l'élever à une si haute fortune ; la naissance supposée d'un prince de Galles ayant tout-à-fait séparé les intérêts de la princesse de ceux du roi son père, le jeune lord avait abandonné le roi dans cette rupture; il promit de se ranger du côté du prince d'Orange aussitôt qu'il paraîtrait, et de décider le prince et la princesse de Danemarck à faire comme lui. Trelawny donna aussi parole aux agents de Guillaume, et entraîna avec lui l'évêque de Bristol. Johnston, le neveu de Burnet, allant, venant sans cesse d'Écosse en Angleterre et d'Angleterre en Hollande, faisait par lui-même toute la correspondance des conjurés. Il allait apprendre à ceux de Hollande les nouvelles conquêtes faites en Angleterre et en Écosse par leurs amis, et revenait encourager ceux-ci par le récit de ce qui se faisait en Hollande pour les soutenir. Le secret, bien que s'étendant à un nombre de personnes toujours plus grand, était bien gardé, parce que dans ces sortes d'entreprises le maintien du secret est toujours en raison des chances de succès, et que le gouvernement de Jacques était devenu trop faible pour attirer à lui des transfuges.

Ce ne fut que dans le courant du mois d'août que lord Russel, sir Sidney, Johnston et le comte de Shrewsbury, quittèrent l'Angleterre pour n'y plus revenir qu'avec le prince d'Orange. Ils étaient munis des lettres d'invitation désirées par le prince.

Quelques semaines seulement s'étaient écoulées 1688. depuis que l'affaire des évêques était terminée ; le système de ménagement , adopté par les catholiques exaltés , avait été si vite apprécié dans la nation , et avait enhardi à tel point son mépris et ses ressentiments , que déjà ce système n'était plus tenable , et qu'il fallait encore recourir à la force , mais il n'y avait plus de troupes sur lesquelles on pût compter. Après l'affaire des évêques , la joie des soldats réunis au camp de Hounslow-Heath ne s'était pas apaisée aussi vite que celle de la population de Londres , et avait pris un caractère beaucoup plus alarmant. Le petit nombre des soldats papistes qui servaient dans les régiments étaient devenu tout-à-coup l'objet de l'animadversion des soldats protestants , et avaient été maltraités par ces derniers. Des toasts menaçants contre les papistes avaient été applaudis avec fureur dans les bruyants festins donnés à l'occasion des sinistres anniversaires. On avait été forcé de dissoudre le camp , de disséminer les compagnies comme après la restauration , et de renvoyer un certain nombre de turbulents qui devenaient plus dangereux encore répandus parmi le peuple , quand le peuple , pour être mis en mouvement , n'avait plus besoin que de provocateurs énergiques.

Dans la ville de Portsmouth , regardée par les catholiques exaltés comme leur boulevard , l'esprit des militaires se manifestait dans le même temps par la résistance de tous les officiers d'un régiment à un ordre donné par le roi. Ce régiment , commandé

1688. par le duc de Berwick , fils naturel du roi , avait été choisi comme mieux disposé qu'un autre pour un essai de réorganisation qui devait introduire cinq Irlandais catholiques dans chaque compagnie. Plusieurs officiers s'étant refusés à recevoir les Irlandais, le roi les fit casser par un conseil de guerre. Tous leurs camarades offrirent alors en masse leur démission , et le roi se vit dans la nécessité de l'accepter ou de renoncer à l'enrôlement des soldats irlandais. Il eut la faiblesse de regarder ce dernier parti comme commandé par la prudence ; et pourtant c'était une de ses maximes favorites , que le soldat qui délibère est en révolte.

Les choses allèrent plus loin encore à bord d'une flotte de quatre-vingts vaisseaux de guerre rassemblés par le roi sur l'avis des armements qui se faisaient, au mois de juillet, dans les ports de Hollande. Un papiste , l'amiral Strickland , ayant reçu le commandement de cette flotte , avait embarqué avec lui des prêtres. Ceux-ci s'étant mis un jour en devoir de célébrer la messe à bord de son vaisseau , l'équipage éclata en menaces et en murmures, qui, passant de vaisseau en vaisseau , firent craindre une insurrection générale de la flotte. Le roi accourut lui-même , averti de ce qui se passait , et l'ordre ne fut rétabli que par le renvoi des prêtres catholiques. Les troupes de mer étaient beaucoup plus prononcées que celles de terre dans leur haine contre le gouvernement des jésuites : elles avaient continuellement sous les yeux le spectacle de l'heureuse rivalité maritime de la France ; elles se voyaient con-

damnées non-seulement à ne rien entreprendre pour 1688. la gloire de leur pays contre Louis XIV, l'ennemi de la liberté des nations et de la religion protestante, mais à prêter appui, la plupart du temps, à ce roi contre l'homme qui faisait jouer depuis vingt ans à la Hollande le rôle que le règne d'Élisabeth et l'administration de Cromwell semblaient avoir assigné pour toujours à la Grande-Bretagne. Aussi les dispositions des marins anglais n'étaient pas seulement de la désaffection pour le gouvernement de Jacques, mais une sympathie vive pour le caractère et les actions de ce Guillaume qu'ils regardaient comme le chef de l'Europe protestante. Et voilà quels devaient être les premiers adversaires opposés par Jacques à son gendre, s'il entreprenait de traverser la mer pour venir lui disputer la couronne.

Le prince d'Orange n'avait pas attendu le retour de lord Russel et des autres seigneurs anglais pour agir. Comme il avait été fort exactement informé pendant le temps de leur séjour en Angleterre du progrès de leurs démarches, et que les dispositions de la nation, de la flotte et de l'armée l'invitaient d'une manière assez ouverte, il avait cru pouvoir déclarer au docteur Burnet, dès le mois de juillet, que dans le courant d'octobre il serait en Angleterre avec une armée de quinze mille hommes. La requête des seigneurs d'Angleterre n'était donc plus attendue à cette époque comme devant déterminer l'entreprise, mais comme pouvant servir à l'autoriser aux yeux de ceux qui, voyant venir le prince, de-

1688. manderaient à quel titre un étranger se présentait pour défendre la liberté anglaise.

Cette importante pièce , attribuée surtout au comte de Danby et au docteur Burnet, fut rédigée avec le sentiment parfait de tous les intérêts et de toutes les opinions , qu'il fallait concilier et amener à un seul et unique mode d'affranchissement : elle énumérait la longue suite des griefs de l'Angleterre contre Jacques depuis l'enlèvement des chartes, reproché à son influence comme duc d'York, jusqu'à la supposition d'un prince de Galles , dernier attentat de la faction papiste. Toutes les circonstances de la grossesse et de l'accouchement prétendus étaient présentées et discutées de manière à porter dans les esprits , sur ce point , la conviction à laquelle il importait surtout que le prince d'Orange parût avoir cédé. La pièce était confidentiellement avouée par des hommes qu'on ne se serait jamais attendu , quelques années auparavant , à voir réunis dans une démarche de ce genre ; ceux qui avaient été les plus violents dans la dernière réaction royaliste , et ceux qui avaient conspiré avec les illustres patriotes Russel et Sidney ; ceux qui , plus récemment , avaient assisté le duc de Monmouth , et ceux qui l'avaient combattu ; mais le temps , la force des choses , la marche des intérêts triomphent ainsi de cette immobilité à laquelle tous les partis prétendent si follement.

A partir du mois de juillet , Guillaume fut donc irrévocablement décidé à envahir les états de son beau-père. La principale condition de succès , le

vœu de l'Angleterre , était assurée ; mais il fallait 1688.  
réunir des forces suffisantes pour qu'on n'eût rien  
à craindre de la fortune dans le cas où une partie  
de la flotte ou de l'armée de Jacques lui demeure-  
rait fidèle , et où le roi chercherait à terminer tout  
dans une seule action ; il fallait obtenir l'assistance  
de la république hollandaise , et intéresser en Eu-  
rope , au succès de l'entreprise , assez d'états pour  
que la Hollande , consentant à une expédition si  
hardie et se dégageant d'une partie de ses forces  
pour la soutenir , n'eût rien à craindre de Louis XIV.

Louis XIV était intéressé à maintenir sur le trône  
d'Angleterre un roi qui lui répondait de la neutra-  
lité de cette nation , rivale enchaînée , mais toujours  
menaçante. C'était en grande partie à l'avilissement  
de l'Angleterre , sous un gouvernement en lutte con-  
tre ses sentiments , ses besoins , ses progrès , que  
Louis XIV devait de n'avoir pas été troublé dans  
ses propriétés. Né pour être à la tête de ce grand  
mouvement français , auquel avaient été subordon-  
nés depuis vingt ans les intérêts de l'Europe entière ,  
ceux de l'Europe continentale par la guerre , ceux  
de l'Angleterre par le règne des Stuarts , Louis XIV  
avait toujours besoin que les Stuarts régnassent ;  
et c'était là le secret de son amitié pour eux. Depuis  
la paix de Nimègue , dix années s'étaient écoulées.  
Il les avait employées à compléter , par des in-  
terprétations de cette paix , obtenue de l'épuisement  
de l'Europe et de la complaisance vé-  
nale de Charles II , l'existence territoriale de la  
France , à élever toutes choses , dans l'intérieur de

1688. son royaume , au niveau de sa puissante situation vis-à-vis de l'Europe. C'était pendant ces dix années qu'il avait réuni à la France , sans tirer un coup de canon , Strasbourg , le duché de Deux-Ponts , les petites seigneuries dépendantes du Palatinat et de l'électorat de Trèves , la principauté d'Orange , le comtat d'Avignon , les villes de Casal , Alost , Courtray , Dixmude , etc. C'était pendant ce temps qu'il avait bâti Rochefort , Brest , Toulon , formé sa puissante marine militaire , brûlé Alger , rançonné Tripoli et Tunis , humilié la liberté génoise , sauvé celle de Venise menacée par les Turcs , établi les comptoirs français dans l'Inde , attiré jusqu'à Versailles les ambassadeurs des rois de quelques nations barbares , enfin couvert la France d'établissements qui prouvaient à la fois une extrême prospérité et un extrême esclavage. L'Europe , pendant le même temps , avait été assez divisée d'intérêts ou assez affaiblie pour ne pouvoir rien tenter contre cette nation agrandie par sa soumission à un despotisme qui donnait l'unité à ses forces longtemps éparses. Mais l'Espagne était continuellement en alarmes pour ses possessions dans les Pays-Bas ; l'Empire avait à demander compte d'une multitude d'usurpations de détail ; la Hollande et tous les états protestants d'Allemagne se croyaient menacés par la révocation de l'édit de Nantes ; le pape Innocent XI , insulté jusque dans Rome , avait excommunié l'ambassadeur de France ; le peuple anglais haïssait Louis XIV dans ce gouvernement de jésuites qu'il soutenait contre les mépris de l'Europe entière. Il

ne fallait, pour déterminer contre la France l'ex- 1688.  
plosion de tant de mécontentements, qu'une cir-  
constance; elle se trouva; et, dans la commotion  
européenne, la plus vaste qu'il y eût jamais eu, la  
révolution désirée par les Anglais ne fut plus qu'un  
épisode nécessaire.

Dans le temps que Guillaume songeait aux moyens  
de caacher à Louis XIV les préparatifs de son expé-  
dition, l'électeur de Cologne, Ferdinand de Ba-  
vière, allié fidèle de la république hollandaise,  
mourut. La situation de Cologne, qui commande  
vingt lieues du cours du Rhin et qui flanque à l'est  
une partie de la frontière de Hollande, rendait fort  
importante pour la république hollandaise l'alliance  
de l'électeur qui succéderait à Ferdinand de Bavière;  
de son côté, Louis XIV avait intérêt à ce que  
ce successeur lui fût dévoué; il appuyait un certain  
cardinal de Furstemberg, contre lequel s'élevaient  
par conséquent les princes des états protestants  
voisins du Rhin, l'Empire et la cour de Rome.  
Celle-ci, déjà en querelle avec la cour de France  
au sujet des libertés de l'église gallicane, et de  
l'insulte qui lui avait été faite aux portes mêmes  
du Vatican, se prononça contre le cardinal Furst-  
temberg; une longue contestation s'engagea. Louis  
XIV menaçant d'installer son candidat malgré  
Rome et malgré l'Empire, le prince d'Orange eut  
tout à la fois un prétexte pour faire des armements,  
un motif pour appeler à une coalition générale les  
ennemis de l'influence française, enfin la certitude  
de pouvoir occuper Louis XIV sur le Rhin de ma-



1688. nière à ce qu'il ne pût traverser ses projets sur l'Angleterre.

L'occasion ; qui seule manquait aux plans longtemps médités par Guillaume, une fois trouvée, tout concourut à leur exécution avec une étonnante rapidité. En quelques semaines, la fameuse ligue d'Augsbourg réunit contre la France l'Autriche, la Hollande, la Bavière, l'Espagne, le Brandebourg, la Saxe, le Danemarck, la Suède, la Savoie et les États romains ; coalition formidable et bizarre en même temps, dans laquelle on voyait le corps entier des états protestants soutenir la décision du pape contre le cardinal de Furstemberg et les puissances de tout temps ennemies du protestantisme, la Bavière, l'Autriche, l'Espagne s'armer contre le roi qui venait de révoquer l'édit de Nantes. L'Angleterre seule, condamnée à l'inertie, restait en dehors de ce mouvement immense : aussi fallut-il qu'au sein de la conjuration européenne contre Louis XIV se formât un complot presque aussi vaste contre Jacques II. Les États de Hollande considérèrent d'abord les préparatifs militaires déjà faits par Guillaume comme d'utiles démonstrations dans l'affaire de Cologne ; mais en prenant la chose d'un point de vue plus élevé, ils comprirent que les sacrifices d'hommes et d'argent que le prince leur demandait pour une expédition en Angleterre seraient le salut de la république ; que l'Angleterre affranchie reprendrait aussitôt, parmi les ennemis de Louis XIV, le rang auquel l'appelaient sa puissance et ses haines de nation contre la France.

Les États protestants , plus particulièrement liés d'intérêts avec la Hollande , entrèrent dans les mêmes vues , et promirent de consacrer trente mille hommes en l'absence de Guillaume à la seule défense du territoire hollandais. La plupart des coalisés , mis successivement dans le secret , sentirent la nécessité du concours de la nation anglaise , et virent qu'ils se la donneraient pour alliée en lançant au milieu d'elle Guillaume ; qu'un tel homme , à la tête d'un tel peuple , attaquant de revers la puissance de Louis XIV , changerait bientôt ses orgueilleux triomphes en humiliations. La politique européenne fut ainsi armée par Guillaume , sans qu'il y eût d'animosité personnelle contre Jacques de la part des princes qui désirèrent sa chute.

Les choses étaient déjà presque en cet état au commencement de septembre , et les relations entre la haute église , l'aristocratie et le prince étaient arrivées jusqu'au point où on les a conduites sans que Jacques soupçonnât rien de ce qui se tramait contre lui. Toujours décidé en apparence à convoquer un parlement au mois de novembre , il se livrait aux méprisables petites intrigues qui pouvaient encore , selon lui , donner une chambre basse déclarée contre les tests , et favorable au pouvoir dispensatif , lorsque l'avis très-pressant de se mettre en mesure de résister à une invasion que préparait le prince d'Orange , lui fut donné par Barillon , de la part de Louis XIV. A cet avis , Barillon joignait , au nom de son maître , l'offre d'un corps de 15 mille hommes qui débarquerait à Portsmouth , et d'une

1688. escadre qui surveillerait les Hollandais. Jacques ne voulut pas croire à ce danger. On prétend qu'il se rendit à cette opinion de Sunderland, qu'une armée française , à moins qu'elle ne fût assez considérable pour parer à toute espèce de danger , aurait l'inconvénient , par sa seule présence , d'enlever au roi les cœurs de ses sujets. Telle était l'ineptie de cette confiance de Jacques dans l'affection de ses sujets , après tout ce qu'il avait fait pour la perdre , que , d'Albeville étant venu en hâte sur ces entrefaites pour prévenir aussi de ce qui se passait en Hollande , il lui fut expressément enjoint de répandre partout que les armements de la Hollande n'avaient d'autre objet que l'affaire de Cologne ; et Jacques , pour ne pas démentir ces ridicules assertions , crut devoir continuer à s'abstenir de toute démonstration. Louis XIV , au désespoir de ne pouvoir vaincre cette incrédulité obstinée , essaya d'intimider les États , en leur signifiant qu'il existait entre lui et le roi de la Grande-Bretagne une si étroite alliance , qu'il considérerait toute tentative contre les états de ce prince comme un attentat à sa propre couronne. Jacques persista , malgré l'éclat de cette démarche , à vouloir garantir ses sujets de l'impression que pourrait produire en eux la foi ajoutée à l'invasion dont on le menaçait : il démentit Louis XIV , quant à l'alliance notifiée par ce roi aux États , et continua non-seulement à parler , mais à agir en homme qui jouissait de la plus profonde sécurité.

Déjà , cependant , les dispositions militaires du prince d'Orange avaient si évidemment pour

but l'Angleterre, que le prince et les États eux- 1688.  
mêmes ne prenaient plus la peine de dissimuler.  
Les contingens promis par les états protestants  
venaient border la frontière orientale de la Hollan-  
de ; dix mille hommes , la meilleure infanterie de la  
république , étaient campés à Nimègue , n'atten-  
dant plus qu'un ordre pour se porter vers la mer ;  
une quantité considérable de bâtimens de trans-  
port se réunissait sur les côtes de la Nord-Hol-  
lande. L'amiral Herbert, frère du magistrat qui avait  
succédé à Jeffryes dans les fonctions de grand-  
juge , était dans cette province , dirigeant, avec  
autant d'activité que de précision , tous les prépara-  
tifs de l'embarquement. Herbert , le marin le plus  
distingué de l'Angleterre , avait abandonné depuis  
plusieurs mois la cour de Jacques. Son dévoue-  
ment , longtemps aveugle , avait donné beaucoup  
d'éclat à sa rupture avec les catholiques ; et dès-lors,  
ceux qui connaissaient son ambition , la trempe  
orgueilleuse et vindicative de son caractère, avaient  
prévu qu'il ne serait pas longtemps un mécontent  
inactif. Guillaume lui destinait le commandement  
de la flotte d'invasion, poste dans lequel ses talents,  
et plus encore l'influence de son nom sur l'esprit  
des marins anglais, devaient le rendre précieux.  
Soixante-dix vaisseaux de guerre étaient déjà dési-  
gnés et réunis en plusieurs lieux pour protéger,  
sous les ordres d'Herbert, l'expédition hollandaise.  
Les bâtimens de transport devaient charger, outre  
quinze mille soldats et environ six mille chevaux,  
trente mille fusils pour une insurrection anglaise ,

1688. si elle était nécessaire. Les achats étaient faits de longue main, et l'on n'attendait plus, pour commencer l'embarquement, que la négociation d'un emprunt de quatre millions de florins demandés par Guillaume aux États. Voilà ce que savait l'Europe presque entière, lorsque Jacques se refusait encore à croire à aucun mauvais dessein de son gendre contre sa couronne. Mais peut-être y avait-il déjà dans cette incrédulité apparente un calcul de lâcheté ; car, sans convenir de ses craintes, Jacques faisait faire des mouvements de troupes, qui tous avaient pour but d'assurer, à tout événement, sa fuite sur Portsmouth.

Vers la fin du mois de septembre, les quatre millions de florins furent prêtés à Guillaume, au grand étonnement des ambassadeurs de France et d'Angleterre, qui s'étaient attendus à de fort longues difficultés en cette affaire. On fixa dès lors au 5 ou au 6 octobre l'époque de l'embarquement.

Pendant les sept ou huit jours qui précédèrent ce commencement d'exécution, il s'engagea, parmi les Anglais réunis autour de Guillaume, un rude combat d'intérêts et d'opinions. On a déjà dit combien d'hommes, jusque-là séparés dans les discordes de la contre-révolution, s'étaient tout-à-coup réunis pour venir solliciter en Hollande l'intervention de Guillaume. La plupart, anciens partisans de l'administration sous Clarendon, sous la Cabale ou sous le ministère de Danby, sous Jacques lui-même pendant son influence comme duc d'York, et depuis

qu'il était roi jusqu'au temps où les catholiques 1688.  
exaltés s'étaient emparés des affaires, étaient des  
mécontents d'ancienne ou de fraîche date, réso-  
lus aujourd'hui à expulser les jésuites. Longtemps  
opposés les uns aux autres, ils n'avaient pas de  
principes communs; ce qui leur en tenait lieu, c'é-  
tait cet intérêt aristocratique qui, à la vue de scènes  
populaires trop semblables à celles qui avaient com-  
mencé la révolution, les avaient déterminés à venir  
chercher Guillaume, afin d'opposer un protestant  
aux papistes, et aux classes inférieures un roi. Mais  
indépendamment de ces grands seigneurs qui, de-  
puis six mois, avaient abandonné l'Angleterre, il y  
avait à La Haye un nombre considérable de réfugiés  
qui appartenaient aux indépendants poursuivis dans  
les premières années de la restauration, aux pres-  
bytériens persécutés en Angleterre sous Clarendon,  
et en Écosse, depuis la restauration jusqu'au pre-  
mier décret de tolérance, aux whigs, si longtemps  
victimes de la réaction d'Oxford, conjurés malheu-  
reux dans l'affaire de Rye-House, soldats échappés  
au désastre d'Argyle et de Monmouth. Jusqu'alors  
errants et dispersés dans les états protestants d'Alle-  
magne, ces proscrits de tant d'époques diverses  
étaient accourus à La Haye, espérant, par ce qui  
se préparait, revoir enfin leur patrie, et voulant  
coopérer à l'entreprise. Leur haine contre Jacques II  
ne portait point, comme celle des nobles émigrés,  
sur les faits récents qui avaient replacé en Angle-  
terre l'église anglicane à la tête des résistances, et  
rendu chère au peuple la cause des évêques; elle

1688. avait un caractère plus large , mais en dehors de l'état des choses. C'était une protestation à peu près générale contre ce qui s'était fait depuis la restauration.

La différence entre leurs vues et celles des seigneurs qui avaient appelé Guillaume , éclata lorsque le prince voulut consulter les uns et les autres sur le manifeste qu'il convenait d'adresser aux Anglais en commençant l'expédition. Un projet de déclaration , calqué sur la requête des seigneurs , c'est-à-dire qui portait principalement sur l'abrogation des tests, le procès des évêques , la supposition d'un prince de Galles , fut appuyé par les émigrés nobles. Leurs adversaires soutinrent un autre projet , dressé par un certain Wildman , ancien agitateur de l'armée de Cromwell , et rallièrent à ce projet quelques personnages considérables , entre autres , lord Mordaunt et le comte de Mansfield. Wildman traçait d'abord le modèle du gouvernement d'Angleterre tel qu'il devait être observé , et énumérait toutes les violations de cette constitution , qui devaient , selon lui , motiver l'insurrection qu'on allait provoquer. Or , la plupart de ces infractions appartenaient au règne de Charles II ; Wildman et ses amis soutenaient même qu'elles étaient bien plus graves , bien plus déterminantes que celles qu'on reprochait au règne de Jacques II ; que celles-ci n'avaient attaqué que la suprématie de l'église anglicane , tandis que les premières , comme l'enlèvement des chartes , les lois sur la presse et sur les milices , les détentions arbitraires , avaient renversé

les libertés fondamentales de la nation. La contestation se réduisait à ceci : accepterait-on le règne de Charles II, ou condamnerait-on ce règne comme celui de Jacques ? Le système d'abus et de violations que Wildman et ses amis voulaient qu'on attaquât dans son ensemble était si bien lié, que les partisans de la première déclaration manquaient évidemment de bonne foi, en prétendant trouver dans les faits la séparation naturelle des deux règnes ; mais ils faisaient valoir cette considération d'une haute importance, que, par un exposé de griefs pris de si loin, on alarmerait le haut clergé et une grande partie de la noblesse, à cause de leur participation à la plupart des actes tyranniques reprochés au règne de Charles II ; qu'on les obligerait peut-être à se réconcilier avec Jacques. Ce motif fit prévaloir la première déclaration, mais avec quelques-uns des changements désirés par le parti de Wildman. On trouva moyen de mentionner les principaux abus du règne de Charles, et les attribuant à l'influence occulte ou déclarée de Jacques, et le faisant ainsi le seul coupable. Les deux partis réfugiés ne furent pas rassurés par ce compromis sur les intentions l'un de l'autre. Comme il arrive toujours en pareille situation, ils remirent jusqu'au succès de la commune entreprise une explication plus ample, et chacun eut hâte d'aller chercher dans la nation ses alliés.

L'amiral Herbert mit en mer dans les premiers jours d'octobre avec une forte division navale qui devait couvrir le rassemblement des bâtiments de



1688. transport et l'embarquement des troupes. Il devait pousser dans la Manche assez avant pour rallier à lui les escadres anglaises qu'on supposait devoir être envoyées à la découverte par Jacques. L'embarquement commença le 6 octobre. Il y avait trois mois à peu près que le procès des évêques avait fait connaître les dispositions de l'Angleterre. Depuis cette affaire, l'action du gouvernement de Jacques sur elle avait été presque nulle ; les occasions de mécontenter le peuple avaient été soigneusement évitées ; les juges avaient reçu l'ordre d'agir dans leurs tournées avec la plus grande modération, de donner partout de nouvelles espérances ; de promettre un parlement pour le mois de novembre. Mais ces dernières caresses avaient été comprises ; les plus affligeants rapports étaient venus de tous côtés à la fois ; les juges avaient été traités avec un tel mépris, dit un historien, qu'à peine les lois de la décence avaient-elles été respectées envers eux, alors même qu'ils siégeaient sur le tribunal ; et cela dans le même temps que les progrès de l'esprit d'insurrection parmi les soldats et les marins étaient manifestés par les discours et les scènes tumultueuses qu'on a rapportées. Le grand mouvement qui s'était opéré dans la politique européenne pendant les mois d'août et de septembre avait été vu par les Anglais comme le signal de délivrance attendu depuis cinq ans. Les préparatifs du prince d'Orange étaient universellement connus, et par la puissance d'une conjuration dont les ramifications couvraient l'Angleterre, et par les efforts que le gouvernement

avait faits pour persuader que les armements du 1688. prince ne l'effrayaient pas.

Il fallut enfin que les catholiques exaltés sortissent de cette apathie si lâche ou si mal calculée. Des informations, qu'il n'était plus possible de négliger ni de démentir, firent connaître les mouvements de l'amiral Herbert. La cour voulut paraître sortir d'une profonde erreur, en se disant tout à coup trahie par le ministre Sunderland. On le renvoya comme l'homme qui avait entretenu le roi dans cette sécurité fatale, et comme vendu au prince d'Orange. Il n'en était rien : Sunderland avait fidèlement servi Jacques et les catholiques depuis qu'il avait leur confiance. Il avait montré, pour se maintenir dans une des situations les plus difficiles qu'on puisse imaginer, entre un roi dont l'imbécillité lui faisait pitié et une faction dont il ne partageait ni les passions ni les espérances, une habileté qu'on admirerait presque si tant de sagacité et de ressources n'ensent été uniquement déployées pour satisfaire à d'immenses besoins personnels au prix de l'honneur et de la liberté du pays. Quand Sunderland vit arriver une catastrophe qu'il avait prévue, et reconnu qu'il ne lui était plus possible de la retarder ni de se maintenir au poste qui avait entretenu si longtemps son luxe et ses profusions, il reçut sa disgrâce comme le meilleur service que pût lui rendre Jacques ; il crut qu'elle le justifierait devant un nouveau maître.

Après son renvoi, la cour se livra avec précipitation et désordre à quelques préparatifs qui ressem-

1688. blaient plutôt à des démonstrations qu'à des dispositions de résistance. La flotte, commandée par lord Dartmouth, ne reçut pas les ordres énergiques qui seuls eussent convenu en une telle conjoncture. Elle était supérieure en nombre à la flotte de l'amiral Herbert; elle resta dans l'inaction; et cependant pour Jacques il n'y avait d'autre champ de bataille que cette mer, sur laquelle Guillaume allait tout-à-l'heure déployer son pavillon à l'attrayante devise *Je maintiendrai*. Sur terre, une armée de trente mille hommes fut assez promptement rassemblée. Les régiments sortis des garnisons et des cantonnements voisins de Londres étaient mal disposés; ceux qui arrivaient d'Écosse étaient un peu moins relâchés dans leur dévouement; les Irlandais envoyés par lord Tyrconnel étaient pleins d'enthousiasme pour la cause du roi; il en était ainsi de tous les officiers papistes. La plupart des officiers protestants avaient donné parole aux agents du prince d'Orange. Jacques par sa conduite et sa présence eût pu imposer à leurs résolutions, mais il n'eut pas cet esprit guerrier dont il avait fait pendant trois ans si vaine montre au camp de Hounslow. Il donna le commandement en chef au comte de Feversham, et resta dans Londres occupé, qui le croirait? à discuter les griefs de la nation contre son gouvernement, et à conférer avec les évêques anglicans pour obtenir d'eux qu'ils s'employassent à une réconciliation entre lui et leur église.

Les évêques étaient déjà engagés la plupart dans la conjuration. Ils mirent à la paix des conditions

qui leur paraissaient devoir révolter la fierté de Jacques; mais, à leur grand étonnement, il n'y eut pas de concession à laquelle il ne pût descendre. Il fit restituer à la ville de Londres ses chartes, promit de casser la commission ecclésiastique, de remettre en possession de leurs droits les membres du collège de la Madeleine, de convoquer, aussitôt que le calme serait rétabli, un parlement libre; il offrit enfin de donner satisfaction publique sur la naissance du prince de Galles. A sa requête, la comtesse de Sunderland déposa que la reine lui avait un jour pris la main pour lui faire toucher l'enfant qu'elle portait dans son sein, mais elle n'osa pas affirmer qu'elle eût en effet reconnu l'état de la reine. Une blanchisseuse déclara qu'elle avait trouvé sur le linge de corps de la reine des marques sûres d'un accouchement. Plusieurs dames parlèrent de traces de lait remarquées par elles sur des chemises; enfin lady Wentworth fit serment qu'ayant touché le ventre de la reine elle avait senti remuer l'enfant, mais elle ne précisa aucune époque non plus que les autres dames, ce qui donnait trop de latitude aux restrictions mentales. La pauvreté de ces témoignages, qui furent recueillis, imprimés et répandus avec profusion, ne changea rien à l'opinion reçue. On objecta toujours l'âge et la santé du roi, l'état languissant de la reine, la mort de ses quatre premiers enfants, ses sept années de stérilité, le ridicule pèlerinage de Sainte-Hunifrède, les offrandes à Notre-Dame-de-Lorette, la grossesse présentée comme miraculeuse pendant sept mois, l'époque de

1688.

1688 la conception reculée tout-à-coup d'un mois avant l'invocation du miracle , l'accouchement avant terme, l'éloignement de la princesse de Danemarck, la disposition du lit dans la chambre, l'existence de la porte de fonds, l'ignorance des témoins amenés par le roi dans la chambre, l'absence des médecins, l'impossibilité de faire parler une seule personne sur le fait de la délivrance de la reine, le seul fait cependant sur lequel de si tardifs témoignages pussent mériter quelque attention.

L'enquête, malgré son éclat, n'eut pas plus de succès que la restitution des chartes et les divers redressements de griefs; le peuple disait avec beaucoup de sens que ces réparations étaient déjà l'ouvrage du prince d'Orange. Et, en effet, au bout d'une vingtaine de jours passés dans de mortelles appréhensions, la cour, ayant appris qu'une furieuse tempête avait obligé l'expédition hollandaise à rentrer dans les ports d'où elle était sortie, et que la flotte de l'amiral Herbert avait éprouvé des avaries considérables, changea tout-à-coup d'attitude et de langage. Jacques, croyant voir le secours d'en-haut dans ce que le peuple attristé par les mêmes nouvelles appelait un coup de vent papiste, retira ses promesses et revint sur toutes ses concessions. Les lettres de convocation pour un parlement étaient prêtes à partir, il suspendit leur envoi; il avait publié un acte d'amnistie pour tous les délits auxquels l'affaire des tests avait donné lieu, il le révoqua. Les catholiques exaltés, qui s'étaient un moment attendus à être abandonnés par Jacques,

se rapprochèrent de lui, remplis d'une ardeur qui leur revenait avec l'espérance. Comme la saison 1688. était avancée, ils crurent que le prince d'Orange serait forcé de remettre au printemps prochain son expédition, et bâtirent à la hâte un nouveau plan sur cette donnée; convoquer un parlement, s'emparer des élections par un dernier coup d'audace, briser l'opposition de la chambre haute en créant cent cinquante pairs, faire venir toutes les troupes d'Irlande, demander de l'argent et vingt mille hommes à Louis XIV, tel fut le dernier conseil donné à Jacques par les jésuites.

Il était dans la marche et, si l'on peut s'exprimer ainsi, dans la fatalité de la contre-révolution anglaise, d'attaquer enfin cette aristocratie sur laquelle ses premiers pas s'étaient appuyés. Entre le trône et la démocratie religieuse il n'y avait déjà plus de pairie ecclésiastique, mais à sa place un vain fantôme de liberté de conscience. Maintenant le pouvoir absolu ne croyait plus pouvoir se maintenir qu'en intéressant dans la bourgeoisie et la petite noblesse beaucoup d'ambitions; il songeait à leur prostituer la pairie temporelle. Mais la pairie sans l'illustration des noms, sans la fortune, sans l'espèce de sainteté attachée à la rareté et à l'ancienneté de ses privilèges, n'allait plus être qu'un honteux produit de la commune dégradation du prince et des sujets. Au lieu de ce corps désintéressé, pour ainsi dire, entre la nation et la royauté, participant de l'une et de l'autre, et qu'on avait vu défendre les libertés nationales contre le ministère de la Cabale et contre

1688. les parlements whigs , soutenir les prérogatives de la couronne, la chambre haute allait devenir la représentation d'un intérêt étranger au sol et repoussé par l'Angleterre, l'intérêt des jésuites. Charles II , dans ses plus cruelles extrémités , n'avait jamais eu recours à cet expédient destructeur de la constitution qui le permettait. Jacques le premier avait offensé la pairie en élevant à ses honneurs l'ignoble Jeffryes; et le soupçon du dernier attentat que lui conseillaient les jésuites rendit plus de service au prince d'Orange que la tempête, en dispersant ses vaisseaux , n'avait pu lui causer de dommage.

Mais, lors même que le prince eût été forcé de différer son expédition jusqu'au printemps, les jésuites n'eussent pas joui paisiblement de l'hiver; le peuple n'était pas disposé à attendre si longtemps; il avait méprisé les avances de la cour lorsqu'elle s'était vue obligée par l'approche du prince d'Orange à tenir cette conduite; la voyant se rétracter avec insolence à la nouvelle d'un désastre qu'elle s'exagérait, il devint menaçant lui-même, et commença la guerre. Pendant les derniers jours d'octobre de fréquentes émeutes eurent lieu dans Londres; les chapelles catholiques furent pillées et dévastées. Le 5 novembre, qui était l'anniversaire de la conspiration des Poudres, vit se renouveler, au milieu de lugubres expiations, les scènes de désordre qui avaient suivi l'acquittement des évêques. On était sans nouvelles du prince d'Orange; mais le désespoir ou l'espérance se montraient également redoutables, soit que le *vent papiste* vînt faire craindre

de nouveaux dangers , soit que le *vent protestant* 1688. vînt rendre à l'expédition toutes ses chances.

La cour et le peuple apprirent enfin presque en même temps et le second départ du prince d'Orange et son débarquement dans le voisinage d'Exeter. Il avait quitté la Hollande le 11 novembre , s'abandonnant à un vent d'est qui devait le briser ou le porter rapidement sur les côtes de la Grande-Bretagne , et le 15 il était entré dans la baie de Torbay , après avoir doublé la pointe du pays de Kent , sans rencontrer un seul des vaisseaux de Jacques.

Le roi , n'ayant pu savoir d'avance sur quel point le prince effectuerait son débarquement , avait dirigé ses troupes au nord et à l'est vers les places qu'il croyait le plus menacées. Le prince se présentant à l'ouest , il fallut donner contr'ordre sur les directions diverses , et ramener toutes les forces sur un point commun ; la plaine de Salisbury fut indiquée pour lieu de rassemblement. Huit à dix jours s'écoulèrent avant que les principaux corps s'y fussent rendus. Le prince d'Orange resta pendant tout ce temps dans la ville d'Exeter , se bornant à faire distribuer dans le pays environnant son manifeste et la requête des seigneurs d'Angleterre. Il ne lui convenait pas de mettre plus d'activité : le peu de monde qu'il avait amené avec lui avait besoin de se refaire d'une traversée pénible , et ne pouvait être considéré que comme le noyau d'une armée qui se formerait des propres troupes de Jacques , si leurs dispositions étaient réellement telles qu'on les avait représentées. Il semblait au contraire que Jacques



1688. dût se trouver le premier au rendez-vous de Salisbury, recevoir lui-même les différents corps à leur arrivée, et s'emparer de leurs dispositions avant que les chefs, qu'il soupçonnait d'être gagnés au prince, pussent se revoir et délibérer sur ce qu'ils avaient à faire. La conduite du prince et de ses principaux adhérents était de nature à lui faire comprendre que la question serait tout-à-fait entre deux armées en campagne : le prince et les seigneurs anglais, chefs avoués de l'entreprise, évitaient en effet soigneusement de faire appel à cette portion considérable de la population qui, une fois armée, voudrait plus qu'une révolution de palais; ils n'excitaient point le peuple à l'insurrection; ils savaient combien il serait dangereux de le faire entrer dans la querelle; ils trouvaient que c'était déjà, dans l'intérêt de l'ordre, assez de soldats que ceux que Jacques avait armés pour sa cause; ils ne voulaient qu'attirer ceux-ci à eux, et non pas en faire d'autres. L'effet de cette conduite du parti orangiste était déjà de refroidir le peuple dans les lieux où il avait compté sur quelques troubles. Il était étonné de ne pas trouver dans les manifestes ce qui eût enflammé ses passions et promis à ses besoins; il attendait que la suite des événements lui expliquât ce que jusqu'ici il comprenait peu; et le prince, huit jours après sa descente, était encore à Exeter, maître d'un territoire peu étendu, mais resserré entre deux mers, et à l'abri de toute surprise.

Jacques, au lieu de profiter de ces incertitudes, les interprétait à Londres au milieu des catholiques

exaltés. Ils trouvaient, dans le silence dont s'environnait Guillaume, la preuve certaine que le peuple des comtés de l'ouest était dévoué au gouvernement. Le peuple de Londres, au contraire, n'ayant encore vu ni les Hollandais ni le prince d'Orange, et ayant en face les chefs du parti catholique, était en grande fermentation. Jacques voulut le dompter avant d'aller à Salisbury; il parvint à faire battre quelques détachements irlandais contre les apprentis et les ouvriers qui voulaient détruire les chapelles et les couvents; il se livra, avec un puéril acharnement, à cette guerre des carrefours jusqu'à ce que la nouvelle lui vint que les désertions commençaient à Salisbury. Il partit alors pour l'armée; mais il n'arriva que pour être témoin de la défection de lord Churchill, du duc de Grafton, du colonel Barkley. Les lords Colchester, Cornbury, le colonel Godfrey, le comte d'Abington, le capitaine Clarge et un grand nombre d'officiers étaient déjà dans le camp du prince. Cependant, par les mêmes causes qui retenaient le peuple dans le pays occupé par le prince d'Orange, les soldats et les bas officiers étaient dans l'hésitation. Les motifs de l'invasion du prince n'arrivaient pas assez directement jusqu'à leurs intérêts. La désertion avait à peine enlevé un millier d'hommes. Il était facile et avantageux de remplacer les chefs déserteurs par des officiers ambitieux pris dans les rangs inférieurs. La cavalerie était très-supérieure en nombre et en qualité à celle du prince d'orange. L'effectif des troupes était d'environ trente mille hommes; le prince en avait

1688. tout au plus quinze. Une bataille , livrée de premier mouvement, eût peut-être été funeste à cette entreprise , de laquelle on voulait exclure le peuple. L'élève de Turenne devait savoir quelle est la puissance de l'activité ; en jetant les yeux sur une carte, il eût vu combien il lui était facile d'enfermer le prince dans la pointe du comté de Cornouailles , et de lui interdire toute communication avec le reste de l'Angleterre. Mais , craignant d'être arrêté par ses propres généraux et livré au prince, il ne songea qu'à revenir à Londres. Il eut à peine abandonné le camp , que le comte de Feversham se vit forcé d'ordonner un mouvement rétrograde ; et dans ce mouvement , des régiments entiers furent conduits au prince par leurs chefs.

Le comte de Feversham avait à peine évacué Salisbury, que le prince d'Orange marcha sur cette ville, ralliant en sa route les corps qui venaient à lui. La retraite de l'armée royale était pour lui comme une bataille gagnée. L'issue de cette lutte , à laquelle Jacques se refusait, n'étant plus douteuse , il y eut émulation entre les grandes villes à qui se signalerait par une plus prompte adhésion à l'entreprise ; Bath , Oxford , Nottingham , York , Berwick , Hull , Bristol devancèrent les autres. La noblesse était partout à la tête du mouvement. La bourgeoisie se ralliait à un cri qui semblait , au milieu de l'insurrection , n'exprimer qu'une réclamation légale. Ce cri , *un parlement libre*, était répété sans danger par le peuple. Il ne le précipitait pas en aveugle vers des choses nouvelles , mais l'appe-

lait seulement à remplir, dans les élections, un de- 1688.  
voir qui lui était connu. Grâce aux mesures pres-  
crites d'ailleurs par le prince d'Orange pour qu'on  
fit disparaître sans éclat les prêtres et autres agents  
des jésuites, les désordres qui viennent à la suite des  
plus légitimes vengeances étaient prévenus. A Lon-  
dres, au contraire, les derniers efforts de Jacques  
pour défendre ses chapelles et ses prêtres réveil-  
laient dans le peuple les passions révolutionnaires  
de 1640. Les pères Piter et Warner furent des  
premiers effrayés : ils s'enfuirent d'Angleterre.  
C'étaient des conseillers audacieux, et quelquefois  
habiles, mais non des hommes d'action : depuis l'af-  
faire des évêques ils avaient perdu la tête.

Jacques, abandonné par les prêtres papistes, et  
se croyant incapable de résister, bien qu'obéi encore  
par les troupes que le comte de Feversham avait  
repliées sur Londres, manda tous les seigneurs  
protestants qui se trouvaient à Londres, afin de  
savoir d'eux s'ils lui étaient encore dévoués. Ils le  
lui jurèrent; car, victorieux au dehors, ils étaient  
dans Londres à sa discrétion, s'il lui fût resté quel-  
que énergie. Il sembla prendre à la lettre leurs pro-  
testations, se mit à jouer avec eux l'effusion, les  
pria de le conseiller, leur demanda ce qu'il avait  
fait à ses sujets pour qu'ils le traitassent ainsi, ce  
que voulait le prince d'Orange, ce que voulaient  
ceux qui se joignaient à lui. — Un parlement libre  
et le renvoi des papistes, répondirent les seigneurs.  
— Jacques répliqua qu'il voulait aussi un parlement  
libre, et qu'il consentirait au renvoi des papistes à

1688. de certaines conditions. — Eh bien , dirent les seigneurs , si telles sont vos dispositions , il n'est pas douteux qu'elles ne satisfassent le prince et ses adhérents ; il faut les leur faire connaître. Jacques montra quelque répugnance à entrer en composition avec le prince ; c'était lui reconnaître le droit d'intervenir dans les affaires du royaume ; mais il fallait avouer le succès , si ce n'était la légitimité de son entreprise. En conséquence, une députation, composée du marquis d'Halifax, du comte de Nottingham et de lord Godolphin fut chargée d'aller annoncer à Guillaume que le roi consentait à la convocation d'un parlement libre , et voulait convenir avec lui de tout ce qui serait nécessaire pour assurer la liberté des élections. C'était exactement comme si Jacques eût fait dire qu'il voulait être de l'insurrection et prendre la devise des révoltés. Aussi, du côté du prince , fit-on sentir aux envoyés, avec un peu de raillerie , que , sous cette question de la convocation d'un parlement libre, question convenue et de pure forme , il y avait une question de fond plus épineuse , savoir de qui la nation tiendrait un parlement libre, du prince d'Orange ou du roi ?

Le prince répondit néanmoins comme s'il eût cru à la possibilité d'un arrangement. Ses conditions furent décentes ; elles ménageaient la situation de Jacques, alors tout-à-fait désespérée ; car sa seconde fille et le prince de Danemarck l'avaient abandonné, et les défections n'étaient plus que des voyages faits publiquement de Londres aux quartiers du prince ;

le conseil était dispersé ; la reine se retirait en 1688. France, emmenant le prince de Galles. Tout à coup Jacques laissa là les négociations avec le prince d'Orange, et partit furtivement dans la compagnie d'un seigneur dont il passait pour être le domestique. Il voulait gagner la France : là était le dernier espoir des catholiques exaltés ; car s'ils étaient sans courage, ils n'étaient pas sans projets.

En partant, Jacques laissait l'ordre au comte de Feversham de licencier sur-le-champ les troupes qu'il tenait encore réunies aux environs de Londres. L'ordre fut en partie exécuté, en sorte que la ville se trouva tout à coup encombrée de soldats licenciés et sans solde, tandis que le peuple, apprenant la fuite de Jacques, s'ébranlait avec son imprévoyance ordinaire, impatient de se venger des papistes, et voulant se réjouir de ce qu'il n'y avait plus de gouvernement. Les chapelles catholiques furent toutes dévastées en quelques heures ; les couvents furent envahis ; le peuple n'y trouva pas les jésuites qu'il y croyait cachés ; il alla les chercher dans les maisons des papistes, et jusque dans les hôtels des ambassadeurs des puissances catholiques. Le sang ne coula point, parce que les prêtres romains avaient fui depuis quelques jours ; mais tout ce qu'ils avaient laissé de livres, d'ornemens et d'objets de leur culte fut enlevé et brûlé. Dans ce premier tumulte, Jeffries fut reconnu dans une rue, déguisé en matelot et gagnant la Tamise, où une barque l'attendait. Il eût été victime de la fureur populaire s'il n'eût eu la présence d'esprit

1688. de se mettre sous la protection de quelques gens plus calmes , et de demander qu'on le fit conduire à la Tour , où il révélerait des choses de la plus grande importance. Le peuple le battit , puis le traîna chez le lord-maire pour que celui-ci le fit parler. Le lord-maire , en voyant dans cet état , les habits déchirés et le visage ensanglanté , un homme dont le nom faisait encore trembler la veille , éprouva un saisissement dont il mourut quelques jours après : Jeffryes , l'opprobre de la magistrature et de la pairie , mourut aussi à la Tour des excès de vin auxquels il se livra pour calmer ses remords et ses terreurs. Les troupes qui , jusqu'au départ de Jacques , avaient contenu le peuple , étant maintenant dispersées ou licenciées , le désordre était moins grand peut-être que s'il eût été contrarié. Mais tout à coup le bruit se répandit que les Irlandais licenciés devaient mettre le feu à la ville. Une proclamation , fabriquée sous le nom du prince d'Orange par une main inconnue , et lancée au milieu des rassemblements , donnait cet avis sinistre. La terreur qu'il causa fit craindre les plus grands malheurs ; quelques forcenés criaient déjà qu'il fallait exterminer tous les papistes pour prévenir leurs complots.

Personne n'avait encore osé prendre l'autorité depuis la fuite du roi. Le lord-maire , homme de peu d'énergie , se décida enfin à convoquer à l'hôtel-de-ville les membres du conseil privé , les évêques et les lords qui se trouvaient à Londres. On convint , dans cette assemblée , qu'on députerait aussitôt au

prince d'Orange pour le supplier de venir se mettre 1688.  
à la tête du gouvernement jusqu'à la convocation  
d'un parlement libre , et en attendant sa réponse ,  
on fit lever et armer la milice bourgeoise , qui fut  
employée à surveiller les soldats licenciés et à pro-  
téger les catholiques contre le peuple. Sur l'invita-  
tion du conseil de ville , Guillaume se dirigea sur  
Londres , mais s'arrêta à Windsor. Le peuple , déjà  
mécontent des mesures prises par le conseil de l'hôtel-  
de-ville pour rétablir l'ordre , trouva mauvais que  
le prince se fît attendre , et s'aperçut que son voisi-  
nage ajoutait à la sévérité des magistrats. Le même  
refroidissement qui s'était fait remarquer chez les  
paysans et les gens pauvres des comtés , quand ils  
avaient reconnu que cette nouvelle révolution ne se  
faisait pas pour eux , fut alors éprouvé par le peu-  
ple de Londres , et devint presque de l'intérêt pour  
Jacques fugitif. On croyait déjà celui-ci depuis plu-  
sieurs jours hors du royaume , lorsque le bruit vint  
qu'il avait été reconnu dans un petit port du pays  
de Kent , qu'on l'avait empêché de s'embarquer ,  
et qu'il revenait à Londres. Il reparut en effet , libre  
en apparence , entouré de ses anciens gardes , en-  
voyés au-devant de lui par le conseil de l'hôtel-de-  
ville. Le peuple l'accueillit par des acclamations qui  
ne lui rendirent pas l'espérance ; elles semblaient  
plutôt lui apprendre qu'un autre était déjà maître  
en sa place , et conséquemment déjà l'objet des  
défiances populaires. Ce retour était pour lui  
comme pour le prince d'Orange une sorte de mé-  
compte ; aussi se promit-il à la première occasion ,



1688. de fuir encore, et fut-il favorisé dans ce projet par le prince, qui redoutait encore sa présence.

Le prince d'Orange invita d'abord Jacques à s'éloigner de Londres, sous prétexte qu'il n'y était pas en sûreté. Jacques se rendit à Rochester, ville voisine de la mer. Aussitôt le prince entra dans Londres, mais furtivement; en sorte que le peuple, à défaut des tumultes qu'une police sévère était parvenue à lui interdire, n'obtint même pas un spectacle qui occupât et satisfît sa curiosité. Guillaume, en arrivant au palais de Saint-James, y trouva soixante-dix pairs réunis. Il leur remit son manifeste, les invita à aviser promptement aux moyens de convoquer un parlement libre, et se retira sans dire un seul mot de Jacques. Les pairs, imitant sa réserve, dressèrent un acte dit d'association, dans lequel ils s'engageaient vis-à-vis du prince d'Orange, comme il s'engageait vis-à-vis d'eux par son manifeste, à ne point abandonner la cause de la religion protestante, des lois et des libertés de l'Angleterre « jusqu'à ce qu'elles fussent tellement assurées, dans un libre parlement, qu'il n'y eût plus à craindre de retomber sous le papisme et l'esclavage. » Cet engagement des soixante-dix lords, et l'accueil fait par le conseil de la ville de Londres au prince d'Orange comme à l'ami des libertés et de la religion nationale n'étaient que la profession de foi de deux assemblées sans mission en faveur de l'entreprise du prince d'Orange. Restait toujours une difficulté constitutionnelle extrême-

mement grande , savoir qui convoquerait un parlement libre , le prince ou le roi. 1688.

L'invocation presque unanime d'un parlement libre avait été prudemment employée contre Jacques quand les chances de la lutte pouvaient lui être encore favorables; elle devenait contre Guillaume victorieux une réserve non moins prudente. Tout ce qui comprenait en Angleterre la nécessité de sauver la liberté en conservant la royauté , et c'était l'aristocratie et l'immense majorité de la bourgeoisie , voulait , jusqu'à ce que la nation fût duement représentée , considérer Guillaume comme le libérateur et l'ami de la nation , mais aussi comme désintéressé dans la querelle entre l'Angleterre et son roi. On ne discutait plus la légitimité du prince de Galles. Sur ce point , la conviction qui avait porté les esprits à désirer l'intervention du prince devait être écartée jusqu'à ce qu'une détermination régulière eût été prise à l'égard de Jacques.

Mais , sur ces entrefaites , Jacques ayant une seconde fois pris la fuite , la vacance du trône , fait sur lequel on disputa beaucoup ensuite , détermina , comme circonstance extraordinaire , l'assemblée des lords à offrir au prince l'administration provisoire du royaume. Guillaume ne voulut pas tenir l'autorité des seuls lords ; il désira qu'elle lui fût en même temps offerte par le conseil qui représentait la ville de Londres , et par les membres des deux chambres des communes assemblées sous Charles II , ceux qui avaient pour la dernière fois représenté l'Angleterre à Oxford , et dont la haine pour Jacques , manifestée

1688. dans ce temps par le bill d'exclusion, était moins capable de retour que les dispositions encore peu éprouvées de beaucoup de lords.

Les anciens membres des communes, réunis à ceux du conseil de ville, adressèrent au prince une invitation analogue à celle qu'il avait reçue des lords. Ils y ajoutèrent ce que les lords n'avaient pas fait, des actions de grâces pour le libérateur de l'Angleterre. Le lendemain de la présentation de cette adresse, les lords et l'assemblée qui représentait les communes reçurent la réponse de Guillaume. Les ayant réunis, il leur dit, en fort peu de paroles, « qu'il allait expédier les writs d'élection » suivant leur désir; qu'il userait, dans l'intérêt de » l'État, du pouvoir qu'ils lui confiaient; que si la » religion et les libertés du pays lui devaient en » effet quelque chose, il continuerait à mériter du » pays par son attachement à ces grands intérêts. »

Les élections commencèrent aussitôt par tout le royaume. Ce fut la première fois peut-être qu'elles se firent avec une si grande liberté. Guillaume crut devoir à sa position de ne chercher en aucune manière à les influencer; et, comme des anciens partis nul n'était dominant, tous les intérêts, toutes les  
1689. opinions furent représentés. Les deux chambres se réunirent le 22 de janvier sous le nom de convention, comme cela avait eu lieu pour le parlement de la restauration.

Alors se reproduisit sur une plus vaste scène le combat d'intérêts qui avait précédé en Hollande l'embarquement de Guillaume. Le rapport entre les

forces des deux partis, que la rédaction du manifeste avait mis aux prises, n'était plus le même. Il y avait aussi quelque différence entre les intentions dont ils étaient animés et celles qu'avaient fait voir leurs représentants réfugiés. Les seigneurs, dont l'opinion avait prévalu dans la rédaction du manifeste, étaient venus se rallier à une aristocratie aussi ennemie qu'eux du papisme, mais généralement plus retenue qu'eux par la crainte d'altérer le principe monarchique en procédant contre Jacques. Wildman et ses amis avaient plutôt parlé le langage de la minorité républicaine vaincue à Oxford, qu'exprimé le vœu des classes moyennes, au sein desquelles ils étaient venus se perdre, et qui avaient fourni la nouvelle chambre. Celle-ci n'était ni républicaine, ni presbytérienne, ni anglicane : elle était le produit des vingt-huit années de progrès que la nation avait faits malgré les Stuarts et les jésuites, depuis ce parlement presbytérien qui, pour renverser la république, avait si imprudemment fait la restauration.

Or, la portion éclairée de la nation avait appris, pendant ces vingt-huit années d'épreuves si coûteuses, que la royauté était nécessaire à une société partagée en classes comme l'Angleterre; que la légitimité seule était mauvaise, parce quelle considérait les libertés nationales comme venues d'elle et révocables à sa volonté; qu'il fallait qu'un roi tint une fois son droit du consentement de la nation, pour que ceux qui lui succéderaient ne remissent pas en question la nature du pouvoir

1689. royal, comme avaient fait tous les rois depuis Jacques 1<sup>er</sup>, et n'exposassent plus le pays à tomber en révolution, ou à perdre de ses lois, de sa religion, de ses lumières, tout ce que Jacques II avait jugé incompatible avec le devoir de l'obéissance passive et de la non-résistance.

L'immense majorité des membres de la nouvelle chambre des communes pensait ainsi; elle se composait pourtant d'hommes, qui, longtemps peut-être, s'étaient combattus comme royalistes ou républicains, mais ils sortaient des abstractions toujours dangereuses; ils entraient avec franchise dans les faits, et se trouvaient d'accord. C'était là enfin le terme de tant d'exagérations qui s'étaient trouvées corrigées ou punies l'une par l'autre. Après une délibération de cinq heures, les deux déclarations suivantes furent votées par les communes :

« Le roi Jacques, ayant tâché de renverser la  
» constitution du royaume en violant le contrat  
» originel entre le roi et le peuple, et ayant, par  
» le conseil des jésuites et autres méchantes gens,  
» violé les lois fondamentales, et s'étant retiré  
» hors du royaume, a abdiqué le gouvernement,  
» et par là le trône est devenu vacant. »

« L'expérience a appris qu'un royaume protes-  
» tant ne saurait s'accorder avec le gouvernement  
» d'un roi papiste. »

Ces deux déclarations furent adressées immédiatement à la chambre haute. Elles y excitèrent un violent orage; mais un peu de calme suivit et on les discuta en détail. On posa d'abord cette ques-

tion, s'il y avait un contrat originel entre le peuple et le roi? Après un débat où parurent les terreurs aristocratiques qui avaient appuyé si longtemps la tyrannie de Jacques cinquante-trois voix se prononcèrent pour l'affirmative, et quarante-six pour la négative. L'abdication et la forfaiture de Jacques, par la violation des libertés et sa fuite hors du royaume, semblaient devoir découler de cette première proposition, comme le fait de la vacance du trône, de l'abdication de Jacques; mais une majorité, il est vrai peu considérable, fit décider que Jacques n'avait pu abdiquer le gouvernement; qu'il avait seulement déserté le royaume, et qu'ainsi le trône n'était pas vacant.

Ceux qui venaient d'admettre la doctrine du contrat originel revenaient un peu tard à la crainte d'altérer la pureté du principe monarchique; mais cette crainte seule ne les retenait pas; un motif, qu'ils n'alléguaient pas, était celui-ci: avant de déclarer que le trône était vacant, ils voulaient savoir qui le remplirait. La vacance ou la non vacance du trône était la question entre Jacques et l'Angleterre; celle-là était décidée au fond de toutes les consciences; mais la question entre le prince d'Orange et la nation suivait de si près, et présentait encore de si graves difficultés, suivant certains membres de la chambre haute, que pour l'ajourner ils soutenaient, contre toute raison, la non vacance du trône. Quelques-uns voulaient qu'on nommât un régent; d'autres, qu'on proclamât la princesse Marie, et qu'on renvoyât le prince; d'autres dési-

1689. raient qu'on donnât la couronne au prince seul ; l'opinion la plus générale , et c'était celle des communes , voulait qu'on associât le prince et la princesse. Ceux qui désiraient une régence ou le règne de la princesse Maric, n'osaient entrer là-dessus en discussion publique , mais intriguaient fort activement pour la réussite de leurs plans. Ils firent décider qu'une conférence entre les deux chambres aurait lieu sur la question de la vacance du trône ; et cette conférence, malgré son apparente solennité, ne servit qu'à masquer leurs intrigues et à leur faire gagner du temps. Elle eut une sorte d'importance , parce qu'à beaucoup de mauvaise foi montrée par les commissaires de la chambre haute , ceux de la chambre basse opposèrent une supériorité de savoir et de lumière très-remarquable. Mais son inutilité , quant à la question de la vacance du trône , fut prouvée par la facilité avec laquelle les commissaires de la chambre haute cédèrent aux raisons de leurs adversaires , quand le prince d'Orange , témoin longtemps impassible de ce débat , prit le parti de montrer de quel œil il le voyait.

On s'était étonné de l'espèce de patience dédaigneuse avec laquelle Guillaume attendait de la convention le prix de ses services. Peut-être cet homme qui toute sa vie n'avait eu qu'une passion , la liberté de son pays , estimait peu les démonstrations de patriotisme faites sous ses yeux par ces nobles anglais, dont les noms se rattachaient pour la plupart à quelque une des époques les plus désastreuses des règnes de Jacques et de Charles II. Il voyait bien que plu-

sieurs d'entre eux craignaient de l'avoir pour maître, et s'efforçaient de lui faire préférer la princesse sa femme. Il ne cherchait pas à leur plaire, sachant bien qu'après tout les Anglais ne pouvaient se passer de lui ; mais il voulut enfin qu'ils eussent ses intentions. Il manda les principaux d'entre eux qu'il savait lui être opposés :

« Vous avez vu, leur dit-il avec sa sécheresse de ton et sa brièveté ordinaires, que je n'ai cherché ni à intimider ni à flatter personne. On parle d'une régence : cela sera fort sage ; mais qu'on n'y songe pas pour moi, je ne saurais accepter cette dignité. Il en est qui veulent couronner la princesse : personne n'apprécie mieux que moi ses vertus et ses droits ; mais je dois dire que je ne suis pas homme à prendre les ordres d'une coiffe, ni à tenir la couronne par les cordons d'un tablier. Je ne me mêlerais de rien que ce ne fût à charge de tout faire par moi et pour toute ma vie. Si d'autres pensent différemment, qu'ils se hâtent de prendre un parti. La royauté me séduit peu ; et, dès que je ne me croirai plus utile à la nation anglaise, je sais où les affaires de l'Europe m'appellent. »

Cette déclaration s'accordait avec celle que le docteur Burnet avait obtenue de la princesse, en Hollande, avant le départ de l'expédition, pour indiquer aux membres de la convention, déjà déclarés pour la vacance du trône, ce qui restait à faire. Les seigneurs en présence desquels Guillaume s'était exprimé avec un dédain si apparent pour la royauté, virent qu'il était pressé d'en finir, et qu'il



1689, n'était pas homme à se soumettre au résultat qu'il semblait si peu craindre. Ils amenèrent les autres opposants à l'opinion qui prévalait déjà dans les communes. La conférence fut close : la chambre haute adhéra au vote des communes sur la vacance du trône.

Toutes choses étaient de longue main préparées pour assurer les conséquences de cette déclaration : la vacance du trône ne devait pas être longue ; la volonté de la nation anglaise était qu'il fût rempli, mais à des conditions qui garantissent le maintien de toutes les libertés acquises, c'est-à-dire comprises. Ainsi allait être accompli le premier vœu de l'insurrection de 1640. Les passions qui avaient compromis et dépassé ce vœu n'étaient plus depuis le jour où le parlement, vainqueur de la royauté absolue, avait été renversé par un dictateur militaire ; et, depuis ce temps, les masses sorties de la lutte révolutionnaire n'avaient cessé de marcher à la conciliation d'intérêts qui devaient mutuellement se proclamer, ou se faire à toujours une guerre d'extermination. Cette conciliation avait été cherchée dans la restauration, mais non pas trouvée, parce qu'on avait trop accordé au pouvoir royal en le rétablissant. Vingt années de résistances légales, sous Charles II, avaient parfois donné à croire qu'on pouvait lutter contre ces inconvénients avec avantage ; cinq années d'une abominable tyrannie, sous Jacques, avaient détruit cette erreur et appris à tous qu'il fallait encore une fois toucher à la royauté. Mais on était capable de le faire avec prudence : le

deshonneur à peu près égal de tous les partis, leurs 1689.  
fautes communes, leurs excès imités les uns par les autres, leur interdisaient l'examen du passé, si ce n'était pour profiter de l'expérience donnée par les impuissantes tentatives, les réactions inattendues, les injustices punies, enfin par la pratique longue et difficile des institutions. La convention se fit l'organe de cette opinion de l'Angleterre éclairée; elle offrit la couronne à Guillaume et à la princesse Marie; mais, afin que le pouvoir royal n'eût plus à entreprendre contre les lois, les libertés et la religion nationales, elle déclara ce qui suit :

« 1<sup>o</sup> Le prétendu pouvoir de suspendre l'exécution des lois par l'autorité royale, sans le consentement du parlement, est contraire aux lois.

» 2<sup>o</sup> Le prétendu pouvoir de dispenser des lois, ou de l'exécution des lois par l'autorité royale, comme il a été usurpé et exercé en dernier lieu, est contraire aux lois.

» 3<sup>o</sup> L'érection d'une cour ecclésiastique, ou de toute autre cour, est contraire aux lois et pernicieuse.

» 4<sup>o</sup> Toute levée d'argent pour l'usage de la couronne, sous prétexte de la prérogative royale, sans qu'elle ait été accordée par le parlement, ou pour un plus longtemps, ou d'une autre manière qu'elle n'a été accordée, est contraire aux lois.

» 5<sup>o</sup> C'est un droit des sujets de présenter des requêtes au roi, et tous emprisonnements, et toutes poursuites pour ce sujet, sont contraires aux lois.

» 6<sup>o</sup> Lever ou entretenir une armée dans le

1689. royaume , en temps de paix , sans le consentement du parlement , est une chose contraire aux lois.

» 7° Les sujets qui sont protestants peuvent avoir des armes pour leur défense , selon leur condition , de la manière que les lois le permettent.

» 8° Les élections des députés au parlement doivent être libres.

» 9° Les discours faits ou tenus dans les débats au parlement ne doivent être recherchés ou examinés dans aucune cour ni dans aucun autre lieu que dans le parlement même.

» 10° On ne doit point exiger des cautionnements excessifs , ni imposer des amendes exorbitantes , ni infliger des peines trop rudes.

» 11° Les jurés doivent être choisis sans partialité. Ceux qui sont choisis pour jurés dans les procès de haute trahison doivent être membres des communautés.

» 12° Toutes concessions , ou promesses de donner les confiscations des biens des personnes accusées , avant leur conviction , sont contraires aux lois et nulles.

» 13° Pour trouver du remède à tous ces griefs , pour corriger , pour fortifier les lois et pour les maintenir , il est nécessaire de tenir fréquemment des parlements.

» Les seigneurs et les communes prétendent et demandent ce qui est spécifié ci-dessus , comme étant indubitablement leurs droits et leurs libertés , et qu'aucune déclaration , aucun jugement , aucune procédure , au préjudice desdits droits et libertés ,

ne puissent à l'avenir être tirées à conséquence, ou 1689. produits en exemple. »

Cette nouvelle déclaration de droits était moins énergique que celle de 1640 : elle-ci avait été faite contre le pouvoir royal, comme un manifeste de guerre ; les passions, l'inexpérience avaient donné à ses principes leur portée républicaine. La nouvelle déclaration adressée à un pouvoir qu'on allait établir, et qui inspirait de la confiance, était pour lui comme un simple avis de ne pas toucher aux libertés que la famille bannie avait attaquées.

A la suite de cette déclaration, les deux chambres convinrent solennellement que le prince et la princesse d'Orange seraient nommés ensemble roi et reine d'Angleterre, et que l'administration du gouvernement serait entre les mains du roi seul. Une nouvelle formule de serment fut immédiatement dressée pour remplacer les anciens serments d'allégeance et de suprématie ; elle était ainsi conçue : *Je jure que je serai fidèle à Leurs Majestés le roi Guillaume et la reine Marie*. L'ancien serment disait : *Au roi, mon juste et légitime souverain*. Les mots juste et légitime furent rayés, et l'on s'entendit très-rapidement sur cette suppression. En elle était la pensée entière de la nouvelle révolution, telle que la concevait la majorité des deux chambres. La minorité, qui s'était élevée contre la doctrine du contrat originel, et qui avait disputé sur la question de la vacance du trône par un reste d'attachement pour la famille des Stuarts, adhéra à la suppression, mais parce qu'elle regardait Jacques

1689, comme ayant seul droit à ce titre de juste et légitime souverain. La ridicule distinction entre le *roi de fait* et le *roi de droit* prit de là naissance, elle causa des divisions qui ne peuvent trouver place dans cette histoire.

Ainsi se termina la contre-révolution anglaise. Les classes moyennes, dans leurs intérêts de propriété, l'avaient commencée en préférant le despotisme militaire de Cromwell à la continuation d'une réforme qui promettait aux classes inférieures la communauté des biens. Dans leurs intérêts d'ordre et de repos, elles l'avaient continuée contre l'armée quand la mort de Cromwell avait remplacé celle-ci dans sa condition de parti républicain; et, pour vaincre l'armée, elles avaient rappelé et remplacé au-dessus d'elle les hautes classes et la royauté. La réaction passionnée qui s'était emparée des Stuarts, et les avait lancés comme des ministres de vengeance contre les niveleurs, les républicains, les fanatiques et les serviteurs du protectorat, s'arrêta quand ceux-ci ne furent plus à craindre. Les Stuarts restèrent effrayés lorsque tout se rassurait autour d'eux. Les anglicans, après leur avoir sacrifié les presbytériens, leur parurent encore dangereux; le parlement, après avoir tué les régicides, leur fit encore ombrage. Ils ne purent oublier que les protestants anglicans, en combattant le papisme, et le parlement, en s'opposant au pouvoir absolu, avaient de bien loin commencé la révolution. Or, entre les principes proclamés par la révolution, il fallait distinguer ceux pour lesquels elle avait entrepris de

créer des faits , et ceux qui n'étaient que l'expression de faits plus anciens qu'elle. La nation avait repoussé les premiers ; les seconds étaient ceux que Charles I<sup>er</sup> n'avait pas voulu reconnaître. Pour n'avoir pas le sort de leur père, Charles II et Jacques II se promirent d'être plus hardis que lui , de détruire ce qu'il avait nié. S'abandonnant aux inspirations de cette folle prévoyance, ils se firent réformateurs à leur tour , et continuèrent ainsi l'état de guerre dont la nation avait voulu sortir en les rappelant. Les résistances , provoquées par ce qu'ils firent pour se prémunir contre elles, accrurent à chaque pas leurs alarmes , et les poussèrent dans leur travail de destruction jusqu'à ce que le mécontentement de la nation redevint encore une fois de la colère. Alors il fallut opposer passion à passion , rendre haine pour haine , et ce fut surtout de Jacques que vinrent les conseils et les efforts , parce qu'en lui la préoccupation du danger était plus forte , parce qu'il détestait la liberté , comme les visionnaires puritains avaient détesté le pouvoir royal. Les lueurs de raison , qui parfois avaient fait déplorer dans Charles une fatale descendance, n'éclairèrent plus un trône déjà trop compromis lorsque Jacques apporta sur ce trône ses passions et sa faible intelligence. La double direction imprimée au gouvernement sous Charles II cessa, et ce fut la direction occulte , vaincue par la formidable imposture d'Oates , et rétablie par le complot de *Rye-House*, qui prévalut , et fut mise au grand jour. Les jésuites furent appelés à détruire ce que , par une

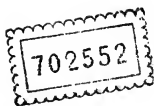
abstraction absurde, eux et quelques absolutistes opiniâtres appelaient encore la révolution trente ans après l'usurpation si facile de Cromwell. Ils conduisirent Jacques précisément par ce qui avait manqué à Charles II, par la conscience. Ils usèrent largement de cette autorité de casuistes, usurpée sur une âme crédule, et dont les penchants étaient haineux et sanguinaires; ils lui ôtèrent le remords qu'ils ne connaissaient pas pour eux-mêmes. Ils n'épargnèrent ni fraudes, ni violences, ni crimes, pour réussir; l'habileté même ne leur manqua pas: ils en mirent dans l'enchaînement de leurs intrigues et de leurs attentats. Après avoir répandu une terreur si générale, que personne n'osait plus tenter d'autres protestations que celles qui eussent pu venir d'élections libres, ils gouvernèrent sans parlements. Ils enlevèrent aux villes leurs chartes, aux corporations leurs privilèges électoraux, afin que l'impossibilité de nommer de dignes représentants les fît renoncer au désir d'être représentés. Pour façonner au joug les générations à venir, ils envahirent les établissements d'instruction publique. Pour ôter à la nation le droit d'examen en matière de gouvernement, il ne leur resta plus qu'à extirper du royaume la religion qui jadis avait enseigné à juger les rois; ils ne l'attaquèrent point dans la généralité de ses sectes, mais seulement dans celle qui dominait, et par-là ils se donnèrent les autres pour alliés. Ce fut un étonnant spectacle que celui du parti extrême dans la contre-révolution, appelant à son secours, au nom de la tolérance reli-

gieuse, ce qui restait des révolutionnaires extrêmes; mais cette alliance, sollicitée par un gouvernement qui vivait au jour le jour, ne put tenir : elle finit avec l'intention montrée par les jésuites de donner à la couronne un successeur élevé dans l'intolérance catholique. Enfin, lorsque Guillaume vint s'offrir à la nation comme un libérateur, la vanité de tant d'entreprises fit pitié : la nation n'avait pas cessé de chérir ses libertés politiques et ses garanties religieuses ; elles vivaient dans les choses, dans les mœurs, dans les affections, quand elles étaient nominalement détruites, et de ce pouvoir absolu, de cette religion étrangère, introduits à si grande peine, il ne restait rien. Jacques avait bâti quelques chapelles, montré le surplis catholique au peuple de Londres ; il avait eu la satisfaction d'assister publiquement à la messe ; et, tandis qu'il traversait la mer en fugitif, un parlement libre inscrivait, pour la leçon de l'avenir, dans les fastes de l'Angleterre, ce vote mémorable :

« Jacques II, roi d'Angleterre, en détruisant, par le conseil des jésuites et autres méchantes gens, les libertés et la religion nationales, a abdiqué la couronne. »

FIN.





## TABLE DES MATIÈRES.

---

### INTRODUCTION.

- I. Ordre établi en Angleterre par la conquête. — Naissance de la bourgeoisie. — Affranchissement graduel des serfs. — Décadence de la noblesse conquérante. — La royauté, l'aristocratie, les communes, réunies en parlement.
- II. La noblesse féodale transformée en aristocratie monarchique. — Prépondérance du pouvoir royal. — Enrichissement des communes favorisé par les rois absolus. — Premières inquiétudes données au pouvoir absolu par les progrès des communes.
- III. Établissement de la réformation. — Instincts de la liberté religieuse chez le peuple. — Le pouvoir royal attaqué par les réformateurs religieux.
- IV. Le pouvoir royal se déclare de droit divin. — Les réformés lui contestent cette origine. — Le parlement discute sous le point de vue religieux les droits du peuple et les prérogatives de la couronne. — Progrès de l'esprit public dans cette discussion. — Embarras donnés par elle à l'administration. — Malaise et aigreur mutuelle qui en résulte.
- V. Charles I<sup>er</sup> veut terminer le différend en rétablissant le pouvoir absolu. — Longue oppression. — Réaction

qui proclame les droits du peuple et attaque les prérogatives de la couronne.

VI. Préludes de la guerre civile.

VII. Résultat de la guerre. — La révolution est faite dans l'État par le renversement de la royauté, dans l'ordre religieux par l'établissement du culte sans prêtres; elle est commencée dans la société par les entreprises des niveleurs.

VIII. La révolution sociale empêchée par les classes riches et par l'armée. — Protectorat de Cromwell.

## PREMIÈRE PARTIE.

### CHAPITRE PREMIER. — LA RESTAURATION.

État de l'Angleterre à la mort de Cromwell. — Richard Cromwell essaie de détruire l'influence de l'armée et de relever le parlement. — L'armée renverse le parlement et Richard. — Elle rétablit et chasse de nouveau le parlement dit *croupion*. — Elle se divise. — L'armée d'Écosse relève le parlement, celle d'Angleterre abandonne ses généraux. — Les royalistes se liguent avec les presbytériens et l'armée d'Écosse; ils obtiennent la convocation d'un parlement suivant l'ancienne constitution. — Ce parlement rappelle les Stuarts. — Derniers efforts des républicains. — Alliance des royalistes, des anglicans et des presbytériens contre les républicains. — Circonstances de la restauration. — Procès des régicides. — Restitution des biens de la couronne, des évêques et des seigneurs. — Rétablissement de l'épiscopat. — Premières attaques contre les presbytériens. Pag. 1.

### CHAPITRE II. — SYSTÈME ANGLICAN.

Les anglicans à la tête de la contre-révolution. — Pour-  
suites contre les chefs presbytériens d'Écosse. — Ré-

gime établi en Écosse. — Conférences de la Savoie entre les presbytériens et les anglicans. — Les presbytériens persécutés. — L'acte contre les presbytériens étendu aux papistes et à tous les non-conformistes protestants. — Intrigues de la cour pour obtenir une distinction en faveur des papistes. — Résistance du ministère et commencement d'opposition dans le parlement. — Composition de ce parlement. — Ses lois sur l'armée, sur les corporations, sur la presse, sur la religion. — Progrès de la mésintelligence entre le roi et ses ministres anglicans. — Déclaration d'indulgence, publiée par le roi en faveur des papistes. — Guerre avec la Hollande. — Plaintes de l'opposition parlementaire. — Mauvais succès des ministres anglicans, voulant tenir l'équilibre entre la cour et le parlement. — La cour et le parlement renversent les ministres anglicans. Pag. 27.

#### CHAPITRE III. — MINISTÈRE DE LA CABALE.

Passage du système de Clarendon à celui des libertins. — Esprit du ministère de la Cabale et de l'opposition parlementaire. — Alliance secrète entre la Cabale et la cour de France. — Plans de la Cabale pour l'établissement du pouvoir absolu et du papismo. — Guerre à la Hollande. — Vues de la Cabale en faisant cette guerre. — Charles II pensionné par Louis XIV. — Insultes aux deux chambres. — Progrès de l'opposition. — Les presbytériens et les anglicans se réconcilient. — Révolution en Hollande. — Ruines des plans de la Cabale. — Le roi forcé de revenir au parlement. — Lutte entre l'opposition et la Cabale au sujet du test anglican. — Le test est emporté par le parlement. — Défections dans le ministère de la Cabale. — Son entier renversement. Pag. 58.

#### CHAPITRE IV. — OPPOSITION PRESBYTÉRIENNE.

Politique de Charles II. — Ministère de Danby. — Plans

de la nouvelle administration. — Arrangements entre Charles II et Louis XIV. — Feinte médiation en faveur de la Hollande. — Efforts de l'opposition contre les papistes et Louis XIV. — Désertions dans le parti de la cour. — Prépondérance des presbytériens dans l'opposition. — Charles II forcé par le parlement à agir pour la Hollande. — Levée de trente mille hommes. — Intrigues diplomatiques ; guerre extérieure ; débats parlementaires avant la paix de Nimègue. — Conjuratation papiste. Pag. 97.

## SECONDE PARTIE.

### CHAPITRE PREMIER. — NOUVEAU MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE.

Résultats politiques de la conjuration papiste. — Hardiesse du parlement. — Découverte des relations avec la France. — Influence de cette découverte dans les élections d'un nouveau parlement. — Esprit de la chambre basse. — Affaires du ministre Danby. — Conseil de William Temple. — Bill pour exclure le duc d'York de la succession. — Résistance de la cour. — Progrès de l'esprit républicain dans la chambre basse. — Les anglicans réconciliés avec la cour. — Incertitudes de la nation favorables au parti républicain. — Intentions de ce parti mises à découvert. — Parlement d'Oxford. — Brusque défaite du parlement républicain. Pag. 151.

### CHAPITRE II. — RÉACTION ROYALISTE.

Effets de la déclaration d'Oxford. — Explosion générale des catholiques, des royalistes, des anglicans et de la population commerçante contre les whigs. — Faveur du duc d'York. — Direction donnée par lui à la réaction en Écosse. — Il sollicite et obtient son retour en Angleterre. — Son influence dans le conseil. — Affaire des shériffs de Londres. — Attaques des chartes des villes et corpora-

tions. — Poursuites contre les excluants et les whigs dans tout le royaume. — Persécutions des presbytériens en Écosse. — Conjuratlon des whigs d'Angleterre et des presbytériens d'Écosse. — Découverte de la conjuration. — Procès et mort des principaux conjurés. — Indifférence de la nation. — Résultats du complot anglo-écossais favorables à la cour et particulièrement au duc d'York et aux papistes. Pag. 167.

### CHAPITRE III. — RÉTABLISSEMENT DU CATHOLICISME.

Le duc d'York, les catholiques et les absolutistes, à la tête de la contre-révolution. — Rupture entre le roi et le parti dominant. — Mort du roi. — Triomphe des catholiques; avènement de Jacques II. — Promesses de Jacques II; serment du sacre. — Résignation du peuple anglais. — Réhabilitation des condamnés du complot papiste; vengeances contre les dénonciateurs. — Tentatives du comte d'Argyle et du duc de Monmouth. — Le parti catholique fortifié par elles. — Prétentions au pouvoir absolu, au pouvoir de dispenser des tests, combattues par le parlement. — Prorogation du parlement. — Établissement des troupes permanentes. — Conversions au papisme. — Décision des juges du banc du roi en faveur du pouvoir dispensatif. — Les papistes élevés aux emplois dans les trois royaumes. — Commission ecclésiastique instituée contre les anglicans. — Procès de l'évêque de Londres et de Samuel Johnson. — Soumission générale. — Séparation du parti régnant en catholiques modérés et catholiques exaltés. Pag. 204.

### CHAPITRE IV. — POUVOIR ABSOLU.

Les jésuites à la tête de la contre-révolution. — Premier projet pour exclure le prince d'Orange de la succession. — Système de tolérance religieuse. — Courte alliance

des non-conformistes protestants et des catholiques dans ce système. — Ambassade de d'Albeville et de Dykvelt. succès de Dykvelt en Angleterre. — Inutiles efforts de d'Albeville pour tromper le prince d'Orange. — Le pouvoir absolu proclamé par ordonnance en Angleterre et en Écosse. — Résistance des anglicans; les catholiques abandonnés par les non-conformistes. — Second plan des jésuites pour la succession. — Voyage du roi et de la reine aux eaux de Bath. — Prétendue grossesse de la reine. — Envahissement des universités par les jésuites. — Tentatives inutiles pour former un parlement absolutiste. — Seconde ordonnance proclamant le pouvoir absolu. — Les évêques refusent de lire l'ordonnance. — Procès des évêques. — Naissance d'un faux prince de Galles. — Explosion générale du peuple et des troupes régulières contre le gouvernement des jésuites. — L'aristocratie protestante prévient une nouvelle révolution en appelant le prince d'Orange. Pag. 266.

#### CHAPITRE V. — RÉVOLUTION DE 1688.

Députation des seigneurs d'Angleterre au prince. — Promesses du prince. — Ses instructions au sujet des dissidents protestants. — Rapprochement définitif entre les protestants de toute secte. — Dispositions de la flotte et de l'armée favorables au prince. — Requête des seigneurs anglais. — État des affaires d'Europe, en 1688. — Comment elles empêchent Louis XIV de secourir Jacques II. — Armement du prince. — Discussions entre les réfugiés au sujet du manifeste du prince. — Départ de l'expédition. — Apathie de Jacques et des jésuites. — La flotte de Guillaume ramenée par la tempête. — Réveil des jésuites à cette nouvelle. — Second départ de Guillaume. — Son débarquement. — Fuite de Jacques. — Rôle de la noblesse et de la bourgeoisie dans la révolution. — Espérances du peuple trompées. — Établissement de la royauté consentie. Pag. 313.

luten il v.  
voulus at  
prou p'ce  
ation ai

anyours

qu'il y a

Beyen

pyimvalk

Belye p

ta gran

= Dhu fi

Patema

Croz

0

die 2

l'imme

any

= qu

any

man



37. un grand nombre j'aurais  
 en a faire en quel  
 Et arrivais à une conversation  
 au publiciste qui représentait  
 une bonne cause la  
 d'insister dans son idée  
 dans la qu'il y a de  
 dans la rationalité  
 pour leur développement de  
 la France la France aujourd'hui  
 y a-t-il si habiles! Mais

mon Monsieur Robert  
blessé et bien humble

Jerome

A. B. 1

8-1

## PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ BELGE

DE

LIBRAIRIE, IMPRIMERIE ET PAPETERIE.

LA BELGIQUE INDUSTRIELLE, 1 vol. in-8°.

ESSAI SUR LA LITTÉRATURE ANGLAISE, par M. de Charleubriand, 2 vol. in-18.

ÉTUDES D'HISTOIRE ET DE PHILOSOPHIE, par Lerminier, 2 vol. in-18.

LE LYS DANS LA VALLÉE, par Balzac, 2 vol. in-18.

L'ÉDUCATION PROGRESSIVE, par M. Necker de Saussure, 2 vol. in-18.

HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION BELGE de 1830, par White, 3 vol. in-18.

ESQUISSES SUR LES FEMMES, par Mme Gatti de Gamond.

LE PARADIS PERDU de MILTON, traduit par Chateaubriand, 2 vol. in-18.

HISTOIRE DE LA CONTRE-RÉVOLUTION EN ANGLETERRE, par Armand Carrel, 1 vol. in-18.

MÉMOIRES SUR LA RESTAURATION, par Mme d'Abrantès, t. 3 et 4.

COURS D'ART ET D'HISTOIRE MILITAIRE, par Rocquancourt, 1 vol. in-8° avec planches.

DESCRIPTION DE BRUGES, 1 vol. in-18.

REVUE DE PARIS, le 1<sup>er</sup> vol. de la 8<sup>e</sup> année.

LEÇONS SUR L'OMÉOPATHIE, par le docteur L. Simon, 1 vol. in-18.

LA PREMIÈRE COMMUNION, par Delécluze, 1 vol. in-18.

LES INFLUENCES, par Léon Gozlan, 2 vol. in-18.

PHILOSOPHIE DES MANUFACTURES, par Ure, trad. de Pangloss, 2 vol. in-18.

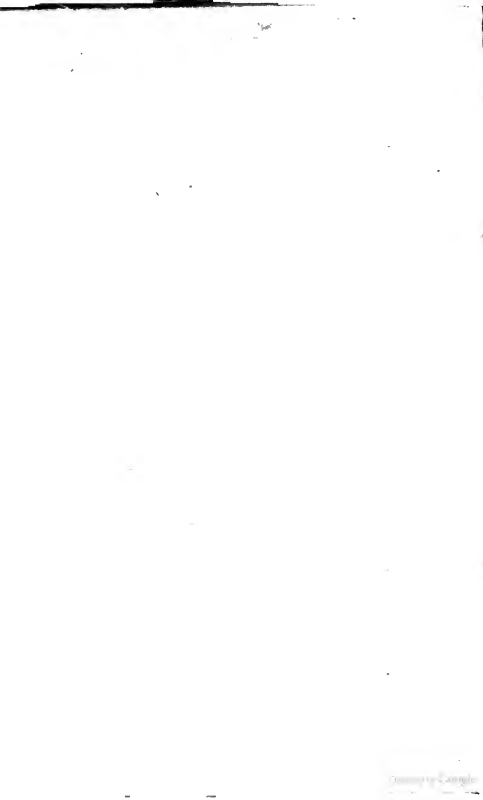
NOUVEAUX PORTAITS LITTÉRAIRES, par Stc-Beuve, 3 vol. in-18.

HISTOIRE ROMAINE DE NIERDHR, t. 2. éd. in-8°. L. 6 et 7.

CHIMIE DE MITCHERLICH, traduite de l'allemand par Valérius, t. 5; 1 vol in-8°.

5786850.

Digitized by Google



**LEGATORIA DI LIBRI**  
**ALBERTO COZZI**  
**Via Parlone N. 10 - FIRENZE**

---

FIRENZE

